
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

WIDENER



HN H88D 0

Fr 27.3.90

HARVARD COLLEGE
LIBRARY



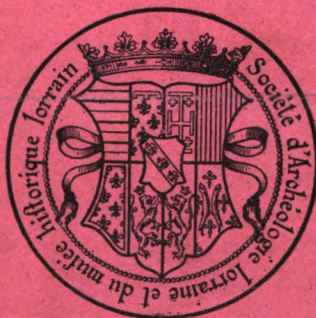
Conservée avec soin

Coll

BULLETIN MENSUEL
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

2^e Série, Tome II^e (51^e Volume).

1902



NANCY
AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
PALAIS DUCAL
GRANDE-RUE (VILLE-VIEILLE)

—
1902

BULLETIN MENSUEL
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

2^e Série, Tome II^e, (51^e Volume)

1902



^cⓈ
NANCY

AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
PALAIS DUCAL
GRANDE-RUE (VILLE-VIEILLE)

—
1902

Fr 27.3.90
~~Fr 38.8~~

Harvard College Library

Sept 10, 1912

F. O. Lowell fund

BULLETIN MENSUEL
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

2^e ANNÉE. — NUMÉRO 1. — JANVIER 1902.

Procès-verbal de la séance du vendredi 13 décembre 1901

PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Communication.

La Société historique de la Hesse supérieure, à Giessen, demande l'échange des publications. Cette offre est acceptée.

L'échange du *Bulletin mensuel* avec la *Revue historique et littéraire du département du Tarn* est également décidé.

De son côté, et sur le désir de plusieurs membres, le Président a proposé l'échange à la Société historique pour la région de la Sarre, à Sarrebruck. Cette démarche a été favorablement accueillie.

Le Président donne communication d'une lettre du Directeur de la *Revue historique ardennaise*, qui exprime ses regrets de ne pouvoir continuer d'adresser, à titre d'échange, à la Société, une publication dont il reste seul à supporter les frais.

Plusieurs exemplaires des statuts de la Société pour la protection des paysages de France, envoyés par M. Georges

Harmand, avocat à la Cour d'appel de Paris, sont mis à la disposition de nos confrères.

Sont admis en qualité de Membres titulaires : MM. Armand Simonin, le docteur Reibel, Charles Reibel, l'abbé Emile Chatton, l'abbé Gilbert, l'abbé Charles Aimond, Adolphe Moreau, Hippolyte Parpaite et F. Comte.

Ouvrages offerts à la Société.

Huit jours dans les Vosges, par M. Emile Badel ; 2^e édition, Lunéville, Imprimerie nouvelle, s. d., in-12^o de 111 p.

Juvigny-les-Dames et son ancienne abbaye, 2^e partie, par M. Lucien Collet (Frère Valéry) ; [Extrait].

La commune et la paroisse de Septsarges (Meuse). Notes d'histoire et de géographie locales, par le même ; Montmédy, Pierrot, 1900, in-8^o de 33 p.

De la condition sociale, civile et juridique des sourds-muets. Discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée de la Cour d'appel de Nancy, le 16 octobre 1901, par M. Falgairolle ; Nancy, Vagner, 1901, in-8^o de 69 p.

L'ancien Longwy, par M. A. Guyot ; Longwy, Marie, 1901, in-12^o de 43 p.

La forêt de Darney, par M. Ch. Guyot ; Paris, Imprimerie nationale, 1901, in-8^o de 15 p.

Recherches, à propos d'une liste des vassaux de Bar de l'an 1311, sur les débuts du règne du comte Edouard I^{er}, par M. H. Levallois ; Nancy, 1901, Crépin-Leblond, in-8^o de 29 p. (Extrait du *Bulletin mensuel*.)

Travaux et Lectures.

M. Ch. Guyot donne lecture d'un chapitre complémentaire de son travail sur *Mirecourt pendant la Révolution*, travail dont l'impression a été précédemment votée.

M. H. Lefebvre continue la lecture de son étude sur les *sires de Pierrefort*.

MÉMOIRES

LA TERRE DE SAINT-DENIS AU XII^e SIÈCLE (COMMUNE DE MORIVILLER).

Çà et là, dans les chartes du XII^e siècle qui concernent la partie orientale de notre département, on rencontre la mention « terra sancti Dionisii ». Où faut-il placer cette terre ou ce domaine de Saint-Denis ? Le commandant Malhorty, pour occuper les loisirs de ses vacances, avait commencé des recherches, dont une mort prématurée (1897) ne lui a pas permis de faire paraître le résultat dans les publications de notre Société. Dans un petit mémoire qui m'a été obligeamment communiqué par sa famille, notre studieux confrère, s'appuyant sur quelques extraits des *Communes* de Lepage, avait pensé pouvoir identifier la terre de Saint-Denis, avec un canton rural qu'on appelle encore les *Mazures* et qui est situé à l'est de Moriviller.

Des textes nouveaux, qui me sont tombés sous les yeux en dépouillant le fonds de l'abbaye de Beaupré, m'ont permis de moins abandonner au hasard la conjecture de son emplacement, et de donner quelques détails sur la manière qui mit ce domaine entre les mains des religieux de Beaupré. Ce qui n'est pas douteux, c'est que le fief de Saint-Denis était situé sur le territoire actuel de Moriviller, car plusieurs documents disent : « terra Sancti Dionysii in parrochiatu de Murinviller ». Partant de là, le commandant Malhorty, rencontrant des débris de constructions dans les champs appelés *Mazures*, avait cru y retrouver les restes de la maison qui servait à l'exploitation de la terre de Saint-Denis. Mais la comparaison des lieux et des documents qui vont suivre rendent cette hypothèse invraisemblable. D'abord les vestiges de constructions qui se

rencontrent aux *Mazures* trahissent une origine plus ancienne que le ^{xiii}^e siècle, comme l'auteur du Mémoire cité en convient lui-même. Ensuite, nous l'allons voir, ce fief de Saint-Denis devint partie intégrante de la circonscription territoriale attribuée à la métairie de Relécourt ; or le canton des *Mazures* en est beaucoup trop éloigné pour en avoir jamais fait partie ; il n'a même pu lui être contigu, puisque le village de Moriviller s'interpose entre eux.

Que le domaine de Saint-Denis ait fait partie intégrante du territoire dépendant de la cense de Relécourt, les textes sont formels pour l'attester. Dans une charte de 1164, Henri, évêque de Toul, après avoir confirmé à l'abbaye de Beaupré les dîmes d'un terrain entouré de bornes et attaché à la métairie de Relécourt, ajoute : « IN EADEM GRANGIA, confirmamus eis terram quæ Sancti Dionisii vocatur (1) ».

En l'an 1167, Pierre de Brixey, successeur de Henri de Lorraine, est encore plus explicite. « Verric de Remenoville, surnommé *Froide-Oreille*, dit-il, avait élevé des prétentions sur la terre de Saint-Denis *qui est située dans le territoire de Relécourt* « in terra Sancti Dionisii quæ jacet in territorio de Relleycort. » Ce Verric avait prétendu pou-

(1) Arch. départem., de M.-et-M. — H. 333.

Voici le texte de cet extrait : « Noverit præterea generatio ventura quod in terra sancti Dionisii quæ jacet in territorio de Relleycort, Wirricus cognomento Frigida Auricula modicum quid calumniabatur, ut scilicet penes possessiones terræ illius, hospitari deberet in anno bis, semel in tempore feni, et semel in tempore herbarum virentis, duabus tantum sociis contentus, at postquam fratres Belli prati terram illam conquiesierunt sibi, remisit Wirricus quicquid calumniabatur in illa ; remisit et Fridericus de Sancto Germano a quo Wirricus hoc in feodum se possidere debebat ; comes quoque Wadanimontis a quo illud beneficium descendebat, licet hoc de jure Wirrici non recognosceret, assensum tamen prebuit et laudavit hoc corde pleno. »

Cfr. fol. 19 du Cartulaire de Beaupré acquis par la Bibliothèque nationale en 1822. Ce cartulaire contient plusieurs pièces qu'on ne rencontre pas aux Archives de Meurthe-et-Moselle ; c'est grâce à l'obligeance de M. Pfister que nous avons eu connaissance de celles-ci.

voir se présenter sur cette terre avec deux compagnons et y recevoir l'hospitalité deux fois l'année, à la saison des foins et à l'époque où les prés restent en herbe verdoyante : « in tempore herbæ virentis (1) » ; mais ayant reconnu que les religieux de Beaupré avaient légitimement acquis ce domaine, il abandonna complètement ses revendications, et Ferry de Saint-Germain, dont il était vassal pour cette possession, ainsi que le comte de Vaudémont, dont il était l'arrière-vassal, lui donnèrent leur assentiment.

Une autre charte de Pierre de Brixey, datée de 1174,

(1) Cette expression « in tempore herbæ virentis » me semble attester déjà la coutume ancienne de ne faire qu'une seule récolte dans les prairies. Après cette première récolte, qu'on appelait celle du foin ou du *poil*, les prés étaient alors abandonnés de droit à la vaine pâture. La seconde récolte, celle du regain ou *surpoil*, était un privilège qui n'était accordé que par le souverain et très rarement. C'est ainsi qu'en 1719, pour remédier à la rareté du fourrage causée par une sécheresse prolongée, le duc Léopold permit à toutes les communautés de ses Etats de faire des regains. Il décide « que les prairies ainsi mises en réserve, seront arpentées pour en être fait trois lots, les plus égaux que faire se pourra, qui seront tirés au sort, un tier pour le seigneur ou admodiateur de la terre, les deux autres tiers pour la communauté, pour être ensuite les dits deux tiers, distribués par les maires et officiers entre tous les habitants à proportion de ce que chacun aura de chevaux, bœufs ou vaches, en commençant par ceux qui en auront le plus, et ainsi de suite en suite ; et ceux qui n'en auront point, seront et demeureront excluz et privéz de participer à la distribution des dits regains ». (Déclaration du 13 juillet 1719. *Ordonnances de Léopold*, t. II, p. 227).

Louis XV accorda la même faveur en 1766, à toutes les communautés des duchés de Lorraine et de Bar, à cause des inondations qui avaient emporté ou gâté les foins. Et encore les parties mises en réserve pour laisser croître le regain, ne devaient pas excéder la moitié de l'étendue des prairies ; le reste devait être abandonné à la vaine pâture des troupeaux du village (Arrêt du 27 juillet 1766, *Ordonnances de Lorr.*, t. XI, p. 78). De nos jours, la vaine pâture, même après la seconde coupe, tend à disparaître. La loi du 22 juin 1890 l'a supprimée en droit, à moins de réclamation de la part du conseil municipal. L'art. 2 est ainsi conçu : « *Le droit de vaine pâture, appartenant à la généralité des habitants et s'appliquant en même temps à la généralité du territoire d'une commune, cessera un an après la promulgation de la présente loi. Toutefois... etc.* ». (Cf. *Code rural*, titre II).

complète cette information. Simon de Remenoville, dit-elle, fils de Verric, et surnommé comme lui *Froide-Oreille*, s'était attribué les mêmes droits de gîte que son père sur la terre de Saint-Denis, *dépendant de la métairie de Relécourt*, « in terra Sancti Dionisii quæ spectat ad grangiam de Relleycort ». Il fondait ce droit prétendu sur ce fait, que ses ancêtres avaient joui successivement de cette contrée. Cependant, en présence des titres certains des religieux de Beaupré, il fit trêve à ses réclamations sur le conseil d'amis impartiaux. Il fut convenu que le même Simon ne pourrait prendre que ses affouages *dans le petit bois qui est au-dessous de Moriviller et qui dépend de la même terre de Saint-Denis*, « in bosco subter Murinviller qui pertinet ad eandem terram », tandis que les moines pourraient y faire des coupes à volonté et pourraient donner la permission à qui il leur plairait, d'y venir faire des provisions. Toutefois, si quelqu'un était surpris à abattre des arbres dans ce bois sans permission, Simon de Remenoville devrait le condamner à une amende dont il retiendrait le tiers pour lui, à moins que les religieux de Beaupré ne voulussent pardonner au délinquant, ce qui leur serait toujours loisible de faire. Enfin, une dernière clause de ce contrat nous apprend que le même Simon jouissait d'une portion de la terre de Saint-Denis, grâce à une concession bénévole de l'abbaye, moyennant un cens de six deniers payables à la Saint-Martin ; ce cens de six deniers fut désormais réduit à quatre deniers toulois (1). Les témoins de cette convention acceptée par Simon avant son mariage, furent Conon, prévôt de Belval, Louis, curé de Lupcourt, Hermann, curé de Remenoville, Mathieu de Saint-Germain, Raoul de Longwy, Herlouin de Jorxey, Bencelin de Chamagne,

(1) A cette époque le sol ou le sou d'or valait environ 15 fr. 50 de notre monnaie ; le denier était la 240^e partie de la livre, soit 31/210 = environ 13 centimes. Cf. de Riocour, *Mém. de la Soc. d'arch. lorr.*, 1883, p. 89.

Jacquemin de Loro, Vautrin, prévot de Gerbéviller, Girard de Froville, Girard de Gerbéviller, et Jean, frère de Simon de Remenoville (1).

Cette charte devrait nous offrir un point de repère pour déterminer l'emplacement de la grange de Saint-Denis, car elle nous apprend qu'un *petit bois* (dont elle ne devait pas être éloigné) *était situé au-dessous de Moriviller et faisait partie de ses dépendances*, et par suite aussi de celle de Relécourt. Malheureusement ce bois a totalement disparu sur le ban de cette ferme. Les défrichements à outrance que la Lorraine a subis aux ^{xvii}^e, ^{xviii}^e et ^{xix}^e siècles, l'ont dépouillée de ce riche ornement ; un seul coin inculte conserve encore les traces d'une exploitation récente (2). Cependant, au moment de la vente des biens nationaux durant la période révolutionnaire, il restait encore 73 jours de futaie ; et en 1615 il n'y en avait pas moins de 176 jours (3). Nous inclinons à croire que le petit bois (boscus) mentionné en 1174, faisait suite au bois communal actuel de Franconville qu'on nomme l'Arouvroy et qui est réellement au-dessous du village de Moriviller. D'autres, raisons empruntées aux deux chartes suivantes, vont affermir cette conjecture. La première est de 1183 et la seconde de 1186 ; en voici l'analyse.

Nicolas de Moriviller et Mathilde son épouse, n'ayant pas d'enfant de leur mariage, résolurent de faire une donation pieuse en faveur de l'abbaye de Beaupré. Ils lui donnèrent irrévocablement en aumône (à l'exception d'un fief sur Clayeures) tous les champs et tous les blés qu'ils pos-

(1) Archiv. de M.-et-M. — H. 334.

(2) Un mémoire particulier joint aux *Déclarations des Communes*, de 1738, fait remarquer que les dominicains de Blainville qui ont succédé aux religieux de Beaupré dans la possession de Relécourt ont fait défricher un bois de 20 jours vers 1734, l'ont converti en pré et entouré de fossés.

(3) Archiv. de M.-et-M., H. 404.

sédaient dans l'espace compris entre *Borroncourt* (1) et Landécourt Franconville et Clayeures, soit que ces terrains entourés de bornes fussent situés *dans la terre de Saint-Denis*, soit qu'ils le fussent dans celle de Saint-Pierre de Moyenmoutier, ou dans l'alleu de Relécourt (cette manière de s'exprimer est une nouvelle preuve qu'il ne faut pas chercher la terre de Saint-Denis à l'est de Moriviller du côté des Mazures). Nicolas et Mathilde font encore une autre libéralité à l'abbaye, qui n'en devra prendre possession qu'après leur mort : ils lui lèguent tout ce qu'ils possèdent *près de Borroncourt*, sur le territoire de Moriviller, à l'exception d'une pièce de cinq jours vulgairement appelée Richard-Jardin. Si Mathilde survit à son mari, elle conservera la jouissance de cet héritage ; mais, si elle convole à d'autres noces contre la volonté de l'abbé de Beaupré, elle perdra l'usufruit de ce domaine qui reviendra entièrement et aussitôt à l'abbaye. Pour conserver la jouissance de Richard-Jardin leur vie durant, Nicolas et Mathilde s'engagent à payer un cens de trois oboles tous les ans à la Saint-Martin. Et, pour que cette donation soit plus solennelle Nicolas en porte lui-même le titre écrit sur l'autel de Notre-Dame de Beaupré, en protestant par serment que jamais il ne retranchera rien à cette générosité et qu'il n'élèvera jamais aucune contestation à ce sujet. Hermann et Viard, curés de Remenoville, Verric de Moriviller, Hermann et Acelin ses fils, avec Foulques de Gerbéviller sont pris à témoins de cet engagement (2).

Malgré ces promesses formelles, trois ans plus tard, on ne sait pourquoi, une mésintelligence survint entre le couvent de Beaupré et ses bienfaiteurs Nicolas et Mathilde

(1) Braucourt, groupe de maisons qui se trouvait tout près de Moriviller, au nord de ce village : il a dû être ruiné pendant les guerres du xviii^e siècle ; il n'est pas mentionné dans le *Dictionnaire topographique* de Lepage.

(2) Cartulaire de Beaupré, fol. 25 (Bibliothèque nationale).

de Moriviller. On peut supposer que le mécontentement de ceux-ci vint de ce qu'une partie des biens donnés par eux avait été cédée aux chanoines de Saint-Dié, alors seigneurs de Moriviller, dans un traité qui avait été conclu avec eux dans un but de pacification. En tout cas, Nicolas et Mathilde accablèrent de reproches les religieux de Beaupré et ne cessaient de les objurguer, voulant même reprendre ce qui avait été l'objet de leur générosité. On était alors en 1186: ils habitaient le château de Gerbéviller qui appartenait à Ferry, sire de Bitche, fils de Mathieu I^{er} duc de Lorraine (1). Peu à peu cependant ils se laissèrent calmer par les conseils d'amis dévoués; ils reconnurent qu'ils avaient reçu du monastère de Beaupré plusieurs faveurs signalées et finirent par réitérer leur donation première, promettant de ne plus élever aucune réclamation sur les dimes, ni sur leurs anciens héritages de Borroncourt, ni sur ceux qui dépendaient soit de la terre de Saint Denis, soit de celle de Saint-Pierre de Moyenmoutier, soit de l'alleu de Relécourt. Ils ne se réservèrent qu'un fief sur Clayeures et la pièce de Richard-Jardin, dans les mêmes conditions que précédemment; seulement les religieux leur donnèrent, pour éteindre plus complètement leur mécontentement, deux vaches et vingt-quatre sous toulois. Ce traité fut passé devant les officiers de la seigneurie de Gerbéviller et confirmé par Ferry sire de Bitche. Les témoins appelés furent, entre autres, Hermann curé de Remenoville, Simon son frère, Lambert de *Lamarz*, Vautier prévôt de Gerbéviller, Payen de Chene-vières, Aubry de Seranville et Jean de Remenoville (2).

(1) « Cum in castro nostro de Giliberviler mansionem sibi elegissent... » Ferry n'était en possession de ce château que depuis 1179; il avait obligé son frère le duc Simon II à le lui céder comme supplément d'apanage au traité de Riblemont. (Calmet, *Hist. généal. de la maison du Châtelet*, p. 3.)

(2) Archiv. de M.-et-M., H. 344.

On s'aperçoit, en lisant attentivement les documents de l'époque, que les grandes propriétés étaient déjà bien morcelées, sans doute par suite des partages devenus nécessaires entre héritiers. La terre de Saint-Denis avait été démembrée comme les autres, car le couvent de Saint-Mihiel en possédait une portion en 1185 aussi bien que Nicolas et Mathilde ; ce fut seulement cette année-là que les religieux de Saint-Mihiel la vendirent à ceux de Beaupré avec une autre pièce sur Mattecourt (1) pour un cens annuel et perpétuel de six sous et six deniers payables à la Saint-Martin entre les mains du maire de Loro ou celles du prévôt de Salone (2).

Que sont devenus les bâtiments de Saint-Denis qui abritaient les récoltes du voisinage et sous lesquels Verric et Simon de Remenoville prétendaient avoir droit d'hospitalité avec deux compagnons ? Il est probable que, tombés de vétusté, ils ne furent jamais relevés après ; c'est pourquoi on n'entend plus parler d'eux dans les siècles suivants. Ils n'avaient plus leur raison d'être, puisqu'ils appartenaient à Beaupré et que cette abbaye avait fait bâtir, vers 1152, une grande métairie tout près de là, à Relécourt, au centre de ses propriétés dans cette région (3).

Et maintenant quelle conclusion se dégage de tous ces documents cités en ce qui concerne l'emplacement du fief de Saint-Denis ? Il n'en ressort aucune indication certaine et précise, sinon qu'il se trouvait sur les terres qui ont été mises sous la dépendance de Relécourt ; mais on devine par le contexte qu'il n'était pas éloigné de Braucourt, ni du

(1) Cense de la commune de Saint-Remy-aux-Bois (canton de Bayon). Mattecourt a été un village possédant une église et un curé résident ; il a été ruiné avant le xii^e siècle.

(2) Archiv. de M.-et-M., H. 342.

(3) Nous ferons ailleurs l'historique de Relécourt, qui a été l'occasion de nombreux actes émanés des évêques de Toul, des ducs de Lorraine, et même des empereurs et des papes.

petit bois situé au-dessous de cette localité détruite et de Moriviller, surtout si l'on tient compte d'autres donations qui ont été faites en faveur de la même abbaye et qui ont pour objet des héritages situés en plusieurs autres régions du territoire de Relécourt.

(A suivre)

L'Abbé Ed. CHATTON.

PORTRAITS LORRAINS A LA GALERIE DES OFFICES DE FLORENCE.

M. Pfister a publié dans les *Mémoires de la Société d'archéologie* de 1900, un très intéressant travail sur la Lorraine dans lequel il signale des manuscrits de la Bibliothèque de Florence, se rapportant à notre province. Dans un historique qui précède la description de ces manuscrits, l'auteur signale une série de portraits de la maison ducale qui se trouvent à la galerie des Offices : les uns proviennent du château de Lunéville, d'où ils avaient été emportés à Florence par François III, qui les y laissa à son départ de la Toscane. Les autres, d'après les vagues renseignements que j'ai pu obtenir sur place, de l'un des conservateurs, proviendraient de divers châteaux d'Italie.

En visitant le Musée des Offices, au mois de septembre 1901, cette série de portraits m'avait frappé. Notre Musée Lorrain en possède si peu, qu'il me parut utile de relever les principaux noms et de compléter ainsi le travail de M. Pfister ; en publiant cette liste, je répondrai au désir exprimé par M. Germain, dans le *Bulletin de la Société d'archéologie* de décembre 1901.

Le catalogue de la Galerie des Offices donne une description très sommaire de ces portraits, que l'on peut classer en deux séries bien distinctes : la première, la plus importante, se trouve dans la Galerie principale, qui relie les Offices au Palais Pitti ; elle comprend de nombreux portraits en pied, dont plusieurs sont signés de peintres

célèbres, entr'autres Van Dyck ; classés au Catalogue sous le titre : « Portraits et costumes des xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles », l'autre série, composée de soixante à quatre-vingts portraits bustes, de petite dimension, se trouve dans les corridors qui font suite à la Galerie au-dessus du Ponte-Vecchio. Ces portraits sont de peu de valeur au point de vue de l'art ; beaucoup me paraissent être des copies du commencement du xviii^e siècle.

Je ne saurais mieux faire, pour indiquer l'origine de la collection provenant de Lunéville, que de citer ici le passage suivant que j'emprunte à l'ouvrage intitulé :

Suite des portraits des ducs et duchesses de la maison royale de Lorraine dessinés et gravés d'après les médailles de Saint-Urbain par les plus habiles maîtres de Florence avec la dissertation historique et chronologique de Dom Augustin Calmet, abbé de Senones.

« Il faut entrer à présent dans le détail des sources d'où l'on a tiré les Portraits gravés sur nos médailles. On sait que plusieurs personnes distinguées se sont appliquées depuis le dernier siècle, avec zèle, à rechercher les monuments de la Maison de Lorraine : mais feu Monsieur l'abbé Fournier, Prévôt de l'insigne Eglise collégiale de Saint George de Nanci, Abbé de Sturzelbronn, Conseiller d'Etat de S. A. R., s'est distingué par dessus tous les autres. Il a recueilli avec une application infatigable, sans épargner ni soins, ni dépenses, les Portraits des Ducs et duchesses de Lorraine. Il employa les plus habiles peintres pour travailler d'après les originaux qui dépérissent par leur antiquité : aussi ce curieux et laborieux Abbé a eu l'avantage de rassembler dans son Cabinet les Portraits de tous nos Ducs et Duchesses depuis Mathieu I^{er}, arrière petit-fils de Gérard d'Alsace, jusqu'à Charles V exclusivement.

« C'est au même Abbé, que nous sommes redevables des

Portraits de la plus part de nos Princesses, qui vivoient dans les douzième et treizième siècles, lesquels se trouvent plus difficilement que ceux des Ducs, parce que nous avons moins de leurs tombeaux que de ceux-là ; mais la conformité que l'on remarque avec ceux qui nous restent, et dont nous avons les Portraits originaux, ensemble ceux qu'il nous fournit des premiers siècles de cette maison, est un grand préjugé en faveur de son exactitude, et sa bonne foi à l'égard de ceux qui ne subsistent plus, ou que nous n'avons pu retrouver.

« Outre le secours de ces Tableaux qui sont à présent dans le Cabinet de Son Altesse Royale (*présentement à la Galerie de Florence*), nous avons découvert divers monumens anciens, qui avaient échappé à la recherche de Monsieur l'abbé Fournier, etc...

« A Florence MDCCLXII, chez François Mouëcke. »

Princes et Princesses de la Maison de Lorraine.

- 636 Mathieu I^{er}, fils de Simon I^{er}.
- 648 Berthe, femme de Mathieu I^{er}.
- 642 Simon II.
- 646 Agnès, femme de Simon II.
- 629 Ferry II, surnommé Bitche.
- 627 Ferry II.
- 645 Agnès, surnommée Téomucète, femme de Ferri II.
- 643 Tibaut I^{er} (Thiébaud).
- 647 Agnès, femme de Tibaut I^{er} (Thiébaud).
- 637 Mathieu II.
- 649 Catherine, femme de Mathieu II.
- 630 Ferry III.
- 658 Marguerite, femme de Ferry III.
- 644 Tibaud II (Thiébaud).
- 650 Catherine, femme de Tibaut II (Thiébaud).
- 656 Isabelle, femme de Ferry IV.

- 644 Rodolphe (Raoul).
- 661 Marie de Blois, seconde femme de Rodolphe (Raoul).
- 634 Giov. I (Jean I^{er}).
- 666 Sophie de Wittemberg, femme de Giov. I (Jean I^{er}).
- 623 Charles II, fils de Jean I^{er}.
- 660 Marguerite de Bavière, femme de Charles II.
- 639 René d'Anjou.
- 657 Isabelle, femme de René d'Anjou.
- 635 Giov. II (Jean), duc de Calabre.
- 663 Marie, femme de Giov. II (Jean).
- 633 Nicholas d'Anjou (Nicolas).
- 640 René II.
- 654 Philippine (Philippe de Gueldre), seconde femme de René II.
- 632 Antoine, fils de René II.
- 665 Renée de Bourbon, femme du duc Antoine.
- 622 François I^{er}.
- 653 Christine (de Danemarck), femme de François I^{er}.
- 624 Charles III, fils de François I^{er}.
- 651 Claudia (Claude) de France, femme du duc Charles III.
- 626 Henri II, fils de Charles III.
- 633 François II.
- 652 Christine (de Salm), femme de François II.
- 625 Charles IV.
- 664 Nicole, première femme de Charles IV.
- 631 Ferry, comte de Vaudémont.

Vaudémont.

- 662 Marguerite, femme de Guillaume de Vienne (fille de Ferry de Lorraine et de Marguerite de Vaudémont).
- 621 Antonio (Antoine), comte de Vaudémont.
- 659 Marie d'Haucourt (d'Harcourt), femme d'Antoine de Vaudémont.
- 629 Ferry II, fils de (Antoine) Vaudémont.
- 655 Iolanda (Yolande) d'Anjou, femme de Ferry II.

Portraits et Costumes.

XVI^e, XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES.

- 1101 Princesse Cristina de Lorraine.
51 La même.
1175 Claudie de France, duchesse de Lorraine.
58 Le duc Henri de Lorraine.
1197 Gonzago-Marguerite de Mantoue, femme d'Henri II,
duc de Lorraine.
69 Le duc Charles de Lorraine.
1103 Prince Charles-Henri de Lorraine.
995 Le même.
65 Claude de Lorraine, duc de Guise.
447 François de Lorraine, duc de Guise.
854 Ludovic-Maximilien de Lorraine, fils du grand-duc
Pierre-Léopold I^{er}.
518 Christienne de Lorraine, femme de François II,
Sforza.
196 Marguerite de Lorraine, femme du prince Gaston de
France, peinte par Van Dick : salle du Baroccio.
998 François II de Lorraine, grand-duc de Toscane.
901 Marie-Thérèse, archiduchesse d'Autriche, grande-
duchesse de Toscane.

RENÉ WIENER.

~~~~~  
**CHARTES LORRAINES POUR L'ABBAYE DE CLUNY.**

Le plus important cartulaire dont la publication ait été entreprise, ces dernières années, dans la *Collection de Documents inédits sur l'histoire de France*, est certainement le *Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny*, commencé par feu Aug. Bernard, continué par M. Alexandre Bruel. Il compte déjà cinq gros volumes où les documents, rangés dans l'ordre des dates depuis le début du ix<sup>e</sup> siècle jusqu'à 1210, s'élèvent au nombre respectable de 4,457, plus quelques numéros *bis*.

Nous avons voulu voir quels sont les documents de cette belle collection qui intéressent la Lorraine, prise au sens large du mot, c'est-à-dire la Lorraine propre, le Barrois et les Trois-Évêchés. Quoique Cluny soit assez éloigné de notre pays, il ne faut pas s'étonner de trouver dans ses archives, des chartes lorraines, car ce puissant monastère obtint un crédit et un respect universels. Au <sup>x</sup><sup>i</sup><sup>e</sup> et au <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècles, on voit des actes en faveur de Cluny, rédigés à Gap, Niort, Poitiers, Strasbourg, Bordeaux, Reims, Nîmes, Auch, Toulouse, Liège, Soissons, Saint-Omer, etc., sans parler de ceux qui furent faits en Angleterre, en Espagne, en Italie. Nous avons seulement dépouillé les tomes IV et V des *Chartes de Cluny*, correspondant aux années 1027 à 1210. Voici, dans ces deux volumes, les actes qui proviennent de la Lorraine, ou paraissent en provenir, car l'origine de quelques-uns est plutôt douteuse, faute d'indications suffisantes sur les localités et sur les personnes. Quelques-unes de ces chartes sont déjà publiées par Dom Calmet, mais il vaut mieux se reporter au texte, plus correctement établi, de MM. Bernard et Bruel.

T. IV, pp. 41, 42.

1030 environ. — Deux chartes par lesquelles Ricuin de Darney et sa femme Lanzasende (ou Lanceda) donnent à Cluny divers biens, sis dans le pays de Saintois, entre autres à Dombasle (1), Relanges (2), Gingivilla (3), Nonvilla (4), Legisvilla (5), dans la forêt de Pierrefitte (6), etc. Cette donation est confirmée par une bulle du pape

(1) Dombasle-devant-Darney, Vosges, arr. Mirecourt, cant. Darney.

(2) Rainankas, Rainangas, aujourd'hui Relanges, même canton. Là Cluny avait un prieuré.

(3) Sans doute Gignéville, Vosges, arr. Mirecourt, cant. Monthureux-sur-Saône.

(4) Nonville, même canton.

(5) Sans doute Légéville, Vosges, arr. Mirecourt, cant. Dompierre.

(6) Pierrefitte, Vosges, arr. Mirecourt, cant. Darney.

Léon IX en date du 26 octobre 1050, qui se trouve à la p. 406 du même volume.

T. IV, p. 403.

Entre 1049 et 1109. — Widric de Deneuvre et Gépa sa femme offrent à Cluny une chapelle construite à Vic en l'honneur de saint Christophe, et où se sont faits beaucoup de miracles.

T. IV, p. 554.

Entre 1070 et 1107. — Thierry de Saint-Hilaire donne à Cluny l'église « de Vendrovia », dans le pagus de Toul, en présence de Pibon, évêque de Toul, et de Guillaume, prieur de Froville.

T. IV, p. 569.

Entre 1073 et 1090. — Hermann, évêque de Metz, notifie un don fait à Cluny par un noble nommé Girard.

T. V, p. 1.

14 juin 1091. — Pibon, évêque de Toul, notifie que Wido, chevalier, a donné à Cluny deux parts des dîmes et la moitié de l'alleu qu'il possède à Domna Maria (1), avec la moitié de l'église de Sicca Prata (2).

T. V, p. 9.

Vers 1091. — Pibon, évêque de Toul, notifie qu'Odovinus, chevalier, a donné à Cluny l'église de Froville (3) et les alleux qu'il possède dans le même lieu, ainsi que la moitié de l'église et la terre qu'il possède à Contrexon (4).

L'original de cette charte est dans le fonds du prieuré de Froville, archives de Meurthe-et-Moselle, H. 164. L'abbaye de Cluny n'en possédait qu'une copie.

(1) Sans doute Dommarie-sur-Brénon, Meurthe-et-Moselle, arr. Nancy, cant. Vézelière.

(2) Sans doute Seicheprey, Meurthe-et-Moselle, arr. Toul, cant. Thiaucourt.

(3) Froville, Meurthe-et-Moselle, arr. Lunéville, cant. Bayon.

(4) Aujourd'hui Gondrexon, Meurthe-et-Moselle, arr. Lunéville, cant. Blâmont.

T. V, p. 23.

1093. — Gérard de Tihecourt, sa femme et son fils donnent à Cluny les églises de Tihecourt (1) et de Monstrol (2).

Cette charte est publiée par dom Calmet, *Hist. de Lorraine*, 1<sup>re</sup> édit., t. I, preuves, col. 496.

T. V, p. 132.

Vers 1100. — Notice portant que le monastère de Sainte-Croix (3), construit par deux frères de race noble, Gautier et Gérard, chevaliers, avec la permission des ducs de Lorraine, Thierry II et Simon I<sup>er</sup>, a été pillé et détruit (4). Suit l'indication des biens que ce monastère avait reçus, de ceux qui s'en sont emparés, ainsi qu'une courte généalogie des donateurs.

Ce document est à rapprocher de la charte de 1197 qui se trouve à la p. 727 du même volume et dont l'analyse est un peu plus loin.

T. V, p. 242.

Vers 1110. — Thierry, du consentement de sa femme et de ses enfants, donne à Cluny son alleu de Bezange (5).

T. V, p. 248.

1111. — Ricuin, évêque de Toul, attribue à Cluny le prieuré de Froville, dont l'abbé de Moyenmoutier lui contestait la propriété.

(1) Aujourd'hui Thicourt, Moselle annexée, arr. Metz, cant. Faulquemont.

(2) Sans doute Munster, Meurthe annexée, arr. Château-Salins, cant. Albestroff.

(3) S'agit-il de la collégiale Sainte-Croix de Pont-à-Mousson ? Mais d'après Lepage, *Communes de la Meurthe*, t. II, p. 373, cette collégiale n'aurait été fondée qu'en 1260.

(4) La phrase latine est si ambiguë qu'on ne voit pas ce que les ducs ont bien permis : de construire le monastère, ou de le détruire.

(5) On ne voit pas s'il s'agit de Bezange-la-Grande, Meurthe-et-Moselle, arr. Lunéville, cant. Arracourt, ou de Bezange-la-Petite, Meurthe annexée, cant. Vic.



Cette chartre est publiée par dom Calmet, *Hist. de Lorr.*, 1<sup>re</sup> édit., t. I, preuves, col. 526.

T. V, p. 366.

Vers 1130. — L'abbé de Cluny notifie les dons que Pierre de Montmédy a faits à son abbaye.

T. V, p. 510.

Vers 1150. — Gautier, prieur de Donna Maria (1), acense un pré à l'abbaye d'Ecurey (2).

T. V, p. 517.

1151. — Sur l'ordre de l'abbé de Cluny, Nicolas, prieur de Sainte-Marguerite (3), donne à l'abbaye de Trois-Fontaines (4) tout ce que possède près de Trois-Fontaines l'église de Baudonvilliers (5), qui appartient à son prieuré.

Au même volume, p. 523, est une confirmation de ce don par l'évêque de Châlons-sur-Marne, Boson.

T. V, p. 544.

1160. — L'abbé de Cluny fait savoir qu'un chevalier, nommé Mathieu, et surnommé « Lotharingus » a donné à Cluny un lieu qui s'appelle « Grandis Campus ».

T. V, p. 563.

20 mars 1164. — Mathieu I<sup>er</sup>, duc de Lorraine, étant en route pour Saint-Jacques de Compostelle, s'est arrêté à Cluny, et, frappé de la piété des moines, il leur donne tout ce qu'il possède à Dombasle (6).

(1) Aujourd'hui Dammarie, Meuse, arr. Bar-le-Duc, cant. Montiers-sur-Saulx. Il y avait là un prieuré dépendant de Cluny.

(2) Ecurey, *ibid.*, comm. Montiers-sur-Saulx, abbaye cistercienne.

(3) Sainte-Marguerite, Marne, arr. Vitry-le-François, cant. Saint-Remy-en-Bouzemont, comm. Margerie-Hancourt. Il y avait là un prieuré dépendant de Cluny.

(4) Trois-Fontaines, *ibid.*, cant. Thiéblemont, abbaye cistercienne.

(5) Baudonvilliers, Meuse, arr. Bar-le-Duc, cant. Ancerville.

(6) Il s'agit, non pas de Dombasle-sur-Meurthe, mais de Dombasle-devant-Darney (Vosges). En effet, dans les archives de Cluny, l'acte porte pour rubrique : *Carta pro prioratu de Relangiis*. Or, Relanges

*Nota.* Benoît Picard, à la p. 236 de son *Origine de la Maison de Lorraine*, cite cette pièce qu'il a vue dans les archives de Cluny, et en tire l'indication du pèlerinage de Mathieu à Saint-Jacques de Compostelle, indication reproduite par dom Calmet, *Hist. de Lorraine*, 1<sup>re</sup> édit., t. II, col. 13, et avec des détails quelque peu fantaisistes par Aug. Digot, *Hist. de Lorraine*, t. I, p. 328.

T. V, p. 727.

25 mai 1197. — Eudes, évêque de Toul, confirmé à l'abbaye de Cluny les différents biens qu'elle possède dans son diocèse. Suit l'énumération de ces biens et de leurs donateurs (1).

On voit par ces quelques notes quels matériaux précieux pour l'histoire de notre Lorraine contiennent ces grandes collections d'intérêt général. Il est à souhaiter que pour toutes, sans exception, on entreprenne au plus tôt un dépouillement analogue, qui serait assurément fructueux.

E. DUVERNOY.

NOTE SUR LA MISE A JOUR DES RESTES D'UNE VILLA ROMAINE, A PONT-SAINT-VINCENT, ET SUR L'UNE DES CAUSES PROBABLES DE LA RARETÉ DES DÉCOUVERTES DE STATIONS PRÉHISTORIQUES, HUMAINES, DANS LES VALLÉES DE NOS RÉGIONS.

Dans le courant de 1901, en faisant des fouilles pour les fondations d'une maison, à Pont-Saint-Vincent, le long de la route nationale, entre la station du chemin de fer et l'entrée du village, au pied de la Côte Sainte-Barbe, on a mis à jour les débris d'une construction romaine : traces de foyers, dallage en briques, etc.

est voisin de Dombasle-devant-Darney, et le prieuré de Relanges y possédait des biens. Cf. le *Dictionnaire des communes des Vosges*, par Paul Chevreux et Léon Louis.

(1) A rapprocher du document rédigé vers 1100, et analysé plus haut.

Sur ce dallage on a recueilli des morceaux de tuiles à rebords, des débris de colonnes avec feuilles imbriquées, des fragments de corniches, des poteries, des cornes de cerf, dont l'une paraît avoir servi d'instrument aratoire, des défenses de sangliers, des monnaies dont deux petits bronzes, l'un de la Colonie de Rome, l'autre de Maximien Hercule, deux grands bronzes, l'un d'Hadrien, l'autre de Septime Sévère, un morceau d'agrafe en bronze.

Toutes les pièces en bronze étaient revêtues d'une assez belle patine vert pâle.

Cette découverte qui n'a, par elle-même, rien de bien remarquable, a cependant permis de constater que le sol, à l'époque romaine, était, en ce point, à deux mètres, environ, en contrebas du sol actuel.

Cette constatation, jointe à d'autres semblables, étant donné aussi que la surélévation du sol a dû être encore beaucoup plus considérable pendant les temps préromains, nous semble pouvoir, au moins en partie, expliquer la rareté des découvertes de stations de l'époque préhistorique dans les vallées de nos régions.

Le sol de cette époque est généralement, depuis fort longtemps, recouvert, et les recherches superficielles ne peuvent donner qu'exceptionnellement des résultats.

AUG. POIROT.

#### LE FONDEUR DE CLOCHES PIERRE HUART (1637).

Le compte du receveur d'Épinal pour 1637 (Archives de Meurthe-et-Moselle, B 6025), contient au folio 8 verso, la mention suivante :

« A esté payé à Pierre Huart, fondeur de cloche, six frans pour avoir par le commandement de mon dict sieur le gouverneur refondue (*sic*) la petite cloche du dict château, fournis une livre de métal et tout ce qu'il faloit pour la rependre ; le dict Huart en ayant donné un

mémoire au dict sieur, et l'auroit renvoyé le vingt troisième suivant aus dicts officiers pour en arrester le prix et payé les dicts six frans. Appert par control, cy VI fr. »

Pierre Huart et son frère, Jean, lui aussi fondeur de cloches, habitaient ordinairement Epinal ; en 1634, ils avaient fondu quatre cloches pour les Antonistes de Pont-à-Mousson, lisons-nous dans un travail sur les *Anciennes cloches lorraines*, à la p. 104 des *Mélanges historiques sur la Lorraine* publiés en 1888 par notre savant confrère, M. Léon Germain.

E. D.

---

#### DONS AU MUSÉE LORRAIN.

---

Par M. L. Robert, de Pont-à-Mousson : Chapiteau et fragments provenant du cloître des Antonistes de Pont-à-Mousson. Dessus de porte d'une maison.

— L. Germain : Mesure de précision pour le calibre des pièces d'artillerie, pièce en cuivre, signée : Hugé, à Versailles.

— A. Hutin, de Delouze (Meuse) : Empreinte d'un contresceau (xiii<sup>e</sup> siècle ?) de l'ancienne abbaye d'Evaux. Silex trouvés à Delouze (Meuse), trois pièces.

— Bachemeyer : Taque de cheminée aux armes du duc Léopold.

— Pierre Quintard : Cinq fers de chevaux trouvés à Bayon.

#### DÉPOT DE LA VILLE DE NANCY

Coq gaulois en bois sculpté, emblème de drapeau du règne de Louis-Philippe.

---

Pour la Commission de rédaction : Le Président, L. QUINTARD.

---

Nancy. — Imprimerie A. Grépin Leblond, 21, rue Saint-Dizier (passage du Casino).

**BULLETIN MENSUEL**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE**  
ET DU  
**MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN**

---

2<sup>e</sup> ANNÉE. — NUMÉRO 2. — FÉVRIER 1902.

---

Procès-verbal de la séance du vendredi 10 janvier 1902

PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

**Communications.**

Le Président donne lecture d'une lettre circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts relative au prochain Congrès des Sociétés savantes qui s'ouvrira à la Sorbonne le mardi 1<sup>er</sup> avril.

MM. Armand Simonin et Hippolyte Parfaite ont envoyé des lettres de remerciements à l'occasion de leur admission en qualité de membres titulaires.

**Ouvrages offerts à la Société.**

*L'église Saint-Didier de Clermont-en-Argonne. Son trésor ; reliques et œuvres d'art. Notice historique et archéologique. Inscriptions tumulaires* (par l'abbé Gillant et l'abbé Frusotte) ; Verdun, L. Laurent, 1901, in-8° de 37 p.

*Observations sur les médailles de Benoîte-Vaux*, par M. Léon Germain de Maily ; Nancy, Sidot, 1901, in-8° de 24 p.

*Souvenirs de la Révolution. M. Jean Vast, vicaire de Laimont, confesseur de la foi, déporté, curé de Stainville, 1764-1813*, par l'abbé Gillent ; Verdun, L. Laurent, 1901, in-8° de 56 p.

#### Lectures.

Le Président donne lecture d'une note de M. René Wiener sur les *Portraits lorrains de la Galerie des Offices, à Florence*. Cette note est destinée au *Bulletin*.

M. H. Lefebvre continue la lecture de son étude sur les *Sires de Pierrefort*.

M. l'abbé Ed. Chatton commence la lecture d'un travail intitulé : *Notice sur Relécourt, commune de Moriviller (XII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*.

---

### MÉMOIRES

—

#### LA TERRE DE SAINT-DENIS AU XII<sup>e</sup> SIÈCLE (COMMUNE DE MORIVILLER).

(Suite).

Dernièrement j'eus la curiosité de m'informer quel nom on avait donné à la zone du territoire de Relécourt qui confine le plus à celui de l'ancien hameau de Braucourt et au bois de Franconville, vraisemblablement désigné dans la charte de 1174 ; et j'appris par le cadastre et par les habitants de Moriviller que ce canton était dit « les zocourts ». Cette dénomination, par sa désinence, était favorable à mon hypothèse, car chacun sait que les noms de lieux terminés en *court* désignaient à l'origine une ferme qui a été le noyau de beaucoup de nos villages actuels. Mais quel rapport entre ces deux appellations la *terre de Saint-Denis* et les *zocourts* ?

Un texte de 1481 me mit sur la voie d'une solution du

problème. Un contrat de cette époque nous apprend en effet que Jean de Bauzemont, abbé de Beaupré, admodia à Borvisaire le *corvisier* (1), demeurant à Moriviller, le quart d'une pièce de pré dépendant de Relécourt et sise au lieu appelé « *les grans ocours* (2) ». On le voit, le rédacteur du plan cadastral, au commencement du xix<sup>e</sup> siècle, n'avait reproduit que la prononciation du mot ; l'étymologie et la signification avaient été oubliées par les dernières générations. Mais il est aussi vraisemblable que le rédacteur du contrat de 1481 avait déjà commis une faute semblable : il y a tout lieu de croire que l'expression « *les grans ocours* » signifiait *les grands (champs) ou les grands (prés) aux courts*, en latin *ad curtes, ad cortes*, c'est-à-dire situés proche des fermes ou métairies. Dans un grand nombre de localités, on rencontre encore des dénominations analogues : à *la cour*, ou à *la court*, à *la cort*, *derrière la court*, *sous la ville*, c'est-à-dire sous le village. La forme abrégée *les aux courts*, s'était donc corrompue avec le temps, et était devenue peu à peu l'expression défigurée *les ocours*, puis *les zocourts*. Cette interprétation s'accorde très bien avec les documents du xii<sup>e</sup> siècle, car les actes par lesquels Nicolas et Mathilde de Moriviller, en l'an 1183, donnent à l'abbaye de Beaupré ce qu'ils possèdent près de Relécourt, disent que la terre de Saint-Denis était voisine de celle de Saint-Pierre de Moyenmoutier, laquelle devait avoir aussi sa maison pour emmagasiner ses récoltes : « *Quicquid habebant intra fines et divisas de Releycort... sive sit de terra sancti Dionisii, sive de terra sancti Petri mediani monasterii, sive de alodio de Relleycort.* » Cette explication du mot *zocourts* n'a rien de surprenant pour ceux qui sont un peu familiarisés avec la nomenclature des cantons ruraux ; quand à ceux qui n'ont

(1) Le *corvisier* c'est-à-dire le cordonnier.

(2) Archiv. de M.-et-M., H. 402.

pas encore porté leur attention de ce côté-là, un autre exemple, entre cent, diminuera leurs scrupules. Une portion du territoire de Buriville est inscrite au cadastre sous la rubrique : « *Petit-Jean le-Thia* ». Le même endroit est nommé, dans des titres particuliers, *Patis-Champ le Tua* ; et, en patois, les habitants le désignent par une expression qui signifie Pertuis-champ le Clos (Potieu-champ lo Tiot) (1). Ces divergences attestent que la tradition, longtemps orale, n'a guère conservé que la prononciation des noms donnés autrefois aux lieux-dits, et que cette prononciation, en s'altérant peu à peu comme les autres mots de la langue parlée, a introduit progressivement des nuances qui se prêtent assez souvent, dans les temps modernes, à plusieurs interprétations. C'est une preuve palpable que ce genre de documents, qui ne laisse pas d'être précieux, ne doit pas être pris rigoureusement à la lettre, surtout quand il ne se trouve pas d'accord avec d'autres informations.

Reste maintenant à retrouver pourquoi la terre de Saint-Denis a reçu cette dénomination. Deux hypothèses sont

(1) Soit dit en passant, il n'est pas facile de décider quelle est la plus ancienne et la meilleure de ces trois versions modernes : peut-être qu'aucune d'entre elles ne reproduit entièrement celle qui a été adoptée à l'origine. De ce groupe confus je proposerais de dégager cette forme : *Patis-Champ* ou *Petit-Champ le clos*, ce qui est à peu près l'équivalent d'un jardin. Ce canton, en effet, contigu à la grande forêt de Mondon, est voisin d'un autre canton qu'on appelle *Jardin de l'Ours* : et même, dans le langage usuel, on emploie indifféremment l'une ou l'autre de ces expressions pour désigner le même lieu. Cette dernière rappellerait le séjour d'un ours en cet endroit. On sait que les ours étaient communs dans les Vosges jusqu'au milieu du xvii<sup>e</sup> siècle ; on tua le dernier, paraît-il, en 1786, dans le val de Munster (Cf. *Mémoires Académie de Stanislas*, 1865, p. 172.) Ces animaux sauvages faisaient aussi leur apparition dans nos forêts de la plaine, puisque la coutume d'Ancerviller rédigée en 1512, porte : « s'il y a aucun qui veuille chasser, il peut chasser au ban d'Ancerviller ; et se par aventure il prenait cerf, porc, ours ou biche, il doit apporter la teste, la trasse, et le dextre quartier en la maison de la court appartenante aux dits seigneurs, sur l'amende. » (Manuscrit de la bibliothèque municipale de Nancy, n° 343.)



plausibles : ou bien cette terre avait été donnée à une église paroissiale des environs, dont le patron était saint Denis, ou bien elle appartenait à une abbaye plus ou moins éloignée, dédiée au même saint. A cette époque, quand on faisait une donation à l'église d'un village, d'une ville ou d'une abbaye, c'était toujours au saint patron de ces localités, qu'on disait faire ces libéralités. Ainsi Verric de *Norberciis*, en l'an 1165, contestait au couvent de Beaupré un certain quartier de terre, que ses ancêtres, disait-il, avaient donné anciennement à saint Sigismond de Landécourt (1). De ces deux hypothèses nous écartons la première, faute d'indications positives. La seconde nous paraît presque certaine. Nous l'avons vu plus haut, en effet, Manegaud, abbé de Saint-Mihiel, cède à l'abbaye de Beaupré en 1175 sa terre de Saint-Denis située sur le ban de Moriviller; mais il la cède moyennant un cens annuel qui devra être payé entre les mains du *prévôt de Salone* (2). Cette dernière clause nous insinue suffisamment que cette terre était auparavant une des possessions du prieuré de Salone, lequel, après avoir dépendu de la célèbre abbaye de Saint-Denis près Paris, dépendait alors de celle de Saint-Mihiel depuis 777, et cette dépendance dura jusqu'en 1602, date à laquelle il fut réuni à la primatiale de Nancy par le cardinal de Lorraine (3).

Cette attache de la terre de Saint-Denis près Moriviller,

(1) « Calumniabatur igitur idem Wirricus unum quartarium terræ quod antecessores suos antiquitus sancto Sigimundo de Landeicort dedisse ..., dicebat. » (Cartulaire de Beaupré, f° 24.) L'église de Landécourt fut fondée au plus tôt en l'an 1100.

(2) Archives de Meurthe-et-M., H. 342.

(3) Cfr. Diplôme de Charlemagne de l'an 777 (Calmet, 1<sup>re</sup> édition, t. I, pr. col. 287). Le prieuré de Salone fut restitué pour un temps à l'abbaye de Saint-Denis en France, 1<sup>o</sup> par le roi Lothaire en 840 (Calmet, t. I, pr. col. 303) et 2<sup>o</sup> par le roi Zwentibold en 897 (Calmet, t. I, pr. col. 327).

au prieuré de Salone, explique un terme qui a embarrassé les historiens de Saint-Mihiel et du prieuré de Salone (1). Dans une bulle de 1106 où le pape Pascal II énumère sommairement les possessions de Salone, on lit : « *Moricurtis cum ecclesia* (2) ». Les uns ont traduit *Moricurtis*, avec une hésitation visible, par Burthecourt, sans doute parce que ce lieu n'est pas loin de Salone ; les autres ont traduit par Morville, sans doute parce que la forme de ce nom est plus voisine de celle de *Moricurtis* ; d'autres, comme Lepage, s'occupant de l'abbaye de Bouxières, ont traduit le même mot, dans d'autres documents, par Mirecourt, sans doute pour une raison analogue (3) ; d'autres enfin, comme Dom Calmet, l'ont traduit littéralement par *Murcourt*, mais sans nous dire s'ils connaissaient une localité de ce nom (4).

Il faut plutôt y voir la mention de Moriviller, puisque le prieuré de Salone et l'abbaye de Bouxières avaient des intérêts en cet endroit ? Sans doute *Moriviller* se disait habituellement dans les chartes : *Murinviller* ; mais la désinence ordinaire des noms de lieux était quelquefois, quoique rarement, remplacée par un synonyme (5). J'en citerai plusieurs exemples : Hénaménil se disait *Armemasnil* et quelquefois *Ameinavilla* ; Gibeauveix se disait *Gibbodismansus*, et quelquefois *Gibodiscilla* (6) Bénoménil se disait *Bernardimasnile* et quelquefois *Bernardivi-*

(1) Cfr. *Hist. de l'abbaye de Saint-Mihiel*, par dom de l'Isle, p. 428. *Mém. de la Soc. d'archéol. lorr.*, 1870, XII<sup>e</sup> vol. de la 2<sup>e</sup> série, p. 124. *Dict. topog. de Lepage*, p. 25 et 192.

(2) Calmet, t. I, *preuv.*, col. 523.

(3) *Mém. de la Soc. d'archéol. lorr.*, 1859, p. 143, 1862, p. 131.

(4) Calmet, t. I, *preuv.*, col. 377.

(5) *Curtis* était admis comme l'équivalent de *villa*, comme le montre ce texte rapporté dans les *Diplomata* de Pardessus, t. II, p. 42 : « *Curtem nostram quæ vocatur Patriagus cum tribus ecclesiis in eadem villa consistentibus.* »

(6) *Dict. topog. de Lepage*, p. 162 et 58.

*cus* (1); Dognéville, dans les Vosges, se disait *Dognevilla* et quelquefois *Dodiniacum* (2).

Ces remarques et ces analogies ne pourraient établir qu'une présomption en faveur de Moriviller ; mais voici un rapprochement de textes qui est décisif. — Les archives départementales des Vosges conservent deux bulles, l'une de 1131 et l'autre de 1178, dans lesquelles Moriviller est qualifié *alleu donné autrefois par une noble dame appelée Hersinde* : « Allodium ex dono Hersindis nobilis femine (3). » Or, une autre bulle d'Innocent II, datée de l'an 1137, mentionne le même domaine, donné par la même Hersinde au même monastère de Bouxières ; mais elle le mentionne cette fois sous le nom de : *Murici-curtis* : « Præterea prædium quod Hersindis dedit in Portiriaciurte (Pixérécourt), prædium vero quod dedit in Murici-curte (4) ».

Le fait de l'attribution ancienne de la terre de Saint-Denis au prieuré de Salone étant admis, il devient très aisé de reconnaître pourquoi ce fief situé près de Moriviller a reçu cette dénomination, car un diplôme de Louis le Débonnaire en 815 nous rappelle très à propos que le prieuré de Salone avait été fondé par Charlemagne en l'honneur de *saint Denis* et de saint Privat : « quam qui-

(1) La première forme se rencontre dans une bulle de Célestin III, de l'an 1197 (Archiv. de M.-et-M., H. 1503) ; et la seconde se rencontre dans un document de 1034 (*Gallia christiana*, t. XIII, instrum., col. 463).

(2) *Bulletin de la Société philom. vosg.* 1901, p. 69.

(3) Archiv. dép. des Vosges, G. 606. — Cette bienfaitrice avait été mariée à un seigneur nommé Vinemann, qui lui avait donné Pixérécourt à titre de douaire. Elle vivait au commencement du x<sup>e</sup> siècle, puisqu'elle a fait plusieurs donations par l'intermédiaire de saint Gauzelin, dont l'une en 932.

(4) Cette identification, assez importante pour la question qui nous occupe, nous permettra de commencer l'histoire de Moriviller au moins un siècle avant les plus anciennes mentions citées par le *Dictionnaire topographique* de Lepage.

dem cellam Sallonæ dictus genitor noster Carolus magnus fundaverat in honore sanctorum Dionysii et Privati (1). »

En résumé, la terre de Saint-Denis fut ainsi appelée parce qu'elle appartenait au prieuré de Salone dédié à saint Denis, lequel prieuré avait été lui-même à l'origine sous la dépendance de la grande abbaye de Saint-Denis en France; enfin, cette terre était située vraisemblablement dans l'espace compris entre Moriviller, Braucourt et Relécourt, sur le territoire qui relève de cette métairie (2); ayant été incorporée au domaine de Relécourt, elle n'a plus d'existence individuelle ni d'histoire à partir du XII<sup>e</sup> siècle (3).

L'Abbé Ed. CHATTON.

---

#### LE DROIT DE GRENOUILLAGE

On appelle ainsi le droit qu'à l'époque féodale, les seigneurs auraient eu d'obliger les manants à venir la nuit battre l'eau des mares et des étangs voisins de leurs châteaux, pour empêcher les grenouilles de troubler leur sommeil par des coassements. Or, est-il certain, incontestable, que ce droit ait existé autrement que comme exception, et qu'il ait eu un caractère tracassier, odieux? C'est ce que s'est demandé, avec grand raison, un érudit de l'ouest, M. Trévédý, ancien président du tribunal de Quimper, et il apporte à ce doute une réponse très convaincante dans une brochure de 43 pages in-8°, *Le droit de grenouillage*, parue à Saint-Brieuc en 1899.

Cette question d'ordre général a pour nous, il faut le

(1) *Hist. de l'abbaye de Saint-Mihiel*, par de l'Isle, p. 428.

(2) Ça et là dans cet espace on rencontre des débris de tuiles et de briques; mais il est difficile de décider si ces débris ont été apportés ou s'ils sont les restes de bâtiments ruinés en cet endroit.

(3) *Erratum*. Dans le numéro de janvier, p. 9, dern. ligne du texte, au lieu de *blés*, lire : *prés*.

noter, un intérêt spécial, car, parmi les localités dans lesquelles on a trouvé ou cru trouver ce droit en vigueur, trois appartiennent à la Lorraine : Laxou, près de Nancy, Monthureux-sur-Saône, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Mirecourt, Girancourt, arrondissement et canton d'Epinal. M. Trévédý examine à leur place les documents relatifs à ces trois localités, et voici ce qu'il en dit :

Les habitants de Laxou devaient, rapporte-t-on, battre l'eau de la mare voisine du palais ducal pendant la nuit de noces de leurs ducs, pour empêcher les grenouilles de troubler le repos des nouveaux mariés (1). Cette obligation aurait été peu rigoureuse, car ainsi restreinte à un cas unique, elle ne devait pas s'exercer plus de quatre ou cinq fois par siècle. Il faut du reste observer que les grenouilles ne coassent qu'en avril, mai et juin, la saison des amours, et que, si le duc se mariait à une autre époque, il n'y avait plus lieu de les faire taire. De même s'il se mariait autre part qu'à Nancy. Les gens de Laxou n'étaient donc pas fort à plaindre. Mais est-il sûr qu'ils aient jamais supporté cette charge si légère ? Elle est signalée pour la première fois en 1704 par Benoît Picart, dans son *Origine de la Maison de Lorraine*, p. 528 ; dom Calmet reproduit la mention de Picart (2) dans son *Histoire de Lorraine*, 1<sup>re</sup> édition, tome II, colonne 1143, et 2<sup>e</sup> édition, tome V, colonne 484, et il est à son tour cité par l'abbé Lionnois dans son *Histoire de Nancy*, t. I, p. 7. A peu près à la même époque où parut ce dernier ouvrage, le grenouillage de Laxou est mentionné dans un poème de genre burlesque (c'est-à-dire

(1) Cette question du grenouillage de Laxou a été étudiée spécialement par MM. Lallement et Germain dans le *Journal* de notre Société, 1854, p. 114, et 1895, p. 184. On remarquera que leurs conclusions concordent avec celles que M. Trévédý a formulées depuis.

(2) En la recopiant, il renvoie à l'*Histoire de Toul* ; c'est une erreur, et il faut lire : *Origine de la maison de Lorraine*, p. 528. — Calmet, qui est cependant assez crédule, énonce le fait sous cette forme dubitative : « On assure que... »

n'ayant en rien la valeur d'un document historique) publié à Strasbourg. Comme la corvée imposée à Laxou aurait été supprimée en 1515, lors du mariage du duc Antoine avec Renée de Bourbon, on nous parle donc pour la première fois de ce grenouillage, alors que depuis deux siècles il n'existe plus (s'il a même jamais existé). La *Chronique de Lorraine* (édition Marchal, pp. 330-333) raconte en détail l'arrivée de Renée de Bourbon en Lorraine, sa réception à Nancy, et ne dit pas un mot de la corvée dont cette princesse aurait alors affranchi ce village ; elle n'y fait même pas allusion.

A Monthureux-sur-Saône, les villageois devaient battre l'eau quand l'abbé de Luxeuil, seigneur de cette localité, y venait coucher. Cet abbé aurait encore exercé le même droit à Luxeuil même. Du reste, ces deux grenouillages ne sont connus que par la tradition, comme a soin de l'indiquer le *Dictionnaire des communes des Vosges*, de MM. Chevreux et Léon Louis (t. II, p. 87). Aucun document de quelque valeur ne les atteste.

A Girancourt, nous sommes plus heureux : un document de 1662 nous montre une famille tenue, quand l'abbesse de Remiremont vient dans la localité au mois de mai, d'aller donner trois coups de bâton sur l'eau, ou bien de battre l'eau trois nuits de suite (le texte n'est pas très clair), en invitant les grenouilles à se taire. A ce prix, cette famille s'est rachetée d'un cens d'un poulet par an, redevance bien minime, qu'a remplacée un service personnel très léger également.

Ce dernier trait — et on en trouve de pareils dans des localités étrangères à la Lorraine — montre bien quel était le vrai caractère du droit de grenouillage : battre l'eau était une de ces cérémonies symboliques, qu'on affectionne aux époques primitives, dans les sociétés restées encore enfantines, cérémonie destinée à marquer le rachat d'une redevance, ou à faire connaître qu'une terre, qu'une mare,

qu'un ruisseau appartient à tel propriétaire. Et c'était en même temps, note M. Trévédý, une cérémonie burlesque — pratique également très chère au moyen âge, — puisque, dans un endroit, ceux qui battent l'eau sont tenus en même temps de faire une grimace, que, dans d'autres, ils chantent une chanson plaisante. Ni la grimace ni la chanson ne devaient à coup sûr impressionner beaucoup les grenouilles; c'étaient de grosses farces, des divertissements populaires, qui avaient pour résultat d'attirer les badauds, de les rendre attentifs à ce qui se passait, par conséquent d'en faire autant de témoins en mesure d'affirmer que l'obligation avait été remplie et, par suite, que les droits dont elle était l'emblème existaient. C'était une manière très sûre de procurer la notoriété publique à une convention entre le seigneur et son tenancier, et ce dernier avait tout autant d'intérêt que l'autre à accomplir exactement la cérémonie.

Le droit de grenouillage, là où il existait (et on en a en somme relevé un très petit nombre d'exemples authentiques) n'était donc pas oppressif, contraire à la dignité humaine, comme on l'a dit. C'est à la même conclusion que l'érudition contemporaine a abouti pour le fameux droit du seigneur (1), et il n'y a pas lieu de s'indigner contre l'un plus que contre l'autre; mieux vaut examiner de près et comprendre ces anciens usages, en somme fort explicables.

E. DUVERNOY.

(1) Voir à ce sujet les travaux de H. Lepage, dans le *Journal de la Soc. d'Archéologie lorr.*, 1834, p. 131, et de M. l'abbé Hanauer dans les *Mém. de l'Acad. de Stanislas*, 1892, p. 253.

FRANÇOIS BRACQUET, DE NANCY, SCULPTEUR (XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE).

Fils de Philippe Bracquet et de Barbe Collignon, François naquit à Nancy vers 1752 (1).

Peu de temps auparavant, sans doute, comme le « Registre des nouveaux entrants (2) sur le pied de 12 livres (3) » permet de le supposer, Bracquet père, « maître sculpteur, natif d'Arras », s'était établi à Nancy.

Philippe eut un second fils, Claude, baptisé à la paroisse Saint-Sébastien, le 21 octobre 1759 (4).

« En 1786, François exerçait la profession paternelle, à Paris, sur la paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs, lorsque, le 23 février, il vint à Fontainebleau épouser Françoise Langlois, fille de Pierre-Charles-François Langlois, garde des plaisirs du Roi.

De cette union naquirent neuf enfants, tous baptisés ou déclarés à Fontainebleau, où leur père s'était définitivement fixé : 1<sup>o</sup> Marguerite-Françoise, baptisée le 7 avril 1787, morte le 1<sup>er</sup> mai 1788 ; 2<sup>o</sup> André-François-Achille, baptisé le 2 juin 1788 ; 3<sup>o</sup> Louis-Marie, le 17 août 1789, inhumé à Villiers sous-Grez (Seine-et-Marne), le 14 septembre suivant ; 4<sup>o</sup> Marguerite-Françoise-Eléonore, baptisée le 4 janvier 1791 et morte le 27 septembre ; 5<sup>o</sup> François-Désiré, baptisé le 17 mai 1792 ; 6<sup>o</sup> Marie-Véronique-Charlotte, née

(1) Cf. M. Eug. Thoisson : *Notes et documents sur quelques artistes se rattachant au Gâtinais*, Paris, Plon-Nourrit, p. 8.

(2) *Les Archives de Nancy*, par H. Lepage, Nancy, Wiener, 1865, t. II, p. 182 : BB. 44. (1753-1756).

(3) « Un arrêt du Conseil, du 6 septembre 1753, avait fixé le droit de bourgeoisie à 60 livres, dont un tiers au domaine du roi, et les deux autres à la ville, pour toutes les personnes qui voudraient s'établir à Nancy, à l'exception des nobles et des privilégiés ; ceux qui y étaient établis avant cet arrêt et qui n'avaient pas de lettres de bourgeoisie furent taxés à 12 livres. » H. Lepage, *op. cit.*, t. II, p. 182.

(4) H. Lepage, *op. cit.*, t. III, p. 284.



le 2 décembre 1793 ; 7<sup>o</sup> François-Auguste, né le 2 novembre 1795 ; 8<sup>o</sup> Isabelle, née le 4 novembre 1797, et 9<sup>o</sup> Louise-Éléonore, le 8 décembre 1799, morte le 20 du même mois.

Dans l'acte de naissance du 2 novembre 1795, Bracquet, qui demeure alors rue des Pins, est qualifié de « marbrier », ce qui pourrait le faire descendre au rang de simple praticien, et il nous faut bien avouer que nous ne pouvons citer aucune œuvre signée de lui. Mais cette qualification est unique ; partout ailleurs Bracquet est dit : sculpteur.

Il mourut à 60 ans, le 10 février 1812, rue des Pins, n<sup>o</sup> 170. Tout ce que nous venons de dire sur lui est emprunté aux registres de Fontainebleau, et nous n'avons trouvé son nom dans aucun ouvrage imprimé (1) ».

Le 28 novembre 1784 était morte, paroissienne de Notre-Dame (2), Barbe Collignon, sa mère, qui alors habitait « Grande-Rue, vis-à-vis la grande porte d'entrée des Cordeliers (3) ».

L'ABBÉ CLANCHÉ.

---

## CHRONIQUE

---

### LE NÉCESSAIRE DE TABLE DU NAIN BÉBÉ, DONNÉ AU MUSÉE LORRAIN.

Par l'intermédiaire de notre confrère M. Félix Larzillière, Conservateur des Eaux et Forêts, la Société a reçu à l'une de ses dernières séances un intéressant et charmant objet, qui lui est donné par M. le docteur Larzillière, de Saint-

(1) M. E. Thoison, *op. cit.*, p. 9.

(2) Cf. H. Lepage, *op. cit.*, t. III, p. 373.

(3) Au numéro 101 de la Grande-Rue-Ville-Vieille, on lit encore au-dessus de la porte, l'inscription suivante :

MON ESPÉRANCE EST EN DIEU, 1731.

Les sculptures seraient-elles l'œuvre des Bracquet ? Au sujet de cette, porte, cf : *Journal de la Société d'archéologie lorraine*, 1880, p. 81 ; M. Léon Germain, *Sentences portières* (1898), II, p. 20 ; M. de Souhesmes, *Nancy inconnu*, dans les *Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*, 1899, p. 68.

Mihiel. Il s'agit d'un nécessaire de table provenant du nain du roi Stanislas, le fameux Bébé.

La notice suivante, communiquée en même temps, détaille le contenu de ce nécessaire et en fait connaître la transmission, depuis Bébé jusqu'à présent. Cette notice prouve surabondamment l'authenticité de l'objet, qui a été reçu avec beaucoup de gratitude et tiendra une place des plus honorables parmi les souvenirs de Bébé recueillis au Musée historique lorrain.

L. G.

*Notice sur le nécessaire de table ayant appartenu à Nicolas Ferry, dit Bébé, nain qu'entretenait à sa cour Stanislas Leccinski, roi de Pologne, duc de Lorraine.*

A la mort de Bébé, sa gouvernante, Mme a fait cadeau de cet objet à Mme Marly, épouse de M. Marly (François), receveur des contributions à Metz, né le 27 octobre 1728, mort le 25 octobre 1803.

Mme Marly, qui était une demoiselle Marchal (Anne), a vécu du 7 janvier 1725 au 12 juin 1812.

Elle fit don du nécessaire à sa fille Marly (Magdelaine), qui épousa, le 7 août 1780, Basoche (Claude-Hubert), né à Saint-Mihiel le 22 janvier 1748, mort le 6 février 1812, membre de l'Assemblée Constituante, de la Convention, du Corps législatif, etc.

Marly (Magdelaine), dame Bazoche, mourut en 1810.

L'écrin revint alors à leur fille Bazoche (Anne), née à Saint-Mihiel le 2 janvier 1782, morte le 30 mars 1840, qui avait épousé le 7 mai 1806 M. Larzillière (George-Hippolyte), juge au tribunal de Saint-Mihiel, né lui-même le 6 avril 1782 et mort le 3 février 1828.

Après la mort de M. et de Mme Larzillière, le nécessaire de Bébé devint la propriété de leur fille Jeanne, dite Gélanie, née le 13 septembre 1811, morte célibataire, le 25 décembre 1879.

Au décès de Mlle Larzillière, il fut attribué à son frère,

le docteur Larzillière (Christophe-Léon), né le 7 mai 1817, qui en est le propriétaire actuel.

Les détails qui précèdent sont donnés pour établir l'authenticité du nécessaire ; le docteur Larzillière la déclare certaine, l'écrin et les objets qu'il renferme n'étant jamais sortis de sa famille depuis que la gouvernante de Bébé les a remis à Mme Marly, sa bisaïeule.

Le docteur Larzillière déclare en faire don au Musée Lorrain, de Nancy, estimant que là est la véritable place d'un objet ayant des rapports avec l'histoire de notre chère Lorraine.

Saint-Mihiel, le 9 février 1902.

D<sup>r</sup> LARZILLIÈRE.

Le nécessaire de Bébé comprend, dans un écrin :

1<sup>o</sup> cinq cuillers, dont une brisée en trois morceaux ;

2<sup>o</sup> cinq fourchettes ;

3<sup>o</sup> un couteau ;

4<sup>o</sup> une pince à sucre ;

5<sup>o</sup> une cuiller à sucre en poudre.

D'après une tradition conservée dans la famille Larzillière et venant de la Gouvernante de Bébé, la cuiller cassée aurait été brisée par le nain lui-même. Ayant reçu un jour de sa gouvernante une réprimande très sévère à propos d'un acte de grossière indécence qu'il s'était permis à l'égard d'une dame, Bébé, pris d'un violent accès de colère, serait entré dans la petite maison construite pour lui et aurait brisé la cuiller.

---

#### VERSEMENT DE MEMBRE PERPÉTUEL

A versé la somme de 200 fr. dans les conditions indiquées à la délibération du 8 avril 1901, et est en conséquence devenu Membre perpétuel de la Société d'Archéologie lorraine :

M. SADOUL (Charles), 57, rue Stanislas, à Nancy.

## DONS AU MUSÉE LORRAIN.

—

Par M. le docteur Larzillière. Nécessaire de table ayant appartenu à Nicolas Ferry, dit Bébé, nain du roi Stanislas, composé de cinq cuillers, cinq fourchettes, pince à sucre, cuiller à sucre en poudre et couteau à manche en argent (V. la CHRONIQUE).

— M. le Pasteur Nyegaard. Pupitre en forme d'aigle, provenant de l'ancienne église des Prémontrés (xviii<sup>e</sup> siècle).

— M. Gaudiot, à Pont-à-Mousson. Statue de sainte Barbe, en bois (xv<sup>e</sup> siècle).

— M. Charbonnier, architecte. Inscription funéraire en pierre, sur laquelle on lit : Cy devant git ve | nerable sieur M<sup>e</sup> | Jean Laurét natif | de Lunéville quand vi | vait aulmosnier de | feu la royne de Dane | marck et chanoine | de ceans qui deceda | le 7<sup>e</sup> Avril 1577 | Priez Dieu po<sup>r</sup> luy | .

— M. Malgras. Taque de cheminée aux armes de France (Époque de Charles III, duc de Lorraine).

Taque de cheminée aux armes de Léopold, duc de Lorraine.

— La Ville de Nancy. Boulet trouvé au bastion Le Marquis, le 22 février 1902.

---

## ACQUISITIONS

Buste de Stanislas, roi de Pologne, duc de Lorraine, par Cyflé ; signé : Manufacture de Belle-Vue, Ban de Toul (Épreuve moderne).

Taque de cheminée, représentant Adam et Eve, avec la date : 1538.

---

*Pour la Commission de rédaction : Le Président, L. QUINTARD.*

---

Nancy. — Imprimerie A. Crépin-Leblond, 21, rue Saint-Dizier (passage du Casino).

**BULLETIN MENSUEL**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE**  
ET DU  
**MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN**

---

2<sup>e</sup> ANNÉE. — NUMÉRO 3. — MARS 1902.

---

**Procès-verbal de la séance du vendredi 14 février 1902**

PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

**Communications.**

Le Président dépose sur le bureau le volume des *Mémoires* pour l'année 1901.

La Société historique et archéologique de Bâle demande l'échange des publications.

Cette proposition est renvoyée à l'examen des membres du Bureau.

Au nom de M. le docteur Larzillière, son père, notre confrère M. Félix Larzillière remet à la Société, pour être déposé au Musée lorrain, un charmant nécessaire de table ayant appartenu à Bébé, le nain du roi Stanislas.

De vifs remerciements sont votés au généreux donateur.

**Nécrologie.**

Il est donné avis du décès de M. Eugène Pierga.

### Présentations.

Sont présentés en qualité de membres titulaires : le baron de Thomassin de Montbel, sous-inspecteur des forêts, 69, rue de la Ravinelle, par MM. Charles Guyot, Ferdinand des Robert et Félix Larzillière ; M. A. Troussel, conservateur des hypothèques en retraite, 24, rue Saint-Dizier, par MM. Stanislas Thomas, Léopold Quintard et Pierre Boyé ; M. Berthelé, archiviste de l'Hérault, à Montpellier, par MM. Léon Germain, Duvernoy et Léopold Quintard.

### Ouvrages offerts à la Société.

*M. le professeur Bleicher, 1838-1901* ; Nancy, Berger-Levrault, s. d., in-8° de 52 p., avec portrait. (Envoi de Madame Bleicher.)

*Les anciennes coutumes inédites du Bassigny barrois*, par M. Pierre Boyé ; Paris, Imprimerie nationale, 1901, in-8° de 24 p.

*Note sur un manteau de cheminée historié, du temps du duc Antoine, à Juvigny-en-Perthois*, par M. Léon Germain ; Nancy, Sidot, 1901, in-8° de 16 p.

*Bibliographie campanaire. — Léon Plancouard, Vieilles cloches de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer*, par M. Léon Germain ; Nancy, Crépin-Leblond, 1901, in-8 de 7 p.

*Observations relatives à Thiébaud 1<sup>er</sup>, comte de Bar, 1192-1214*, par le même ; Nancy, Sidot, 1902, in-8° de 17 p.

*L'abbaye de Moyennoutier de l'ordre de Saint-Benoît en Lorraine. I. L'abbaye au moyen âge*, par l'abbé L. Jérôme ; Paris, Lecoffre, 1902, in-8° de 592 p., avec une planche.

### Compte-rendu financier.

Le Trésorier donne lecture de l'exposé de la situation financière pour l'exercice 1901.

L'examen de ce document est renvoyé à la Commission des finances.

**Lecture.**

Le Secrétaire donne lecture de la dernière partie du travail de M. l'abbé Ed. Chatton, intitulé *Notice sur Relécourt, commune de Moriviller*. La Société vote l'impression de ce travail dans ses *Mémoires* et nomme, pour former la Commission de révision, MM. Ch. Guyot, H. Lefebvre et P. Boyé.

---

**MÉMOIRES**

---

**UN MÉMOIRE DE L'ABBÉ DE RULLE SUR LES TOMBEAUX DES DUCS  
DE LORRAINE ET SUR NANCY PENDANT LA RÉVOLUTION**

Le document que nous publions a pour auteur l'abbé de Rulle. Le personnage n'est pas autrement connu et ne paraît avoir joué qu'un rôle secondaire. En 1791, il fut adjoint par l'Empereur d'Allemagne Léopold et son fils Ferdinand III, grand-duc de Toscane, à la commission que ces princes entretenaient à Nancy, en vertu de l'article XIV du traité de Vienne, du 18 novembre 1738. Une nouvelle tâche s'imposait en ce moment à cette commission : rassembler les restes des princes lorrains qui avaient été enterrés dans diverses églises, vouées à la destruction ; et il était nécessaire d'y introduire un homme jeune encore et actif. L'abbé de Rulle fut cet homme. A lui sont dues les translations à la chapelle ducale des membres de la famille de Gérard d'Alsace enterrés aux Capucins de Varangéville, aux Bernardins de Beaupré et de Clairlieu. Il nous raconte ces translations assez longuement ; il nous dit aussi les dangers qu'il courut à Nancy pendant la période révolutionnaire et évoque quelques-unes des scènes dont la ville fut alors le théâtre.

Nous avons trouvé ce document à la Bibliothèque natio-

nale, dans le Fonds français, n° 14531, écrit d'une belle écriture. Il débute par « quelques préliminaires » où l'auteur affirme sa foi en l'immortalité de l'âme, cite un long passage des Tusculanes et rappelle « les peines établies par tous les peuples contre les violateurs des sépulcres ». Puis seulement il entre en matière. Notre pièce n'est qu'un précis du mémoire plus détaillé qu'il envoya à l'Empereur d'Allemagne François II et à son frère Ferdinand, grand-duc de Toscane ; mais ce précis même nous a semblé parfois long ; nous avons passé quelques morceaux insignifiants, et ailleurs nous avons eu recours à l'analyse. Comme la fin du document l'indique, il est adressé au célèbre archiduc Charles, troisième fils de Léopold ; sa date est de mars 1799, au moment où Charles entrait en campagne contre la France. L'abbé de Rulle écrit assez longtemps après les faits ; et nous verrons que parfois sa mémoire n'est pas très fidèle. Mais son écrit nous apprend des particularités curieuses sur les tombeaux des ducs et nous donne un tableau de Nancy pendant la Révolution, où il a vécu caché pendant cinq ans (1793-1799).

CH. PFISTER.

*Precis du Memoire présenté à Sa Majesté l'Empereur (1) et à S. A. R. Mgr l'archiduc Ferdinand (2), grand-duc de Toscane, touchant la profanation de la chapelle royale et la violation du caveau où reposaient les cendres des ducs de la maison de Lorraine à Nancy.*

Je fus honoré en 1791 par S. A. R. Mgr le grand-duc de Toscane (3) du titre de directeur adjoint à la commission

(1) François II, élu empereur le 7 juin 1792 ; il prit le titre d'empereur d'Autriche en 1806 et mourut à Vienne le 2 mars 1835.

(2) Ferdinand III, grand-duc de Toscane, frère du précédent. Léopold, leur père, lui céda le grand-duché quand il devint en 1791 empereur. Ferdinand mourut le 18 juin 1824.

(3) Il s'agit sans doute de Ferdinand III.



de Nancy (1), dans le dessein où était S. A. R. de réunir, dans le caveau de ses pères les cendres de tant de princes de son auguste Maison, encore éparses dans les différentes abbayes de la Lorraine (2). Le ministre (3) de qui dépendait la commission crut me trouver propre à remplir les vues de S. A. R. et à m'acquitter avec la dignité convenable de cette honorable et religieuse fonction.

Le caveau où devait s'opérer cette réunion était sous la Chapelle royale, attenante à l'église des Cordeliers. Depuis longtemps, ce précieux dépôt était confié à leurs soins ; ils en avaient la desserte et s'en acquittaient avec zèle. L'élégance du bâtiment, la sveltesse de sa coupole, sa figure octogone, son intérieur incrusté du plus beau marbre noir, tout y rappelait le goût, la magnificence de son fondateur. Nommer le duc Léopold (4), c'est avoir tout dit.

C'est dans ce même lieu, devant les mânes de ce bon prince, sur les cendres de ce Titus moderne, qu'à son passage à Nancy Joseph II (5) vint s'agenouïller et se recueillir

(1) Cette commission, qui gérait à Nancy les intérêts conservés en Lorraine par les descendants de l'ancienne maison souveraine, se composait de : M. de Vassoncourt, directeur ; l'abbé de Rulle, directeur adjoint ; M. de Sivry, président au Parlement, procureur général ; et M. Vautrin, trésorier. Aux termes du traité de Vienne, le directeur devait veiller à ce que la Lorraine formât toujours un gouvernement séparé ; mais naturellement cette mission était tombée en désuétude. La commission n'avait plus que la garde des tombeaux ; le trésorier devait en outre payer les pensions qu'acquittait encore l'Empereur aux descendants des anciens serviteurs du duc Léopold.

(2) La plupart des abbayes venaient d'être aliénées au profit de la nation et vendues comme biens nationaux. Elles allaient être abattues ; avant la destruction, il fallait rassembler les restes des membres de la famille de Lorraine, qui y avaient été ensevelis au cours des siècles.

(3) Le ministre de Toscane à Paris.

(4) Lapsus un peu fort. La chapelle ducale, vulgairement nommée Chapelle ronde, fut commencée sous Charles III en 1607, continuée sous Henri II et achevée en 1632. A cette date, Siméon Drouin termina la coupole qui surmonte l'édifice.

(5) Ce fut le 12 avril 1777. Cf. Mémoires manuscrits de Durival, à la Bibliothèque de Nancy.

si profondément au milieu des acclamations d'un peuple immense frappé d'admiration, et qui n'avait encore rien perdu de son amour pour ses anciens souverains.

Ces opérations n'étaient pas tout à fait sans danger. Le peuple à la vérité n'était point encore arrivé à ce point de démence où il fut porté dans la suite ; mais on commençait à le travailler ; des symptômes de cette aveugle fureur qui le caractérisa plus tard se manifestaient déjà, et tout homme attentif pouvait dès lors prévoir ce qui en devait résulter.

Le procureur général de la commission venait de mourir (1) ; partout se démolissaient les églises, et il était instant de commencer les opérations.

Comme la plus voisine, l'église de Varangéville (2) s'offrit la première ; c'était un ancien prieuré de la célèbre abbaye de Gorze ; il n'était qu'à deux lieues de Nancy, près du bourg de Saint-Nicolas. Varangéville étant du district de Nancy, je requis le Directoire (3) de m'adjoindre un commissaire tant pour constater les procès-verbaux qu'afin de pourvoir, s'il était nécessaire, à la sûreté de l'opération (4).

(1) Le président Pierre de Sivry, qui avait émigré, mourut en 1792 à Deux-Ponts, à l'âge de 59 ans. Cf. Krug-Basse, *Histoire du Parlement de Lorraine*, p. 361.

(2) Varangéville, canton de Saint-Nicolas. Les détails que l'abbé de Rulle donne sur le prieuré de Saint-Gorgon sont en général exacts. Notons toutefois que les scènes qu'il raconte ne se sont point passées à ce prieuré bénédictin, mais à l'église des Capucins qu'avait fondée Éric de Lorraine et qui fut démolie sous la Révolution.

(3) Il s'agit du Directoire du district, qui avait été institué en 1790. Il était composé de Durival, président, de Vignerot de Lozanne, vice-président, Chevallier, Collet et Renaud, ce dernier homme de loi, demeurant petite rue de la Primatiale.

(4) Les faits ne sont pas racontés ici de façon très exacte. En réalité l'initiative de la conservation des restes des ducs de Lorraine partit du Directoire du département ; dès le 17 novembre 1791, il écrivit au Directoire du district, à propos de la démolition imminente de l'abbaye de Clairlieu, afin de l'inviter à prendre les mesures nécessaires pour sauver les tombeaux des ducs de Lorraine, s'il s'en trouve dans la dite

Le commissaire fut accordé et accompagné d'un greffier, auxquels j'ajoutai un chirurgien pour vérifier la réunion

abbaye. Archives départementales. L. 478. Le District délibère à ce sujet le 31 décembre, et s'occupe à la fois de l'église de Varangéville et de Clairlieu. Il décide qu'« en présence de M. Renauld, l'un des administrateurs du Directoire, nommé commissaire, à la participation du sieur abbé Lyonnois, distingué par ses connaissances historiques sur le pays et les renseignements qu'il recueille depuis 30 années, du sieur Mique, architecte de cette ville, et du sieur Simonin, chirurgien aux rapports, il sera fait toutes les recherches possibles tant dans l'église des ci-devant Capucins de Varangéville que dans celle des ci-devant Bernardins de Clairlieu, pour découvrir si l'on y trouve les restes des princes de la maison de Lorraine, pour dans ce cas faire veiller à leur sûreté et ensuite être statué sur l'exhumation et le transport de qu'au cas appartiendra. » Le Directoire avise les commissaires de l'Empereur, pour qu'ils soient présents à l'opération. Une correspondance est échangée à ce sujet entre le Directoire et M. de Rulle. Mais Mique est absent ; Lyonnois s'excuse par une lettre assez alambiquée où perce une véritable hostilité contre la Révolution ; seuls viennent, le 12 janvier, Renauld, administrateur du Directoire, M. de Rulle et le chirurgien Simonin, assistés du secrétaire-greffier Therrin ; ils se font ouvrir la porte de l'église des Capucins par le sieur Robineau, négociant à Bar-le-Duc et acquéreur du couvent. Ils découvrent dans l'église deux épitaphes sur des plaques de bronze, dans les caveaux, un cercueil en plomb, renfermant les restes du prince Henri de Lorraine, puis des ossements épars d'un squelette que l'épitaphe fait connaître pour celui du prince Éric et qu'ils réunissent en une boîte de sapin. Ils laissent le cercueil et la caisse dans l'église, à la garde de Charles Petit, aubergiste à Varangéville, et du tout ils dressent procès-verbal. L. 478. Partie de ce procès-verbal a été publiée par l'abbé Guillaume, *Cordeliers et chapelle ducal* dans les *Bulletins de la Société d'archéologie lorraine*, t. II, pp. 267-268, avec la fausse date du 8 mars. On ne pouvait laisser le cercueil et la caisse à Varangéville, et le Directoire de district décide, en sa séance du 26 janvier 1792, de les faire transférer, avec les cérémonies convenables, dans l'église de Saint-Nicolas-de-Port. La décision est confirmée dans la séance du 17 février, « à moins que les commissaires de l'Empereur n'aient mieux faire eux-mêmes cette translation et le dépôt des ossements dans tout autre lieu de sépulture qui leur paraîtra le plus convenable ». Les commissaires se montrent hésitants ; ils répondent qu'ils attendent des instructions de Vienne ; finalement ils se prononcent pour le transfert à la Chapelle ducal. Ils le surveilleront eux-mêmes et prient seulement le District de nommer un commissaire pour assister à la cérémonie. Le District désigne dans sa séance du 5 mars son président M. de Vigneron, qui avait remplacé Durival. Et le transfert a lieu le jeudi 8 mars. Nous en publions le procès-verbal officiel :

« Ce jourd'hui huit mars 1792, dix heures du matin, nous Claude-

des parties solides du corps humain, autrement le squelette ; et nous partîmes quatre dans la même voiture.

Ce commissaire, fils d'un pâtissier (1), n'avait rien qui sentit son origine. Dans toute société où il y eût eu une

Antoine Vigneron, président du Directoire du district de Nancy, en exécution de la délibération du même Directoire du 5 même mois, nous sommes transporté, accompagné du sieur André-Charles Therrin, secrétaire-greffier adjoint du district, en l'église des ci-devant Capucins de Varangéville où, étant en présence de M. l'abbé de Rulle, l'un des commissaires de l'Empereur, de sieur Vautrin, son trésorier, des sieurs Duchazeau, supérieur, et Berger, économe de la maison des Cordeliers de Nancy, et du sieur Simonin, chirurgien juré aux rapports, nous avons appelé le sieur Charles Petit, aubergiste au dit Varangéville, établi gardien du cercueil de plomb renfermant les cendres et ossements de Henry, prince de Lorraine, marquis de Moy, et d'une cassette contenant les ossements du prince Éric de Lorraine, évêque de Verdun.

« Le dit sieur Charles Petit nous a conduits à la chapelle où avaient été déposés le cercueil et la caisse. Nous avons vu avec surprise que les adjudicataires de l'église s'étaient permis d'enlever le grillage en bois qui fermait la dite chapelle.

« Nous avons reconnu que quelques malveillans avaient détaché et enlevé l'écusson en plomb qui s'était trouvé lors de l'exhumation au pied du cercueil, sur lequel étaient écrits ces mots : Henry, prince de Lorraine, marquis de Moy.

« Du reste, après un examen attentif, nous avons vérifié que le cercueil et la caisse étaient à la même place et en même et semblable état que lors de la confection du procès-verbal du 12 janvier dernier, à une ouverture près à la partie supérieure du cercueil.

« Nous avons déchargé le sieur Charles Petit de la garde du dit cercueil de plomb et de la caisse, et, en présence des personnes désignées ci-dessus, en avons fait la remise à M. l'abbé de Rulle, ainsi que des deux épitaphes en bronze mentionnées au procès-verbal du 12 janvier dernier.

« Cefait, nous avons, en exécution de la délibération du Directoire du 5 de ce mois, assisté aux opérations faites par le dit sieur commissaire pour la recherche et l'exhumation des cendres et ossements du prince François de Lorraine, à la translation des trois princes de la dite église des Capucins de Varangéville dans celle des Pères Cordeliers de Nancy et à la célébration des obsèques par les dits religieux.

« Fait à Varangéville et clos à Nancy dans l'église des Cordeliers, les an et jour avant dits, en présence des personnes désignées au commencement du présent procès-verbal. » (Suivent les signatures.)

(1) M. de Rulle vise ici Jean-François Renauld, plus tard membre du Comité de surveillance. De toute évidence, ses souvenirs se sont embrouillés. Il confond l'opération du 12 janvier où Renauld était présent, et celle du 8 mars à laquelle présida M. de Vigneron. Son récit n'est pas seulement partial ; ici il est manifestement inexact.

police et des mœurs, cet homme eût été punissable. Il ne faisait pas plus de cas, disait-il, des os d'un roi que de ceux d'un chien mort ; qu'après la vie tout s'en retournait comme il était venu, dans le néant, qu'il fallait être un imbécile pour en croire davantage. Il fallut dévorer tout cela, nouveau genre de supplice. Le greffier (1) fut moins scandaleux.

Nous trouvâmes à Varangéville deux princes d'une ligne collatérale, c'est-à-dire un évêque de Verdun (2) et un comte de Chaligny (3) ; tous deux étaient bien conservés. Le tombeau de l'évêque s'étant entr'ouvert, il en sortit force canelle et feuilles de laurier. Nous détachâmes du mur les tables de cuivre (4), où leurs noms et leurs dignités étaient inscrits et les déposâmes à côté des cercueils sur le char lugubre, pour être conduit à Nancy, dans la chapelle royale. Tout cela a suivi le sort du caveau.

Nous attendîmes le soir pour amener à Nancy ces illustres morts. Je demandai au commissaire s'il avait fait quelque disposition à la porte de la ville et vers le couvent des Cordeliers ; il me dit que non, mais qu'il allait prendre les devants. Je lui offris la voiture, et nous suivîmes à pied et en silence le convoi funèbre qui nous précédait.

(1) André-Charles Therrin.

(2) Éric de Lorraine, fils de Nicolas de Lorraine, comte de Vaudémont, et petit-fils du duc Antoine, né à Nancy le 14 mars 1576. Il fut évêque de Verdun de 1593 à 1608 et dut résigner cet évêché à la suite d'un scandale qu'a raconté M. E. Langlois, *Un évêque de Verdun ensorcelé, marié et condamné par le tribunal de l'Inquisition*, dans les *Annales de l'Est*, IX, 277. Il fonda le couvent des Capucins de Varangéville où il fut enterré le 28 avril 1623. Il était mort la veille.

(3) Henri de Lorraine, marquis de Moy et comte de Chaligny, neveu du précédent. Il défendit en 1633 Nancy contre Louis XIII, et mourut dans cette ville le 10 juin 1672 en son hôtel de Moy, sur la place de l'Arsenal. Le troisième prince enterré aux Capucins de Varangéville et dont on trouva le corps est un autre neveu d'Éric, François de Lorraine, qui occupa le siège de Verdun de 1622 à 1661. Roussel, *Histoire de Verdun*, 2<sup>e</sup> édition, t. II, p. 63, a publié son épitaphe.

(4) Les deux épitaphes publiées par l'abbé Guillaume, *l. c.*, p. 268.

Nous passâmes la porte sans obstacle et nous observâmes devant les Cordeliers plusieurs hommes disposés de manière que le peuple ne pût en approcher de trop près ni satisfaire sa curiosité. Dès que nous fûmes entrés, les portes du couvent se fermèrent ; le prieur (1), à la tête de ses religieux, portant des flambeaux et psalmodiant à voix basse, reçut les corps, les déposa derrière l'autel ; après quoi nous étant mis à genoux, après une courte prière, nous nous retirâmes sans bruit et dans l'obscurité.

Tout se passa assez bien dans cette première cérémonie, excepté que le commissaire ne reparut plus. Mais le lendemain il courut un bruit qu'on avait enlevé le trésor de la chapelle royale. Ce bruit n'était pas sans dessein ; on en convoitait déjà l'argenterie et on voulait là-dessus éveiller l'attention de la municipalité.

Bientôt après, l'acquéreur de l'abbaye de Beaupré (2) vint avertir qu'il allait aussi démolir, et sollicita l'enlèvement des tombeaux de son église. Cette abbaye avait été bâtie par Volcmare, comte de Lunéville, lequel aussi voulut s'illustrer, selon l'usage du temps, par quelque monument pieux. Mais, le terrain sur lequel il voulut le fonder se trouvant être du domaine de l'évêque de Metz, il fut échangé contre une égale quantité de terre que le comte lui donna ailleurs ; et le comte y appela des religieux de Citeaux qui étaient alors en grande opinion de sainteté et [qui] d'un endroit marécageux et peu salubre, après l'avoir défriché, firent un lieu agréable et sain (3).

(1) Le prieur — ou plutôt le gardien — des Cordeliers était le sieur Duchazeau.

(2) Beaupré, commune de Moncel, canton de Lunéville-Sud. Le 3 mars 1794, les maisons, abbatiale et conventuelle, et l'église de Beaupré, avec cours, jardins, vignes, furent acquises par M. de Campet.

(3) L'histoire de la fondation de Beaupré se trouve racontée tout au long dans une charte de l'évêque de Toul, Henri de Lorraine, dans dom Calmet, 1<sup>re</sup> édition, t. II, col. CCCLII. Notons que le territoire sur

Comme cette abbaye était dans le district de Lunéville, il fallut m'entendre avec son Directoire : et pour cela je dus solliciter un arrêté du département de Nancy (1). L'adjudicataires'y'était déjà adressé (2), se trouvant empêché par la quantité des tombeaux des familles les plus honorables du pais, mais surtout par ceux des princes de la maison de Lorraine, afin d'être déchargé de la garde de ces effets et autres spécifiés dans l'arrêté. Il m'avait en quelque sorte frayé le chemin et je n'avais à présenter au district de Lunéville qu'une lettre dont j'étais infiniment satisfait (3). On y reconnaît non les principes d'un brigand, tels que dans la première opération, mais des marques sensibles de cet ancien respect pour la mémoire des princes, qui, quoiqu'affaibli, n'était point encore éteint dans tous les cœurs.

Ce district nomma donc, pour m'accompagner, deux hommes décens, honnêtes, très propres à faciliter l'opération et à maintenir l'ordre, partout où il en serait besoin (4).

lequel s'éleva l'abbaye appartenait bien au comte Folmar ; mais c'était un fief de l'évêque de Metz ; et, Folmar, pour indemniser le prélat, lui céda en échange un de ses alleux à Puttelange.

(1) Cet arrêté fut pris le 21 avril 1792.

(2) Il faut entendre : Au district de Lunéville.

(3) Ici l'auteur ajoute en note : « Elle est en original dans le Mémoire du grand duc. » Cette lettre venait du Directoire du département.

(4) On lit dans les registres de délibération du district de Lunéville, à la date du 1<sup>er</sup> mai 1792. « M. l'abbé de Rulle, commissaire pour le grand-duc de Toscane et le roi de Hongrie, et Vautrin, trésorier du grand-duc dans la ci-devant province de Lorraine, se sont présentés et ont exposé que MM. du Directoire du Département de la Meurthe les avaient instruits de leur arrêté du 21 avril dernier relatif à l'exhumation et au transport des restes des princes de la maison de Lorraine renfermés dans les tombeaux qui existent dans l'église des ci-devant Bernardins de Beaupré ; que, pour remplir les dispositions de cet arrêté, ils venaient demander au Directoire du district un commissaire qui avec eux se transporterait à Beaupré à l'effet de reconnaître les tombeaux et de concerter les modes de l'exhumation et de la translation à Nancy : sur quoi, le procureur syndic entendu, le Directoire a nommé

Nous fûmes deux jours dans cette seconde exhumation (1), parce que, les tombeaux que nous cherchions étant sans inscription et les moines dépourvus de tous renseignements, nous n'avions pour guides que quelques traditions assez vagues et des historiens le plus souvent fautifs (2). Après avoir fouillé le chœur sans succès (3), je m'avisai de faire abattre deux grands pans de muraille d'un ouvrage

M. Sigorgne, l'un des membres du Directoire, commissaire pour exécuter en ce qui concerne le district l'arrêté du dit département. » Archives départementales, L. 4190, fol. 130 v°.

M. Sigorgne, décoré de la croix de Saint-Louis, était de Moriviller. Dans le Mémoire, l'abbé de Rulle parle à tort de deux commissaires.

(1) Le 1<sup>er</sup> et 2 mai. Cf. les extraits du procès-verbal publiés par l'abbé Guillaume, *l. c.*; p. 268.

(2) Au xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles, on fit une série d'épitaphes de princes ou princesses de Lorraine qui, d'après la légende, auraient été enterrés à Beaupré. On possède un de ces recueils, d'écriture assez ancienne, en un manuscrit du Musée lorrain, n<sup>os</sup> 46 et 47 (recueil factice fait par l'abbé Marchal sur les tombeaux des ducs de Lorraine). On y trouve des épitaphes : du duc Raoul (au nombre de deux) ; de son père Ferri IV (appelé Ferri V), et de sa femme Elisabeth d'Autriche ; de Thiébaud II et de sa femme Catherine de Flandre (erreur pour Isabelle de Rumigny), de leur fille Isabelle, dame d'Ancerville et de Gerbéviller ; de Ferri III (appelé ici Ferri IV) et de son fils Ferri, évêque d'Orléans. On mentionne encore les épitaphes de Simon I<sup>er</sup>, de son fils Vauthier, seigneur et baron de Gerbéviller, de Mathieu II, et de trois épouses qu'on lui attribue : Agnès de Bavière, Catherine de Luxembourg (*sic*) pour Catherine de Limbourg, et une dame Léodomille, fille d'un roi de Pologne, sans compter celles de deux Agnès, femmes de Ferri II (III), de Catherine, fille de Thiébaud I<sup>er</sup>, et de trois autres princes fils de Ferri III (IV). Ces épitaphes mensongères ont été fabriquées de toutes pièces ; quelques-uns des personnages mêmes sont inventés. Le pis fut que quelques épitaphes furent après coup placées sur des tombeaux ; mais elles n'ont gagné pour cela aucune authenticité et il n'est pas prudent de s'y fier. Nous craignons donc que les commissaires n'aient fait fausse route à Beaupré, et qu'ils aient attaché trop d'importance à des inscriptions controuvées. On a de même fabriqué de fausses épitaphes à Sturtzelbronn. Cf. l'article de Wolfram dans le *Jahr-Buch der Gesellschaft für lothringische Geschichte*, 1896, 2<sup>e</sup> partie, p. 44.

(3) Encore une petite erreur. En réalité on trouva sous le chœur un corps qu'on prit pour celui du duc Raoul. L'épithaphe, en caractères modernes, se trouvait sur le grand autel. Retrouvée en 1861 avec d'autres fragments de tombeaux, elle a disparu depuis. *Journal de la Société d'archéologie lorraine*, 1862, p. 55. Au sujet de profanations de ce tom-



gothique, percé à jour et de beaucoup de travail, qui l'environnait de droite et de gauche, sous le premier desquels nous trouvâmes Ferri III (1) et sous l'autre Elisabeth d'Autriche (2).

Les chairs étaient absolument consumées. Le chirurgien s'étant mis en devoir de rapprocher les solides, pour en composer la structure humaine, nous trouvâmes les deux squelettes complets.

L'acquéreur m'ayant prié avec beaucoup de civilité de lui régaler quelques morceaux de cette architecture gothique qui n'étaient point extrêmement endommagés, pour orner, me dit-il, un petit donjon qu'il faisait bâtir sur la hauteur voisine, je lui dis que non seulement il pouvait enlever ceux-là, mais encore tous les autres, étant persuadé qu'ils faisaient partie de son acquisition.

Le commissaire me prévint que dès la veille il avait fait les dispositions convenables pour que nous puissions traverser Lunéville sans inquiétude ; sur quoi l'ayant re-

beau à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, voir une délibération de la Cour souveraine, endate du 26 juillet 1700, dans le *Journal de la Société d'archéologie lorraine*, 1856, p. 103.

(1) Il faut en réalité lire Ferri IV le Luitteur, qui était tombé sur le champ de bataille de Cassel, en 1328.

(2) Ici l'auteur ajoute en note : « D'autres lui donnent pour femme Marguerite de Navarre ; il faut donc rendre Isabelle d'Autriche à Ferri IV. » Comme Marguerite de Navarre fut enterrée au couvent des Dames prêcheuses de Nancy, il ne pourrait s'agir que d'Isabelle d'Autriche, mère du duc Raoul. Mais on nous apprend d'ailleurs que cette princesse a été enterrée à Koenigsfelden en Suisse, d'où plus tard ses restes furent transférés à l'abbaye de Saint-Blaise dans la Forêt-Noire, puis dans l'église des Capucins de Vienne. Cf. les articles de l'abbé Marchal et de A. Benoit dans le *Journal de la Société d'archéologie lorraine*, 1864, p. 220, et 1865, p. 27. Et cela prouve combien peu il faut se fier à ces inscriptions de date récente ! Nous dirons autant de celles qui rappelaient le souvenir de Ferri III, mort en 1303, et de son fils Ferri, évêque d'Orléans. D'après le procès-verbal officiel, on aurait aussi trouvé le corps de Ferri III et le cœur de son fils Ferri ; celui-ci, d'après la légende, avait été tué par un seigneur de Cherai, dont il avait séduit la fille. Cf. *Gallia christiana*, VIII, col. 1470.

mercié de sa prévoyance, il me pria seulement que le char funèbre ne fût couvert que d'un drap blanc, pour ne point éveiller la curiosité du peuple. Nous nous acheminâmes vers la nuit, et tout le reste se passa comme dans l'autre cérémonie ci-dessus.

Châtenoy (1) près de Neufchâteau paraissait surtout demander nos soins. C'était un ancien prieuré, fondé par la duchesse Hadvide (2), femme de Gérard d'Alsace, premier duc héréditaire de la Lorraine et chef de l'auguste maison aujourd'hui régnante. Le duc et la duchesse affectionnaient ce séjour à cause de la beauté des lieux, car Nancy était peu de chose ou peut-être n'existait encore point.

Ce prieuré, dans l'intention de la duchesse, avait d'abord été fondé pour être desservi par des moines bénédictins de Saint-Èvre près de Toul ; mais l'avoué de Châtenoy qui ne les aimait pas trouva moyen d'y introduire les religieux de Molême. Cela déplut fort au duc Thierry qui connaissait les intentions de la duchesse sa mère. Mécontent de ce qu'elles n'étaient point exécutées, ce prince en écrivit au pape Pascal II devant lequel cette affaire avait été portée, pour réintégrer dans le dit prieuré ceux de Saint-Èvre. Après de longues contestations, cette querelle se termina par une transaction, au moyen de laquelle l'abbaye de Saint-Èvre rentra en possession de Châtenoy, et tout fut accommodé : cela se passait au commencement du XII<sup>e</sup> siècle (3).

Gérard d'Alsace, étant mort avant la duchesse Hadvide,

(1) Châtenois, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Neufchâteau.

(2) Hadvide de Namur, Cf. la charte de fondation dans dom Calmet, 1<sup>re</sup> édition, t. I, Pr., col. 470.

(3) L'abbé de Rulle a pris de toute évidence ce passage à dom Calmet, 1<sup>re</sup> édition, t. I, col. 1186. Le jugement de Pascal II du 24 mai 1115 est publié aux Preuves, col. 537. Jaffé-Löwenfeld, *Regesta*, n° 6457.

passait selon quelques historiens pour être enterré à Remiremont (1) ; mais, comme on n'y connaissait aucun monument qui indiquât sa sépulture, la vraisemblance, malgré ces témoignages, faisait présumer qu'il pouvait avoir été déposé à côté de la duchesse sa femme dont on voyait le mausolée (2), dans le cloître du prieuré qu'elle avait fondé en 1069 près du château de Châtenoy et où Thierry leur fils et leur successeur, avec Gertrude de Flandre, avait aussi été déposé (3).

Nous nous disposions à nous transporter sur les lieux pour prendre toutes les mesures nécessaires pour faire ces inhumations qui allaient réunir à ses nombreux descendants le chef héréditaire et rendre à la même souche une branche qui en avait été séparée depuis tant de siècles, lorsque [l'opération] fut suspendue par une autre plus pressée (4) laquelle ne souffrait aucun délai, je veux dire la démolition de l'abbaye de Clairlieu.

Cette abbaye, distante à peu près d'une lieue de Nancy, avait été fondée par le duc Mathieu I<sup>er</sup> vers le milieu du douzième siècle (5). Située à l'entrée d'une vaste forêt qu'on nomme encore aujourd'hui les *bois de haies*, elle prit son nom de l'essartement qu'y firent des religieux de

(1) C'est ce qu'affirme dom Calmet, t. I, col. 1108.

(2) Dom Calmet écrit : « On voit dans le cloître du monastère de Châtenoy un ancien tombeau que je crois être le sien. Il représente une dame vêtue d'un habit long tout uni et sans ceinture, ayant par-dessus un grand manteau attaché en devant par un cordon, que la figure tient de la main gauche, ayant la main droite abattue sur la cuisse ».

(3) C'est du moins une conjecture que fait dom Calmet, t. I, col. 1122.

(4) Des recherches ne furent faites à Châtenoy qu'en 1815. « On rechercha les restes de la duchesse Hadvide, mais on ne put retrouver qu'avec beaucoup de peine sa sépulture ». Lepage et Charton, *Le département des Vosges*, t. II, p. 118.

(5) Voir la notice sur la fondation de Clairlieu dans une charte de Mathieu I<sup>er</sup>. Dom Calmet, 1<sup>re</sup> édition, t. I, col. CCCCLVI. Cf. Lepage, *L'abbaye de Clairlieu* dans les *Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*, 1835. L'abbaye avait été vendue le 13 octobre 1791 pour une somme de 12.000 livres de France.

Citeaux que le duc y avait appelés ; ils défrichèrent, rendirent *clairs* et fertiles des lieux que le soleil n'avait jamais éclairés : de là le nom de Clairlieu (1).

On peut être étonné de trouver un désert à côté d'une des plus agréables villes de l'Europe, et qui devint dans la suite la résidence de ses souverains. Mais Nancy à cette époque marquait à peine sur le globe...

L'église de Clairlieu passait pour la plus magnifique dans le pays et contenait les tombeaux des plus nobles familles, si nous en jugeons par le grand nombre de monuments que nous y avons trouvés. Dom Calmet qui semblerait n'avoir rien omis d'intéressant dans ses immenses mais estimables volumes, concernant l'ancienne chevalerie de Lorraine, nous éclaire peu là-dessus et nous y laisse presque encore tout à désirer.

Tous ces tombeaux ayant été bouleversés dans la démolition et l'unique objet de mes recherches étant celles du fondateur (2), de Berthe de Souabe, sa femme, sœur de l'empereur Frédéric Barberousse, et des princes et princesses de sa maison qui, dans une inscription gothique du <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, sont dits *lui être réunis*, je vais la transcrire en entier :

Ici sont réunis Mathieu, duc de Lorraine, et Berthe, sa femme, et ses enfants, que de il elle a eue : le duc Simon, le duc Maheu, Edeline, Berthe leurs filles (3).

Cette inscription était sur le jambage et le cintre de la croisée dans le chœur, au côté droit du maître autel. On y

(1) Nous laissons à l'auteur la responsabilité de cette étymologie. Les Cisterciens aimaient pour leurs abbayes les noms gais : Clairvaux, Beaupré, Orval, etc.

(2) Le duc de Lorraine Mathieu I<sup>er</sup>, 1139-1176.

(3) Mory d'Elvange qui venait de visiter Clairlieu reproduit cette inscription d'une manière moins complète. Bibliothèque de Nancy, Ms. n<sup>o</sup> 747 (866), fol. 4 verso. L'inscription nous est donnée complète par Lionnois, t. I, p. 629 (Lionnois assistait à l'opération). L'inscription s'appliquait à un tableau moderne représentant les funérailles de Mathieu I<sup>er</sup>.

observait plusieurs fois, peintes encore, comme sur un rideau, les armes simples de Lorraine, c'est-à-dire l'écu à la bande chargée de trois alérions : sur quoi je pense qu'on peut se permettre quelques réflexions.

Il peut se faire qu'on ait voulu imiter les caractères du douzième siècle ; mais certainement l'inscription n'est pas ancienne.

Le chœur de l'église ayant été rehaussé, je soupçonne que le tombeau (1) a été retouché ; car il était en grande partie dans la muraille. Or le duc, comme fondateur de l'abbaye, devait ainsi que la duchesse Berthe, son épouse, avoir un monument apparent.

*(Suivent quelques réflexions sur l'orthographe de l'inscription qui ne serait qu'une imitation gauche de celle du XII<sup>e</sup> siècle.)*

On (2) m'avait assuré qu'au pilier qui séparait le sanctuaire du chœur je trouverais une tablette qui portait ce qui suit : « Sous les tombeaux ci-bas, reposent les corps de très haut et très illustre prince Mathieu, surnommé le Débonnaire, premier du nom, duc de Lorraine, marchis, et vicaire de l'Empire, fondateur de cette église, lequel, jour de l'Ascension de Notre Seigneur, après avoir assisté au divin office, chanté, psalmodié avec les vénérables religieux, trépassa en ce monastère, l'an de son règne XXX, de notre salut MCLXXVI.

Aussi y git très excellente princesse Madame Berthe de Souave, sa femme, sœur du très puissant roi Frédéric, empereur des Romains et duc de Souave ; illustrissime prince Théodoric de Lorraine, évêque de Metz, et très vertueux prince Mathieu de Lorraine, comte de Toul, leurs fils (3) ».

(1) Ce tombeau était sous la croisée. Lionnois fait dans son *Histoire* les mêmes réflexions que l'abbé de Rulle.

(2) Lionnois.

(3) Note de l'auteur : « Il est appelé duc dans l'inscription ». C'est

Je n'ai point trouvé cette tablette et n'ai point remarqué qu'on eût tracé aucun caractère sur le pilier. Je m'informai de l'abbé et de deux religieux que je crus les mieux instruits des affaires de leur maison, s'ils n'avaient conservé aucune charte, aucun document des premiers temps de leur abbaye ; ils n'avaient rien, ne savaient rien et ne ressemblaient plus en rien à ceux qui avaient les premiers essarté cette solitude.

Nous trouvâmes les corps du duc et de la duchesse, mais aucun de leurs enfants, quoique nous eussions fait des fouilles qui durèrent trois jours (1).

J'eus pour commissaire dans cette opération, de la part du département, le président du district (2) que je connaissais, qui s'était nommé lui-même et dont la façon de penser ne m'était point suspecte. Le greffier (3) dont il s'était fait accompagner était de même un homme estimable. Plusieurs personnes considérables de la ville, du Parlement et autres (4), par respect pour la mémoire de

Lionnois qui a fourni ces épitaphes, trouvées par lui « dans ses papiers de vieilles chroniques qu'il avait relus à ce sujet ». On trouve ce texte dans un manuscrit du Musée lorrain, n° 46, f. 39. L'inscription est dite extraite « d'un volume de pièces diverses qu'à rassemblées D. Calmet. Le volume est du format in-folio et fait partie de la bibliothèque de M. l'abbé Simon, curé de Saint-Epvre de Nancy ». Cette inscription est relativement moderne, et on ne peut s'y fier pas plus qu'à celles de Beaupré.

(1) Les opérations se firent le 11 juin où l'on trouva les restes de Mathieu I<sup>er</sup> et de sa femme Berthe ; le 12 juin où l'on découvrit ceux de leur fils Mathieu, contrairement à ce que dit notre document ; puis on les reprit le 18 juin, mais sans résultat. Le président du district Claude-Antoine de Vignerou assista aux fouilles le 11 et le 18, et en a dressé deux procès-verbaux qu'a publiés M. Lepage, *l. c.*, p. 213 et ss. Voir les originaux aux Archives départementales, L. 478.

(2) Claude-Antoine de Vignerou, qui déjà l'avait accompagné à Varangéville le 8 mars.

(3) Thermin, qui signe les procès-verbaux.

(4) Le procès-verbal du 11 juin est signé par Lionnois et Duchazeau, gardien des Cordeliers, le directeur de la commission Abram de Vassoncourt et le trésorier Vautrin, outre Vignerou et de Rulle.

leurs anciens maîtres, voulurent assister aux fouilles. Les plus beaux traits de la vie des princes y furent exaltés jusqu'à l'enthousiasme, le nom de Léopold répété jusqu'à l'attendrissement, mille actions de ce grand prince, ignorées de l'histoire, rappelées avec un intérêt qu'on ne peut rendre. Oh ! le souvenir des bons princes ne meurt jamais !

Plusieurs voulaient suivre le char et nous accompagner ; je les conjurai, pour leur propre sûreté, de ne le point faire et même de prendre un autre chemin, leur affirmant qu'ils ne feraient point un pas en notre compagnie qui ne fût remarqué, puisque nous ne marchions nous-même qu'à couvert de l'autorité d'un commissaire ; ils m'écoutèrent, et la cérémonie se fit comme les précédentes.

Cependant l'espace commençait à nous manquer, puisqu'à chaque transport nous déposions ces illustres dépouilles de l'humanité derrière l'autel de la chapelle royale, jusqu'à ce qu'il y eût un certain nombre, pour ouvrir le caveau et les y descendre, ce que nous nous proposons de faire à la prochaine occasion (1).

Nous étions à la fin de l'année 1792. Les esprits s'enflammaient et les choses commençaient à prendre une assez mauvaise tournure.

Depuis la mort de M. de Sivry, la place de procureur général était restée vacante. S. A. R. le grand-duc y nomma le fils du défunt, jeune homme de mérite, qui n'avait d'autre défaut, si c'en est un que, d'une jeunesse peut-être trop confiante (2). Son premier pas fut un chagrin.

(1) Ces cercueils déposés simplement sur le pavé de la Chapelle ronde n'ont, en réalité, jamais été descendus dans le caveau ; les ossements furent recueillis par le docteur Simonin et mis en lieu de sûreté par lui. A la même époque, M. Simonin, qui surveilla l'exhumation des corps enterrés dans les églises vouées à la destruction, sauva les boîtes de plomb qui contenaient les cœurs de François II, de sa femme, Christine de Salm, et de la mère de celle-ci, Marie le Veneur, et qui se trouvaient à l'église Notre-Dame sur la place de l'Arsenal.

(2) De Sivry fils fut d'abord avocat au parlement de Nancy. Agé de

Il avait conçu le dessein d'enlever l'argenterie de la chapelle et autres effets précieux, dans la crainte que la nation ne mit la main dessus. Cette idée, bonne et juste en elle-même, ne demandait que d'être bien exécutée. Il m'en parla; j'opimai pour la nuit la plus profonde et dans le plus grand secret. Il l'exécuta de jour et en plein midi. Le char qui la portait, passant sur la place publique, fut saisi et conduit à la municipalité, d'où il est à croire qu'elle n'a pas été perdue pour tout le monde (1).

Nos maux ne devaient point en finir là. Nous touchions au printemps de l'année 1793, année furieuse, épouvantable par ses crimes. Les esprits, poussés à la fureur, à l'irréligion, à l'athéisme, ne connaissaient plus de bornes, et recevaient chaque jour un nouveau degré de férocité. On remarquait ces physionomies horribles; on entendait ces hurlemens affreux, ces chants de dépravation dans le peuple, cet oubli de Dieu, quand sa croyance ne peut plus rien sur l'homme.

C'est alors que les croix furent abattues sur la cime des plus hauts temples et le long des chemins publics. Partout on trouvait ces symboles de notre religion démolis, brisés, épars avec un acharnement inconcevable. D'un coup de pied, on faisait sauter les tabernacles et tout ce qu'ils renfermaient de saint. Avec la même fureur, on se porta sur tout ce qui avait trait à la royauté. Bustes, tableaux,

18 ans, il fit dans l'été de 1781 des courses dans les Vosges et en rapporta une ample collection de fossiles avec des cartes minéralogiques qu'il joignit à un *Journal d'observations*, 1782, chez Hæner. Il devint ensuite, fort jeune, conseiller au Parlement; il fut en Lorraine le dernier survivant des magistrats de l'ancien régime et mourut à Nancy le 3 avril 1853, à 90 ans. Cf. Durival, *Description de la Lorraine*, t. IV, p. 50; Cayon, *Histoire de Nancy*, p. 337.

(1) En août et septembre 1792, on fit fondre une partie de l'argenterie des églises; le produit en était destiné à payer la construction des affûts de canon. Voir *Délibérations du corps municipal*, séance du 26 septembre.



statues, tout fut mutilé, haché à coups de sabre et jeté dans la boue, au milieu des rues. Plus de deux ans après, on voyait encore par terre, couvertes d'ordures, les têtes des douze Césars (1), assez bien sculptées, lesquelles avaient servi d'ornement à la belle place de la Carrière, froissées sous les pas des animaux et sous les roues des voitures, embarrassant les avenues du Gouvernement (2). La statue de Louis XV, morceau digne d'un meilleur peuple, fut jetée à bas de son piédestal, perdit un bras et fut enterrée au milieu de la place Royale (3), aujourd'hui place du Peuple, du nom de son nouveau souverain. L'aveugle fureur brisait, dégradait tout, jusqu'aux âtres du feu où se trouvaient des fleurs de lys ou autres emblèmes sem-

(1) M. de Rulle se trompe. Les bustes qui ornent l'hémicycle de la Carrière ne sont pas ceux des douze Césars, mais des divinités mythologiques, avec leurs emblèmes sur les socles. Ce sont du côté du Palais ducal et de la petite Carrière Saturne, Cybèle, Neptune, Amphitrite, Vulcain, Vénus, Apollon, Diane, Hercule et Hébè ; du côté de la Pépinière Jupiter, Junon, Pluton, Proserpine, Mars, Minerve, Mercure, Cérès, Bacchus, Pomone, Pan et Palès. Dans sa séance du 28 septembre 1792, le corps municipal invita Charles-Joseph Gormand à examiner les objets rappelant la féodalité et qu'il faudrait supprimer sur les places de Nancy. Mais, en réalité, ces bustes ne furent abattus que le 12 novembre à l'entrée de certains bataillons fédérés, qu'on a confondus toujours — bien à tort — avec le bataillon des Marseillais. Cf. Pollio et Marcel, *Le bataillon du 10 août*, p. 344.

(2) Palais construit pour l'Intendance de Lorraine et appelé d'abord la Nouvelle-Intendance. Il prit le nom de Gouvernement, lorsqu'en 1766, à la mort de Stanislas, le gouverneur de Lorraine s'y établit.

(3) La loi du 14 août 1792, votée par la Législative, ordonnait la destruction de tous « les monuments élevés à l'orgueil, au préjugé et à la tyrannie ». En conséquence, on enleva la statue de Louis XV, au milieu de la place Royale (aujourd'hui place Stanislas) ; et, en attendant une décision sur l'emploi du bronze, on l'enterra au pied du socle qui resta vide. Au début de novembre, on brisa les statues allégoriques qui entouraient le socle et les débris furent achetés par les citoyens Jean-Nicolas Krantz et Dominique Schmitt. Le 12 novembre, les fédérés voulurent déterrer la statue de Louis XV et la démolir ; mais le maire Duquesnoy s'y opposa. La mise en pièces de la statue n'eut lieu qu'à la fin de novembre, sur un ordre du ministre de l'intérieur Rolland ; les morceaux furent envoyés à la fonderie de Metz.

blables de la royauté. Il ne manquait à tous ces êtres insensibles que le sentiment, pour rendre le triomphe de ces furieux plus complet et leur joie plus féroce.

Rien dès lors ne put plus arrêter cette fureur sacrilège. Elle pénétra dans l'église des Cordeliers, où l'on commença par dégrader le beau monument de René II, roi de Sicile (1). De là, on se porta sur l'aigle impériale, laquelle surmontait la porte intérieure qui de l'église conduisait à la Chapelle royale et qui semblait protéger ce lieu saint (2). Cette aigle fut à coups de marteau déchiquetée, mutilée, enlevée ; le caveau, cet asile sacré de tant de grands hommes, enfoncé, profané, pillé ; les cœurs d'or qui renfermaient la partie la plus noble de l'homme brisés ; les cendres soufflées au vent. (Les cendres de Léopold, de ce bienfaiteur de l'humanité, lequel mettait au nombre des jours perdus ceux où il n'avait pas fait de bien et dont la maxime constante était : Quand je n'en pourrai plus faire, je quitterai ma place ; mots qui le mettent au-dessus de Titus (3)!) Jusqu'au plomb des cercueils, tout fut la proie de l'avarice et l'effet d'une violation dont l'histoire ne fournit point d'exemple (4). Les murs mêmes ne furent

(1) La statue de René II et la Vierge devant qui il était à genoux furent brisées.

(2) Cet aigle a été refait au xix<sup>e</sup> siècle. Il fut enlevé non par les Marseillais, mais par suite d'une délibération du corps municipal, du 30 août 1792. Les armoiries et ornements qui décoraient les tombeaux des ducs furent enlevés le 10 août 1793, lors de la fête de la Fédération, par suite d'une autre délibération en date du 9 août 1793.

(3) L'auteur met ici en note : On voyait son tombeau n° 25.

(4) A la fin de 1793, le Comité de salut public avait ordonné de rechercher le plomb des cercueils pour en faire des balles. La violation des tombeaux se fit, à Nancy, en vertu d'une loi et avec régularité en décembre 1793. Les urnes funéraires placées dans la muraille et qui n'étaient point en matière précieuse, ne furent pas dérangées. La poussière recueillie dans les cercueils fut versée dans une fosse creusée dans le caveau même. Quant aux autres ossements, on les transporta au cimetière des Trois-Maisons. Les 22 et 23 décembre 1817, on fit une enquête minutieuse, pour déterminer l'endroit où ils avaient été déposés.

point exempts de profanation et d'insulte. On décrocha jusqu'aux marbres de ce bel édifice, lesquels furent jetés çà et là ; — et ce lieu, que des cannibales eussent respecté..., déshonoré de mille manières différentes... Qu'est-il enfin devenu ? c'est ce que je n'oserai pas dire... ; ma plume en serait souillée ! (1).

Je prie Dieu, dont la justice ne laisse rien d'impuni sur la terre et dans le sein duquel reposent tant d'âmes héroïques et bienheureuses, de ne point exercer sur les profanateurs la vengeance qu'ils méritent ; mais jamais aucun peuple ne s'est rendu coupable d'une telle profanation....

L'auteur raconte ensuite ce qu'il eut à supporter personnellement. Etranger, sujet de Sa Majesté l'Empereur, il entendait crier derrière lui : l'espion de la maison d'Autriche ! A peine le comité de surveillance fut-il créé qu'on le traîna devant lui (2). Quatre fusiliers vinrent le chercher

(Voir le procès-verbal dans le manuscrit 46 du Musée lorrain) ; on reconnut ces ossements le 20 octobre 1826 ; on les transporta à la cathédrale et on les ramena le 9 novembre dans la Chapelle ducal restaurée. Cf. sur toute cette question le manuscrit de Foucault, Mémoires sur les tombeaux de la maison de Lorraine, Bibl. de Nancy, n° 748 (686). Foucault prétend dans son manuscrit, écrit en 1816, que les squelettes de Charles V et de Léopold, merveilleusement conservés, furent enterrés à nouveau en 1793 dans le caveau même. Mais nous n'avons pas trouvé confirmation de ces faits dans les enquêtes postérieures.

(1) Foucault, dans le manuscrit cité, fol. 17, décrit ainsi la Chapelle ronde en 1816. Après avoir constaté que les murs sont encore solides, les caveaux conservés, il ajoute : « Plus de vitraux, plus de portes, plus de pavés ; des murs nus et indéemment charbonnés ; des voûtes où dans quelques parties la pierre est à nu ; dans d'autres des cernes verdâtres attestent qu'elles sont atteintes des eaux pluviales. On ne pénètre même dans la chapelle ronde qu'à l'aide des décombres qui sont amoncelées contre de ses fenêtres, qui donnent dans le cloître (*il s'agit de la cour à l'est*), et elles servent de rampe pour arriver dans son intérieur, la porte étant obstruée par des démolitions, du bois et des effets militaires qui sont dans l'église, servant aujourd'hui de magasin. »

(2) Le comité de surveillance fut créé le 2 avril 1793 par les commissaires de la Convention Antoine et Levasseur. Il avait pour mission de

à son domicile à 7 heures du soir, et le menèrent à la salle du comité « dans un sombre manoir, éclairé par deux tristes lumières ». Là il fut interrogé par le fils du pâtissier, l'ancien commissaire de Varangéville (1) ; mais, au bout de deux heures et après toutes sortes d'hésitations, on le relâcha. Cependant ses inquiétudes demeuraient vives, à cette époque où les prisons se remplissaient ; et elles étaient du reste fondées. Le 8 septembre 1793, sa demeure fut assaillie « par neuf brigands, tant gendarmes qu'autres suppôts du Comité de surveillance » ; mais il put se cacher dans son grenier et il échappa « aux yeux de lynx » qui fouillaient tous les coins. Il fut sauvé par un menuisier « lequel me fit, dans un quatrième, au milieu de ses planches, une espèce de tombeau où je m'ensevelis vivant ». Il resta quatre mois dans cette retraite ; mais, comme la femme de son hôte se montrait de plus en plus inquiète, il se décida à rentrer en son logement une nuit, à deux heures du matin. Il élut domicile en son grenier, « afin d'être plus près d'une niche que j'avais pratiquée sous le toit, en cas qu'ils tentassent un nouvel assaut... Là, pendant cinq ans, j'ai partagé ces sombres lieux avec les chauve-souris, quelques livres et quelques malheureux rats, lesquels fatigués de ma présence ont pris le parti d'aller chercher fortune ailleurs ».

On me crut mort : aujourd'hui peu de personnes encore savent que j'existe ; j'ai accredité cette erreur ; cela ne peut tarder.

Pendant cet intervalle, Monseigneur le Grand-Duc, ayant envoyé à Paris le jeune prince Corsini en qualité de son

décacheter les correspondances postales, de conserver les lettres « perfides », de dresser une liste des personnes suspectes. Le registre de ses délibérations aux archives départementales, L. 3283, commence malheureusement seulement en juillet.

(1) L'ancien administrateur du district Renauld.

ministre (1), notre procureur général (2) crut bien faire d'aller lui rendre ses devoirs. Le Directoire, bientôt averti de son nom et de ses fonctions, qu'il était un des officiers que Son Altesse Royale avait à Nancy, sous les qualités et dénominations de procureur général, directeur, adjoint, etc., ce Directoire, dis-je, chargea le ministère des relations extérieures d'envoyer au département de la Meurthe un écrit par lequel il défend à la commission de prendre ces qualités et déclare nuls tous les actes où nous pourrions intervenir sous quelque-une de ces dénominations (3).

Voilà, Monseigneur, le récit exact des choses qui se sont passées sous mes yeux. Je dépose à vos pieds ce mémoire, comme je l'ai déposé à ceux de Sa Majesté et de S. A. R. Monseigneur le Grand-Duc. L'emploi dont je me suis trouvé honoré m'en impose le devoir ; il sera un monument éternel des outrages faits aux mânes de vos augustes ancêtres. Si un jour la piété qui porta Joseph II sur leurs tombeaux, venait animer votre belle âme du même sentiment, elle n'y verra plus que les vestiges d'une profanation inouïe. Cet écrit n'était point rédigé quand à Friedberg (4) votre Altesse Royale daigna me recevoir à ses pieds. De nouvelles craintes m'en avaient empêché vers le passage du Rhin (5), et la précipitation des méchants hommes qui le

(1) Corsini, le nouveau ministre, appartenait à une célèbre famille de Florence. Les relations diplomatiques furent reprises entre la France et la Toscane à la fin de 1795.

(2) M. de Sivry fils.

(3) L'auteur ajoute de sa main : « Cet écrit est joint au Mémoire de Sa Majesté le Grand-Duc. » Le 24 pluviôse an IV (13 février 1796), le commissaire du directoire exécutif, c'est à-dire le préfet, remit à M. de Sivry cet arrêté, daté du 14 nivôse. Cf. Cayon, *Histoire de Nancy*, p. 337.

(4) Friedberg, ville du cercle de Haute-Bavière, en face d'Augsbourg. L'archiduc Charles y réunissait son armée ; il franchit le Lech le 3 mars 1799.

(5) Rulle, au début de la seconde coalition, cherchait à rejoindre les Autrichiens. On voit qu'en voulant passer le Rhin il courut de grands dangers.

gardaient me sauva de leurs mains. Votre bonté fut inexprimable. Je la voyais dans vos paroles, sur votre visage, dans toutes vos manières avec cet air qui l'annonce, qui la promet et qui tient parole. Ce jour est le plus heureux de ma vie. J'admirai un héros qui venait de sauver l'Empire et se préparait à le sauver encore (1).

(Le mémoire se termine par une adjuration aux rois de veiller à leur salut et de combattre la Révolution.)

---

#### UNE LETTRE DE FABERT, 1649.

Les lettres du maréchal Fabert, appartenant à des collections privées, sont assez rares. Possesseur de l'une d'elles, il nous a paru intéressant de la publier, avec quelques renseignements sur son correspondant et sur la famille de l'illustre homme de guerre, notre compatriote.

Cette lettre écrite au milieu des préoccupations que lui donnait son gouvernement de Sedan, qu'il fortifiait contre les tentatives possibles du duc de Bouillon pendant la Fronde, est adressée à M. de Beaumont, capitaine de son régiment de Fabert.

M. de Beaumont venait de marier sa fille à M. des Rioux, sur lequel nous n'avons aucun renseignement. Le compliment de Fabert semble indiquer un officier, digne de son estime.

En ce moment, le gouverneur de Sedan était en marché avec le comte de Grammont, pour l'achat de la terre de Larrey et de Cérilly (c. de Laigues, Côte-d'Or). La cession

(1) L'archiduc Charles avait sauvé l'Empire en 1796 dans ses campagnes contre Jourdan et Moreau ; il s'app préparait à le sauver encore en marchant contre le même Jourdan ; et il alla le battre à Biberach, Ostrach et Stockach.

lui en fut faite par le maréchal comte de Grammont, dans les premiers jours de 1650 et fut payée sur les bénéfices des forges de Moyeuve, qu'exploitait Fabert.

Cette terre fut érigée en marquisat, par le Roi, en considération des trente six années de services de guerre de celui qui devint, en 1658, maréchal de France. A la date de sa lettre (1649), outre ses préoccupations militaires au sujet de son gouvernement, Fabert était laissé, par la Cour, aux prises avec le manque d'argent pour payer ses troupes et il en touche un mot à son fidèle de Beaumont.

Beaumont était un Champenois, dont le nom est souvent rappelé dans les histoires du Maréchal (1). Il devait appartenir à une famille, citée par Caumartin dans son nobiliaire de Champagne, qui portait: *d'azur, à un écusson d'argent, à la bande d'or brochante sur le tout.*

Un autre officier du nom de Dominique *Suzanne de Beaumont* appartenait au même régiment de Fabert. Nous croyons qu'il descendait par sa mère des Beaumont et qu'il en avait pris le nom. Il avait épousé à Sedan, le 27 avril 1656, Henriette Jacquesson (2), née à Mouzon. Quoi qu'il en soit, M. de Beaumont était depuis longtemps en correspondance avec Fabert. Le catalogue Gabriel Charavay, de février 1902, annonce une lettre datée de Paris, 11 décembre 1646, adressée à M. de Beaumont, à Sedan.

La famille du maréchal Fabert est bien connue en Lorraine. Est-il besoin de rappeler que son père, Abraham de Fabert (3), imprimeur à Metz et maître échevin de la même

(1) V. Sandras de Courtilz, p. 154 et suiv., Amsterdam, Henri Desbordes, MDCXCVII, in-12°; P. Barre, T. II, p. 20 et suiv., Paris, 2 vol.; de Bouteiller, Ch. XXXVII, Tours, in-8°, et Bourély, 2 vol. in-8°.

(2) V. L. Germain, *l'Épitaphe de Thévenin Jacquesson*, Bar-le-Duc (*Mém. de la Société des Lettres*, 1900), tirage à part, p. 48.

Noël des Robert, de Borzée, avait épousé à Inor, le 3 mars 1696, sa fille Louise-Renée Suzanne de Beaumont.

(3) Rappelons une curiosité bibliographique : *Les Coustumes géné-*

ville, anobli par Henri IV, était chevalier de l'Ordre de Saint-Michel ? Sa femme, Anne des Bernards, appartenait à l'une des meilleures familles du Verdunois. Nous avons rappelé cette parenté dans la généalogie de la famille des Colsons (1).

La maréchal avait épousé Claude Richard de Clévant, dont la sœur Christine avait épousé, en 1629, Gabriel de Myon, baron de Gombervaux, colonel d'infanterie, lieutenant du Roy au gouvernement de Sedan. Celle-ci était donc tante des d'Harcourt, dont deux intéressants portraits en miniature se trouvent chez notre confrère Edmond des Robert, arrière-petit-fils, par les Malvoisin, de Christine de Clévant.

La descendance du maréchal s'est continuée jusqu'à nos jours par la maison d'Harcourt.

Celle de son frère est représentée par les enfants et petits-enfants de la marquise de Marguerie (2).

G. DE BRAUX.

A Sedan le 22 septembre 1649.

Monsieur,

Je suis tres aise que vous ayez marié M. Desrioux. Mad<sup>lle</sup> de Beaumont ne pouvoit mieux faire ny pour elle ny pour luy. dites leur s'il vous plait à tous deux que ie me resjouis avec eux de ce quils ont fait.

---

*rales de la ville de Metz, etc.*, imprimées à Metz en 1613, sous le nom du futur maréchal, encore enfant. Nous possédons son exemplaire signé de son nom.

(1) V. *Une famille d'écuyers du Barrois. Famille des Colsons : Journal de la Société d'Archéologie lorraine*, Février, 1899.

(2) Un « Echo » du *Journal*, du 18 août 1901, annonce la mort du grand peintre munichois, Otto Faber du Four. Il ajoute : *Etait-il, comme on l'affirme, le descendant en droite ligne de notre maréchal Fabert*. Fils d'un général wurtembergeois, le grand peintre ne descendait sûrement pas du maréchal ? Mais il serait curieux de rechercher s'il n'avait pas une origine commune avec le Fabert, *Alias* Faber, venu de Strasbourg, pour se mettre à la tête de l'imprimerie ducale, aïeul du maréchal.



Pour vostre santé ie la voudrois meilleur, ie n'ose encor dire aussy bonne que la mienne mais quand iauré esté encore une fois à Bourbon ie ne vous ferois pas un mauvals souhait de vous en desirer une semblable.

Larré sera a moy comme ie croy quoy que depuis vostre départ il se soit rencontré pour cella des difficultez que iay creu insurmontable neantmoins apres un tres long et tres penible travail iay trouvé que je pouois achepter seurement et iay envoyé M. Saillaux à Dijon pour y faire quelque chose qui reste à faire et ensuite me faire adjuger la terre de sorte que quand vous viendré icy sy vous passé par là vous la trouueré a moy comme ie croy.

Il n'est pas necessaire que vous veniez icy. Nous hauons rien receu lon nous promet des tailles un payement réglé ie ne scay sy nous les aurons et ie ne vous respond de rien que destre toute ma vie

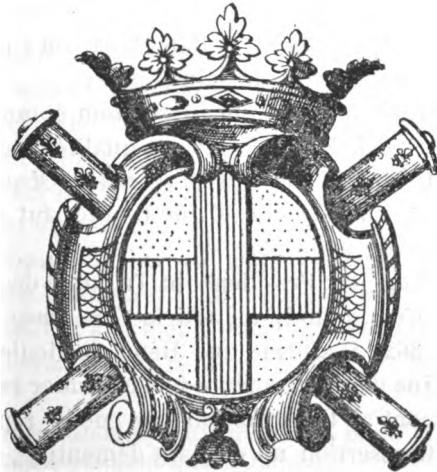
Vostre tres humble et tres affect<sup>x</sup>  
serviteur

Fabert

Monsieur  
M. de Baumont

Adresse : A monsieur  
Monsieur de Beaumont

Soie jaune avec deux cachets à ses armes :  
*d'or à la croix de gueules*, surmonté d'un  
casque avec ses lambrequins.



Armoiries du maréchal.

UNE INSCRIPTION DANS LA CITADELLE DE STENAY (MEUSE).

Dans un mur de jardin, avoisinant les anciens remparts de la citadelle de Stenay, non loin des restes de l'église du prieuré Saint-Dagobert, on remarque une pierre d'angle, mesurant environ 0,70 de haut sur 0,50 de large, sur laquelle se trouve gravée en creux, en caractères romains, une intéressante inscription que voici :

M<sup>R</sup> DE HAUTIER SEIGNR  
DE LA BISSIERE CHEVR DE  
LORDRE MILITAIRE DE S<sup>t</sup> LOVIS  
CAPNE ET COMTD E CHAV  
VANCY LE CHATEAU DES  
VILLES ET CITADELLES  
DE STENAY 1734

Entre le mot Stenay et la date 1734, on voit, sculptée dans la pierre, une croix de Saint-Louis.

C'est là, probablement une inscription commémorative de l'installation de M. de Hautier en qualité de gouverneur de Stenay. D'après M. Jeantin, *Manuel de la Meuse*, p. 1955, c'est, en effet, en 1734 que M. de Hautier fut nommé au gouvernement de cette place.

Mais, où l'ancien Président du Tribunal de Montmédy fait erreur, c'est quand, à l'article *Chauvancy*, du même ouvrage (p. 362), il affirme que Henri de Heules, mort en 1717; capitaine de Chauvancy « fut le dernier revêtu de ce commandement ». L'inscription que nous reproduisons donne à cette assertion un éclatant démenti.

D'ailleurs, voici l'acte de décès de M. de Hautier, tel qu'il se trouve dans les anciens registres paroissiaux de Stenay. « Le 8 mars 1750, est inhumé dans l'église de Stenay, en la sépulture de ses devanciers (c'est-à-dire dans

le chœur), Messire Alexandre de Hautier, seigneur de la Bissière, Glatigny et autres lieux, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, commandant les ville et citadelle de Stenay, et gouverneur du château de Chauvancy, âgé de 78 ans ». Cette dernière qualité n'était peut-être qu'un titre honorifique, mais enfin c'était un titre.

Il nous a paru utile et intéressant de tirer de l'oubli ce souvenir d'un des derniers gouverneurs de Stenay.

J. NICOLAS.

---

## CHRONIQUE

---

### COMPTE-RENDU DU TRÉSORIER (1)

MESSIEURS,

En exécution de notre règlement, j'ai l'honneur de déposer sur le Bureau les pièces justificatives de ma gestion pour l'exercice 1901-1902, et de les soumettre à la vérification de la commission des finances.

Les recettes de la Société, provenant des cotisations de 1901, se sont élevées à :

3364 fr. contre 3606 fr. l'année précédente.

Voici l'état comparatif du nombre des membres au 1<sup>er</sup> février 1901 et à la même date de cette année.

Au 1<sup>er</sup> février 1901, la Société d'Archéologie lorraine comptait :

288 membres abonnés aux Mémoires et au Bulletin.

191 membres abonnés aux Mémoires.

(1) Une circonstance accidentelle n'a pas permis de mettre ce compte-rendu à sa place habituelle, c'est-à-dire à la suite du procès-verbal de la séance.

Au 1<sup>er</sup> février 1902, la Société compte :

284 membres abonnés aux Mémoires et au Bulletin, et  
191 membres abonnés aux Mémoires.

Soit une diminution de 4 membres sur l'Exercice précédent.

Je dois ajouter que nous avons l'avantage de compter deux membres perpétuels de plus.

- Environ 150 volumes des Mémoires de l'année 1900 n'ont pas encore été retirés ; cette année-ci, nous comptons les faire parvenir aux membres de Nancy qui ne les auraient pas retirés pour le mois de juin.

Les volumes sont à la disposition des membres de la Société au Musée lorrain et chez M. Crépin-Leblond, contre la remise du bon joint à la quittance.

Les quittances de 1902 seront incessamment recouvrées par la poste. Les membres de Paris recevront une circulaire qui leur permettra de retirer le volume, les bons n'étant pas admis par la poste de Paris.

*Le Trésorier,*

JULIEN KNECHT.

Nancy, le 14 février 1902.

---

### DON AU MUSÉE LORRAIN.

Par M. de l'Héraule, taque de cheminée aux armes de France, 1712.

~~~~~

Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.

Nancy. — Imprimerie A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier.

BULLETIN MENSUEL
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

2^e ANNÉE. — NUMÉRO 4. — AVRIL 1902.

Procès-verbal de la séance du vendredi 14 mars 1902

PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Interprète des regrets de tous, le Président rappelle à la Société la perte très sensible qu'elle a faite, le 21 février dernier, en la personne de son Vice-Président, M. Raymond de Souhesmes. Dans ses dispositions testamentaires, M. de Souhesmes n'a oublié ni la Société dont il a tenu à devenir membre perpétuel, ni le Musée lorrain auquel il a légué divers objets. En signe de deuil, la séance sera levée aussitôt après le dépouillement de la correspondance et l'expédition des affaires courantes, et les lectures seront reportées au vendredi suivant.

Communications.

Le programme des concours ouverts par l'Académie de Stanislas pour l'année 1903, est mis à la disposition de nos confrères.

La Société florimontane d'Annecy manifeste le désir de recevoir désormais les *Mémoires*, conjointement avec le

Bulletin mensuel. Cette demande est favorablement accueillie.

Après examen du Bureau, l'échange des publications avec la Société historique et archéologique de Bâle a été également décidé.

Le 16^e Congrès de la Fédération archéologique et historique de Belgique, organisé par la Société d'émulation pour l'étude de l'histoire et des antiquités de la Flandre, s'ouvrira à Bruges, le 10 août prochain. La Société donne son adhésion à ce Congrès et désigne, pour l'y représenter, son Secrétaire perpétuel, M. Léon Germain.

Distinction honorifique.

M. Ch. Guyot a reçu, de S. M. le roi de Serbie, la croix de commandeur de l'Ordre de Saint-Sava.

Nécrologie.

Outre le décès de M. de Souhesmes, la Société a à enregistrer la mort d'un de ses plus anciens membres, M. Charles de Haldat du Lys.

Elle a reçu avis du décès de Mgr Desnoyers, protonotaire apostolique, conservateur du Musée historique d'Orléans, président d'honneur de la Société archéologique et historique de l'Orléanais et de la Société d'agriculture, belles-lettres, sciences et arts d'Orléans.

Admissions.

MM. le baron de Thomassin de Montbel, A. Troussset et Berthelé, sont admis comme membres titulaires.

Présentations.

Sont présentés en la même qualité : M. Henri de Haldat du Lys, 36, cours Léopold, par MM. Marcel Maure, le

comte de Ligniville et Léopold Quintard ; M. Justin-Joseph Remy, 16, rue de Toul, par MM. de Souhesmes, Lucien Wiener et Léopold Quintard.

Ouvrages offerts à la Société.

Armorial du jetonophile, guide de l'amateur de jetons armoriés, par M. J. Florange ; Paris, Florange, 1902, in-8° de 192 p., avec figures.

François-Louis Français, par M. André Girodie ; Moutiers, F. Ducloz, 1902, in-8° de 22 p.

Les archives des départements lorrains et l'administration des domaines, par M. Paul Marichal ; Besançon, P. Jacquin, 1902, in-8° de 15 p.

Discours prononcé le 24 février 1902, aux obsèques de M. Raymond de Souhesmes, par M. Henri Mengin, président de l'Académie de Stanislas. (Autographié.)

Mes Souvenirs. — II. La guerre de Crimée et la cour de Napoléon III, par le comte de Reiset ; préface de M. Robinet de Cléry ; Paris, Plon, 1902, in-8° de 453 p., avec portrait.

La forêt de Passavant (Haute-Saône). Lettre de Nicolas Pithou au sujet d'une rectification de frontière entre la Lorraine et la France au XVI^e siècle, par M. Dannreuther ; Paris, 1901, in-8° de 12 p. (Extr. du *Bulletin de géogr., hist. et descript.*).

Rapport de la Commission des finances.

M. Charles Guyot donne lecture du rapport qu'il présente au nom de la Commission des finances. Les conclusions de ce rapport, approuvant les comptes de l'exercice 1901, sont mises aux voix et adoptées.

Le legs Pierson (5,000 fr.) n'a pas encore été acquitté par le département des Vosges ; mais l'instance pendante devant le Conseil d'Etat est actuellement vidée et nous pouvons espérer que la délivrance de ce legs aura lieu prochainement.

B) *Dépenses.* — Les dépenses du Musée sont relativement peu considérables cette année, car nos acquisitions ne se sont montées qu'à 495 fr. Mais nous avons enfin obtenu, de l'Administration des Monuments historiques, l'autorisation d'entreprendre la réfection des balcons de la Porterie ainsi que d'une partie de la toiture de notre bâtiment. Ces travaux, qui sont aujourd'hui presque terminés, seront payés seulement sur l'exercice prochain ; ce sera donc au compte de cet exercice que ressortira cette dépense importante et l'emploi de la subvention extraordinaire de 6,000 fr. que la Ville a bien voulu nous allouer à cet effet. Enfin, nous ne devons pas oublier que nous aurons prochainement à faire face à une autre dépense extraordinaire très considérable, dès que nous serons mis en possession du terrain qui nous est attribué sur l'emplacement actuel de l'Ecole des Beaux-Arts.

Les dépenses de la Bibliothèque se sont maintenues à un chiffre normal ; elles consistent notamment dans la confection du catalogue, œuvre de longue haleine qui doit être très utile aux travailleurs.

La Commission, après avoir terminé ses opérations, a voté à M. Julien Knecht, trésorier, des remerciements pour sa gestion aussi habile que désintéressée ; elle est assurée, Messieurs, que vous vous joindrez à elle, pour donner cette marque de reconnaissance à notre confrère, dont nous sommes heureux de reconnaître ainsi les services.

Pour la Commissions des finances,
le membre délégué,
CH. GUYOT.

MÉMOIRES

MANUSCRIT GREC DES ÉVANGILES D'HECTOR D'AILLY,
ÉVÊQUE DE TOUL.

On conserve à Paris, à la Bibliothèque nationale, un manuscrit grec des Évangiles, qui a été en la possession d'Hector d'Ailly, évêque de Toul. C'est le Coislin grec 197, superbe manuscrit de petit format (242 × 175) sur parchemin, comptant aujourd'hui 275 pages à une colonne et 20 lignes à la page. Il est écrit en cursive dépassant la moyenne et les critiques le croient d'origine orientale. D'après les caractères paléographiques qu'il présente, on le rapporte généralement au ^{xii}^e siècle (1). M. Gregory (2) lui attribue une date plus ancienne et le fait remonter au ^x^e ou au ^{xi}^e siècle. Dans la nomenclature des manuscrits grecs du Nouveau Testament, il est le cursif 331 des Évangiles. Il ne contient pas seulement le texte grec des quatre récits évangéliques, mais il reproduit encore les pièces qu'on rencontre d'ordinaire dans les manuscrits de cette nature, à savoir le synaxaire ou la liste des Évangiles lus dans l'Église grecque au cours de l'année liturgique, la lettre d'Eusèbe de Césarée à Carprien, écrite en lettres d'or et enchâssée dans un bel ornement, les deux premières tables des Canons d'Eusèbe, les feuillets qui contenaient les huit autres ayant été arrachés. Une description rédigée en latin

(1) B. de Montfaucon, *Bibliotheca Coisliniana*, in-fol., Paris, 1715, p. 250 ; J.-P.-P. Martin, *Description technique des manuscrits grecs relatifs au Nouveau Testament conservés dans les bibliothèques de Paris* (lith.), in-4°, Paris, 1884, p. 87 ; H. Omont, *Inventaire sommaire des manuscrits grecs de la Bibliothèque nationale*, 1886-1888, p. 12.

(2) *Prolegomena du Novum Testamentum* grâce de Tischendorf, fasc. 2, Leipzig, 1890, p. 626 ; *Textkritik des Neuen Testamentes*, Leipzig, 1900, t. I, p. 180.

en tête du manuscrit, par une main inconnue, ajoute que des miniatures, placées au début de chaque Évangile et représentant les évangélistes, ont été pareillement enlevées (1). Les titres sont fleurdés et les chiffres des canons d'Eusèbe, souscrits sous les sections eusébiennes tout le long du texte, sont en lettres d'or. On remarque çà et là des notes liturgiques.

Or ce manuscrit a appartenu à Hector d'Ailly, qui fut évêque de Toul (1524-1533). Du temps de Montfaucon, des inscriptions écrites en lettres d'or sur la couverture en faisaient foi (2). Sur le plat, on lisait au-dessus des armes de la maison Rochefort d'Ailly (3) : *De ton effort d'Ally*, et au-dessous l'exergue : *Nasci, laborare, mori* (4). Sur le dos, on avait inscrit : *R. P. Hector d'Ally LXVIII. Episcopus Tullensis*. Une note, écrite à la dernière page, fol. 275, confirme que le manuscrit a été la propriété d'Hector d'Ailly et nous fait connaître sa destinée immédiate. Nous la transcrivons dans sa rédaction textuelle (5) plutôt que suivant la transcription faite par Dom de Montfaucon : *Codicem hunc, ita ut est compactus, quatuor Evangelistarum opera græce scripta complectentem P. D. D. Hector d'Ailly Eps Tullen. | Cathedralis Ecclesiæ Tullen. bibliothecæ D. Dono dedit. Anno dm 1530* (6). Il est donc clair qu'Hector

(1) Cette description date le manuscrit de ^x^e siècle environ.

(2) Le manuscrit est aujourd'hui relié en veau au chiffre de Louis XVIII.

(3) Elles sont reproduites par M. l'abbé Eug. Martin, *Histoire des diocèses de Toul, de Nancy et de Saint-Dié*, Nancy, 1900, t. I, p. 579.

(4) Voir *Les Manuelz pour les paroisses, curez et tous aultres prestres selon l'usage de Toul*, 1525.

(5) Vérification a été faite pour notre usage sur le manuscrit par M. l'abbé Clamer, élève à l'Institut catholique de Paris.

(6) M. l'abbé J.-P.-P. Martin, *loc. cit.*, et M. Gregory, *op. cit.*, se sont donc trompés dans l'interprétation de cette note, lorsqu'ils ont dit qu'Hector d'Ailly avait légué ce manuscrit à la bibliothèque de la ville de Toul. Il fallait dire : à la bibliothèque du chapitre.

d'Ailly a donné ce manuscrit à la bibliothèque du chapitre de sa cathédrale en 1530.

Mais comment cet Évangélaire grec, cadeau d'un évêque, a-t-il passé de la bibliothèque du chapitre cathédral de Toul à celle de Mgr de Coislin, évêque de Metz, de laquelle il est venu enrichir les Bénédictins de Saint-Germain-des-Prés ? Dans la préface de sa *Bibliotheca Coisliniana*, Dom de Montfaucon dit que la célèbre bibliothèque, dont il publie le catalogue, vient de Pierre Segulier et que celui-ci *undique collegit*, « l'a rassemblée de toutes parts ». Comment s'est-il procuré un manuscrit qu'Hector d'Ailly avait apporté à Toul et y avait laissé en la possession du chapitre de sa cathédrale ? Nous n'avons pas été réduit à de simples conjectures. M. l'abbé Eugène Martin nous a signalé un manuscrit de la bibliothèque de la Ville, intitulé : *Extraits faits à Toul, tirés de Louis Machon sur l'histoire de Toul manuscrite* (1), comme pouvant nous fournir des renseignements sur la bibliothèque du chapitre de Toul (2). Nos recherches ne furent pas longues ni vaines. Au folio 30, l'auteur parlant du commentaire de Peregrin (Jean Pèlerin, dit le Viateur) sur les cartes de Ptolomée, dont le manuscrit original était conservé « dans le Thrésor de l'Église cathédrale de Toul en un grand volume in-folio » et qui « estoit ferré comme une porte de ville avec une grosse ferrure qui fermoit à la clef », ajoute : « Je l'achetay de Mrs du chapitre avec tous leurs autres livres qu'ils furent contraints de vendre tant à cause des malheurs des temps qu'à cause qu'ils se perdaient, tous les chanoines les prenans et se les approprians. Je payai de cette Bibliothèque six cens frans. J'envoyai ce Ptolémée

(1) C'est le manuscrit 952-458 du *Catalogue des manuscrits de la bibliothèque publique de Nancy*, par J. Favier, Paris, 1886, p. 273-274.

(2) Cf. *Histoire des diocèses de Toul, de Nancy et de Saint-Dié*, t. I, p. 565, note 3.

avec quelques autres manuscrits à Monseigneur Pierre Séguier, chancelier de France, auquel j'avois de très particulières obligations, qu'il faudra spécifier icy avec un Eloge à la mémoire de ce brave et généreux Seigneur ». Le Père Benoît-Picart (1) confirme la donation du manuscrit de Peregrin par Louis Machon au chancelier Séguier, et l'auteur des *Extraits*, qui est du xviii^e siècle d'après M. Favier, en conclut qu'il a travaillé sur des mémoires de Louis Machon. Ce chanoine de la cathédrale de Toul, fils d'un conseiller de l'évêché, s'occupa de 1625 à 1644, tant à Toul qu'à Paris, des négociations politiques qui amenèrent la première occupation de la Lorraine par les Français (2). C'est vraisemblablement à cette époque qu'il contracta à l'endroit du chancelier Séguier les « très particulières obligations » qu'il rappelle. Les « malheurs des temps », on le sait assez, correspondent à l'occupation de la Lorraine par les Français (1634-1636). La misère avait contraint, en 1634, les chanoines de Toul à supprimer la maîtrise de la cathédrale (3). Ce fut donc, durant cette triste période, que Machon se rendit acquéreur de la bibliothèque du chapitre et donna au chancelier Séguier plusieurs manuscrits qui en provenaient. Si le Ptolémée de Pèlerin a été distrait de la bibliothèque de Séguier (4), l'évangélaire d'Hector d'Ailly a suivi l'odyssée

(1) *Histoire ecclésiastique et politique de la ville et du diocèse de Toul*, Toul, 1707, p. 605.

(2) R. Céleste, *Louis Machon (né à Toul), apologiste de Machiavel et de la politique de Richelieu. Recherches sur sa vie et ses œuvres*. Bordeaux, 1882 (n. 4408 du *Catalogue du fonds lorrain de la Bibliothèque municipale de Nancy*) ; Benoît-Picart, *op. cit.*, préface ; M^{me} François, née Bataille, *Etudes sur Toul ancien*, Toul, 1891, p. 214 ; E. Martin, *Histoire des diocèses de Toul, de Nancy et de Saint-Dié*, Nancy, 1900, t. I, p. XXII-XXIII ; deux de ses ouvrages sont les n^{os} 10868 et 10869 du *Catalogue du fonds lorrain*.

(3) Arch. de M.-et-M., G. 105 ; Martin, t. II, p. 335.

(4) A. de Montaiglon, *Notice historique et bibliographique sur Jean Pèlerin*, Paris, 1861, p. 18-19.

de cette bibliothèque et a passé successivement en la possession de Mgr de Coislin, évêque de Metz et héritier de Séguier, des bénédictins de Saint-Germain-des-Prés de Paris par legs, et enfin à la Bibliothèque nationale pendant la Révolution française.

E. MANGENOT.

NOMS DE FONDEURS DE CLOCHES,
EXTRAITS DES REGISTRES DU BAILLIAGE DU BASSIGNY

Cette suite chronologique de renseignements a été rédigée, il y a une vingtaine d'années, par feu notre confrère M. Jules Marchal, ancien juge de paix à Bourmont, décédé en 1895 (1). Il m'avait envoyé son travail en vue de mes recherches personnelles, sans exprimer le désir qu'il fût publié; mais il me parait digne de l'être, surtout en ce moment où l'étude des cloches jouit d'une grande faveur. Ces notes ne font pas double emploi avec les excellentes listes publiées par M. Jos. Berthelé (2), qui a rangé les fondeurs par ordre alphabétique des familles, se bornant aux indications généalogiques, chronologiques et topographiques. — J'ai ajouté des notes afin d'identifier quelques localités et de rappeler des publications ultérieures à la rédaction de M. Marchal. Les archives de Bourmont n'étant pas classées, l'auteur n'a pu malheureusement mettre aucune référence précise.

LÉON GERMAIN.

1559. — Jean de Maulain, clochetier à Romain-sur-Meuse, a fondu trois cloches pour Liffol-le-Grand, moyennant le métal des anciennes et 2,012 fr. Un différend s'étant élevé sur le bon son et accord des cloches livrées, des experts furent choisis devant le bailli du Bassigny : Michel Guillot,

(1) V. *Journal Soc. d'archéol. lorr.*, 1896, p. 22.

(2) Jos. Berthelé, *Les Fondeurs de cloches de la Sênéchaussée de Bourmont du XVI^e au XVIII^e siècle, d'après les recherches de M. Jules Marchal*, dans la *Revue de l'art chrétien*, 1893, p. 122-132 (aussi tiré à part).

de Levécourt ; Bastien Blanchard, Georges Blanchard, clochetiers à Chaumont-le-Chastel ; et Nicolas Martin. Sur leur rapport, les cloches furent déclarées recevables, et les habitants condamnés.

1560. — Jehan Daudenet, l'aîné, et Jehan Daudenet, le jeune, à Huilliécourt ; Didier Daudenet.

1588. — Claude de la Paix, à Huilliécourt ; Estienne de la Paix, à Levécourt ; Simon de La Paix, à La Marche. En 1596, Jean de la Paix, à Germainvilliers, et Estienne (1), à Levécourt ; Nicolas de La Paix, à Hacourt. En 1611, Abraham de La Paix, à Huilliécourt : il avait épousé Anne Dubois, dit Mable, et était décédé vers 1623 ; François de La Paix, à Huilliécourt. En 1628, Thobie de La Paix, à La Mothe ; il fut mayeur de La Mothe en 1635 et, après la ruine de la ville, il s'établit à Vrécourt ; Edme de La Paix, à Hacourt, époux de Marie Sejournant. François de La Paix, à Damblain en 1660. Isaac de La Paix, qui se fixa ensuite à Langres, puis à Paris. En 1680, Antoine et Charles de La Paix, à Breuvannes. 1704, Nicolas de La Paix à Breuvannes. 1713, Claude de La Paix à Breuvannes.

Dans l'*Histoire et tableau de l'église Saint-Jean-Baptiste de Chaumont*, par M. Godard, 1848, page 174, nous trouvons la description des cloches de cette église, avec les inscriptions et le nom des fondeurs. *N. Chapelle, J. Moreau et A. de La Paix m'ont faict. 1684.* La voix de cette cloche est si majestueuse et si pure, qu'elle fait le désespoir des fondeurs qui l'entendent. Une deuxième cloche de cette église a été fondue en 1652 par Martin Rolin, et une troisième par J.-B. Bollée et J.-François Michaud en 1777. La plupart de ces artistes sont mentionnés plus bas.

1590. — Gaspard Sonnois, clocheteur à Romain-sur-Meuse, et son fils, Balthazard Sonnois, aussi fondeur.

(1) Etienne de La Paix.

1591. — D'après la *Haute-Marne ancienne et moderne*, par Émile Jolibois (1838), le Bassigny doit revendiquer les fondeurs de la fameuse *Charlotte* de la paroisse Saint-Evre de Nancy qui porte l'inscription suivante :

1591.

Nous fondit maitre Jehan Delaitre,
Et maitre Jacques demeurant à Clinchamp.

Cette cloche, cassée en 1747, fut refondue par les Burel, autres artistes du Bassigny. EST-CE CLICHY OU CLINCHAMP (1) ?

1593. — Jean Gauthier, Huilliécourt. Nicolas Lasnier, Levécourt. Jean Remy, Huilliécourt. François Bailly, à La Mothe, et Didier Bailly.

1596. — Claude et Jean Dubois, dits Mable, fondeurs de cloches, le premier à Huilliécourt, et le second à La Mothe ; il y avait aussi Nicolas Dubois dit Mable : cette famille était originaire d'Huilliécourt.

1611. — Claude Nivert à Levécourt.

1612. — Didier et Nicolas Chappelle, à Levécourt et Damblain. Ces fondeurs, associés à François Breton, à Jean Depoisson et Jean Chappelle, allaient surtout trafiquer en Allemagne aux environs de Cassel. Chaque année, après la campagne finie, en novembre, ils rentraient au pays. Nicolas Chappelle est décédé à Damblain vers 1645, époux de Marguerite Horiot, qui épousa ensuite le sieur Jacques du Plessis-Saint-Deny. Ils ont fondu des cloches à Liège.

1613. — Nicolas Pricquez, à Levécourt. Claude Minel, à

(1) Il s'agit bien de Clinchamp, et non de Clichy comme il avait été dit par erreur dans l'*Hist. de Nancy* de Lionnois : V. mon article : *Notes complémentaires sur les anciennes cloches de l'église Saint-Evre, à Nancy, 1889.*

Levécourt. Jean Humbert, l'ainé, à Levécourt. Nicolas Trin-
quard, à Damblain, décédé en 1623, époux de Cathe-
rine Herbel. Pierre Bulmel, à Huilliécourt. Simon Ferrand,
à Huilliécourt, époux de Marguerite Morel.

1615. — Antoine Seurot, à Levécourt. Nicolas Bertrand,
clochetier à Grand, pays de France (1). Nicolas Brochard,
à La Mothe. Antoine Regnauld, à La Mothe, puis à Bour-
mont en 1645. François Racle, à Damblain. René Breton,
à Damblain. Jean Huguenin, à Levécourt. Melchior Sonnois,
à Romain-sur-Meuse.

1618. — Didier Maulmusson, à Doncourt. Jean Depoisson,
à Levécourt. Nicolas Collin, à Pompierre. Jean Bezot, à
Saint-Thiébaud-sous-Bourmont. Antoine Bezot, à Hacourt.
François François, à Damblain. Tristan Brochard, à Levé-
court. Jean Brochard, à Levécourt. Blaise Hémonin, à Le-
vécourt. Nicolas Lenicard, à Damblain. Nicolas Thouvenin,
à Damblain. Guillaume Vincent, à Doncourt. Eloy Sermoise,
à Levécourt. Claude Minel, à Levécourt.

1622. — Nicolas Bezot, à Saint-Thiébaud. Nicolas Diez,
le jeune, à Germainvilliers, époux de Catherine de la Paix.
Mammès Brutel, à Damblain, puis à Audeloncourt. Jo-
seph Michelin, à Levécourt.

1624. — Claude et François Rozier, à Levécourt. César
Bombon, à Levécourt. François Simon, à La Mothe, puis
à Damblain. François Devaux, à Levécourt. Antoine Mairot,
à Chaumont-la-Ville, et Claude Mairot.

1626. — Dominique, Thomas et Jean les Simon, le pre-
mier à Chaumont-la-Ville, le deuxième à Huilliécourt et
le troisième à Romain-sur-Meuse. Nicolas Subtil, à Huillié-
court. François Chevillot, à Damblain, allait tous les ans

(1) Grand (Vosges) était, avant 1789, le chef-lieu d'une prévôté royale,
dépendant du bailliage de Chaumont (Lepage et Charton, *le Départe-
ment des Vosges*, 1845, t. II, p. 254).

travailler en Allemagne. Simon Michelin, à Romain-sur-Meuse. Gaspard Besore, à Levécourt.

1629. — Claude Dubois dit Mable, d'Huilliécourt, traite avec la communauté d'Ozières (1), pour façon, fourniture de métal (métal) et fonte d'une de leurs cloches.

1630. — Francois France, à Damblain. Nicolas Dupont, à Levécourt. Nicolas Maré, à Levécourt. Estienne Breton, à Maisoncelles et Doncourt. François Brutel, à Audeloncourt. Marc Voitier, à Levécourt. Blaise Seurot, à Levécourt. François Vaillant, à Levécourt.

1634. — Jean et Nicolas Brochard, à La Mothe. Pour sonner la grosse cloche de La Mothe, aux enterrements, on devait payer [aux sonneurs] 18 gros, en sus des six francs qui faisaient leur rétribution ordinaire.

1635. — Estienne Henry, à Levécourt. Dominique Vouillemot, à Levécourt, époux de Suzanne de la Paix, qui épousa ensuite Honoré Rozier, aussi fondeur à Levécourt. François Joly, à Doncourt. Nicolas de Lespine, à Doncourt, puis à La Fauche. François Lambert, à Chaumont-la-Ville.

1641. — René Millot, à Vrécourt. Martin Rolin, à La Mothe : c'est lui qui fonde en 1652, pour Saint-Berchou de Châteauvillain (2), une cloche qui est aujourd'hui à Chaumont-en-Bassigny. Jean Gérard, à La Mothe ; sa veuve, Anne Collin, se fixa à Outremécourt.

1644. — Michel Vouillemot, à Damblain, époux de Bénigne Adam, dont il eut plusieurs fils ; deux [d'entre eux] étaient établis à Montpellier, et d'autres à Domblain, dont Claude Vouillemot, qui continua le métier de fondeur : Michel Vouillemot avait 96 ans en 1678.

1647. — Estienne Sirjean, réfugié à Martigny, puis à

(1) Canton de Bourmont, arr. Chaumont, Haute-Marne.

(2) Château-Villain, ch.-l. de canton, arr. Chaumont, Haute-Marne.

Colombey. François Breton, de Doncourt, réfugié à Chaumont, puis à Maisoncelles. François de Lespine, à Doncourt. Michel Joly, à Damblain, puis à Breuvannes. Joachim Lambert, à Chaumont-la-Ville, époux de Claudine Desrobert. Jean Gilot, à Germainvilliers.

1658. — Jean Chappelle est établi à Langres.

1660. — François Morel, à Breuvannes, époux de Nicolle Sirjean. Errard Paris, à Saint-Thiébaud. Claude Rozier, l'ainé, à Levécourt, et Claude Rozier, le jeune, à *Balnin-court* (Blevaincourt ?). Antoine Bezot, à Hacourt, puis réfugié à Chaumont (1), époux d'Anne de la Paix.

1664. — Guillaume Clausse, à Meuvy. Estienne Brunclert, à Levécourt, époux de Jeanne de la Paix.

1665. — Nicolas Lambert, à Doncourt près (*ou* puis) Clefmont. Bénigne Petit, à Damblain. Claude Prévost, à Damblain. Anthoine Regnaud, à Gonaincourt ; en 1669, étant âgé de 78 ans, il cède ses biens à son gendre, André Vincent, aussi clochetier. Jean Guiot à Doncourt.

1667. — Nicolas Febvre, à Champigneulles. Honoré Rozier, à Levécourt. Nicolas Diez (2), à Germainvilliers, et Jean-Baptiste Diez, son frère. Jean Gillot, à Germainvilliers, puis à Chaumont-en-Bassigny. Nicolas Jullien, à Damblain. André Bernard, à Levécourt. Nicolas Clère, à Sommerécourt. Claude et Joseph les Plumerel sont établis à Liège.

1682. — Nicolas et François Lambert, à Doncourt. Jean Royer, à Levécourt. Charles et Antoine les de la Paix, à Breuvannes, sont associés à Nicolas Diez et Barret, l'ainé, de Germainvilliers. Jean Millard, à Breuvannes, François Corbonnois, à Damblain. François Morel, à Huilliécourt.

(1) « Réfugié » sans doute à cause de la dévastation de la Lorraine.

(2) Je pense que ce nom, assez répandu dans le pays, doit se prononcer, non pas *Dits* à l'allemande, mais *Dié*, car il me parait dériver du nom de saint Dié.

1686. — François Lamour, à Doncourt. Claude Rozier, à Levécourt. Nicolas Métayer, fondeur à Avignon, est en procès avec Charles Liébault, aussi fondeur. Jean-François Thouvenel, à Outremécourt, époux de Catherine Marion, de Colombey.

1701. — Jean Bombon, à Levécourt. Jean Perrin, à Outremécourt. François Sabatier, à Damblain, décédé en 1732, époux d'Anne Jolly : a fondu une cloche à Saint-Ouain, en 1696, avec Simon Febvre. Nicolas Cochois, à Champigneulles (1). Nicolas Bérard ou Bernard, à Champigneulles. François Burel, à Damblain. Simon Febvre, à Damblain.

C'est à partir de 1701 que les fondeurs de cloches de la sénéchaussée de La Mothe et Bourmont furent rassemblés et réunis à l'auditoire de Bourmont, sous la présidence du Sénéchal, pour choisir entre eux un *maître juré*, ainsi que cela se faisait depuis un temps immémorial pour tous les autres métiers, boulangers, bouchers, meuniers, charpentiers, serruriers, marchands, fondeurs d'airain, couvreurs de toits, tixiers en toile (2), chanviers, cordonniers, tailleurs d'habits, courtiers, cordiers, bourreliers, maçons, huiliers, brandeviniers....

Tous renouvelaient le serment de bien et fidèlement faire leur profession et, à la pluralité des suffrages, désignaient le maître le plus capable, dont les fonctions duraient trois ans. Le maître élu prêtait serment entre les mains du Sénéchal et se choisissait un lieutenant pour le suppléer. Ils avaient pouvoir *de visiter tous les particuliers de la profession et de hanter les aspirants pour voir s'ils exercent fidèlement et faire saisir les ouvrages et matières défectueuses afin de procurer au public l'avantage qu'aucun ne se mette à la profession qu'il n'en soit capable.*

(10) Il s'agit, non de la localité ainsi appelée qui est située près de Nancy, mais de Champigneulles au canton de Bourmont.

(11) *Tixier*, tisserand.

A la réunion du 10 janvier 1704 (1), ont comparu les clochetiers dont les noms suivent : Pierre Aubry ; François Bailly ; François Barret ; André Bernard ; Anthoine Bernard ; Pierre Bernard : Jean et César Bombon ; Pierre Brocard ; Nicolas Cochois ; Nicolas Diez ; Anthoine Foissey, Simon Febvre ; Alexis Jolly ; Charles Jolly ; Jean Lambert ; Nicolas de la Paix ; Joseph Perrin ; Jean Perrin ; Estienne Regnauld ; Jean Rozier, père et fils ; François Sabatier ; Joseph-Ignace Thouvenel et Claude Vouillemot. Simon Febvre a été choisi pour maître et il a désigné pour son lieutenant Alexis Jolly.

A cette réunion, le mot du *Hunt* ancien a été changé et il en a été établi un nouveau qui sera communiqué à ceux qui connaissent l'ancien, et qui devra être tenu secret.

Le 3 décembre 1707, étaient présents : André Bernard, de Doncourt ; Anthoine Bernard, de Doncourt ; Pierre Bernard, de Damblain ; Jean Bombon, de Levécourt ; Pierre Brocard, de Breuvannes ; Nicolas Bailly, de Breuvannes ; François Bailly, de Breuvannes ; François Burel, de Champigneulle ; Nicolas Barrard, de Champigneulle ; Claude Causard, de Doncourt ; Nicolas Cochois, de Champigneulle ; Nicolas Diez, de Germainvilliers ; Bernard Dubois, de Damblain ; Simon Febvre, de Damblain ; Nicolas Foissey, de Levécourt ; Alexis et Charles les Jolly, de Breuvannes ; Jean Henriot, d'Huilliécourt ; Jean Lambert, père et fils, de Doncourt ; Jean Noel, de Doncourt ; Jean et Joseph les Perrin, de Doncourt ; Nicolas Regnauld, de Levécourt ; Jean Rozier, père et fils, à Levécourt ; Pierre Rozier, à Breuvannes ; François Sabatier, à Damblain ; Joseph-Ignace Thouvenel, d'Outremécourt ; Claude Vouille-

(1) Bien que j'aie déjà publié le document, d'après une copie qu'avait eu l'obligeance de m'envoyer M. Marchal, je crois que l'on retrouvera utilement ici ces noms de fondeurs ; l'auteur les a rangés par ordre alphabétique. — V. *Election d'un maître juré des fondeurs de cloches à Bourmont en 1704*, dans *Journ. Soc. d'archéol. lorr.*, 1898, p. 158-160.

mot, père et fils, à Damblain. Le maître juré a été Alexis Jolly, et le lieutenant Jean Rozier fils.

A la réunion du 4 décembre 1710, les mêmes fondateurs comparaissent, et François Briot, d'Outremécourt. Le maître élu est Joseph-Ignace Thouvenel, qui choisit pour lieutenant Nicolas Cochois.

Les mêmes noms à celle du 4 décembre 1713, en y ajoutant : Louis Ballain, à Breuvannes ; Guillaume Brocard, à Breuvannes ; François Mutel, à Breuvannes ; Joseph Perrin, à Doncourt ; Claude Rozier, à Levécourt ; Jean La Saine, à Levécourt.

En 1716, aux mêmes on ajoute : Claude Bombon, à Levécourt ; Jean et Guillaume Anthoine et Claude Brocard, à Breuvannes ; François et Jacques Chauchard, à Breuvannes ; Anthoine Caussin (ou Cousin), à Breuvannes ; Nicolas Desson ou Besson (1) ; Nicolas de Monteau, père et fils, à Breuvannes ; Louis Febvre, Simon Febvre, père et fils, à Damblain : Louis Mutel, à Breuvannes ; Anthoine Martin, à Doncourt ; Jean et Estienne Perrin, à Outremécourt ; Louis Rolin, à Breuvannes ; Louis, Jean, Claude, Joseph et Pierre les Rozier, à Levécourt ; Pierre Seurot, à Levécourt ; Vernet, aux Gouttes, commune de Breuvannes ; Simon et François Vouillemot, à Damblain. Claude Jolly est élu maître, et Pierre Bernard, lieutenant.

Le 17 décembre 1719, on trouve : Jean Bezot et Nicolas Bresson, à Doncourt ; Estienne Besson, à Colombey ; Nicolas Chevresson et son frère Joseph, à Illoud ; Nicolas et Antoine Foissey, à Levécourt ; Anthoine et Jean-Baptiste Henrion, à Doncourt ; Jean Henriot, à Romain-sur-Meuse ; Jean Liebault, à Chaumont-la-Ville ; Jean-Baptiste Maulbon, à Breuvannes ; Antoine et Joseph Martin, à Doncourt ; Jean et Estienne Perrin, à Outremécourt ; Joseph Perrin, à Doncourt ; Charles Procureur, à Levécourt ; Anthoine

(1) C'est plutôt *Resson* : cf. Jos. Berthelé, *l. c.*, p. 125.

Quentin, à Breuvannes ; Nicolas Regnault, à Romain-sur-Meuse ; Alexandre Regnault, à Levécourt ; François Raclot, à Damblain ; Pierre Richard, à Levécourt ; Joseph, Jean, Louis et Nicolas les Rozier, à Levécourt ; Pierre Rozier, à Breuvannes ; Jean Thouvenel, à Colombey ; André Soyer, à Doncourt ; Simonnot, des Gouttes, commune de Breuvannes.

(A suivre).

J. MARCHAL.

INSCRIPTIONS FUNÉRAIRES DE L'ÉGLISE DE BROUENNES (1).

Ancien monument datant de différentes époques, l'église de Brouennes échappe assurément à la banalité qu'on rencontre trop souvent dans la Maison de Dieu : non seulement quant à ces édifices sans style et sans intérêt que nous ont légués les deux derniers siècles, mais aussi bien quant à ces modernes et faux pastiches de l'époque romane ou ogivale. Trop souvent ces médiocrités remplacent des édifices de beaucoup supérieurs. Qui n'en connaît, hélas ! de lamentables exemples ?

Nous pensons que l'église de Brouennes date de la dernière époque romane ; bien que d'importantes modifications, apportées au xvi^e et surtout au xvii^e siècle, en aient altéré l'ordonnance primitive, elle n'en présente pas moins un certain intérêt.

De chaque côté du sanctuaire s'ouvrent deux petites chapelles voûtées, de style ogival flamboyant ; sur le contrefort extérieur de l'une, on lit le millésime 1584. L'église du reste est tout entière voûtée, et l'une des clefs de voûte porte la date de 1632.

(1) Arrondissement et canton de Montmédy (Meuse).

Un autre millésime, gravé extérieurement au-dessus d'une fenêtre du chœur, indique une restauration faite en 1714.

Malheureusement les anciennes dalles tumulaires ont disparu. La chapelle, côté de l'Épître, autrefois et aujourd'hui encore dédiée à saint Michel, était à la collation de la famille Maret de la Loge, dont les membres étaient seigneurs de Bronelle et de Brouennes, et leur servait de sépulture. Un pavé de marbre y a pris la place des tombes.

Cependant, dans la cour du presbytère, nous avons découvert un très curieux monument funéraire.

C'est une petite dalle de marbre, mais en forme d'écu à la pointe arrondie (0,25 de haut, sur 0,18 de large). Cette dalle, sur laquelle est gravée en capitales romaines une inscription en vers, se trouve encastrée dans une pierre carrée (0,55 de haut sur 0,35 de large) sur laquelle sont finement sculptés différents motifs de style renaissance qui encadrent gracieusement l'inscription suivante :

N. ADVANCES. PAS. TON. PIED. PLVS. OVLTRE. PASSAGER
ICY. DESSOVB. ENTENS. GISSIR. NICOLAS. IACQUES
CHARITE. ET. LA. FOY. ET. PLVSIEVRS. AVLTRES. MARQVES
ORNOIENT. SON AME. ESTANT. ENCORES. VOVAGER
L. AMAS. DE. SES. VERTVS. LE. FONT. EN. HAVLT. LOGER
AV. PARC. DV. GRAD. PASTEVV : QVI. EST. L. ESGLISE SAINCTE
S. A. TENVS. N. ECOVSTANT. DES. ENNEMIS. LA. FEINTE
IL. A. DE. CE. BERCAIL. VOLE. EN. HAVLT. LEGER
AV. FAICT. DE. CETTE. VIE. IL. ESTAIT. IE. T. AFFIRME
CERTES. BON. ARCHITECTE. ET. SCVLPTEVV. TRES. SYBLIME
QVI. AVEC. EQVITE. SON. OEUVRE. ACCOPLISSOIT.
VOIR. IL. S. AVAIT. AV. CVEVV. GRAVE. DE. DIEV. LE. ZELE
ET. S. A. BASTI. EN. HAVLT. DEMEVVANCE. TRES. BELLE
SOVIENNES. TOY. DE. LVY. ET. DIS. QVAINSY. EN. SOIT

Obiit 5 Septembris anno Domini.

1592.

Peut-être est-ce Nicolas Jacques, ce « bon architecte et sculpteur très sublime » qui construisit les deux charmantes petites chapelles latérales (1).

On remarque, fixée dans le mur intérieur du portail, une table de pierre sans aucun ornement (haut. 0,40, larg. 0,25), qui porte gravée en caractères romains l'inscription qui suit :

CY GIT LE CORPS DE M^R DE
MARGNY EN SON VIVANT
CVRE DE BROUVENNES ET
DEFINITEVR (2) VRAY PAS
TEVR QVI A PLEINE MENT
ACCOMPLI SON MINIS
TERE QV'IL A HONORE
ET. POVR. LE QVEL IL
S EST CONTINVELLEMENT
IMMOLE. IL EST MORT
LE 28 MAY 1739 AGE
DE 68 ANS.

Requiescat in pace.

Nicolas de Margny figure dans la liste des Curés de Brouennes de 1721 à 1739.

Enfin, nous avons remarqué, dans le cimetière, unecroix de pierre sur laquelle on peut lire cette inscription :

D.O.M
ICI GIT
LE CORPS DE JEAN GILLARDIN
CURÉ DE BROUVENNES
DECEDE LE 1^r JANVIER 1836
EN LA 78^{me} ANNEE DE SA VIE

(1) M. le curé nous a promis de rétablir, dans l'une des chapelles, ce curieux monument qui en augmentera l'intérêt.

(2) Ce titre, encore en usage dans le diocèse de Metz, équivaut à celui de vice-doyen ou de promoteur.

APRES AVOIR ADMINISTRE
LA PAROISSE PENDANT 24 ANS.
SES MOEURS DOUCES
SIMPLES EE PAISIBLES LE
FIRENT REGRETTER DE
TOUS SES PAROISSIENS.

Priez Dieu pour son âme.

J. NICOLAS.

BÉNÉDICTION D'UNE CLOCHE DE BONCOURT-SUR-ORNE, EN 1738.

Notre confrère M. F. Michel, d'Ugny, m'a adressé, il y a quelques années, l'extrait suivant des registres paroissiaux de Boncourt-sur-Orne (1) :

« 20 mai 1738. Il fut procédé à la bénédiction d'une cloche de cette paroisse. Son parin messire Estienne Louis Jobal, chevalier et conseiller du roy... en (2) parlement de Metz, Maraine, Haute et puissante demoiselle Louise des Barats (et a pour nom Louise), lesquels ont bien voulu signer au présent acte, les jours et an que dessus.

(Signé :) Jobal.

Louise de barat.

P (?) deville

vic (3).

Sur le parrain, l'on pourra consulter le *Nobiliaire* de Dom Pelletier (p. 417) et surtout la *Biographie du parlement de Metz*, d'Emm Michel (p. 246-247). La marraine appartenait probablement à la famille de Barat-Boncourt, de l'ancienne chevalerie lorraine.

L. G.

(1) Boncourt, canton de Conflans-en-Jarnisy, arr. Briey.

(2) Sans doute : *en son*.

(3) Sans doute : *vicaire*.

MUSÉE LORRAIN.

LEGS DE M. R. DE SOUHESMES.

Meuble à deux panneaux, sculptés en forme de portiques, avec trois colonnes formant avant-corps (travail hollandais).

Petit bahut italien ; dans le milieu du panneau, les armes du donateur ajoutées.

Panneau de stalle, ^{xv}^e siècle, provenant de l'ancienne abbaye de Belchamps.

Fauteuil avec marquetterie et quatre chaises sculptées, ^{xviii}^e siècle (travail allemand).

Fragments de sculptures Louis XV, réunis en forme d'écran : peinture genre vernis-Martin, le sujet et les armoiries peints par le donateur.

Bourguignote à nazal, et morion allemand, ^{xviii}^e siècle.

Deux hallebardes, l'une gravée avec armoiries, ^{xviii}^e siècle.

Porte-mèche à canon.

Sabre de cavalerie aux armes du donateur ; fourreau et lame modernes.

Faïence de Lunéville : deux cache-pots, décors polychrome, aux armes du donateur.

Aiguière avec plateau et vase à ablutions, travail oriental (moderne), rapportée par M. de Souhesmes de son voyage à Bouckhara.

Portrait de Jean-Louis de Hagen, prince électeur de Trèves, en 1545.

Portrait de Nicolas-François de Hagen, capitaine au régiment de Salm-Kirbourg, originaire du pays de Trèves.

Manuscrit du Président Bourcier, sur la Lorraine.

Six cartons contenant des notes généalogiques sur des familles lorraines.

Trois diplômes sur parchemin avec miniatures et sceaux.

Etat militaire de la France, 24 volumes in-12.

Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.

Nancy. — Imprimerie A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier.

BULLETIN MENSUEL
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

2^e ANNÉE. — NUMÉRO 5. — MAI 1902.

Procès-verbal de la séance du vendredi 11 avril 1902.

PRÉSIDENTE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Communications.

MM. le baron de Thomassin de Montbel, A. Troussel et Berthelé ont adressé des lettres de remerciements à l'occasion de leur admission.

Sur l'initiative de M. Emile Duvernoy, et vu l'importance du tome VIII des *Mélanges* de la Société historique pour la région de la Sarre, avec laquelle nous venons d'entrer en rapport, l'échange des sept premiers volumes de ces *Mélanges*, contre pareil nombre de volumes des *Mémoires*, sera proposé à cette Société.

A la demande de M. Léon Germain, l'échange des publications sera également proposé à la Société des Recherches utiles, de Trèves.

Il est décidé qu'une séance supplémentaire, consacrée à la lecture des travaux, aura lieu le 23 avril.

La parole est donnée à M. Fernand Simonin, qui attire

l'attention de la Société sur l'intérêt que présenterait une visite à l'ancien domaine de Saulrupt.

M. Simonin veut bien se mettre à la disposition de ses confrères pour cette promenade, dont la date sera fixée ultérieurement.

Distinction honorifique.

M. Ch. Pfister a été élu correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques.

Admissions.

Sont admis comme membres titulaires : MM. Henri de Haldat du Lys et Justin-Joseph Remy.

Présentations.

Sont présentés en la même qualité : M. Jules Lemaire, à Stenay, par MM. l'abbé J. Nicolas, Migette et Beauzée-Pinsart ; M. Henri Hémard d'Adigny, à Belrupt (Meuse), par MM. A. Delaval, Léopold Quintard et Lucien Wiener ; M. Bernardin Coureur, 20, rue Laflize, par MM. Léopold Quintard, Lucien Wiener et Pierre Boyé.

Ouvrages offerts à la Société.

Lettre inédite de Henri IV, prince de Béarn et roi de Navarre, à Jean de Brunet, seigneur de Beauvais, Poulangy et Thonnance, par M. de Braux ; Nancy, Crépin-Leblond, 1901, in-8° de 4 p.

Confiscations exercées sur les défenseurs de Jametz par le duc de Lorraine (1589-1590), par M. C. Chevelle ; Bar-le-Duc, Contant-Laguerre, 1902, in-8° de 19 p.

Christophe Moucherel de Toul et l'orgue de la cathédrale d'Albi, par M. Charles Portal ; Albi, Nouguiès, 1901, in-8° de 34 p., avec 1 pl.

Annuaire de Lorraine, 1902 ; Nancy, Crépin-Leblond, gr. in-8° de 1,708 p.

Positions des thèses soutenues par les élèves de l'Ecole nationale des Chartes de la promotion de 1902, pour obtenir le diplôme d'archiviste paléographe ; Toulouse, S. Privat, 1902, in-8° de 117 p. (Envoi de M. Henri Levallois.)

Lectures.

M. H. Lefebvre continue la lecture de son étude sur *les Sires de Pierrefort*.

M. Ch. Guyot continue la lecture de la *Notice historique sur Chaligny* de M. Paul Fournier.

—

Séance du vendredi 25 avril 1902.

PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.

Lectures.

M. H. Lefebvre termine la lecture de son étude sur *les Sires de Pierrefort*. La Société vote l'impression de ce travail dans ses *Mémoires* et nomme pour former la Commission de revision MM. Ch. Guyot, Léon Germain et Pierre Boyé.

M. Ch. Guyot continue la lecture de la *Notice historique sur Chaligny* de M. Paul Fournier.

MÉMOIRES

—

**FRAGMENT D'ÉTUDES SUR L'ÉGLISE DE SAINT-NICOLAS DE PORT.
LES VITRAUX DU CHŒUR, D'APRÈS FEU M. A. BRETAGNE.**

L'église de Saint-Nicolas de Port est peut-être, après la cathédrale de Metz, l'édifice le plus riche en vitraux anciens qui existe dans toute la Lorraine, en dépit du pillage

suiwi d'incendie de 1635 et, plus encore, du vandalisme de la première moitié du xix^e siècle (1). Ces vitraux, tous, ce semble, du xvi^e siècle, n'ont jamais été décrits. J'ai eu récemment à m'occuper de la curieuse verrière grisaille (2) qui orne l'une des fenêtres de la chapelle de saint Pierre (3), actuellement dédiée à saint Antoine de Padoue, et des trois portraits-bustes que l'on a réunis, il y a quelques années, dans la chapelle d'Anjou (4). Il me paraît intéressant d'en venir aux vitraux qui garnissent les trois grandes lancettes du chœur et qui doivent, sauf quelques panneaux modernes, remonter aux dernières années du règne de René II, c'est à-dire aux premières du xvi^e siècle. Ces vitraux ont été nettoyés et remis en plomb, il n'y a pas bien longtemps, à Paris, par les ordres de la Commission des monuments historiques (5). Il eût été à désirer que la Société d'Archéologie lorraine fût prévenue de cette réfec-

(1) C'est surtout, paraît-il, de 1836 à 1840 qu'eurent lieu, relativement aux vitraux, des actes lamentables de vandalisme. Le curé, dont je ne veux pas rechercher le nom, trouvait l'église trop sombre et offrait à tout venant de lui abandonner telle verrière, à son choix, qu'il voudrait bien remplacer par du verre blanc. Cette proposition fut faite notamment à feu M. Morey, architecte de la ville de Nancy, qui était trop honnête homme pour se former ainsi un Musée; mais il n'en fut pas de même de nombreux amateurs et, plus encore, de marchands d'antiquités de Paris qui, comme on peut le penser, profitèrent largement de l'aubaine. Je tiens ces renseignements de M. A. Cuny, le distingué architecte et amateur, qui, très jeune alors, travaillait dans l'atelier de M. Morey.

(2) *Note sur une verrière grisaille de Saint-Nicolas de Port, apparemment donnée par la famille Berman, 1544, dans Journal Soc. d'Archéol. lorr., 1899, p. 18 et 227.*

(3) Je conserve les vocables primitifs, qu'il est indispensable aux historiens de connaître. De nos jours, en dépit du droit canonique, les vocables sont exposés à varier sans cesse : ainsi, cette chapelle était dédiée, il y a quelques années, à sainte Marguerite ; elle l'est maintenant à saint Antoine de Padoue.

(4) *Les portraits-bustes de Fiacre Feriet, de Jeannon Thiriet, sa femme, et de Nicolas d'Anjou, duc de Lorraine, dans les vitraux de Saint-Nicolas de Port, dans Journal Soc. d'Archéol. lorr., 1900, p. 35.*

(5) Dans les ateliers de la maison Steinheil, dit M. E. Badel, *Guide à Saint-Nicolas de Port*, p. 96.

tion et pût envoyer de ses membres examiner de près les panneaux démontés, avant leur départ et après leur retour. Peut être quelque érudit parisien les a-t-il étudiés et fera-t-il, ce que je désire, paraître sur eux un travail de haute science, où risqueront d'être malmenés les archéologues locaux, moins favorisés dans les conditions matérielles, et sujets par là à commettre des inexactitudes (1).

Aussi je me bornerai, croyant déjà faire ainsi chose utile, à reproduire, avec d'assez nombreuses observations, un article sur ces vitraux que feu M. Bretagne a publié, il y a vingt-cinq ans, dans la *Semaine religieuse de la Lorraine* (n° du 20 mai 1877, p. 393-396). Bien peu de personnes et même de bibliothèques conservent cette pieuse feuille hebdomadaire, où il semble que l'article ait passé à peu près inaperçu. Je vais transcrire cet article, sans y changer autre chose que la disparition du schéma, où les observations, d'inégale étendue, inscrites par M. Bretagne mettaient, je trouve, un peu de confusion ; je les reporterai en notes, entre guillemets, pour les distinguer des notes que j'ajouterai moi-même.

Voici ce petit travail, intitulé : *Description des vitraux du chœur de l'église de Saint-Nicolas-du (2)-Port* (3) :

« Le chœur de l'église Saint-Nicolas-du-Port, qui a la forme pantagonale, est éclairé par cinq fenêtres, dont les trois centrales sont garnies de vitraux peints et les deux autres de verre blanc. Les trois fenêtres centrales ont toutes envi-

(1) Il parait que les habitants de Saint-Nicolas prétendent que l'on a conservé à Paris des panneaux anciens de ces verrières. J'aime à penser qu'ils se trompent. Malheureusement on sait que pareil fait s'est passé ailleurs : à Mouzon, à La Ferté-Bernard, à Toul, etc.

(2) L'article contracté du parait dater du xvi^e siècle. Il est préférable, je crois, d'écrire de *Port*, comme, du reste, on le fait généralement.

(3) L'article était présenté par ces quelques lignes :

« Le zélé archéologue lorrain, M. Bretagne, a bien voulu nous communiquer les pages suivantes, détachées d'un travail d'ensemble, et que les lecteurs, curieux d'iconographie, liront sans doute avec intérêt. »

ron 16 mètres de hauteur (1), et 1 mètre 50 de largeur ; chacune est verticalement séparée en deux par un meneau, et horizontalement par six divisions (2), formant en tout 36 compartiments, remplis par des figures de grandeur naturelle. Les trois fenêtres centrales garnies de vitraux peints sont très rapprochées, en sorte qu'on peut les considérer comme ne formant qu'un ensemble ; il y a d'ailleurs unité d'action dans la disposition de plusieurs personnages, notamment pour les apôtres ; c'est pourquoi nous les décrirons par tranches horizontales composées de six sujets, deux pour chaque fenêtre, en partant du haut. Quelques saints personnages ont leur nom écrit sur le nimbe ; d'autres manquent ; il y en a aussi de cachés par les plombs. La lecture de ceux qui se peuvent voir est difficile, et on ne peut la faire qu'à l'aide d'une lunette d'approche.

« Chaque personnage est représenté dans un édicule de style flamboyant de la plus charmante architecture, dont la peinture imite la pierre de taille ; il se détache sur un fond de tapisserie à rinceaux de couleur tranchée, faisant opposition à celle des vêtements.

« La composition et la peinture de ce vitrail sont fort remarquables, et nous ne saurions trop recommander cette œuvre d'art aux artistes et aux touristes.

« Les deux premières lignes (3) des trois fenêtres représentaient les douze apôtres, dans l'origine (4).

(1) M. Bretagne a fait mesurer la hauteur d'un des saints, qui est de 1^m,80, et la hauteur du compartiment, pour lequel on a trouvé 3^m,19. En multipliant par 6, on trouve 19^m,14 ; mais, si l'on remarque que le compartiment du dernier étage est beaucoup plus élevé que les autres, et si l'on ajoute la hauteur approximative de l'ogive, on trouvera que les fenêtres du chœur ont au moins de 22 à 23 mètres de hauteur.

(2) Il serait, je penso, plus exact de dire : par cinq meneaux formant six compartiments.

(3) Or, plus exactement : *zones*.

(4) Je souligne les noms des personnages qui sont modernes ou paraissent l'être.

FENÊTRE DE DROITE		FENÊTRE DU MILIEU		FENÊTRE DE GAUCHE	
S. André.	S. Philippe (1).	S. Paul (2).	S. Pierre (3).	S. Vincent de Paul (4).	S. François de Sales (4)
S. Jean.	S Jacques le majeur.	S. Mathieu (5).	S. Mathias (6).	S. Barthélemy (7).	S. Jacques le Mineur (8)
Ste Geneviève de Brabant (9).	Ste Geneviève de Paris (10).	La Ste Vierge (11).	Ste Anne (12).	Ste Marguerite (13).	Ste Catherine (14).
S. Augustin (15).	S. Ambroise (16).	Un S. Evêque (17).	Un S. Evêque (18).	S. Georges (19).	S. Antoine (20).
S. Grégoire (21).	S. Jérôme (29).	Ste Marthe (23).	Ste Madeleine (24).	Un S. Evêque (25).	S. Materno (26).
S. Nicolas (27)	René II.	L'ange Gabriel (28).	La Ste Vierge (28).	Antoine, fils de René II.	S. Antoine de Padoue (20)

(1) Je ne pense pas que ce soit saint Philippe, auquel on fait d'habitude tenir une croix ; ici je vois le saint tenir une longue hallebarde. Je croirais plutôt à saint Thomas ou à saint Jude.

(2) Il tient l'épée. Saint Paul est ici à la place d'honneur, conformément à l'usage qui, même à Rome, le range régulièrement à la droite de saint Pierre.

(3) Il tient les clés.

(4) « Peintures modernes ». — En note : « Exécutées par feu M. Rive, peintre verrier à Nancy. Les portraits de ces deux saints sont ressemblants. »

(5) Le saint tient un livre et un couteau. Je croirais plutôt à saint Barthélemi.

(6) Le saint tient une hachette et un livre. Je crois, non à saint Mathias, qui n'était pas l'un des Douze, mais plutôt à saint Mathieu.

(7) Pour ce saint et le suivant, M. Bretagne met : « Restitutions modernes ». — Le personnage ouvre un livre.

(8) On a donné à ce saint une crosse en bois.

(9) « Une biche à ses pieds ». — M. Bretagne pensait que l'on avait pu, en Lorraine, considérer Geneviève de Brabant comme une sainte et la placer à côté de sainte Geneviève de Paris. Mais il n'en a jamais été ainsi, et M. Bretagne s'est mépris sur l'animal, qui est un dragon ; il s'agit de sainte MARGUERITE (elle tient la croix traditionnelle), l'une des saintes les plus populaires au moyen-âge et à l'époque de la Renaissance.

(10) « Un mouton à ses pieds ». — La sainte tient un livre et une houlette terminée par un fer volumineux.

(11) « Tenant l'enfant sur ses bras. »

(12) « Ayant près d'elle la Ste Vierge enfant. »

(13) Je crois cette identification inexacte. Les caractéristiques bien connues de sainte Marguerite font défaut. La sainte a une robe rouge.

« Il est regrettable que les apôtres saint Jude et saint Simon aient été remplacés par saint Vincent de Paul et

(14) La sainte tient l'épée ; elle est coiffée d'un curieux chapeau rouge.

(15) Les quatre « docteurs de l'Église latine ». Cette indication se rapporte à ce personnage, au suivant et aux deux qui se trouvent au-dessus. L'identification me paraît exacte pour les trois derniers, mais j'éprouve quelque doute pour le premier, d'autant plus que l'on retrouve plus loin un saint Augustin incontestable, qui a peut-être été enlevé de cet endroit. Ici le personnage est un prélat tenant une crosse et un livre, mais je n'ai pas distingué de caractéristique spéciale.

(16) Il tient un livre et une crosse ; je n'ai pas reconnu d'attribut particulier.

(17) Pour ce personnage et le suivant, M. Bretagne dit : « Deux saints évêques qu'on n'a pu déterminer, faute d'attributs » ; le « premier tenant une petite croix rouge sur le dos de la main » ; le « deuxième une croix blanche. » Ces croix, que je n'ai pu distinguer, pourraient être celles qui ornent les gants pontificaux. Quelqu'un (M. le curé Gondrexon, je crois) avait cru reconnaître saint Evre et saint Mansuy ; le premier aurait eu, comme caractéristique *parlante*, un sanglier (*aper*) à ses pieds ; mais je n'ai pas vu cet animal. Le saint tient une crosse et un livre.

(18) On a cru y reconnaître saint Mansuy, premier évêque de Toul ; mais je n'ai pas vu d'attribut particulier. Le saint est revêtu de la chasuble, que n'a pas le précédent.

(19) « Armé (en chevalier) ; superbe ». — Le saint est debout.

(20) « Ermite ; un cochon à ses pieds. »

(21) Ce pontife est coiffé de la tiare ; il tient une croix processionnelle (la *férule* papale) et un livre.

(22) « En cardinal, un lion à ses pieds. » Il tient un livre.

(23) « Tenant un bénitier et un aspersoir. » Il faudrait intervertir les deux substantifs : la sainte tient le goupillon de la main droite et le vase de la gauche.

(24) Elle tient des deux mains, au côté droit, le vase à parfum, en or, avec couvercle.

(25) « Percé d'une flèche. » Il faut rectifier : « Tenant un cœur percé d'une flèche. » C'est, sans aucun doute, saint Augustin ; aurait-il été détaché, à tort, du groupe des quatre Docteurs ?

(26) Je ne sais à quoi M. Bretagne a cru reconnaître ce saint. Du reste, si mes notes sont exactes, le vitrail est moderne ; et peut-être sait-on que le curé qui l'a commandé a voulu que l'on représentât saint Materne, peu usité en iconographie. Le personnage bénit et tient une crosse ; il est revêtu d'une chasuble verte et a des gants violets !

(27) « Patron de la Lorraine. »

(28) Les deux personnages de l'Annonciation.

(29) « Son patron » (d'Antoine de Lorraine). — M. Bretagne s'est trompé : ce vitrail n'est pas ancien ; le patron devait être le grand saint Antoine, ermite, que l'on voit, du reste, représenté plus haut.

saint François de Sales (1) ; cette partie du vitrail a perdu ainsi son unité d'action. Il y a eu plus de discernement lorsqu'on a rétabli les figures des deux apôtres saint Barthélemy et saint Jacques le Mineur, qui avaient été détruites (2).

Les figures des donateurs, René II et Antoine, son fils et successeur, placées au bas du vitrail, méritent une description détaillée.

« René II est agenouillé devant son prie-Dieu ; il est coiffé de la couronne ducale ; ses cheveux blancs tombent sur son cou ; il est vêtu d'une robe de drap d'or, ou de soie brochée, doublée d'hermine ; au-dessous de lui se voit l'écu aux armes pleines de Lorraine, timbré de la couronne ducale, avec deux anges pour supports ; la figure de René se détache sur un fond de tapisserie bleue ; il est présenté au groupe de l'Annonciation par saint Nicolas, revêtu de ses habits pontificaux, et accompagné des trois enfants traditionnels. A l'opposé, de l'autre côté du groupe de l'Annonciation, son fils Antoine, encore simple marquis de Pont, est représenté également agenouillé et les mains jointes ; il est armé et couvert d'une cotte d'armes ornée sur toute sa surface de diverses pièces qui composaient son blason ; ses cheveux blonds tombent sur ses épaules ; au-dessous de lui une cuirasse, des gantelets, un casque et une épée sont placés, en forme de trophée, sur un socle où s'appuie l'écu aux armes pleines de Lorraine, timbré seulement d'une couronne de marquis, et soutenu par deux enfants nus. La figure d'Antoine se détache sur un fond de tapisserie violette ; le prince est

(1) D'après une note manuscrite de M. Bretagne, ces panneaux ont été commandés par M. de Girmont, curé de Saint-Nicolas, de 1848 à 1857.

(2) J'ignore sur quels documents s'est fondé M. Bretagne pour dire que là se trouvaient les apôtres Barthélemy et Jacques-le-Mineur. Il y a eu tant de déplacements de panneaux, que l'ordre hiérarchique, d'ailleurs très variable, ne peut guère servir pour reconstituer la disposition primitive.

présenté à la sainte Vierge par saint Antoine de Padoue, son patron (1), vêtu d'un froc brun clair, et tenant une palme à la main ; saint Antoine a son nom écrit sur le nimbe ; sa figure se détache sur un fond de tapisserie bleue. Ces quatre personnages, comme chacun de ceux du vitrail, sont placés dans un édifice de style gothique flamboyant, dont la peinture imite la pierre de taille (2).

« Le vitrail que nous venons de décrire ne mentionne aucune date ; mais on peut la fixer approximativement, parce que le portrait de René II le représente vers la fin de sa vie et que le portrait d'Antoine, son fils, qui lui a succédé à la fin de 1508, à l'âge de 19 ans, indique un jeune homme. Enfin la date du vitrail du transept porte la date de 1508 : comme celui du chœur a dû être placé le premier, nous pensons qu'il a pu être exécuté en 1507.

« D'après nos recherches, il n'y aurait pas d'autre portrait contemporain de René II (3) que celui du vitrail de Saint-Nicolas ; dans tous les cas, il n'existe pas au Musée du Belvédère, à Vienne, qui est le plus riche en iconographie lorraine ; on ne connaîtrait pas non plus d'autre portrait d'Antoine, à l'époque de sa jeunesse ; le Musée de Bar le Duc en possède un fort beau, de l'école de Clouet (4), mais il le représente dans toute la force de l'âge, vers sa quarantième année. Il serait à souhaiter que le Musée lorrain, à Nancy, pût s'enrichir de copies de ces remarquables portraits.

« Le vitrail ne porte ni la signature, ni le monogramme du peintre qui l'a exécuté, et c'est bien regrettable....»

(1) Ainsi que je l'ai dit plus haut, le patron devait être le grand S. Antoine, ermite, et non S. Antoine de Padoue.

(2) Cette représentation des ducs René II et Antoine a été pour la première fois décrite par M. Bretagne, dans son travail sur le Reliquaire de Saint-Nicolas de Port, dans les *Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*, de 1873.

(3) M. Bretagne parle évidemment de portraits peints, à l'exclusion de tout autre portrait : sculptures, médailles, etc.

(4) « Le Musée lorrain possède une copie de ce portrait, récemment exécutée. »

Tel est l'article de M. Bretagne, qu'il m'a paru très utile de reproduire afin de provoquer des recherches nouvelles et une discussion sur quelques-unes des identifications qu'il a proposées ainsi que sur les observations que j'ai cru devoir y joindre.

Mgr X. Barbier de Montault paraissait douter que l'on eût voulu représenter, dans les deux zones supérieures de ces vitraux, les douze Apôtres, parce que, disait-il, le Collège apostolique ne marche pas sans son maître, le Christ ; mais, si cela est vrai pour le moyen-âge, il faut remarquer que nous nous trouvons, dans le cas particulier, au commencement du xvi^e siècle, c'est-à-dire à une époque où les traditions s'altéraient déjà.

Au-dessous, nous trouvons dans les panneaux anciens une série de saints qui comptent parmi les plus populaires à cette époque : la Vierge, sainte Anne, les saintes Catherine, Marguerite, Madeleine, Marthe, auxquelles se joint sainte Geneviève, alors qu'a sans doute disparu sainte Barbe ; puis les saints Georges, Antoine, les quatre Docteurs de l'Église latine, dont la figuration était alors très en faveur, et, si l'on en croit M. Gondrexon, deux des plus saints et anciens évêques de Toul : Mansuy et Evre. On est surpris de ne pas trouver aussi le prince des anges, Michel, et le premier saint humain dans l'ordre hiérarchique ainsi que dans la dévotion ancienne : le Précurseur, Jean-Baptiste ; peut-être leurs images ont-elles été détruites.

Enfin, dans la zone inférieure, le duc René II et son fils aîné, présentés par le patron de la Lorraine, titulaire de l'église, et vraisemblablement par l'illustre ermite Antoine, vénèrent le charmant mystère de l'Annonciation, considéré au moyen-âge comme la fête principale de la Vierge et que René avait fait représenter sur son grand étendard ainsi que sur la porte principale de Nancy.

LÉON GERMAIN.

NOMS DE FONDEURS DE CLOCHES
EXTRAITS DES REGISTRES DU BAILLIAGE DU BASSIGNY
(Suite.)

1721. — Charles Petitfour, à Breuvannes, époux de Catherine Bollée. Dans la réunion du 9 décembre 1722, on trouve les mêmes fondeurs, plus : les trois frères Barret ; François Barbas, à Levécourt ; Nicolas Besson, à Doncourt ; Jean Billet, à Doncourt ; Jean Barbier, à Outremécourt ; François Chânez, à Huillécourt ; Jacques et François Chauchard ; Jean Durand, à Colombey ; Estienne Barquette, à Breuvannes ; Claude Euverd, à Damblain ; Alexis, Louis et Charles les Febvre ; Jean Gandrelrier, à Levécourt ; Jean, Antoine et Baptiste Henriot, à Huillécourt et Doncourt ; Nicolas Jacquin ; Charles Lefevre, à Damblain ; François et Nicolas Mutel ; Claude Mahuet, à Brainville ; Antoine et Joseph Maître, à Doncourt ; Jean-Baptiste Menestrel, à Bourmont, Nicolas Procureur, à Bourmont ; Estienne, Ignace et Joseph Perrin, les deux premiers à Outremécourt et le troisième à Doncourt ; Claude Petit ; François, Alexandre, Claude et Nicolas Regnault, à Levécourt, Doncourt et Huillécourt ; Gaspard Rozier, à Doncourt ; Jean-Baptiste, Nicolas, Joseph et Pierre Rozier, à Levécourt ; Pierre Rochard, à Levécourt ; Nicolas Simonnot, des Gouttes.

A la réunion du 19 octobre 1725, les mêmes noms et les suivants : François Burel, l'ainé, à Champigneulle ; François Burel, son fils, à Chaumont-la-Ville ; Jean Biard, à Doncourt ; Nicolas et Léopold Cochois, à Champigneulle ; Cornevin, à Breuvannes ; Jean Gaudez, à Levécourt ; Joseph, Dominique et François Goussel, frères, à Chaumont-la-Ville : un de leurs frères est établi à Sedan ; François Herbas, à Levécourt ; Claude Lahérard, à Damblain ; Joseph, Antoine et Jean-Baptiste Martin, à Doncourt ; François, Louis et Nicolas Mutel, à Breuvannes.

1726. — Jean et Michel les Henriot, à Huilliécourt ; Jean-Baptiste Chrétiennot, à Chaumont-la-Ville.

En 1727, Messire Bazile-Ignace de Lhoste, chevalier, marquis d'Escot, baron de Semoutiers, seigneur de Doncourt et Champigneulles, adressa une requête à S. A. Il lui exposait que le sénéchal de la Mothe-Bourmont faisait assigner à jour fixé les artisans de sa prévôté pour élire un maître, lequel maître prend lettres du dit sénéchal, dont l'expédition coûte 10 fr. ; ce qui, pour 25 corps de métier, produit au sénéchal 250 escus ; de plus, chaque maître élu fait un grand repas pour le bouquet de sa réception, qui lui coûte au moins 10 escus ; chaque artisan, obligé d'aller à Bourmont, fait encore de la dépense au cabaret, où l'excès de vin amène des querelles. Le maître élu exige de chaque artisan 6 gros, une pinte de vin et un pain pour son droit ; si des artisans manquent à la réunion, le sénéchal les condamne à l'amende et, si cet artisan est dans un village sous la haute justice d'un seigneur haut-justicier, il lui est défendu, sous peine d'amende, de travailler pour les villages circonvoisins : il demandait donc que ces abus cessent pour ses villages de Doncourt et de Champigneulles, qu'il soit fait défense au sénéchal de les convoquer, n'y ayant que les grandes villes où il y a des corps de métier établis par patentes des Ducs. Cette requête fut accueillie et, par lettres du 3 septembre 1727, Léopold défendit au sénéchal de réunir dorénavant les artisans de sa sénéchaussée et de condamner à l'amende les artisans de Doncourt et Champigneulles qui pouvaient travailler pour les habitants de leur résidence et des villages voisins, ce qui fut exécuté malgré protestation du sénéchal.

1728. — Antoine Drouot, fondeur à Breuvannes, et Jean-Baptiste Lebrun. Jean Reine, à Graffigny. Jean-Baptiste Chauchard, de Breuvannes, est établi en Vivarais. François Depoisson, à Breuvannes.

1730. — Jean-Baptiste Rozier, de Damblain, à présent à Metz, et Alexis Barbier, aussi à Metz. Nicolas Aubertin, à Breuvannes. Nicolas Michel, à Breuvannes. Antoine Bernard, à Neufchâteau. François Quentin, à Graffigny. Nicolas Boulanger, à Colombey. Joseph Martel, à Doncourt et Malaincourt. Jean Gillot, à Colombey. Michel Febvre, à Breuvannes. François La Paix, à Breuvannes. Claude et André les Petitfour, à Breuvannes, fils de Charles.

1739. — Jean Simon, à Breuvannes. Estienne Liebault, à Blevaincourt. Jean-Baptiste Godard, à Colombey. Ignace Mongin (1), à Pompierre. Nicolas Dubois, à Damblain. Alexis Jolly, à Breuvannes. Jean Cochois, à Champigneulles, puis à Neufchâteau et au Châtelet.

1741. — Pierre Guillaume, à Illoud. Antoine Dubois, à Huilliécourt. Pierre Guillemain, à Breuvannes.

1744. — Nicolas et Joseph Simonnot, à Breuvannes. Michel Gillot, à Colombey. Joseph Gillot, à Graffigny. François et Joseph les Camus, à Chaumont-la-Ville.

1750. — Nicolas Dubois, à Damblain, et Nicolas Boulanger, de Colombey, travaillant à Tournay. Jean Michel, de Breuvannes, devient maître de forges à Bazoilles. Nicolas Desnouveaux, à Champigneulles. Claude Guichard, à Chaumont-la-Ville. Joseph Robert, à Robescourt (2).

Tous ces artistes peuvent exister avant ou après l'année que je mets en marge (3), cette date indiquant seulement la mention de leurs noms sur les registres.

J. MARCHAL.

(1) Ou Mougin.

(2) Robécourt, canton de Lamarche, arr. de Neufchâteau (Vosges).

(3) M. Marchal avait placé en marge les mentions d'années. Pour simplifier, je les ai fait rentrer dans le texte et mettre en chiffres gras.



NOTE SUR LES ARMOIRIES DE MIRECOURT

Dans son remarquable ouvrage intitulé *Mirecourt pendant la Révolution*, M. Ch. Guyot s'est occupé incidemment des armoiries de cette ville ; vers la fin du travail et parvenu à l'époque napoléonienne, il raconte la reprise instinctive de vieilles prescriptions qui auraient pu souvent paraître surannées. A ce sujet, il ajoute en note :

« Comme pour compléter ce retour aux habitudes de l'ancien régime, le Conseil municipal avait demandé (4 novembre 1809) que la ville fût autorisée à reprendre ses anciennes armoiries, rappelant qu'elle avait porté de toute antiquité, « un écu d'azur horizontalement traversé « par une bande d'or » (c'est ce qu'en langage héraldique on nomme *fascé*), et le maire avait été chargé de se pourvoir dans ce but auprès de S. M. Mais, contrairement au vœu ainsi exprimé, on donna à Mirecourt des armoiries nouvelles, qu'elle a conservées jusqu'à ce jour, sans que nous sachions la cause de cet inutile changement. Mirecourt porte actuellement : « d'azur à la bande d'or, au franc-quartier à sénestre de gueules, chargé d'un N d'argent surmonté d'une étoile rayonnante de même, brochant au 9^e de l'écu. » (Lettres patentes données par l'Empereur à Saint-Cloud, le 2 janvier 1811 (1).)

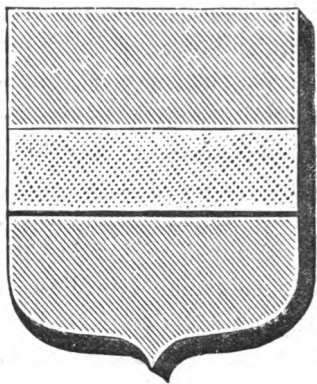
Il n'est pas difficile de s'expliquer ce changement, qui ne fut nullement intentionnel : d'une part, le Conseil municipal de Mirecourt a commis deux erreurs, l'une de fait, l'autre d'expression ; d'autre part, les membres du Conseil du sceau des titres ne prirent pas la peine de lire attentivement la requête qui leur était remise, ni de de-

(1) Ch. Guyot, *Mirecourt pendant la Révolution*, dans les *Mémoires de la Soc. d'archéol. lorr.*, 1901, p. 107, note 3 (p. 291 du tirage à part). — Le texte des lettres-patentes impériales est donné par Constant Lapaix, *Armorial de villes... de la Lorraine...*, 2^e édit., 1877, p. 161-162.

mander à être éclairés par la communication de documents anciens.

Si la requête municipale avait été bien rédigée, il n'y aurait eu qu'un seul changement : l'addition de l'insigne des « villes de troisième classe », savoir le « franc quartier » qui n'est véritablement qu'un *canton sénestre* (1), et les ornements extérieurs, dont il n'y a pas lieu de s'occuper ici ; depuis longtemps ils ne sont plus d'usage.

En réalité, d'après tous les documents connus antérieurs à la Révolution, l'écu héraldique de Mirecourt était : *de sinople, à la fasce d'or*. Cette couleur, *sinople* (c'est-à-dire *vert*), se représente en blason par des hachures serrées



traversant diagonalement le champ, de dextre, pour le haut, à sénestre, pour le bas. Tel est bien l'écu figuré sur le sceau dont la ville se servait encore en 1791 et que M. Guyot a fait reproduire : SIGLLVM (2) MIRECVRIÆ (3). La similigravure permet très bien de distinguer les hachures du *sinople* et, sur la fasce, le pointillé indiquant l'or (4).

(1) Un *quartier* doit occuper près du quart de l'écu et non pas seulement un 9^e ; en outre, le mot *franc* ne s'applique d'habitude qu'au quartier ou canton dextre supérieur.

(2) Sur la planche de M. Guyot, l'intitulé porte : MIRECURIAE SIGILUM. Mais il faut lire les légendes des sceaux en partant du haut, et l'ordre des deux mots doit être interverti. Quant au premier, je lis plutôt SIGLLVM et je pense que le graveur a omis le second *i*. Le mot correct étant *Sigillum*. Dans le second mot, les deux lettres finales *A E* sont séparées, comme dans le latin classique.

(3) Ch. Guyot, *l. c.*, pl. p. 144 (129 du tirage à part).

(4) Par son genre, ce sceau me paraît pouvoir remonter au xvi^e siècle ; mais peut-être n'est-il pas antérieur à 1608, époque de la Pompe funèbre du duc Charles III. Il est certain que plusieurs armoiries com-

Mais il est probable que les édiles consultèrent un monument peint, dont la couleur verte s'était altérée : au lieu de vert, ils virent du bleu ; puis, ne sachant pas que la pièce horizontale devait être appelée *fasce*, ils parlèrent d'une bande horizontale ; les Parisiens ne firent pas attention à cette spécialisation ; ils ne gardèrent que le mot *bande*, qui, en blason, désigne une pièce traversant l'écu diagonalement du coin dextre supérieur au coin sénestre inférieur. De là l'erreur.

Assurément, la Ville de Mirecourt, maintenant que toute liberté est accordée pour le faire, devrait reprendre ses anciennes armoiries. Celles que lui a données la chancellerie de Napoléon I^{er} sont tout à fait inexactes, et elles comportent un *canton* impérial qui n'a plus aucune raison de subsister.

LÉON GERMAIN.

LA CLOCHE ANCIENNE DE MONT-SAINT-MARTIN

Dans son intéressant travail sur l'église de Mont-Saint-Martin (1), G. Boulangé disait : « L'une des cloches est ancienne ; elle porte une inscription en caractères gothiques, sans date (2). » Cette dernière assertion est inexacte.

munes ont été composées pour les célèbres obsèques du *grand Duc* (comme d'autres pour les fêtes du centenaire de la réunion à la France, en 1866). C'est évidemment à cette cérémonie que C. Lapaix fait allusion quand il dit (*o. c.* p. 161) : « Les armes de 1608 sont... représentées avec une fasce, mais les émaux ne sont pas indiqués. » — On n'a rien de sûr antérieurement à cette date. M. Laprevote estime que les armoiries ont pu être « données par le comte de Toul Ferry V, lors de l'affranchissement de Mirecourt en 1234, ou par le duc de Lorraine Ferry III, après ses dernières acquisitions de 1219 et 1284 » ; mais il n'a pu retrouver aucune preuve, aucun document. — Voir : Charles Laprevote, *Notice historique sur la ville de Mirecourt*, dans les *Mém. Soc. d'archéol. lorr.*, 1877, p. 47-49 (p. 23 du tirage à part).

(1) Anc Moselle, canton de Longwy, arr. Briey.

(2) Georges BOULANGÉ. — *Notes pour servir à la statistique monumentale du département de la Moselle*, Metz, 1854 (extr. des *Mém. de l'Acad. impér. de Metz*), p. 7.

Il y a plusieurs années, je suis allé examiner la cloche; voici ce qui résulte de la note que j'en ai conservée :

Au cerveau, l'on voit une couronne de fleurons tréflés; puis, encadré sur chaque bord par deux filets espacés, existe ce texte, précédé d'un petit crucifix, qui dépasse la bordure :

§ + martine + ora + pro + nobis + dame ichanne de
houffe © fait + lam (1) + v^e + xlii © m + t + +.

L'inscription doit se lire ainsi : *Sancte Martine, ora pro nobis*, c'est l'invocation au patron ; *Dame Jehanne de Housse*, c'est la marraine ; *Fait l'an 1549*. Le sens des deux dernières lettres m'échappe.

Les deux premières croisettes de l'inscription, et celle qui vient après *nobis*, sont encadrées. La date est comprise entre deux ornements que ma note me rappelle insuffisamment et que j'ai remplacés par deux cercles.

Sur la panse est une croix sur trois degrés, le tout composé de petites croix semblables : il y en a sept pour la tige, deux pour chaque côté de la traverse, et 3, 4, 5, respectivement pour les degrés.

La famille de Housse, comptée dans la chevalerie lorraine, était à ce moment l'une des plus importantes de la région. Pour la marraine de la cloche, les renseignements généalogiques que je possède m'offrent, à cette époque, Jeanne, fille de Henri de Housse, chevalier, seigneur de Boulange (2), prévôt et capitaine de Longwy, puis capitaine de Stenay ; il épousa en 1512 Clémence Fessler de Wisse. Jeanne fut mariée en 1537 à Perrin de Watronville, écuyer, seigneur de Maizey (3), etc., bailli de Saint-Mihiel, dont

(1) Ma note porte bien *lam*. Faut-il lire *l'an*, ou le fondeur aurait-il dû mettre *là m*, pour *l'an mille*? Le mot *mille* fait défaut, mais n'était pas nécessaire. Dans les dates de la fin du moyen âge et de la Renaissance, on le néglige quelquefois.

(2) Anc. Moselle, canton d'Audun-le-Roman, arr. Briey.

(3) Canton de Saint-Mihiel, arr. Commercy, Meuse.

elle était veuve en 1574 (1). La famille Fessler, d'origine alsacienne, *Faessler* (2), était peu connue dans le pays; aussi ne doit-on pas, je pense, être surpris de voir la marraine figurer uniquement sous son propre nom.

L. GERMAIN.

CHRONIQUE

QUESTION. — *Chandeliers rustiques*. — Notre confrère M. L. Robert nous prie d'insérer la question suivante; elle lui a été posée par M. le Dr E. Rivière, sous-directeur de laboratoire au Collège de France, qui assistait au Congrès des Sociétés savantes tenu l'an dernier à Nancy :

« S'éclairait-on autrefois (xviii^e siècle) en Lorraine, comme quelques paysans âgés le font encore aujourd'hui dans des villages reculés de la Basse-Normandie et de la Bretagne, avec des chandelles de résine, que l'on fixait entre deux tiges de fer formant un chandelier des plus primitifs ? Si oui, en trouverait-on encore dans la région... ? (Dans l'Ouest), on les appelle des *bégauts*, tandis que les chandelles de résine portent le nom de *pétoches* ». M. Rivière a joint à sa lettre les croquis de deux de ces chandeliers rustiques, de formes très différentes. A l'un (H. 0,36), les deux branches, mouvementées, se réunissent sur une seule tige, qui se divise au bas pour rejoindre un pied circulaire. L'autre (H. 0,27), plus compliqué, se termine au bas par une tige à pointe, qui « se fixait soit dans un trou de la cheminée, soit dans un pied en bois ».

L. G.

(1) Cf. *Recherches sur la famille Fessler*, dans mes *Mélanges historiques sur la Lorraine*, 1889, p. 201.

(2) V. mêmes *Mélanges*, addenda, p. 496-497.

VERSEMENTS DE MEMBRES PERPÉTUELS

Ont versé chacun la somme de 200 fr. dans les conditions indiquées à la délibération du 8 avril 1891, et sont en conséquence devenus Membres perpétuels de la Société d'Archéologie lorraine :

M. BERTIN (Roger), avocat à la Cour d'appel, 25, rue de la Ravinelle, à Nancy.

M. LEFEBVRE (Henri), contrôleur des contributions directes en disponibilité, 17, rue de Rigny, à Nancy.

NÉCROLOGIE

RAYMOND DES GODINS DE SOUHESMES.

Le 21 février dernier, s'éteignait doucement et avec une grande résignation chrétienne, Raymond des Godins de Souhesmes, vice-président de la Société d'archéologie lorraine.

Né le 12 septembre 1850 à Sedan, où son père, appartenant à une ancienne famille du Clermontois qui figure dans la *Recherche* de Didier Richier, occupait les fonctions de Procureur de la République, il entra, en 1858, au Collège de Saint-Clément, de Metz, dirigé par les Pères Jésuites, et, en 1868, obtenait le diplôme de bachelier ès lettres.

La vie militaire lui souriait, et songeant à entrer à Saint-Cyr, il suivit la classe de mathématiques élémentaires ; mais son père le détourna de ses projets, on peut dire de sa vocation, le détermina à faire son Droit et à embrasser comme lui la carrière de la magistrature.

R. de Souhesmes partit donc pour Strasbourg en 1869 et y commença ses études juridiques.

Au mois de juillet 1870, au moment de la déclaration de

guerre, il revint à Metz où se trouvait alors sa famille, y resta enfermé pendant le blocus, s'engagea dans une compagnie de francs-tireurs employée aux avant-postes et s'y fit remarquer de suite par son ardeur et son dévouement. Après la capitulation, il ne subit pas les rigueurs de la captivité, et lorsqu'à Pâques de 1871, la Faculté de Droit de Nancy rouvrit ses cours, il vint s'y inscrire pour y achever ses études. En même temps, R. de Souhesmes prépara son examen d'officier de réserve d'infanterie, puis passa celui d'artillerie.

Rentrant un soir paisiblement chez lui, il reçut, sans provocation de sa part, d'un soldat prussien ivre, un coup de sabre qui lui fit à la tête une blessure assez grave, mais qui eût peut-être été mortelle sans le chapeau qui amortit le choc. L'autorité prussienne fut saisie de cette affaire : grâce à l'appui de M de Rémusat, alors ministre des Affaires étrangères, elle eut un dénouement diplomatique.

Déjà à cette époque, R. de Souhesmes s'occupait de peinture, de recherches généalogiques et d'archéologie. Pendant ses promenades, il crayonnait les sites qui lui plaisaient, les arbres, les motifs d'architecture. Ses parents vinrent alors s'installer à Nancy. Son père, devenu Conseiller à la Cour de Metz et qui avait suivi cette Cour à Charleville, fut nommé à celle de Nancy. R. de Souhesmes passa sa licence en Droit, commença son doctorat et se fit attacher au Parquet. Mais le Droit étant peu dans ses goûts et sa nomination dans la Magistrature se faisant attendre, il quitta le Parquet pour se consacrer exclusivement à l'archéologie et aux voyages. Son père mourut au mois d'août 1880 et sa mère en 1886.

En 1888, nommé secrétaire de la Société d'archéologie lorraine, il en remplit les fonctions pendant dix années, au bout desquelles il fut élu vice-président.

R. de Souhesmes était un travailleur et un chercheur. Causeur agréable, on aimait à l'entendre conter une foule

d'anecdotes auxquelles il savait donner une saveur charmante. Membre associé de l'Académie de Stanislas en 1892, il était devenu membre titulaire de cette savante compagnie le 24 janvier 1896. Il publia, tant dans les *Bulletin et Mémoires de la Société d'archéologie lorraine* que dans les *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, de nombreux travaux d'archéologie, d'histoire et de voyages, tous empreints d'un cachet d'originalité et d'une verve dont il avait le secret. L'ordre était sa passion dominante ; tout chez lui était réglé et classé méthodiquement.

S'il n'entra pas à Saint-Cyr, il conserva néanmoins à l'armée un attachement complet. Lieutenant d'artillerie de réserve, puis capitaine d'artillerie territoriale attaché à l'état-major de cette arme, il remplissait ses fonctions avec une ardeur et une ponctualité au-dessus de tout éloge ; aussi, lorsque le 1^{er} janvier 1900, la croix de chevalier de la Légion d'honneur vint récompenser ses services, tous ses amis furent-ils unanimes à saluer cette distinction si justement méritée.

A la fin de l'année 1901, les premiers symptômes du mal qui devait l'emporter se déclarèrent, les progrès furent rapides et bientôt ne laissaient plus d'espoir.

Le 21 février 1902, R. de Souhesmes était enlevé à l'affection de tous ceux qui l'avaient connu. Le 26, une foule recueillie suivit le cercueil, et avant qu'il quittât Nancy pour Verdun où devait avoir lieu l'inhumation définitive, le Président de la Société d'archéologie lorraine prononça, en ces termes, le suprême adieu au nom de ses confrères :

« MESSIEURS,

« C'est au nom de la Société d'archéologie lorraine, dont il était vice-président, que je viens adresser un dernier adieu à Raymond de Souhesmes.

« Admis en 1877 au nombre des Membres de notre

Société, il sut vite conquérir les sympathies de ses confrères, remplit pendant dix années les fonctions de secrétaire annuel et fut élu vice président en 1898.

« Travailleur consciencieux, chercheur infatigable, il publia, dans nos *Mémoires* et notre *Bulletin*, un grand nombre de notices où l'archéologie savante laissait parfois place à quelque trait humoristique.

« Nos réunions hebdomadaires à la Bibliothèque de la Société, réunions tout intimes et n'ayant aucun caractère officiel, ainsi que nos excursions archéologiques de l'été, offraient un attrait tout particulier par les anecdotes amusantes et pleines d'à-propos que de Souhesmes savait conter avec une verve charmante.

« Doué d'un sentiment artistique très pur et très délicat, il maniait avec habileté le crayon ou le pinceau, et son talent fut toujours mis libéralement au service de ses confrères.

« Collectionneur de goût, il avait réuni un certain nombre d'objets et documents intéressants dont, par un sentiment louable et généreux, il vient de léguer une partie à la Société d'archéologie et au Musée lorrain à titre de souvenir.

« Tous, Messieurs, nous aimions son caractère aimable et ouvert, la noblesse et la droiture de ses sentiments, et nous pouvions espérer le conserver longtemps encore parmi nous, lorsqu'il y a quelques mois, que dis-je, quelques semaines, un mal implacable que la science est encore impuissante à conjurer, vint briser cette existence si bien remplie.

« Depuis plusieurs jours déjà, les progrès de la maladie ne laissaient malheureusement plus d'espoir, et une issue fatale était à prévoir.

« Raymond de Souhesmes, animé de sentiments profondément chrétiens, vit venir la mort avec calme et reçut avec une foi résignée les derniers secours de la religion.

« Maintenant, il n'est plus ; mais nous conserverons tous, Messieurs, au fond de nos cœurs, le souvenir d'un érudit confrère et d'un excellent ami.

« Adieu, mon cher de Souhesmes. »

L. QUINTARD.

DONS AU MUSÉE LORRAIN.

Par M. de l'Héraule : Portrait du prince Charles-Alexandre de Lorraine (?), avec cadre ancien, bois doré.

— M. Delcominette, professeur à l'École supérieure de pharmacie : Lettre d'affiliation à la Chartreuse de Nancy, du 18 mai 1756. (parchemin avec sceaux).

— M^{me} Renauld-Jacquiné : Pierre d'autel (croix au centre et aux quatre angles), avec l'inscription suivante :

H. C. DVCAMBOVT

DE COISLIN

EPISCOP. METENSIS

1707

— M. Jacob, à Clairlieu-lès-Nancy : Bouteille en verre, du xviii^e siècle. Clé en fer, trouvée sur l'emplacement de l'ancienne abbaye de Clairlieu.

— M. H. Joly : Pointe de flèche en silex, trouvée entre Conflans et Friaucville (Meurthe-et-Moselle).

Pour la Commission de rédaction : Le Président, L. QUINTARD.

Nancy — Imprimerie A. Crépin Leblond, 21, rue Saint-Dizier (passage du Casino).



R. DES GODINS DE SOUHESMES

Vice-Président

de la Société d'Archéologie Lorraine

BULLETIN MENSUEL
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

2^e ANNÉE. — NUMÉRO 6. — JUIN 1902.

Procès-verbal de la séance du vendredi 9 mai 1902

PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Communications.

Le Président dépose sur le bureau le programme de la 69^e session du Congrès archéologique de France, qui sera tenue à Troyes et à Provins, du 24 juin au 2 juillet prochains.

A la demande du Directeur du Musée de la ville de Metz, et de la Société archéologique de Finlande, l'échange des publications est décidé.

M. Ch. Plister fait hommage à la Société du premier volume de son *Histoire de Nancy*.

Admissions.

MM. Jules Lemaire, Henri Hémard d'Adigny et Bernardin Coureur sont admis comme membres titulaires.

Présentation.

M. Georges André, avocat à la Cour, 12, rue d'Alliance, est présenté en la même qualité par MM. Charles Sadoul, Émile Duvernoy et Charles Guyot.

Ouvrages offerts à la Société.

Le colonel du génie J.-B.-Nicolas Souhait (de Saint-Dié), 24 juin 1773 - 22 juin 1799, par M. Henri Bardy ; Saint-Dié, Cuny, 1901, in-8° de 28 p., avec portrait.

Gaston Save, artiste peintre, 1844-1901, par le même ; Saint-Dié, Cuny, 1902, in-8° de 14 p., avec portrait.

Mirecourt pendant la Révolution, par M. Charles Guyot ; Nancy, Crépin-Leblond, 1902, in-8° de 312 p., avec 5 planches et 2 plans.

Histoire de Nancy, tome I^{er}, par M. Ch. Pfister ; Nancy, Berger-Levrault, 1902, gr. in-8° de xxiv-730 p., avec 153 gravures dans le texte, 30 hors texte, 3 planches dont 2 en couleurs, et 3 plans.

Les Jeanne devant l'histoire. — Un faisceau de célébrités nancéiennes et lorraines, par M. J.-J. Remy ; Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1902, in-8° de 227 p.

L'abbé Charles Pierre, 1864-1901, par M. V. Riston ; Malzéville, Thomas, 1901, in-8° de 8 p., avec portrait.

Lectures.

M. Ch. Guyot continue la lecture de la *Notice historique sur Chaligny* de M. Paul Fournier.

M. l'abbé Eug. Martin commence la lecture du travail de dom Didier-Laurent intitulé *Dom Didier de la Cour et la réforme des Bénédictins de Lorraine, 1550-1623*.

Séance du vendredi 23 mai 1902.

PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.

Lectures.

M. Ch. Guyot donne lecture des chapitres suivants de la *Notice historique sur Chaligny* de M. Paul Fournier.

Le Président continue la lecture du travail de dom Didier-Laurent sur *Dom Didier de la Cour et la réforme des Bénédictins en Lorraine*.

MÉMOIRES

—

SCEAU DU MAIRE DE NEUFCHATEAU
EN 1298



Un de nos plus sympathiques confrères, qui vient de sortir brillamment de l'Ecole des Chartes et qui sera pour notre Société un collaborateur de haut savoir, a eu l'extrême obligeance de nous communiquer le croquis d'un sceau, reproduit ci-contre. Sachant que nous nous intéressions particulièrement à la spbragistique lorraine, il a bien voulu nous autoriser à faire connaître cette pièce curieuse aux érudits lorrains.

Ce sceau, tant par sa forme d'écu arrondi, que par la finesse de sa gravure, est intéressant. Il représente une porte de ville forte avec les remparts où elle est encastree; une tour, accostée à dextre d'un alérion et à senestre d'une croix pattée ou potencée, la surmonte. Cela figure sans doute une porte de Neufchâteau, dont le possesseur de ce sceau était maire. En effet, la légende est la suivante : ✚ s' SIMO..VVED. MAOR.DOU.NUEFCH ✚ C'est le sceau de Simonin dit Truvedeniers, maire de la commune de Neufchâteau, ainsi qu'il appert de la charte au bas de laquelle il est appendu.

Par cet acte, daté du 17 octobre 1298, Aubert, prieur de Neufchâteau et Simonin dit Truvedeniers, maire de la commune, attestent que pardevant deux jurés de la commune — Colin dit Baucelin et Richard, fils de Warenoit le petit — Hussenet et Poinsothe, enfants de feu Collenot Garbillon, ont donné quittance au duc Ferry de tout ce qu'ils pouvaient lui réclamer. Cette pièce datée de *mil dous cenx quatre vins dix et huit, le vanredi davant feste Saint Luc l'évangéliste*, est tirée de la Bibliothèque nationale, Collection de Lorraine, 2, n° 49 (1).

EDMOND DES ROBERT.

(1) Il convient peut-être d'ajouter que le texte de la charte dont il s'agit a été publié par N. de Wailly, *Notice sur les actes en langue vulgaire du XIII^e siècle contenus dans la Collection de Lorraine*, p. 272 n° 369.

La famille Trouvedeniers paraît avoir duré jusqu'au commencement du xv^e siècle. Comme la noblesse messine, elle semble s'être occupée d'opérations financières, auxquelles elle a dû sans doute son surnom. Henri de Joinville, comte de Vaudémont, lui emprunta plus d'une fois de l'argent.

A l'année 1284, on trouve, dans le Cartulaire de Chaumouzey, mention de « la maison Treuve Denier, près de la porte St. Christonule (*sic*, sans doute *Christophle*) ». — (V. *Documents de l'histoire des Vosges*, t. X, p. 278.)

Le même Cartulaire renferme un acte de l'année 1331 où figure : « Symons Treuvechien de Nuefchastel, chevalier ». — (*Ibid.*, t. XI, p. 362; les éditeurs ont mis à tort une virgule après *Symons*, ce qui paraît en faire un personnage différent de Treuvedenier.)

Le 30 mai 1347, Henri de Joinville, seigneur de Risnel, sénéchal de

INSCRIPTIONS FUNÉRAIRES DE L'ÉGLISE D'INOR (1)

Construite en 1719, l'église d'Inor, comme l'atteste son acte de bénédiction, « fut consacrée l'an de grâce 1722, qui est celui du sacre et couronnement de Louis XV, roy de France, le 9 septembre, par M. le suffragant de Trèves ». Cette église renferme plusieurs sépultures de la famille de Vassin hac, qui, avant la Révolution, possédait la seigneurie d'Inor.

Le pavé coutumier, en losanges de marbre, a pris la place des anciennes dalles tumulaires dont était formé en

Champagne, passe une obligation de 36 écus d'or au profit de Robert Trouvedenier, pour prix d'un harnois qu'il lui avait fait venir de Lombardie. (V. mon travail *Ancel, sire de Joinville*, 1884, p. 9.)

Ce Robert Trouvedeniers paraît être mort avant 1375 et avoir eu pour fils, ou pour gendre, un certain Simonin Robert, ensuite dit Trouvedeniers, qui, lui-même, mourut avant 1414, laissant une fille, Ydette, mariée à Nicolas Regnault.

Dans l'accord passé, le 28 septembre 1375, entre Pierre de Genève, comte de Vaudémont, et Thiébaut de Neufchâtel, pour le règlement des dettes du précédent comte de Vaudémont, sont mentionnés :

Les hoirs de *Robert Trove-deniers* pour 400 florins, dont la moitié déjà acquittée.

Puis *Symonin Robert du Nefchastel*, pour arrérage de terre montant à 80 livres.

(V. mon travail, *Jean de Bourgogne et Pierre de Genève, comtes de Vaudémont*, 1879, p. 63, 137 et 138.)

Un acte du 13 avril 1399 (avant Pâques) mentionne Jean Chastelain, bourgeois de Neufchâteau, et Catherine de Serrières, (*damoiselle Katherine de Seryeres*) sa femme, veuve de Simonin Trouve-Deniers ; il s'agit d'une rente sur la halle de Vézelize, donnée en douaire à Catherine par son premier mari, rente qui avait été assignée à celui-ci par le comte de Vaudémont Henri de Joinville. (V. mon travail *Ferry de Lorraine, comte de Vaudémont*, 1881, p. 46).

C'est sans doute de la même rente passée à la descendance, qu'il s'agit dans l'acte suivant : Le 10 septembre 1414, Ferry I^{er} de Lorraine et Marguerite de Joinville, sa femme, comte et comtesse de Vaudémont, achètent de Nicolas Regnault, licencié ès lois, et d'Ydette, sa femme, fille de feu *Simonin Robert*, dit Trouvedeniers, 52 florins et demi de rente sur les halles de Vézelize. (V. même travail, p. 75.)

Ces notes, je l'espère, pourront aider à dresser la généalogie de la famille Trouvedeniers.

(Note de M. L. Germain.)

(1) Arr. de Montmédy, canton de Stenay.

partie le sol du chœur. Néanmoins il faut être reconnaissant aux auteurs de cette transformation, de ce qu'ils ont pris soin de conserver le souvenir des anciennes sépultures en gravant, sur la dalle de marbre, une inscription qui les rappelle (1).

C'est ainsi que nous lisons du côté de l'évangile, en capitales romaines :



CIT GIT

JEAN DE VASSINHAC

MARQUIS D'IMECOURT

LIEUTENANT GÉNÉRAL DES ARMÉES DU ROI

GOVERNEUR DE MONTMÉDY

DÉCÉDÉ LE 1^{er} AVRIL 1745

AGÉ DE 90 ANS

P.D.P.L.

Le *Manuel de la Meuse* de M. Jeantin (p. 876 et suivantes) nous donne d'abondants détails sur ce personnage. Nous ne les croyons pas erronés pour cette fois.

Jean de Vassinhac fut l'un des dix enfants de Gédéon, seigneur d'Imécourt, des Hautes et Basses-Loges, de Sivry-les-Busancy, etc., gouverneur de Montmédy, et de Claude de Pouilly, dame d'Inor, de Soiry, de Martincourt et d'Amblimont en partie.

L'un de ses frères, Louis-François, fut chanoine de Reims, abbé de Lachalade en 1692; Grand-Prévôt de Montfaucon en 1700; mort avant 1717.

Quant à Jean de Vassinhac, il devait fournir une longue et glorieuse carrière militaire. Déjà en 1673, âgé seulement de 48 ans, il fit plusieurs campagnes sous Turenne; sous

(1) Dans les dépendances du château d'Inor, on voit trois dalles tumulaires en pierre dure, dont les inscriptions ont été effacées par le ciseau révolutionnaire. Ce sont sans doute celles qui existaient autrefois dans le chœur de l'église.

le Maréchal de Luxembourg en 1676 ; sous le Maréchal de Créquy de 1678 à 1684. Reçu chevalier de l'Ordre du Mont-Carmel et de Saint-Lazare de Jérusalem, en 1687, Jean de Vassin hac devint l'année suivante lieutenant-colonel au régiment d'Imécourt que commandait son père. Il se trouva au siège de Mons en 1691, à la prise de Namur en 1692, fit partie de l'armée de Flandre et du Hainaut en 1694. Il fut enfin pourvu du gouvernement de Montmédy, après la mort de son père, le 1^{er} avril 1698 ; ce qui ne l'empêcha point de prendre part à tous les faits d'armes de cette brillante époque.

En 1719, Jean de Vassin hac se retira dans son gouvernement de Montmédy.

Nous le voyons en 1727, le 20 janvier, recevoir solennellement, dans l'église d'Inor, les vœux et profession de Messire Charles-Chrétien de la Cassaigne, seigneur de Saint-Laurent, capitaine au régiment de Bretagne, en qualité de chevalier de l'Ordre de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare de Jérusalem, en présence de Charles-François de Maillard, seigneur de Landreville et de Launay, capitaine de cavalerie au régiment de Lénoncourt ; de Jeau-Baptiste Galapin, seigneur de la Mazelle, cheveau-léger de la garde du roi. La messe avait été préalablement célébrée par Messire Didier Lambinet, vicaire d'Inor, qui fit ensuite « les bénédictions accoutumées et prescrites par le cérémonial dudit Ordre ».

Le gouverneur de Montmédy mourut à Inor, le 1^{er} avril 1745 « vers les 6 heures du soir, après avoir reçu avec piété les Sacrements de notre Mère la sainte Eglise, et donné des marques de vray chrétien ».

Il fut inhumé le lendemain par Maître Bernard Charlier, curé d'Olizy, chef-lieu paroissial d'Inor.

Jean de Vassin hac-Imécourt n'avait point été marié.

Au milieu du chœur, en face de l'autel, on lit cette inscription :



CI GIT

MARIE HENRIETTE
DE VASSINHAC-IMECOURT
BARONNE DE POUILLY
DÉCÉDÉE LE 26 DÉCEMBRE 1768
AGÉE DE 25 ANS
P. D. P. E.

Marie Henriette était fille d'Innocent-Marie de Vassinhac, neveu du précité, marquis d'Imécourt, seigneur d'Inor, de Lusy, etc., et de Marie-Thérèse de Custine. Elle avait épousé le 2 décembre 1762, au château de Louppy, Albert-Louis de Pouilly, baron du Chaufour, chevalier, seigneur de Quincy, Vilosnes, etc., capitaine de cavalerie au Régiment royal, ensuite colonel du 3^e régiment de cheveau-légers. Cette dame mourut sans postérité.

Enfin, du côté de l'épître, toujours sur la même ligne, on lit ce qui suit :



CI GIT

MARIE-CHARLES-FERDINAND
DE VASSINHAC
COMTE D'IMÉCOURT
COLONEL AU 3^e RÉGIMENT DE CAVALERIE
DÉCÉDÉ LE 21 JANVIER 1780
AGÉ DE 34 ANS
P. D. P. L.

Ce personnage était le frère de Marie-Henriette dont nous venons de parler. Il naquit le 13 décembre 1746. A l'exemple de ses devanciers, il embrassa la profession des armes. D'abord mousquetaire de la garde du roi, en 1761, il devint capitaine au régiment de royal cavalerie le 1^{er} mars 1763; aide-major le 25 août 1767; chevalier de Saint-

Louis le 1^{er} février 1779 Il était colonel en second à l'époque de sa mort.

On remarque, s'ouvrant dans le sanctuaire, côté de l'épître, une petite chapelle qui renferme un monument unèbre.

C'est une sorte de baldaquin formé de quatre colonnes de pierre reposant sur un soubassement quadrangulaire, haut de 1^m50 et supportant un ciel dont les quatre côtés sont ornés de frontons triangulaires assez abaissés. Au centre domine une croix. Ce ciel abrite une urne de marbre gris, posée sur un soubassement et contenant le cœur de deux membres de la famille d'Imécourt.

La face antérieure du soubassement présente cette inscription en lettres capitales :

A LA MÉMOIRE
DE FERDINAND D'IMÉCOURT
PAR SON FRÈRE
BLESSE MORTELLEMENT DANS UNE SORTIE AU SIÈGE DE
DANTZICK A 9 H. DU SOIR, IL EXPIRA LE 7 AVRIL 1807
A L'ÂGE DE 21 ANS DANS UN BIVOUAC A 6 H. DU MATIN
REGRETTÉ DE SES CHIEFS ET DE SES AMIS
SES QUALITÉS ATTACHANTES ET DISTINGUÉES LUI
PRÉSAGEAIENT UNE HEUREUSE CARRIÈRE, RÉSIGNED
IL FIT A DIEU LE SACRIFICE DE SA VIE ET SES
DERNIÈRES PAROLES FURENT POUR LA CONSOLATION
DE SA FAMILLE DÉSOLÉE
SON CŒUR QUI REPOSE ICI A ÉTÉ REMIS A SON
FRÈRE PAR LE MARÉCHAL LEFEBVRE DONT IL ÉTAIT
OFFICIER D'ORDONNANCE ET SON CORPS A ÉTÉ INHUMÉ
DANS L'ÉGLISE DE L'ABBAYE D'OLIVA PAR LES SOINS
D'ALFRED DE NOAILLES SON AMI.
PRIEZ DIEU POUR LE REPOS DE SON ÂME

Ce jeune soldat, dont l'avenir fut si tristement brisé

était le second fils de Marie-Charles-Louis, comte d'Imécourt, gentilhomme d'honneur du comte d'Artois, chevalier de Saint-Louis, et de Charlotte Ferdinande de Chauvelin. Celui-ci était mort à Paris le 3 mars 1786, à l'âge de 39 ans. Ferdinand d'Imécourt s'était engagé comme volontaire à la campagne de Hollande sous le roi Louis en 1805. Il passa ensuite, toujours comme volontaire, au quartier général de Napoléon et fut attaché à l'état-major du maréchal Lefèvre.

On lit enfin sur la face opposée cette dernière inscription :

PRÈS DU CŒUR DE FERDINAND D'IMÉCOURT REPOSE
CELUI DE SA GRAND MÈRE AGNÈS-THÉRÈSE DE MAZADE VEUVE
DE CLAUDE-FRANÇOIS, MARQUIS DE CHAUVELIN, LIEUTENANT
GÉNÉRAL DES ARMÉES DU ROI, SON AMBASSADEUR A TURIN
MAITRE DE LA GARDE ROBE DU ROI LOUIS XV
ELLE FUT HEUREUSE FILLE, HEUREUSE FEMME, HEUREUSE
MÈRE, MAIS LA PERTE SUCCESSIVE DES LIENS QUI FAISAIENT
SON BONHEUR, REMPLIT D'AMERTUME LE RESTE DE SA VIE
DEVENUE LE SEUL APPUI DES ENFANTS DE SES FILLES, LA
VICOMTESSE D'IMÉCOURT ET LA MARQUISE DE LABOURDONNAYE,
ELLE SURMONTA SA DOULEUR ET LEUR SERVIT DE MÈRE
ELLE RENDIT SON ÂME A DIEU LE 20 NOVEMBRE 1820
DANS LES SENTIMENTS DE PIÉTÉ ET DE SOUMISSION QUI AVAIENT
ÉTÉ LE SOUTIEN ET LA CONSOLATION DE SA VIE
ÉTANT AGÉE DE 80 ANS
PRIEZ POUR ELLE

J. NICOLAS.

NOTES HISTORIQUES SUR LES PROSES, LES HYMNES ET LES
RÉCITATIFS DU SUPPLÉMENT TULLO-NANCÉIEN DE 1887 AU
GRADUEL ET A L'ANTIPHONAIRE.

Au milieu du xix^e siècle, s'opéra en France un grand travail liturgique, dit de restauration : les diocèses rivalisèrent de zèle et d'efforts dans le but de rétablir l'unité, conformément aux coutumes romaines, unité si fortement ébranlée à l'époque qui suivit le Jansénisme. Malheureusement, comme il arrive souvent en telle occurrence, ces louables tentatives dépassèrent le but : des cérémonies toutes particulières, antique héritage des siècles de foi, des rites respectables, traditionnels, d'anciennes et artistiques mélodies grégoriennes disparurent sans retour.

C'est ce qui arriva en partie pour la jeune Eglise de Nancy, riche des remarquables trésors laissés par sa mère de Toul, l'Eglise « sainte ».

Les « anciens » ne se mirent pas au chant romain, regrettèrent les vieilles mélodies toulouses, et l'on chanta peu ou plutôt l'on ne chanta plus aux offices paroissiaux.

Non pas que tout fût remarquable dans cette liturgie diocésaine, et même bon nombre de pièces appartenaient au genre bâtard et décadent qui suivit les grandes époques du moyen-âge : néanmoins, on trouvait que cela était « chantant », et il aurait fallu alors conserver un choix de morceaux des différentes époques, malgré, encore une fois, certaines déféctuosités.

Aussi, en 1887, lorsque Mgr Turinaz, approuvé par Rome, décida le rétablissement d'hymnes, de proses et autres particularités, la nouvelle reçut le meilleur accueil et les vieillards furent heureux, aux grands jours, de reprendre quelques-unes de ces mélodies traditionnelles qui jadis avaient charmé leurs jeunes oreilles.

La popularité de ces chants m'engage à consigner ici,

en les rassemblant, quelques notes éparses : elles seront de nature à aider dans leurs recherches quelques musicologues lorrains. Ces notes je les tiens en majeure partie du regretté chanoine Thiriet, mon ancien maître du Grand-Séminaire de Nancy, connu dans le monde musical sous le pseudonyme de *Thuber*, très érudit sur l'histoire locale, et qui travailla au *Supplément* donné en 1887, au *graduel* et à l'*antiphonaire*.

I. — Proses et Hymnes.

Pour la fête de saint NICOLAS. Prose : « *Orantes hac sacra die* » : ni de Paris, ni de Toul ; elle ne se trouve pas encore au Nancéen de 1781, ni même à celui de 1783. Origine nancéienne, très probablement ; les paroles sont peut-être de M. Michel.

Hymne unique : « *Tanta quæ virtus* ». Paroles à peu près textuelles de Santeuil, p. 84.

Chant de Paris pour les II^{es} Vêpres de saint Vincent de Paul, d'après son office de 1741.

IMMACULÉE CONCEPTION. Pr. : « *Virgo tota speciosa* ». Paroles et chant de Toul, presque rythmé.

NOEL. Pr. : « *Votis pater annuit* ». Paroles de Paris (1738). Indication implicite dans le Paroissien noté en musique par Kœnig (Paris, 1834).

Chant de Toul (1752) (1). Celui-ci, cependant, n'est pas rythmé, et offre quelques légères variantes.

Saint ÉTIENNE. Pr. : « *Laudate Stephanum* ». Chant usité à Metz et à Verdun.

Les paroles sont usitées à Paris, avec un chant différent, mais le graduel in-12 de Paris (1846) donne cette prose au nombre de ses additions : il semble douteux que les paroles soient de Paris même.

(1) Le Grand-Chantre de la Cathédrale était alors M. de Clévy (1733-1765).

Saint JEAN L'ÉVANGÉLISTE. Pr. : « *In te quot dotes mi-cant* ».

Chant de la prose de saint Nicolas, avec la modification, par *Thuber*, du mot *præsidio* pour rendre ce chant absolument semblable à celui de saint Nicolas (au lieu de *ré, ré, ut, sib, la*).

ÉPIPHANIE. Pr. : « *Ad Jesum accurrite* ». Paroles de Paris, chant de Toul, presque rythmé.

Saint SIGISBERT. Pr. : « *Austrasiæ quis nascitur* ». Paraît pour la première fois au Nancéien de 1781. Les paroles peuvent être de l'abbé Maigret, mais ne sont point inscrites dans ses œuvres.

Quant au chant, on peut l'attribuer à Jos. Lorenziti, italien, maître de chapelle de la Cathédrale de Nancy, sous les premiers évêques : quelques difficultés musicales qui sentent la recherche dans la mélodie primitive, v. g. : *seconde augmentée*, pourraient faire pencher vers cette dernière hypothèse.

Deux hymnes : les paroles en sont-elles de l'abbé Maigret ? Tout cela n'est pas inscrit dans les œuvres imprimées de Maigret vers 1780. En tous cas, elles parurent pour la première fois en 1781, dans le nouvel office commandé par Mgr de la Tour du Pin, en l'honneur du saint roi, patron de Nancy.

Hymne des I^{es} Vêpres : « *Mendax succssat* ». On a adapté, sauf la première note, le chant célèbre primitivement composé par Le Bègue pour l'hymne remarquable de Santeuil à la Purification « *Stupete gentes* (1) ».

(1) Voir *Hymni Santolii*, in-12, 1698, à la fin, feuilles de chant, p. 4. — Dom Guéranger, dans ses *Institutions liturgiques*, II, p. 127, considère ce chant comme le plus beau, et même le seul beau qu'on ait composé sur les hymnes d'un mètre inconnu à l'antiquité liturgique. Il est inspiré d'un *Salve Regina* de même mode (noté au supplément de Nancy) et qui se chante depuis plusieurs siècles en France et en Italie.

Hymne aux II^{es} Vêpres : « *Terra quid fletu* ». Chant de Paris pour les I^{es} Vêpres de la Circoncision et pour celles de l'Immaculée-Conception, seulement, le Parisien est rythmé, et a la dernière phrase moins musicale que la nôtre.

PURIFICATION. Pr. : « *Tellus et sidera* ». Paroles de Toul, chant de Nancy.

ANNONCIATION. Pr. : « *Humani generis* ». Paroles et chant de Paris : voir le missel de Harlay (1684).

Saint Gérard. Deux hymnes, paroles de Toul (1750).

Chant, I^{es} Vêpres : « *Cum vacat Tulli* », plusieurs fois employé à Toul, et tout d'abord pour l'Épiphanie. Ce chant, du reste, n'est qu'un ton romain de l'*Iste confessor*, corruption lui-même du ton primitif de l'*Ut queant laxis* de la fête de saint Jean-Baptiste, qu'a utilisé Guy d'Arezzo pour la gamme, jusqu'à la note *si*.

Aux II^{es} Vêpres : « *Sat datum terris* », même chant.

ASCENSION. Pr. : « *Solemnis hæc festivitas* ». Paroles et chant de Paris (1684) : le chant de Toul sur les mêmes paroles, est différent.

Saint JEAN-BAPTISTE. Pr. : « *Quis olim hic erit* ». Paroles cet chant de Toul ; seulement, il n'y a pas dans le Toulinois le *sib*, qui, dans la première strophe de l'édition de Nancy (1823) et dans le supplément actuel, fait un si piteux effet (1).

Saint PIERRE et saint PAUL. Pr. : « *Te laudamus, o Regnator* ». Paroles de Paris (2). Chant de Toul.

SACRÉ-CŒUR. Pr. : « *Venite gentes, currite* ». Paroles et chant de Toul. Fête établie par Mgr Drouas en 1773 sur

(1) « Monsieur X... (collaborateur de M. Thiriet) n'a pas accédé à cette observation que je lui ait faite en temps convenable, lors de la correction des épreuves : je crois qu'il a eu grand tort ». (Réflexion de M. Thiriet).

(2) Cf. Dom Guéranger, *Inst. liturg.*, II, p. 679. — Les *tablettes du clergé*, juin 1822.

les instances de Stanislas, duc de Lorraine. Office imprimé à part en cette même année.

Saint *Pierre Fourier*. Deux hymnes : I^{es} Vêpres. « *Nobis o fratres* » ; II^{es} Vêpres. « *Jam triumphales* ». Les paroles des premières vêpres se trouvent au Supplément actuel de Saint-Dié. Ce supplément n'a pas de secondes vêpres pour S. Pierre Fourier, parce qu'il célèbre saint Dié le 8 juillet. Un ou deux mots du Supplément de Saint-Dié sont néanmoins nécessairement modifiés par Nancy, v. g. : *Nobis Vosagi* (I^{es}) remplacés par *Nobis, o fratres*. De même, au dernier vers de la strophe *Præsidio cinerum tuetur*, par *Præsidio patrio tuetur*.

Chant, I^{es} Vêpres, à Saint-Dié et à Nancy, du *Stupetegentes* de Santeuil (1). Aux II^{es} Vêpres, à Nancy seulement, chant spécial d'origine inconnue (2).

Saints *Évêques de Toul*. Fête instituée par le Chapitre cathédral de Toul, en 1667 (3). Deux hymnes : « *Vos o pontifices* », « *O qui pro gregibus* ». Les paroles sont inspirées par Santeuil, mais ne se trouvent point ailleurs qu'à Toul. La 1^{re} strophe : *Vos o pontifices*, est cependant citée par Poisson (p. 307) (4), quoique sur un autre ton, comme exemple de vers phérécraques. La strophe : *O qui pro gregibus*, est louée par Lebœuf (5), bien qu'encore sur un air différent (p. 253).

Saint *Vincent de Paul*. Pr. : « *Virum misericordiæ* ». Paroles de Paris. Chant adopté par Thuber, pour le Livre de Pont-à-Mousson, en 1879. Il était employé par les Prémontrés (livres liturgiques vers 1780), pour la prose de saint

(1) Voyez plus haut : saint Sigisbert.

(2) Peut-être trouverait-on quelques renseignements chez les Chanoines réguliers de Benotte-Vaux.

(3) Royer, chantre et archidiaque, mort en 1666, fut remplacé par Jean Mader, mort le 6 mai 1667.

(4) Curé de Marsangis (milieu du xviii^e siècle).

(5) Chanoine et sous-chantre d'Auxerre, composa une multitude de pièces du Parisien, remplies de défauts et de périélèses.

Norbert, et il l'est par la liturgie de Paris pour la prose de saint Jean l'Évangéliste. Cette prose, toutefois, est donnée au nombre des additions parues au graduel de 1846, sur le ton de la séquence *Solemnis hæc festivitas* de l'Ascension. Dès lors, l'air primitif de cette prose de saint Jean vient peut-être des Prémontrés (1).

Deux hymnes. Paroles de l'office revu, corrigé et approuvé par Benoît XIV (1741), et par la S. Congrégation des Rites, pour les Lazaristes.

Chant : I^{res} Vêpres « *O qui supernæ* », est encore du *Stupete gentes* de Santeuil (2).

II^{es} Vêpres « *Quis novus cælis* », le même que celui des II^{es} Vêpres de saint Sigisbert : le ton des Lazaristes est notre air actuel de saint Nicolas (3).

ASSOMPTION. Pr. : « *Plaudamus cum superis* ». Paroles

(1) Grâce à l'obligeance de M. l'abbé A. Vagner, professeur à l'Ecole Saint-Sigisbert, et qui a mis complaisamment à ma disposition un intéressant manuscrit qu'il possède, j'ai pu trouver, sur l'office de saint Vincent de Paul et sur les récitatifs diocésains, différents renseignements.

Le manuscrit, remarquablement écrit et noté (in-12 de 332 pages), a pour titre : « *Messes solennelles, antiennes, répons, vêpres et complies, cantiques et motets, et diverscs intonations*, le tout recueilli avec soin, par Claude FACHOT, clerc tonsuré, étudiant en théologie et séminariste du diocèse de Nancy, y exerçant les fonctions de maître de chant. — A Nancy, au Séminaire du diocèse susdit, 1781. »

Dans une préface intéressante et assez longue, l'auteur nous apprend que, manquant de vocation ecclésiastique, il sortit du Séminaire et se fit avocat (1783). Le 17 mai de 1791, les Administrateurs du District le nommèrent Commissaire Bibliographe, pour rassembler les bibliothèques des maisons religieuses, des émigrés, des déportés et des condamnés, et en former la nouvelle Bibliothèque centrale de la Meurthe (Université).

Le livre de chant qui nous occupe donne précisément la prose de saint Vincent de Paul, et l'hymne « *Quis novus* » (p. 133-139) : il faut se souvenir qu'à cette époque, les prêtres de la Congrégation de saint Vincent de Paul dirigeaient le Séminaire. La prose est bien « *Virum misericordiæ* », mais sur un autre chant, qui rappelle les séquences du Sacré-Cœur et de saint Nicolas.

(2) Voir ci-dessus pour saint Sigisbert et saint Pierre Fourier.

(3) Le manuscrit Fachot donne effectivement ce ton.

de Poitiers, (indication des Prémontrés). Chant de Paris avec quelques légères variantes.

Saint Louis. Une hymne aux II^{es} Vêpres : « *Rex summe regum* ». Paroles de Paris (1736). Chant imité de celui de saint Vincent de Paul aux I^{res} Vêpres (voir ci-dessus) dans le Parisien de 1681.

Saint MANSUY. Pr. : « *Sacro fonte* ». Paroles et chant de Toul.

Deux hymnes, « *Nostræ concinimus* » et « *Per quem vera sibi* », sur le même air. Paroles de Toul. Chant adopté par Toul, en particulier pour la fête de saint Joseph, mais en réalité celui du Romain rémo-cambrésien pour plusieurs fêtes, avec de légères additions. Poisson (p. 223, 224) le cite sous le titre : « Ancien chant de vers asclépiades, retouché à Sens par Jean Cousin en 1552 ».

NATIVITÉ DE LA SAINTE-VIERGE. Pr. : « *Felix dies* ». Paroles de Toul. Chant de Nancy.

Saintes Reliques. Deux hymnes : « *O vos unanimes* », « *Adeste sancti* ». Paroles de Santeuil (p. 177).

Chant : I^{es} Vêpres ; le même que pour saint Mansuy. II^{es} Vêpres : du Rémo-Cambrésien au commun d'un martyr, d'une vierge, d'une sainte femme.

TOUSSAINT. Pr. : « *Sponsa Christi* ». Paroles de J.-B. de Contes, doyen de Paris (missel de Harlay, 1684), d'après l'indication des Prémontrés.

Chant de Toul.

Tous les Saints de Toul. Une hymne : « *Cælo quos eadem* ». Paroles de Santeuil (p. 161) pour la Toussaint.

Chant adapté d'une façon maladroite en 1887 par M. Thiriet et M. X..., sur le désir du second. Antérieurement appliqué à la fameuse hymne de Santeuil pour l'Assomption : « *O vos ætheri* », et tiré, selon Poisson (p. 219), de l'ancien antiphonier de Sens (1).

(1) « C'est à tort que certaines personnes voudraient faire honneur aux XVII^e et XVIII^e siècles de la composition du chant admirable sur

DÉDICACE. Pr. : « *Ergone cœlestium* ». Paroles et chant de Toul (1750).

Saint *Martin*. Pr. : « *Cantibus lætitiæ* ». Paroles et chant dans (ou de ?) l'édition de Nancy de 1823.

II. — Récitatifs.

Dans le Supplément de 1887, enfin, se trouve noté le ton festival et le ton ferial des Epîtres et des Evangiles, d'après la tradition diocésaine. Ce chant nous vient de Toul, puisqu'il se trouve noté dans les livres liturgiques de Mgr Bégon : il n'y a de difficulté que par rapport au chant festival de l'Epître. En résumé, voyons ce que l'on peut affirmer.

1^o EPITRE. — *Ton festival*. Ce chant ne se trouve pas dans le missel toullois de 1750, mais il est certain qu'il fut le seul adopté dès la restauration du culte en 1802, et que c'était là une réapparition (1). Le manuscrit Fachot, cité précédemment, d'accord avec le missel de Mgr Bégon, donne comme « ton des Epîtres selon l'usage du diocèse de Nanci », le chant actuel des Epîtres aux fêtes et aux messes des morts, sans aucune variante. De plus, à la suite, on y trouve le « ton des Epîtres selon l'usage romain », avec la note suivante : « dans plusieurs églises du diocèse de Nancy, et notamment à la Cathédrale, on chante les Epîtres sur le ton romain ». Ce dernier ton est notre chant festival actuel, avec quelques légères différences.

Intonation : fa, fa, ré, fa, mi, ré, mi, fa — fa, sol, mi, ré, mi (*beati Pauli Apostoli — ad Galatas*).

lequel on a mis l'hymne *O vos ætherei*. L'ordre de Clteaux était en possession de ce chant plusieurs siècles avant la naissance de Santeuil. Il fut composé au moyen-âge pour la belle hymne de saint Pierre Damien : *O quam glorifica luce coruscas* ». Cf. Dom Guéranger, *op. cit.*, II, p. 127.

(1) Cf. Thiriét, *Antiennes et mélodies sacrées* à l'usage du Séminaire de Nancy, p. 1.

Interrogation : fa, fa, fa, fa, fa, ré — mi, mi, ré, mi, fa
(*si Deus pro nobis — quis contra nos ?*).

Finale : fa, fa, fa, fa, mi, mi, mi, fa, fa — mi, mi, mi,
mi, fa (*opera enim illorum — sequuntur illos*).

— *Ton férial et des morts* : c'est l'ancien chant toulois pour l'Épître festive et l'Évangile aux messes des morts.

2^o ÉVANGILE. — *Ton festival* : d'origine toulaise Fachot le donne sous la rubrique : « ton des Évangiles selon l'usage du diocèse de Nancy ». On y trouve comme aujourd'hui même titre, même interrogation, le point, les deux points, les mots hébreux et indéclinables. Il ne s'y rencontre de variante qu'à la finale : fa, fa, fa, fa — fa, fa, ré, do, ré, fa, mi, mi, mi, fa, fa (*Verbum Dei — et custodiunt illud*).

— *Ton férial et des morts*. Il vient aussi de Toul, et le manuscrit cité l'intitule : « Ton des Évangiles pour les morts, selon l'usage du diocèse de Nancy ». C'est le même ton que le nôtre, sauf encore pour la finale, identique à la festive précédente (1).

L'Église de Toul et à sa suite l'Église de Nancy possédaient quelques particularités (2) pour le chant des *prophéties*, et une mélodie propre, sans les lettres hébraïques, pour les *Lamentations* à l'office des Ténèbres : le supplément de 1887 n'a pas jugé à propos de les consigner.

L'ABBÉ G. CLANCHÉ.

(1) Fachot indique en plus un « ton des Évangiles selon l'usage de Rome », sans dire si on le chantait à Nancy : il n'est pas usité dans nos régions, ni à Metz, qui possède une mélodie spéciale.

(2) Indiquées également dans le manuscrit de 1781.

METZ EN LORRAINE

« Metz en Lorraine », tel est le titre d'une communication faite par M. Ferdinand des Robert au Congrès de géographie qui s'est tenu l'an dernier à Nancy ; elle a été insérée dans les comptes rendus de ce Congrès, publiés récemment (1). L'auteur proteste contre cette expression qui, dit-il « fut très répandue en France au XVIII^e siècle », mais n'aurait guère existé antérieurement. Il rappelle que depuis la dislocation de l'empire carolingien, Metz n'a jamais été soumis aux ducs de Lorraine, qui tentèrent plusieurs fois de s'emparer de cette ville ; il évoque la mémoire du boulanger messin Harel, s'écriant en 1473 : *Sus aux Lorrains!* (vraiment, c'eût été difficile de désigner plus clairement les soldats du duc), et il fait même souvenir que, depuis quelque trente ans seulement, « la haine n'existe plus entre Metz et Nancy ».

Ce mot *haine* me paraît, je l'avoue, présenté d'une manière absolue un peu exagérée. Qu'un tel sentiment ait germé dans l'âme de certains Messins, c'est ce que je ne voudrais point nier ; mais il ne faut pas généraliser, et je ne crois pas que la réciprocité ait existé. Ce n'est nullement par esprit de haine et désir de destruction, que les ducs et leurs sujets tentèrent plusieurs fois de prendre Metz ; ils avaient en vue d'annexer cette ville au duché, précisément à cause de l'estime qu'ils avaient pour sa grandeur et sa richesse. S'ils eussent réussi, il est probable que la capitale du duché aurait été transférée à Metz, qui se fût peut être bien trouvé de ce changement et de cette union à un Etat devenu plus vaste, plus solide et plus assuré d'une longue prospérité.

Quoi qu'il en soit, cette inimitié assurément n'existe plus ;

(1) *Congrès national de Sociétés françaises de géographie. XXII^e session. — Nancy, 1-5 août 1901. — Comptes rendus. — Voir p. 270-272.*

mais elle a laissé, à quelques anciens habitants de Metz, des préjugés peu bienveillants à l'égard de Nancy, et il semblerait presque que, dans cet article, M. des Robert, venu de Metz après l'annexion à l'Allemagne, n'ait pu se dégager entièrement de ces arrière-pensées.

Il est exact que les trois villes épiscopales de Metz, Toul et Verdun n'aient pas été soumises aux ducs de Lorraine; cependant elles n'en faisaient pas moins partie de cette contrée. Il y avait, en effet, une contrée de Lorraine, comme il y a une contrée d'Alsace, une de Champagne, une de Bourgogne, de Provence, de Normandie, de Bretagne, etc. Leur étendue correspondait généralement à une ou plusieurs circonscriptions ecclésiastiques, formées elles-mêmes sur les circonscriptions romaines, qui avaient assez bien respecté les circonscriptions gauloises. Ainsi ces contrées avaient leurs raisons d'être, historiques, ecclésiastiques, souvent ethnographiques, et c'est pourquoi elles se sont toujours conservées dans les traditions populaires et les habitudes du langage, malgré les incessants changements d'étendue des Etats politiques qui en prirent les noms.

La contrée de Lorraine se composait essentiellement des trois *civitates* ou des trois diocèses de Metz, de Toul et de Verdun; ces villes étaient donc situées *en Lorraine*, bien qu'elles n'aient pas relevé des ducs bénéficiaires de Lorraine et n'aient jamais été englobées dans les Etats héréditaires des ducs issus de Gérard d'Alsace. Nier ce fait, reviendrait à dire que Rome est situé en Italie depuis seulement le mois d'août 1870.

M. des Robert ajoute : « Dans les nombreux manuscrits qui se trouvent à la Bibliothèque de Metz, le nom de Lorrains, depuis plusieurs siècles, n'est jamais donné aux Messins, non plus que dans les chroniques messines, telles que celles de Philippe de Vigneulles et de Jehan Aubrion (1). »

(1) Le texte porte *du Brion*; c'est évidemment une faute d'impression.

Cela ne prouve rien : il était nécessaire alors de distinguer les gens de Metz de ceux des pays appartenant aux ducs. L'auteur, ce me semble, ne fait pas suffisamment la part d'expressions dont on se sert parce qu'elles sont utiles et commodes, encore que peu exactes. Ainsi, il signale une « erreur constante commise par beaucoup de Français, de vrais Lorrains, des Nancéiens qui, lors d'un projet d'excursion à Metz, disent qu'ils vont se rendre en Lorraine ». Evidemment, je n'approuve pas cette expression ; mais elle est explicable. Le mot *Lorraine* n'est plus, en France, une appellation officielle, tandis qu'il l'est en Allemagne ; dans ce sens, « aller en Lorraine » signifie : aller dans la partie lorraine de l'Alsace-Lorraine, autrement dit : dans le Département (*Bezirk*) de la Lorraine.

L'auteur est même mécontent de ce que le gouvernement impérial allemand ait « fait de Metz le chef-lieu du *département de la Lorraine* ». J'admets que l'on aurait pu dire « Département de Metz », comme sous l'Ancien-Régime (1). Mais, du moment que l'on voulait adopter un nom régional, il était difficile de trouver un autre mot que *Lorraine*, car ce département est bien autrement vaste que le *Pays messin*, quelque étendue que l'on donne au sens de cette désignation très vague.

Il y avait, du reste, un motif particulier de dire *Metz en Lorraine* ; c'était l'usage de joindre, à un nom de lieu monosyllabique et paraissant trop court, le nom de la contrée ou de la région dont il faisait partie ; non seulement l'on disait *Aix en Provence*, *Lille en Flandre*, *Troyes en Champagne*, etc., ce qui était nécessaire pour distinguer ces localités d'autres également appelées *Aix*, *l'Isle*, *Troie*, etc. Mais on disait aussi, et on le fait encore parfois : *Bourg en Bresse*, *Tours en Tourraine*, etc.

(1) V. l'ouvrage de Stemer intitulé : *Traité du Département de Metz* ; Metz, 1756, in-4°.

« Metz en Lorraine : cette locution erronée, dit M. des Robert, aurait fait bondir d'indignation nos ancêtres messins... ». J'ai le regret de le dire : il n'en est rien. Sans avoir le temps d'approfondir la question, sans avoir fait aucune recherche sur ce point spécial, je vois cependant que la locution incriminée était, au Moyen-âge, admise par la municipalité messine. Pour le démontrer, je n'ai qu'à ouvrir l'*Essai sur l'industrie et le commerce à Metz, du quatorzième au quinzième siècle*, par Francis de Chanteau (Bourg, 1897) ; j'y vois (p. 150) une lettre des maîtres échevins et Conseil de la ville de Malines, datée 20 décembre 1409, qui débute ainsi :

« A tous ceulx qui ces lettres verront et espéciaulment à honnourables et sages nos très chiers et grans amis les prévost, gouverneurs, juges, eschevins et conseil de la cité de METZ EN LORAINE. »

Or cette lettre est conservée aux Archives municipales de Metz, et l'on ne voit nullement que le Conseil de la cité ait protesté contre la désignation dont il s'agit ; il ne serait sans doute pas bien difficile d'en trouver d'autres exemples ; mais, quant à présent, celui-là me paraît suffisant.

Ce n'est pas sans hésitation que je me suis décidé à m'inscrire contre la thèse de notre estimé confrère M. F. des Robert, qui jouit d'une réputation d'érudit si légitimement acquise ; mais, précisément, c'est parce que son renom d'historien et son origine messine donnaient à l'opinion exprimée une importance très grande, que j'ai cru devoir rétablir la réalité. Les ducs de Lorraine n'ont jamais pu annexer la ville de Metz à leurs Etats héréditaires ; néanmoins, depuis qu'il existe une contrée appelée Lorraine, cette ville en a toujours fait partie.

LÉON GERMAIN.

NOMS RÉVOLUTIONNAIRES DES COMMUNES DE LA MEURTHE

Dans le *Bulletin* de 1901, page 186, nous signalions que Villey Saint-Etienne, dans le canton de Domèvre, était devenu Villey-sur-Moselle pendant la Révolution.

Voici deux autres communes dont nous retrouvons les noms qui ne sont portés, eux aussi, ni dans le *Dictionnaire géographique de la Meurthe* d'Henri Lepage, ni dans l'*Index des noms révolutionnaires*. Une lettre du sous-préfet de Lunéville au préfet de la Meurthe, en date du 2 vendémiaire an XIII (24 septembre 1804), nous apprend en effet ceci :

La commune de Saint-Mard, dans le canton de Bayon, a par délibération de son Conseil municipal, du 12 floréal an II, changé son nom en celui de Libre-Mard, qu'elle a conservé jusqu'au 8 floréal an III, époque où elle reprit le nom de Saint-Mard. Notons en passant que par un changement analogue, Saint-Médard, au canton de Dieuze, s'était appelé Médard-Libre.

La commune de Saint-Firmin, au canton d'Haroué, par délibération du 10 brumaire an II, prit le nom de Firmin-court qu'elle garda jusqu'en floréal an VIII.

E. DUVERNOY.

DONS AU MUSÉE LORRAIN

Par M. Édouard Bour : Deux taques de cheminées aux armes du duc Léopold. — Taque à sujet allégorique : l'Hiver.

Pour la Commission de rédaction : Le Président, L. QUINTARD.

Nancy. — Imprimerie A. Crépin-Leblond, 21, rue Saint-Dizier (passage du Casino).

BULLETIN MENSUEL
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

2^e ANNÉE. — NUMÉRO 7. — JUILLET 1902.

Procès-verbal de la séance du vendredi 13 juin 1902

PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Communications.

M. Bernardin Coureur a envoyé une lettre de remerciements à l'occasion de son admission.

Nécrologie.

Il est donné avis du décès de M. Charles Welche, ancien ministre et ancien maire de Nancy.

Admission.

M. Georges André est admis comme membre titulaire.

Présentations.

Sont présentés en la même qualité : M. Droit, notaire, 26, rue des Carmes, par MM. Léopold Quintard, Déglin et Boursier ; M. Louis de l'Escale, à Montmorency, par MM. Henri Bernard, Léon Germain et Pierre Boyé ;

M. François Parisot, conducteur des ponts et chaussées, à Vézelize, par MM. le comte Jules Beaupré, Georges Goury et Poirot.

Ouvrages offerts à la Société.

Ex-libris aux armes de la famille de saint J.-B. de la Salle, par le baron de Braux ; Mâcon, Protat frères, 1902, in-4° de 6 p., avec fig. (Extrait des *Archives de la Société française des collectionneurs d'ex-libris*.)

Les douze apôtres de Nancy, par Dulcitius (M. E. Badel) ; Nancy, Kreis, 1902, in-8° de 13 p.

Raymond des Godins de Souhesmes, par M. Léon Germain ; in-8° de 7 p. (Ext. des *Annales de l'Est*, avril 1902.)

Stations de la période néolithique et établissements sidérurgiques, par M. Georges Goury ; in-8° de 6 p. (Extrait du *Bulletin mensuel de la Société des sciences de Nancy*.)

Le pèlerinage de Fontaines. — Saint Boniface et saint Clair, martyrs, par l'abbé Lebarque ; Verdun, Laurent, 1902, in-8° de 26 p.

Lectures.

M. Ch. Guyot termine la lecture de la première partie de la *Notice sur Chaligny* de M. Paul Fournier. La Société vote l'impression de ce travail dans ses *Mémoires* et nomme, pour former la Commission de révision, MM. Ch. Guyot, Léon Germain et Lefebvre.

Le Président continue la lecture du travail de dom Didier-Laurent sur *Dom Didier de la Cour et la réforme des Bénédictins de Lorraine*.

MÉMOIRES

INSCRIPTIONS FUNÉRAIRES DE L'ÉGLISE DE PETIT-VERNEUIL (1).

Ancien monument datant de l'époque romane, l'église de Petit-Verneuil a perdu son caractère architectural, par l'injure du temps, et plus encore par la main des hommes. Quelques débris de contreforts, quelques ouvertures géminées, décèlent à peine son antique origine. Cette église contient actuellement deux inscriptions funèbres, dont l'une surtout présente un certain intérêt.

On remarque, fixée dans le mur du chœur, côté de l'Evangile, une dalle de pierre (haut. 1 m., larg. 0 m. 40), sur laquelle on lit ce qui suit :



EPITAPHIUM.

ASPICE FRATER. AVDI BONE SVCCSSOR.
HIC JACEO JACOBVS POGNON POENITENTIARI-
VS ET HVIVS ECCLESIE PASTOR AB A° 1629 VS-
QVE AD ANN̄ 1674 ET DIE 28 Xbris IN QVO OBIIT
VIVE FRATER. LABORAVI PRO TE JVVA ME
ET HAC TRANSEVNDQ DICAS PRO ME
REQVIESCAT IN PACE. AMEN.

Jacques Pognon exerça son long pastorat durant des temps troublés, et fut témoin de graves événements. Le titre de « poenitentiarius » qu'il se donne dans cette épitaphe, paraît indiquer une charge d'aumônier qu'il remplissait près de l'armée française.

L'année 1635 avait inauguré les hostilités entre la France et l'Espagne. La politique française comprenait que sa

(1) Arrond. et cant. de Montmédy (Meuse).

prépondérance sur l'Espagne, l'Autriche et les Pays-Bas était attachée à la possession de Montmédy. Il fallait s'emparer de cette place à tout prix. Gaspard de Coligny, connu sous le nom de maréchal de Châtillon, le tenta vainement en 1637 et 1639. D'autre part, la garnison espagnole de la ville se vengeait sur les populations environnantes, les pillant et rançonnant à merci. Petit-Verneuil souffrit particulièrement de ce dangereux voisinage : le pillage et l'incendie en chassèrent les habitants ; la maison de cure fut détruite en 1637.

Cet état de choses dura jusqu'en 1648, où une paix générale fut signée entre les princes chrétiens dans la ville de Munster.

Le curé de Petit-Verneuil revint alors, à la tête de quelques habitants, prendre possession du village abandonné. La maison presbytérale fut rebâtie, et, pour aider le curé dans cette œuvre, on lui donna le bois de la Naux, situé près de l'ermitage de ce nom.

Cependant la France ne perdait point de vue Montmédy. Le 11 juin 1657, trois années après la prise de Stenay, Louis XIV, à la tête d'une imposante armée, vint mettre le siège devant la forteresse du pays chinien. Après 56 jours d'héroïque résistance, la ville se rendit, son vaillant gouverneur Jean V d'Allamont ayant été tué d'un coup de boulet (1). C'était le 6 août 1657.

Le curé de Petit-Verneuil avait rétabli ses registres paroissiaux. Il ne manqua point d'y consigner ce mémorable événement et de nous apprendre qu'il fut choisi pour la célébration du *Te Deum* prescrit par le roi à cette occasion.

« Le jour de Saint-Barnabé 1657, Montmédy a été assiégé, et le 6 août a esté rendu aux Français ; et, à l'entrée de M. le général de la Ferté, M. Jacques Pognon, curé de Petit-Verneuil, fut choisi pour lui dire la messe du *Te Deum*, qui

(1) Jean d'Allamont fut blessé mortellement, mais non tué sur le coup (Note de M. L. Germain).

fut servie au saint autel par plusieurs religieux de l'armée, fort honorablement, et, de là, menez au quartier de la Cour, où il fut traité par des mestres de camp, plusieurs journées, avec grand honneur et considération. » Plus bas, on lit : « 20 février 1660. La paix fut criée entre les deux couronnes. »

Il est probable que, dès lors, la vie de messire Jacques Pognon s'écoula paisible, jusqu'à l'heure où il alla reposer pour toujours sous les dalles de son église, se recommandant au souvenir de son successeur d'une façon touchante.

A gauche de cette inscription, on en voit une seconde, gravée sur une plaque de marbre, ayant à peu près les mêmes dimensions :

D O M.
A COTE DE CET AVTEL
EST INHYME M^{re} HENRY
PIERROT CVRE DE CETTE
PAROISSE DEPVIS LE 11 MARS
1716 JVSQVAV 4 DVDIT MOIS
1760. DECEDE LE 17 8^{bre} 1763
MVNI DES SACREMENTS DE
NOTRE MERE LA SAINTE EGLISE
AGE DE 176 ANS (sic)
REQUIESCAT IN PACE.

On remarquera l'âge plus que patriarcal que cette épitaphe attribue à messire Henry Pierrot. Nous pensons qu'il y a là une erreur du graveur. Celui ci voulant mettre le chiffre 7, aura inscrit par mégarde le chiffre 1 ; s'étant aperçu de sa méprise, il aura gravé un peu plus loin ce chiffre 7, sans prendre la peine d'effacer le premier, comptant sur le bon sens populaire pour l'intelligence de cette date.

Henry Pierrot fut le troisième successeur de Jacques Pognon. Il résigna sa cure en 1760 à Jean-Baptiste Pierrot, probablement son neveu, qui était vicaire de Petit-Verneuil depuis 1748.

J. NICOLAS.

LA FAMILLE DES MÉDECINS CALLOT

(Suite et fin) (1).

Je croyais en avoir fini avec la famille Callot, de Portieux ; mais je pense qu'on lira encore avec intérêt des extraits d'une lettre ultérieure de M. le curé Pierfitte ; d'autre part, M. J. Favier, conservateur de la Bibliothèque municipale de Nancy, a bien voulu me fournir des indications qui complètent utilement la bibliographie de François-Joseph Callot ; puis, je pourrai prouver que Fr.-Ch. Callot a menti en faisant provenir ses ancêtres d'Auxerre. Enfin, il m'a semblé que, comme conclusion de ces recherches, compliquées par la répétition du nom de *François* et par les discussions qu'ont rendues nécessaires des apports successifs de renseignements divers, on verrait avec plaisir un résumé généalogique.

Il me faut commencer par réparer deux omissions. J'avais fait allusion (p. 91) à un acte de 1701 relatif à François II Callot, et à un acte de 1720 concernant François-Joseph. Par suite d'une confusion regrettable, j'ai oublié de citer ces actes à leur place.

Donc, touchant François II Callot (v. p. 183), *les Archives de Nancy* par H. Lepage, aux analyses des « Délibérations et résolutions du Conseil de ville » et à l'année 1701, mentionnent :

« 8 mai. Exemptions pour François Callot, opérateur et premier médecin de S. A. R. (2). »

Sur François-Joseph, il y a deux actes de 1720.

1^o Aux Archives départementales, un registre de lettres patentes du duc Léopold, afférent à l'année indiquée, ren-

(1) V. *Bull. mensuel de la Soc. d'Archéol. lorr.*, 1901, p. 88, 147, 183, 231.

(2) H. Lepage. — *Les Archives de Nancy*, II, 33.

ferme le « brevet de médecin ordinaire du duc pour Joseph Callot (1) ».

2^o Aux Archives municipales, H. Lepage indique, d'après les Délibérations et résolutions du Conseil de ville :

« 2 mai 1720. Permission à François-Joseph Callot, docteur médecin ordinaire en la Faculté de Montpellier, docteur agrégé en l'Université de Pont-à-Mousson, d'exercer la médecine à Nancy (2). »

Je passe aux communications de M. Pierfitte, qui se rapportent principalement aux souvenirs de François l'anobli et sont intéressantes à plus d'un titre.

« Il existait au cimetière de Portieux, a eu l'obligeance de m'écrire notre confrère, un tombeau de « M. Callot », qui a disparu lors du transfert de ce cimetière.

« Primitivement, les habitants de Portieux se faisaient inhumer au cimetière de Belval ; puis, des privilégiés obtinrent l'inhumation dans l'église du village : à la fin du xvii^e siècle, cette faveur était même facile à obtenir, je crois. Enfin, une parcelle du jardin légué par François Callot aux pauvres et joignant l'église fut affectée par la communauté à « la sépulture des fidèles ».

« Ce cimetière dut être béni dans la première quinzaine de mai 1716. Or, dès le 27 mars 1718, je relève dans les actes de décès cette mention, qui reviendra si souvent après : « Inhumé devant la tombe de M. Callot. » Elle devait attirer les regards ; car, pour les autres, le rédacteur des registres se contente de mentions vagues : à droite en entrant, à gauche de la porte, contre la muraille du nord ou du sud ; mais, quand l'inhumation se fait à gauche de la porte, on dit toujours : près de la tombe de M. Callot ; à gauche, à droite, à tant de pas de la tombe de M. Callot.

(1) H. Lepage. — *Inventaire sommaire des Archives*, B. 149.

(2) H. Lepage. — *Les Archives de Nancy*, II, 57.

« Quel était ce *M. Callot* ? J'ai compulsé l'obituaire, et n'ai trouvé le décès d'aucun membre de la famille, de 1716 à 1718. Serait-ce une tombe rapportée de Belval dans le nouveau cimetière ? Je l'ignore. François Callot avait bien écrit dans son testament : « Si je meurs à Portieux, « ou à quatre lieues au plus de ce lieu, je demande que « mon cadavre soit enterré sous la figure du christ en « pierre, que j'ai fait mettre auprès de l'autel à droite en « rentrant dedans l'église... » Il s'agit de la statue de N.-D. de Pitié qui surmonte aujourd'hui son autel, à gauche de l'entrée. « Mais François est mort à Nancy ; on ne peut le contester après lecture de l'acte d'ouverture du testament. Cela prouve combien il faut contrôler la tradition. Les vieux m'avaient affirmé que M. François Callot était mort à la suite d'un accident de cheval : en revenant de Mirecourt, il serait tombé dans une carrière, du côté de Jorxey. La fondation de quatre messes, l'érection de l'autel de N.-D. de Pitié et la donation aux pauvres, auraient été faites par le pieux mourant.

« Faut-il croire qu'il y a eu confusion de personnes, ou admettre que l'accident le mit en péril de mort, et fut l'occasion d'une grâce qu'il reconnut en donnant à l'église une statue en *ex-voto* ? Ce serait possible ; et ainsi s'expliquerait la volonté formellement exprimée par le fondateur, que les messes soient dites invariablement « sur le coup « de huit heures, et toujours sur l'autel qui est auprès de « la figure du Christ, à droite en entrant à l'église, sans « jamais, pour quelle cause ou raison que ce soit, les pouvoir dire ailleurs, en aucune autre part ». Quant aux secours à distribuer, il veut que, « si quelqu'un se trouvait « notablement blessé par quelque coup, chute ou autre « accident, il faudrait lui avancer quelque chose, sans « attendre que la caution soit venue ».

Je juge inutile d'ajouter un commentaire à ces citations qui témoignent des sentiments les plus charitables, et je

me plais à espérer que de nouveaux documents retrouvés permettront un jour d'expliquer la « tombe de M. Callot » à Portieux.

M. Pierfitte a retrouvé dans les registres paroissiaux deux nouvelles mentions intéressantes. La première concerne un enfant de Claude Dordelu et de Jeanne-Françoise Callot, fille, comme on doit se le rappeler, de François II Callot.

1^o « Dans les registres, j'ai relevé l'inhumation du « S^r Claude, fils du S^r Claude Dordelu, avocat à la Cour, « et de Jeanne-Françoise Calot (1), son épouse, de la « paroisse St-Sébastien de Nancy, âgé de cinq ans, décédé « à Portieux... ; inhumé en présence de François Dordelu « de Choiseul, gentilhomme ordinaire de S. A. » Ce dernier était le grand-père, ce me semble.

2^o « Je relève également dans un acte de 1718 la mention de « Barbe Callot, épouse du S^r Magnien, directeur « de la verrerie des glaces, maître d'hôtel de S. A. R., « seigneur de Ferrières et Portieux ». Mais je ne puis actuellement la rattacher à la famille de François. »

L'alliance dont il s'agit n'est pas mentionnée par Dom Pelletier à l'article de cette branche de la famille Magnien, branche qui fut reconnue noble en 1701 (2).

M. Pierfitte dit, en terminant :

« La famille Callot était alliée à toutes les bonnes familles du pays : les Dordelu, les Magnien, les Ploye, les Pelletier, les Du Sauget, Drouin, etc. Elle reste apparentée aux principales d'aujourd'hui ; les Marchal, Vincent, Lhuillier, Houillon, en ont gardé pieusement le souvenir, mais la filiation est à établir. » ;

J'en viens à l'intéressante découverte qu'a faite notre

(1) Dom Massu de Fleury, prieur de Belval et administrateur de Portieux, écrit tantôt *Calot*, tantôt *Callot*.

(2) Dom Pelletier, *Nobiliaire*, p. 506.

confrère M. Favier, conservateur de la Bibliothèque municipale de Nancy. Ayant remarqué que le titre, donné par Noël à l'ouvrage de 1715 qu'il possédait, est en réalité une dédicace, il fit une recherche dans les recueils de thèses provenant de la Faculté de médecine mussipontaine, et il parvint à y trouver l'opuscule indiqué. Mais cet opuscule renferme deux travaux ; or, il ne sont autres que la dissertation sur le diabète et celle sur la médecine, qui avaient été signalées comme des publications spéciales et indépendantes par Michel, dans la *Biographie de Lorraine*, et par Simonin dans l'*Esquisse de l'histoire de la médecine et de la chirurgie en Lorraine*.

Voici, en effet, le vrai titre de la publication :

DUPLEX DISSERT. MEDICA

ALTERA DE DIABETE ;

An diabetes à viscerum inflammatione, an à fermento renali nimis evecto procedat, et quæ sit morbi curatio.

Pro Primo Actu Publico.

ALTERA

De Medicinæ excellentiâ, nec non de iis, quæ ad medicum spectant, ac nonnullis tum Regiæ Suæ Celsitudinis, tum ipsius Universitatis Mussipontanæ dotibus.

Pro Secundo actu Publico.

INSTITUTA diebus 25 et 28 mensis januarii anni 1715. horâ post meridiem secundâ, in scholis Medicorum Ponti-Mussi :

Petit in-4° de 38 pages.

Dans cet ouvrage, François-Joseph Callot rappelle les travaux de son père et il fait un grand éloge de la Faculté de médecine de Pont-à-Mousson. Il pensait sans doute avoir intérêt à cela et préparer ainsi sa candidature à une

chaire de professeur ; mais, malgré les mérites que pouvaient avoir ses talents et ses ouvrages, ce fut son compétiteur, Maurice Grandclas, qui l'emporta au concours (1).

Il convient maintenant d'établir que François-Charles Callot, écrivant l'histoire de sa famille, a fait métier de faussaire, ou s'est laissé indignement tromper, surtout en donnant ses ancêtres comme originaires d'Auxerre. J'étais tout à fait persuadé de la chose et j'avais fait remarquer que, d'après son travail, le premier François serait né, tantôt à Nancy le 28 février 1607, tantôt à Auxerre le 23 février de la même année ; j'avais dit aussi combien était invraisemblable le mariage de ce personnage à Auxerre, avec une certaine Elisabeth Bourgeois dont aucun document ne m'avait fourni le nom. Un autre fait encore éveille la suspicion sur la valeur des recherches de cet avocat : au tableau généalogique, il fait décéder François II (apparemment à Nancy) le 29 janvier 1733 et sa femme le 13 octobre 1740, tandis que, dans le texte, c'est à cette dernière date que meurt François, à Bar !

Afin d'apporter à ma conviction un témoignage de plus, sur les faussetés de la généalogie, j'ai eu recours, sur le conseil de M. W. Konarski, à l'obligeance de M. Drot, archiviste adjoint de l'Yonne, admirablement versé dans l'histoire d'Auxerre. Il a bien voulu me répondre qu'aucune famille Callot n'a été connue à Auxerre ; rien, dans les registres de la paroisse Saint-Pèlerin qui existent pour cette époque, ne se rapporte aux indications d'actes de naissance données par la généalogie. Il y a mieux : malgré l'absence, probablement intentionnelle, de la date de l'alliance qu'aurait contractée à Auxerre François I^{er} Callot, avec Elisabeth Bourgeois, M. Drot a retrouvé le mariage d'une femme de ce nom, avec un personnage, un « maître

(1) Abbé Eugène Martin. — *L'Université de Pont-à-Mousson*, 1891, p. 132.

opérateur », dont le prénom est François et dont le nom de famille est écrit *Callot* ; mais mon savant correspondant, qui a remarqué les nombreuses variations orthographiques des registres paroissiaux, est certain qu'il faut lire *Collot*, nom d'une famille très répandue à Auxerre. Or, Fr.-Cl. Callot a profité de cet acte, mais il a caché l'indication des parents du conjoint : Claude, *opérateur*, et Laurence Rousselot. De plus, l'épousée est réellement dite fille de Laurent Bourgeois ; mais ce dernier, que le généalogiste montre « seigneur de Montplaisir et capitaine en chef des Bourgeois de la paroisse Saint Pèlerin d'Auxerre » est simplement, dans l'acte, qualifié de *marchand* !

Voici, du reste, l'indication de l'acte fournie par M. Drot :

« 30 avril 1654. Mariage de François Callot, maître opérateur, fils de Claude Callot, aussi opérateur, et de Laurence Rousselot, de la paroisse de Toussy (1), avec Elisabeth Bourgeois, fille de Laurent Bourgeois, marchand, et de George (*sic*) de Brielle, de cette paroisse (Saint-Pèlerin). »

Il y a là, je pense, une preuve suffisante des procédés de faussaire auxquels, comme malheureusement beaucoup d'autres, a eu recours le généalogiste. Quel fut ce faussaire ? J'avais toujours pensé qu'il s'agissait de l'avocat qui a publié la *Généalogie*, Fr.-Ch. Callot ; mais de nouveaux renseignements, dont je vais parler, paraissent faire remonter ces prétentions erronées à son père, le médecin François-Joseph Callot. Peut-être sont-ils soupables tous deux : ce que le père avait commencé, le fils l'aura continué.

Quoi qu'il en soit, il m'est revenu sous les yeux une découpure de la *Revue des autographes* de la maison

(1) « Toucy, à cinq ou six lieues d'Auxerre. »

Gabriel Charavay où, sous la rubrique « **CALLOT (Jacques)**, le célèbre dessinateur et graveur lorrain... », on lit :

« Lettre autographe signée de F.-J. Callot, *son arrière-petit-neveu* (1) (célèbre médecin et poète, né à Nancy en 1690, mort en 1773) ; Nancy, 10 mai 1759, 2 p. in-4.

« Très curieuse lettre toute relative à la généalogie de Jacques Callot (2). »

Cette analyse n'affirme pas explicitement que le médecin ait dressé la généalogie du fameux graveur afin de se rattacher à sa famille ; mais voici qui est peut-être plus significatif.

Une découpeure d'un catalogue de la librairie Claudin, à Paris, mentionne un exemplaire de l'*Éloge historique de Callot*, par F. Husson, 1766, ouvrage bien connu, et ajoute :

« Exemplaire donné par l'auteur à un des descendants de Callot, comme le constate cette note ms. qu'on lit sur le titre : *Ex dono autoris ad me C. Callot parochum de Prez sur Marne*, 1766 (3). »

Quel était ce C. Callot ? Je l'ignore. Mais il paraît assez vraisemblable de le rattacher à la famille des médecins ; car celle des hérauts d'armes et graveurs était, suivant les recherches d'E. Meaume, éteinte bien antérieurement à 1766.

En somme, il semble que, dès le milieu du XVIII^e siècle, la famille des médecins cherchait à établir une confusion entre elle et la famille de Jacques Callot.

Je vais, comme je l'ai dit, terminer par un essai de généalogie de la famille des Callot médecins. Le commencement offre beaucoup d'incertitude ; mais il importe surtout de donner une position provisoire aux divers personnages connus qui paraissent appartenir à la famille.

(1) C'est moi qui souligne.

(2) J'ai omis de noter la date du n°. La cote est 269 ; le prix 10 fr. — La même lettre, avec une analyse plus courte, a passé aussi dans le n° de juin 1893, cote 266, même prix.

(3) La date du catalogue n'a pas été notée ; la cote est 893.

Il est permis de supposer que François l'anobli et François I^{er} Callot étaient cousins-germaines, et ce dernier, fils de Jean cité en 1665. De la sorte, il y a lieu de remonter à un ancêtre inconnu, peut-être Nicolas, cité en 1610, qui serait le père de César et de Jean. A la même époque vivait, à Portieux, CLAUDON CALLOT, 1607.

I. **Nicolas (?) Callot**, de Pont-lès-Bonfays, pourrait avoir eu deux fils :

1^o CÉSAR, qui suit.

2^o JEAN, qui viendra plus loin.

II. **César Callot**, de Portieux, marié à Elisabeth Dauphin, dont :

1^o FRANÇOIS, l'anobli, qui suit.

2^o ANNE, de Portieux, veuve en 1686 du S^r Richard, lieutenant de l'abbaye de Remiremont (à Portieux ?).

III. **François Callot**, né à Portieux vers 1616 ; marié en premières noces à Anne Bonnet, qui vivait en 1662, et en secondes, vers 1666, à Claude Gérardin, morte avant 1686. Il fut anobli en 1662 et mourut le 24 janvier 1689. Du premier lit, il eut :

FRANÇOISE-AUGUSTINE CALLOT, religieuse à la Visitation de Nancy, nommée dans le testament de son père en 1686 ; elle était probablement filleule de Pierre Lhuillier.

Ainsi paraît s'être éteinte cette branche.

II. **Jean Callot**, opérateur, nommé en 1665, pourrait avoir été frère de César et père de François I^{er}, et de Nicolas. A la même époque vivaient Dominique, Elisabeth et Barbe, que je range à cette génération sans rien affirmer sur leur ascendance.

1^o FRANÇOIS I^{er}, qui suit.

2^o NICOLAS, médecin chirurgien, nommé dans le testament en 1686.

3^o DOMINIQUE, de Portieux, cité en 1610 et marié à Mar-

guerite Huguenot, laquelle fut inhumée dans l'église de Portieux le 23 juillet 1715.

4^o ELISABETH, femme de Dieudonné Pelletier, qui mourut veuve, assez âgée, le 3 juin 1709 et fut inhumée dans l'église de Portieux.

5^o BARBE, femme de N. Magnien, « directeur de la verrerie des glaces, à Portieux, maître d'hôtel de S. A. R., seigneur de Ferrières et Portieux », 1718 (M. Pierfitte).

III. François Callot, 1^{er} du nom, opérateur et maître chirurgien à Nancy, nommé dans le testament de 1686 et auquel se rapportent sans doute quelques uns des documents cités dans le premier paragraphe de ce travail. Peut-être y aurait-il lieu de tenter de lui restituer quelques-uns des autres renseignements que Fr.-Ch. Callot a rapportés à François, l'anobli. Mais l'exactitude de ces renseignements est suspecte.

Ce François paraît n'avoir eu qu'un fils :

IV. François Callot, II du nom, opérateur et premier médecin de S. A. R., 1701. D'après la Généalogie, il naquit le 23 février 1660, épousa à Nancy, le 18 décembre 1684, Françoise Joannes, fille de Jean Joannes, opérateur, et d'Elisabeth Pasquiez, et mourut le 29 janvier 1733 ; sa femme lui survécut jusqu'au 13 octobre 1740.

D'après la même généalogie, ils eurent trois enfants :

1^o FRANÇOIS-JOSEPH, qui suit.

2^o CHARLES-LÉOPOLD, prêtre, né le 15 août 1702, nommé en 1738.

3^o JEANNE-FRANÇOISE, née le 9 octobre 1685 ; elle épousa, le 22 juillet 1721, Claude Dordelu, avocat, et mourut le 13 mai 1751.

V. François-Joseph Callot, né à Nancy, le 13 mai 1690, médecin ordinaire des ducs Léopold et François III, auteur de plusieurs ouvrages, mort le 13 mars 1780. Il épousa : 1^o, par acte du 5 décembre 1720, Marguerite Didier, dont il n'eut pas d'enfants ; 2^o par acte du 26 juin 1745, Jeanne-Fran-

coise, fille de feu François Camerlander ou Camerlandez, capitaine de chasses et plaisirs du roi Stanislas, et de Claude-Françoise Dieudonné. — Du second lit, il eut :

1^o FRANÇOIS-CHARLES, qui suit.

2^o FRANÇOISE-CHARLOTTE, née le 17 avril 1746, à Nancy.

VI. **François-Charles Callot**, se qualifiant écuyer, né le 30 avril 1748, reçu avocat à la Cour de Nancy le 7 septembre 1772, auteur de la *Généalogie* imprimée en 1823, mort apparemment sans alliance (1).

LÉON GERMAIN.

METZ EN LORRAINE

Les Messins sont bien malheureux. Après avoir perdu leur nationalité française en 1870, voici qu'on veut en faire des Lorrains, eux si fiers de leur ancienne autonomie. A propos d'une communication faite par moi, au Congrès national de géographie du mois d'août 1901, M. L. Germain, mon érudit confrère, est monté sur son grand cheval de bataille pour me pourfendre d'estoc et de taille, moi, l'humble défenseur de la République messine, que le hasard des garnisons a fait naître à Metz.

M. Léon Germain, dont la haute compétence s'impose à tous, s'étonne de la haine vouée par les Messins d'antan aux ducs de Lorraine et à leurs sujets et il ajoute : « Ce n'est nullement par esprit et désir de destruction que les ducs et leurs sujets tentèrent plusieurs fois de prendre Metz ; ils avaient en vue d'annexer cette ville au duché précisément à cause de l'estime qu'ils avaient pour sa grandeur et sa richesse. S'ils eussent réussi, il est probable

(1) Le texte des lettres d'anoblissement de François Callot est conservé par un registre de lettres patentes aux Archives départementales, ainsi qu'il est indiqué dans le *Complément au Nobiliaire*. De plus, et je tiens à le dire en terminant, M. Favier a eu l'obligeance de m'en signaler une autre copie dans le n° 1006 (169) des manuscrits de la Bibliothèque municipale de Nancy.

que la capitale du duché aurait été transférée à Metz qui *se fût peut-être bien trouvée de ce changement* et de cette union à un État devenu plus vaste, plus solide et plus assuré d'une longue prospérité ». Ce sont là les arguments dont s'est servi Henri II en 1552. Ce sont ceux du loup qui, par amour pour l'agneau, le croque à belles dents.....

M. L. Germain pense-t-il sérieusement que la France et l'Empire auraient permis l'annexion de Metz à la Lorraine ?

En tout cas, l'annexion à la France était préférable. Maintenant, qu'entend M. Léon Germain par *Contrée de Lorraine* ?

Cette expression, comme celle de *Contrées de Champagne, de Bretagne et de Provence*, dont parle M. L. Germain, me semble fantaisiste. Serait-ce l'ancien *Lotharingii regnum*, du ix^e siècle, qui s'étendait de l'Escaut au Rhin, dans un sens, et de la Bourgogne à la mer de Frise, dans l'autre ; serait-ce la Lorraine de Lothaire II, après le partage d'Orbe (855) ? En ce cas, Cologne, Trèves, Strasbourg, l'Alsace entière, Bâle, Besançon, Belley, Lausanne, la vallée de Tarentaise, Aix-la-Chapelle, Louvain, Liège, Namur, Bouillon, Cambrai, Valenciennes seraient villes lorraines au même titre que Metz, Toul et Verdun.

Cette énumération, j'espère, chatouillera l'orgueil des Lotharingistes, dont M. L. Germain se fait l'organe, et leur permettra de sortir du cadre trop étroit de leur minuscule duché et de varier leurs études historiques en parcourant le vaste espace qui sépare la Frise de la Savoie.

O cher et très aimable confrère ! laissez au Pays messin la consolation d'avoir eu une nationalité distincte de celle du duché de Lorraine, fondé au xi^e siècle par Gérard d'Alsace.

Le *Pays messin* avait des limites précises, parfaitement indiquées par nos anciens géographes, Cassini, Jaillot et Defer et, de nos jours, par M. Longnon, dans son *Atlas historique de la France*.

Ce n'était qu'une enclave, il est vrai, bordée par la Lorraine, le Barrois et le duché de Luxembourg.

Il ne faut pas le confondre avec l'Évêché de Metz, encore moins avec le *Département de Metz*, de date relativement récente.

Le Pays messin comprenait 265 villages :

Le Val de Metz, 39 villages ;

L'Isle, 35 villages ;

Le Saulnoy, 68 villages ;

Le Haut-Chemin, 73 villages ;

Le Franc-Alœuf, 20 villages ;

Le ban de Bazaille, 4 villages ;

La terre de Gorze, 26 villages,

C'est le *Pagus mettensis*, le *Comitatus mettensis*, subdivision du *Pagus muslinsis* (1).

Contrée de Lorraine est un mot vague, tandis que le *Pays messin*, qui releva du Maître-Échevin de Metz, depuis la charte d'affranchissement de Bertram (1179), jusqu'en 1552, date de l'occupation française, était un véritable *État*, qui possédait une administration, une législation distinctes de celles du duché héréditaire de Lorraine. En voulant coudre Metz à la Lorraine, dont il fut détaché au x^r siècle, que M. L. Germain ne mette pas cette cité en parallèle avec Rome, comme il le fait dans l'article qu'il me fait l'honneur de me consacrer. Rome, c'est le foyer, c'est le centre autour duquel l'Italie a toujours gravité.

Metz a eu un sort plus modeste vis-à-vis de ses voisins. La République messine, pendant plusieurs siècles, sans vouloir élargir les limites de son territoire, n'a songé qu'à garder son indépendance et ses franchises. •

(1) V. Longnon, *Atlas historique*, Texte, p. 115, n° 5. — Schœtter, *Einige kritische Erörterungen*, p. 6. — *Nova territorii Metensis descriptio*, Amsterdam, 1619. — Mardigny, *Dénombrement des villages et Gagnages des environs de Metz* dans *Mémoires de l'Académie de Metz*, 1855.

En luttant pour elles, Metz s'est réservé une page à part dans l'Histoire.

Cette page, n'essayez pas de la déchirer, en lui ôtant sa vie propre, son autonomie, sa *nationalité*.

Honneur à cette ville malheureuse où l'on s'enorgueillit d'être né, dût-on, comme moi, n'y compter aucun aïeul, être devenu lorrain par adoption et écrivain lotharingiste, inaccessible à tous préjugés et à toute rancune !

Nancy, 14 juillet 1902.

F. DES ROBERT.

Ayant pris connaissance de la communication qui précède, il me paraît tout à fait superflu d'y répliquer. Je ne pourrais que répéter ce que j'ai dit, d'une manière bien claire et suffisante, dans mon article, où je ne suis nullement resté dans le vague sur le sens que, depuis le XI^e siècle, il convient de donner au mot *Lorraine*. J'ajouterai une simple observation de détail : il ne me semble pas possible de soutenir sérieusement que le *Pays messin* de Cassini, de Jaillot et de Defer corresponde, même approximativement, au *Pagus metensis* des temps anciens ; il suffirait, je pense, pour être de mon opinion, de consulter le *Dictionnaire topographique* par M. de Bouteiller, page 169.

L. GERMAIN.

LOUIS D'AVOCOURT.

La famille d'Avocourt, dont il va être question et qui paraît s'être éteinte dès le xiv^e siècle (1), est celle que récemment nous avons vu représentée au premier rang des héritiers du célèbre Burnique de Riste (2). Personne,

(1) Le nom d'Avocourt est porté à présent par une branche de la famille de Rigaux, originaire du Clermontois.

(2) V. mon article : *La fin de la Maison de Riste*, dans *Journal Soc. d'Archéol. lorr.*, 1897, p. 211.

que je sache, ne s'étant encore occupé de cette famille, il m'a paru intéressant d'étudier les documents que j'ai pu recueillir sur elle.

Ainsi nous reprendrons, en quelque sorte, l'histoire de la maison de Riste : *Burnequin* d'Avocourt était sans doute le filleul de *Burnique* de Riste, car ce nom se trouve rarement à l'époque ; c'est probablement par suite du mariage de Jacques d'Avocourt avec Idatte (?) de Riste, que nous verrons en 1319 leur fils, Gilles d'Avocourt, sire de Cons (1), tenir un fief à Lunéville, localité si éloignée ; mieux que cela, dans un acte de 1458, Jeanne, fille de Burnequin d'Avocourt, sera appelée « *Jehenne de Riste* » ; enfin, le sceau de cette dame nous offrira un écu *parti* aux armoiries de la maison de Riste.

Le *parti* nouveau de ce sceau représente sans doute les armes même de la famille d'Avocourt : à *cinq annelets, en sautoir* ; un écu de semblable dessin fut porté par d'autres familles anciennes de Lorraine : Orne, la première des quatre pairies de l'évêché de Verdun ; Vienne, Louppy, Chardogne et Vaux (en Champagne), qui paraissent avoir le même origine ; Vigneulles du Sart ; La Vallée et les nombreuses familles qui s'y rattachent (2) ; Rampont ; Moncel ; Frontenoy (3) ; Bauzeys (4) ; je rappelle que les armes de Riste paraissent être : *d'or, au chef de gueules chargé de deux cygnes issants d'argent* ; mais le *chef* s'étend parfois à la moitié de l'écu (5).

Le nom de la famille s'est écrit avec différentes orthographes : *Avoicourt, Aroulcourt, Avonlcourt, Avoncourt,*

(1) Cons-la-Grandville, canton de Longuyon, arr. de Briey.

(2) A l'époque moderne, ces armoiries sont ordinairement décrites : *D'argent à cinq annelets de gueules, mis en sautoir, accompagnés de quatre hermines de même*. Mais il est probable que primitivement des armoiries étaient : *D'hermines à cinq annelets de gueules*.

(3) Cf. mon article : *La Maison de Tonnoy*, 1890, p. 44.

(4) *Recueil des armes et blasons des familles nobles de Bar, 1771* ; Bar-le-Duc, 1900, p. 19.

(5) Cf. *Journal Soc. d'Archéol. lorr.*, 1896, p. 178.

mais la localité paraît bien être Avocourt, au canton de Varennes (Meuse). Nous verrons, en effet, Jeanne d'Avocourt épouser Ferry III de Chambley ; or Jean de Chambley, leur petit-fils, fit son testament en 1448, et on y lit : « Item. Je donne, lègue et devise à l'esglise de Notre-Dame de Verdun cinq reiz de bleis par moittié froment et avoinne pour tous jours mais, prendre et avoir chacun an sur le gaingnage et appartenances d'icellui, que j'ay au lieu d'Avonlcourt en la prévosté de Varennes..... (1) ».

Maintenant, je vais entrer dans l'étude généalogique de la famille d'Avocourt. Dans le présent article, je m'occuperai uniquement de Louis.

LOUIS D'AVOCOURT, dont nous trouvons le nom tout d'abord (2), sans possibilité de le rattacher d'une manière certaine aux personnages qui suivront, figure dans un acte authentique de 1265, et, suivant M. Jeantin, dans un autre de l'année 1259. Cet auteur, célèbre par les licences de son imagination, ne craint pas d'avancer que Louis « était très probablement le fils puiné du comte de Chiny Arnould III (3), et qu'il portait les titres de seigneur de *Marville* (4), du *Madiacum* et de *Maliers* (5). On sait malheu-

(1) *Chartes de Reinach*, n° 1593 : copie communiquée par M. F. Michel, d'Ugny.

(2) Dans une charte de 1240 figure *Huin d'Avocourt*, homme de l'évêque de Verdun et qui était fixé depuis cinq années dans les terres du comte de Bar. Il ne s'agit, sans doute, que d'un paysan, originaire du lieu dont il se surnommait ; cependant, comme il est bon de citer tous les personnages connus sous le nom d'Avocourt, nous reproduisons ici le commencement de la charte en question :

« Je Raols par la grace de Deu evesques de Verdun faz conossant à toz que Thiebauz cuens de Bar doit doneir congié mes homes qui sunt venu en sa terre dès cinc anz en çai, e noméement doit doneir congié les trois freres de Ham, e Thierriion d'Onville et Huin d'Avocourt », etc. — Charte du 4 août 1240 (N. de Wailly, *Notice sur les actes en langue vulgaire du XIII^e siècle contenus dans la Collection de Lorraine à la Bibliothèque nationale*, n° 22).

(3) *Manuel de la Meuse*, t. II, p. 1201, note.

(4) *Ibidem*, p. 1152.

(5) *Ibidem*, p. 1201, note.

reusement que Louis, second fils du comte Arnoux, ne reçut nullement les titres qui précèdent, mais succéda bel et bien à son père au comté de Chiny (1).

Cet acte, du mois de mars 1259, d'après M. Jeantin, qui n'en indique pas la source, serait un accord entre « Adam de Laymond et Drohier de Montmédy, voués de Remoiville », d'une part, et Marguerite, abbesse de Juvigny, d'autre part ; les parties auraient choisi pour arbitres « Louis, chevalier d'Harnoncourt, et Renault, doyen de Marville (2) », et nommé chacune deux pleiges, au nombre desquels, pour les voués, « *Louis d'Anoncourt* (3) ». — D'autres passages montrent qu'au lieu d'*Anoncourt*, il faut lire *Auoncourt* ou *Aroncourt*, mais font voir en même temps que l'auteur confond parfois ce garant avec Louis d'Harnoncourt et le transforme en arbitre (4).

Par bonheur, depuis que j'ai rédigé ce qui précède, le Fr. Valéry, de la Doctrine chrétienne de Nancy, — qui, étant professeur d'histoire au pensionnat de Juvigny les-Dames (5), a entrepris des recherches sur l'ancien monastère de ce lieu, — a bien voulu me dire qu'il a retrouvé l'acte dont il s'agit à la Bibliothèque de Verdun (Ms. 379, 1^{re} liasse, f^o 80). L'accord, m'a-t-il écrit, est passé entre l'abbesse, d'une part, et, d'autre part, *Adam de Laimont* et *Drohier voués de Remoiville*, « sous le doien Renaut de Marville et sous mon seigneur *Loys chevalier d'auoncourt* ».

Louis d'Avocourt serait, d'après les variations de Jeantin, un personnage assez problématique ; mais, outre la

(1) H. Goffinet, *Les comtes de Chiny*, p. 323.

(2) Marville n'était pas chef-lieu de doyenné. Mais Renaud, curé de Marville, était doyen de la chrétienté rurale, qui avait pour siège Longuyon. Je l'ai trouvé comme curé de Marville en 1261-1266, et comme doyen de la chrétienté, en 1256 et 1270. — Cf. mon travail : *La paroisse de Longuyon* (Montmédy, 1890), p. 15.

(3) *Manuel*, t. II, p. 994.

(4) *Ibidem*, p. 1070, 1152 et 1201.

(5) Le nom officiel est maintenant ; *Jurigny-sur-Loison* (canton de Montmédy).

charte retrouvée par le F. Valéry, l'acte suivant achève de démontrer la réalité de son existence.

Le 24 janvier 1263 (1266 n. st.), Martin, abbé de la Chalaide (1), atteste que Louis d'Avocourt, chevalier, a reconnu, par devant lui, tenir du comte de Bar, ligement : la maison et tout ce qu'il a par-delà l'eau, devant Montfaucon (2), lui venant par héritage de son père, et bien le tiers de l'étang ; l'acquêt, fait à Jean le Flamand, de trois jours de terre et deux franchards de froment ; tous les hommes d'Avocourt ; ce que sa sœur tient de lui au ban de *Marceville delèz Verdun* (3) entièrement, en prés, en champs et en toutes seigneuries ; ce que Huelon de Maire possède à *Ayne* (4), bien cent soudées de terre que le même possède à *Osche* (5) ; enfin, ce que sa sœur a en la dime de Fromeréville (6).

Voici, d'après l'original, le texte de cette charte :

Nos frères Martins, diz abbes de la Chalaide, faisons savoir à touz que messire Loys d'Avocourt, chevaliers, si com il a reconeu par devant nos, tient dou Conte de Bar ligement : sa maison et quanqu'il a par dela l'iawe par devant Monfalcon, de héritage qui de par son père li vient, et bien le tierz de son estanc, ou plus ausi com il li sanble. Et si an tient l'aquest qu'il a fait de mon seignor Jehan le flomain, bien de (7) jourz de terre et dous francharz de froment. Et an tient encor touz les homes d'Avocourt, quanque il an j a. Et an tient encore ce que sa suers tient de lui on ban de Marceville delèz Verdun, antièrément, an preiz, an chans et an totes seignories. Et an tient encore ce que Huelons de Maire si a à Ayne, bien cent soudées de terre. Et an tient encore bien cil Huelons cent à soudées à Osche. Et an tient encor ce que sa suer a an la deime de Fremerei vile. Et nos diz abbes de la Chalaide, à la requeste dou dit Loys, chevalier, avons mis nostre sael

(1) Lachalade, cant. de Varennes. — Ancienne abbaye de Cisterciens.

(2) Ch.-l. de canton, arr. de Montmédy, Meuse.

(3) Marchéville, canton de Fresne-en-Woëvre, arr. de Verdun (?). — Toutefois, Marchéville est à environ 25 kilom. de Verdun, et la forme *Marceville* n'est pas mentionnée dans le *Dict. topogr.*

(4) Esne, canton de Varennes, arr. de Verdun.

(5) Osches, canton de Souilly, arr. de Verdun.

(6) Canton de Charny, arr. de Verdun.

(7) La place du mot est restée en blanc. Une analyse porte : *trois*.

à ces présentes lettres, an tesmoignage. An l'an de l'Incarnation nostre Seigneur mil et CC et sexante et einc, le diemange prochen devant la conversion saint Pol.

(Original parchemin; double queue du sceau) (1).

Louis d'Avocourt fut, ce semble, le père de Gilles, dont je m'occuperai prochainement. L. GERMAIN.

UN DOCUMENT SUR JEAN D'AIX, ÉVÊQUE DE VERDUN, 1250

Dans le dernier fascicule de la *Revue belge de numismatique* (1902, p. 414-415) et au procès-verbal de la séance tenue par la Société royale de numismatique à Liège, le 20 avril, a été mentionnée la communication suivante, faite par M. Simonis :

« En parcourant l'inventaire des archives de l'abbaye du Val Benoît, paru, le mois dernier, dans les *Annales de l'Institut archéologique liégeois*, j'ai retrouvé des actes qui intéressent vivement la numismatique belge, la liégeoise tout particulièrement. J'ai rencontré, en effet, pour le ^{xiii}e siècle, les preuves formelles d'un monnayage d'or à cette époque reculée. La première mention de ce monnayage remonte au 13 avril 1250 et est ainsi conçue : « Jean, élu de Verdun, confirme à « l'abbaye du Val Benoît la possession des terres, des bois, situés à « Beyne tenus jadis en relief de ses prédécesseurs par Alexandre che- « valier de Beyne, et que les deux fils d'Alexandre, Godefroid et Libert, « convers au Val Benoît, avaient transportés à l'abbaye, de même qu'un « fief tenu par Pierre, dit Karot, chevalier, et de terres acquises par « l'abbaye, à Jupille, moyennant un cens annuel de deux deniers d'or... » (P. 23, *Invent. des Archiv. du Val Benoît*)... »

Cette citation m'a engagé à faire quelques recherches sur la famille, jusqu'à présent indéterminée, à laquelle pouvait appartenir l'évêque de Verdun que les historiens nomment Jean d'Aix. J'y reviendrai.

L. G.

(1) Archives de la Meurthe, *lay. Fiefs divers*, III, n° 3. — Au dos est écrit : « Li fief à Avocourt, 1263, en janvier. — Varennes. — Bar. » — Cf. Dufourny, VII, 296.

ERRATUM

Dans le dernier numéro (p. 123), par suite d'une erreur de mise en page, la gravure représentant le sceau de Neufchâteau a été placée le haut en bas.

Pour la Commission de rédaction : Le Président, L. QUINTARD.

Nancy. — Imprimerie A. Crépin-Leblond, 21, rue Saint-Dizier (passage du Casino).

BULLETIN MENSUEL
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

2^e ANNÉE. — NUMÉRO 8. — AOUT 1902.

Procès-verbal de la séance du vendredi 11 juillet 1902

PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Communications.

La prochaine séance est fixée au vendredi 1^{er} août.

M. Léon Germain rend compte brièvement du Congrès tenu, du 24 juin au 2 juillet, par la Société française d'Archéologie, à Troyes et à Provins ; il insiste notamment sur les nombreuses excursions, très intéressantes, auxquelles ce Congrès a donné lieu et sur les souvenirs lorrains qu'il y a rencontrés. Ainsi, à Provins, dans l'église Saint-Quiriace, existe un grand tableau ancien représentant saint Pierre Fourier entouré d'une dizaine de religieuses de la Congrégation de N.-D., les unes avec un voile blanc, d'autres tout en noir : le saint remet à l'une d'elles le livre de leurs constitutions. M. le chanoine Jules Marchal, curé de Mattaincourt, questionné à ce sujet, n'a pas trouvé mention de ce tableau important dans les listes de l'abbé J.-F. Deblaye.

A Ceffonds, où l'on montre l'emplacement d'une mai-

son qui aurait été celle de Jean d'Arc, père de la Pucelle, M. Germain a fait allusion aux difficultés que cette question soulève ; il en a causé avec M. l'abbé Grancher, curé de Ceffonds, qui, en 1895, a publié une brochure fort bien faite pour défendre la tradition locale ; mais, à cette date, l'on croyait encore à la véracité de « Charles du Lys », dont le témoignage était tout à fait considérable ; or il paraît prouvé à présent que ce prétendu descendant de Pierre du Lys, frère de Jeanne d'Arc, a fait métier de faussaire. — Dans l'un des bas-côtés de l'église, M. Germain a remarqué une grande clef de voûte aux armes de Lorraine à sept quartiers, telles qu'elles furent constituées depuis environ 1490 jusqu'à 1545. La présence de ces armoiries ne lui a pas été expliquée.

Enfin, au sujet du projet formé par la ville de Saint-Mihiel d'élever un monument en l'honneur de Ligier Richier, M. Germain parle des entretiens qu'il a eus à Troyes avec notre confrère M. l'abbé A. Bouillet, directeur de la « Société de Saint-Jean » pour l'art chrétien, et avec M. Paul Denis, de Troyes, qui publie en ce moment, dans le *Monde catholique illustré*, d'intéressants articles, ornés de nombreuses reproductions photographiques, sur les œuvres de sculpture attribuées à Ligier et à son Ecole. Par l'organe de M. l'abbé Bouillet, ces Messieurs ont présenté au Congrès un vœu d'adhésion à l'idée émise par la Société des lettres de Bar-le-Duc, à savoir qu'au lieu d'ériger une statue banale à un artiste dont on n'est pas sûr de connaître les traits, il serait bien préférable et plus utile de créer à Saint-Mihiel un Musée de moulages des œuvres d'art qui sont dues au Maître et à tous les sculpteurs de la même Ecole. Ce vœu a été voté à l'unanimité, ainsi qu'une allocation destinée à en appuyer l'exécution et à témoigner de la sympathie du Congrès pour ce séduisant projet.

En terminant, M. L. Germain exprime le regret de s'être vu seul à représenter les Sociétés de Lorraine à cette

assemblée archéologique : favorisé par le bon accueil des autorités civiles et religieuses, des Sociétés locales et des populations, le Congrès a été une réunion fort agréable en même temps qu'instructive, et M. Eugène Lefèvre-Pontalis l'a dirigé avec autant de compétence que de dévouement.

Distinction honorifique.

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné le prix Prost à M. l'abbé Eug. Martin pour son *Histoire des diocèses de Toul, de Nancy et de Saint-Dié*.

Admissions.

MM. Droit, Louis de L'Escale et François Parisot sont admis comme membres titulaires.

Présentations.

Sont présentés en la même qualité : M. Henri de Darstein, 22, rue de Rigny, par MM. de Mont, Lefebvre et Léopold Quintard ; M. Lacaille, avoué à la Cour, 33, place de la Carrière, par MM. Henri Mengin, le docteur Reibel et Julien Knecht ; M. Maurice Barrès, à Charmes-sur-Moselle et à Neuilly, par MM. Léon Bernardin, Pierre Boyé et Marcel Knecht ; M. l'abbé Rey, curé de Crépey, par MM. Th. Pernot, l'abbé L. Pernot et l'abbé Clanché.

Ouvrages offerts à la Société.

Gustave Henry, par M. A. Recouvreur ; Nancy, Imp. coopérative de l'Est, 1902, in-8° de 12 p., avec portrait.

Lectures.

M. Paul Fournier donne lecture de la suite de sa *Notice historique sur Chaligny*.

M. l'abbé. Eug. Martin continue la lecture du travail de Dom Didier-Laurent sur *Dom Didier de la Cour et la réforme des Bénédictins de Lorraine*.

SCEAU DE JEAN DE ROURLÉMONT, GRAND-ARCHIDIACRE
DE TOUL

Dans sa *Sigillographie de Toul*, p. 181, Charles Robert présente en ces termes le sceau de la cour d'un grand-archidiacre de Toul, qu'il croit être Jean de Bourlémont :

« S'CVR..... MVD... CHIDIACO...., aigle à deux têtes, surmontée d'une rose ; à l'exergue, un écu qui paraît être celui de la famille de Bourlémont ; sur le champ, des emblèmes en partie effacés, qui semblent être des fleurs tigées.

«  S.CVRIE ARCHID' TYLLENSIS. ; même type que le sceau. Forme ogivale, 54 millimètres de hauteur ; double queue de parchemin ; cire verte ; décembre 1294 ; trésor des chartes de Nancy (1) (pl. XXVII, fig. 87).

« Le P. Benoit parle, à la date de 1296, d'un archidiacre, oncle de Thomas de Bourlémont, qui se serait nommé Jean et qui aurait succédé à Jean de Neufchâtel. Il est possible que ce soit ce personnage qui figure dans la charte de 1294. Les lettres MVD appartiendraient alors au nom de famille. »

Nous avons trouvé, aux Archives de Meurthe-et-Moselle (2), des lettres du 7 décembre 1300 par lesquelles Odot de Charmes, écuyer, déclare avoir vendu au duc Ferry III, 12 l. de terre à tournois à prendre annuellement à Charmes sur la part dudit Odot, moyennant 100 l. de petits tournois.

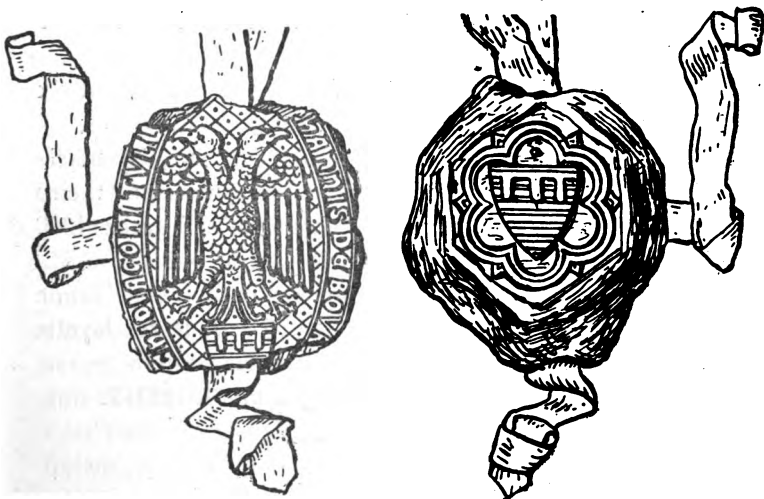
Cette pièce est scellée des sceaux de Jean de Sierck, évêque de Toul, et de Jean de Bourlémont, grand-archidiacre de Toul. Ce n'est pas le sceau de la cour archidiaconale, mais bien le sceau personnel de ce haut dignitaire.

Ouvrons de nouveau la *Sigillographie de Toul* quelques pages plus loin (p. 186-187). Ch. Robert, disant qu'outre

(1) Il est fâcheux que l'auteur n'ait pas donné la cote de cette pièce.

(2) B. 600, n° 11.

les sceaux de juridiction, les grands-archidiacres ont eu des sceaux personnels, dont il n'existe plus qu'un bien petit nombre (il en cite trois !) fait remarquer qu'un de ceux qu'il donne, celui de Robert d'Aix, est un des plus beaux spécimens de sa monographie. Or, le sceau dont nous ajoutons le nom à la liste relevée par l'auteur (1) ne le cède en rien à ce dernier.



.... HANNIS DE BOVR'.....CHIDIACONI TVLL.....

L'aigle à deux têtes, qui rappelle le droit qu'avait le grand-

(1) Nous avons aussi trouvé deux sceaux différents de François de Rozières, grand-archidiacon de Toul, pendant les dernières années du xvi^e siècle et les premières du suivant. L'un, empreinte de cire sous papier, appendu sur la même queue et en dessous du sceau de l'officialité de Toul, de forme ovale (16^{mm}/18^{mm}), est trop effacé pour pouvoir être reproduit, c'est à peine si nous avons pu y distinguer les deux léopards passant et contrepassant des armes des Rozières (B. 613, n° 22). — L'autre (B. 551, n° 4) de forme ronde, 47^{mm} de diamètre, aussi sous papier, porte un écu avec deux léopards passant et contrepassant. L'écu timbré d'un heaume avec léopard issant entre deux vols comme cimier; lambrequins. On y déchiffre l'inscription . DONEC...A...VIA VIVIS.

archidiacre de sceller les actes aux armes de l'Empire, ainsi qu'aux siennes, sur champ treillissé ; à l'exergue, l'écu burelé des Bourlémont avec lambel de trois pendants brochant en chef. Ce lambel n'est pas signalé par Ch. Robert, ni reproduit sur le dessin du sceau (fig. 89. pl. XXVII). Est-ce par suite d'un manque de lecture ? Néanmoins nous croyons que ces deux sceaux ont appartenu au même personnage ; ou, pour être plus explicite, l'un lui était personnel, et l'autre était celui de la cour archidiaconale.

¶ Pas d'inscription. Le même écu dans une rosace à six lobes, contenue elle-même dans un hexagone.

Forme ogivale : 50 millimètres de hauteur, 35 millimètres de largeur ; double queue de parchemin ; cire brune ; appendu à l'acte cité plus haut du 7 décembre 1300 (Archives de Meurthe-et-Moselle, B. 600, n° 11).

Ce même sceau se trouve encore appendu, avec celui de l'évêque Jean de Sierck, à la pièce n° 10 de la même layette B. 600, mais en moins bon état de conservation.

EDMOND DES ROBERT.

UN ACTE DE JEAN D'AIX, ÉVÊQUE DE VERDUN, 1250.

(Suite et fin.)

Je n'ai pas à rappeler ici les circonstances singulières au milieu desquelles il se trouva que Jean d'Aix fut, pendant environ six ans (1), évêque élu de Verdun (1247-1253), sans s'être jamais fait sacrer, ni même peut-être avoir reçu la prêtrise ; inutile aussi de retracer les actes de son pontificat. C'est uniquement le problème de son origine dont je

(1) L'abbé CLOUET, *Hist. de Verdun*, t. II, 1868, p. 433, dit que Jean d'Aix mourut le 11 août 1253. Cependant l'abbé N. ROBINET, *Pouillé de Verdun*, t. I, 1888, p. 22, le fait mourir le 10 août 1252.

voudrais dire quelques mots à propos de la chartre qui a été récemment signalée.

« Les inscriptions, dit l'abbé Clouët, l'appellent *Joannes d'Aze* ou *d'Ax*, que l'on traduit en français Jean d'Aix ou d'Eix. ». Suit cette note :

« Daze, au Nécrologe ; Dax, dans son épitaphe : ce qui est la même chose, la lettre *x* se prononçant comme *ss* : ex. soixante, Auxerre, etc. — Wassebourg croit que c'est Aix-la-Chapelle ; mais alors il y aurait *Aquisgranum*. C'est peut-être, tout simplement, Eix près de Verdun (1). »

Certes, Wassebourg s'est trompé en songeant à Aix-la-Chapelle ; mais l'opinion du savant abbé Clouët ne me paraît pas non plus exacte. On ne voit pas quelles relations Jean d'Aix aurait pu avoir avec Eix, près de Verdun, et ce petit village n'a point donné son nom à une famille célèbre. Or il est incontestable que le prélat appartenait à une famille de haute noblesse : « les Gobert et les Joffroy d'Apremont, dit Clouët, le saluaient cousin ; et il était neveu, ou petit-neveu, de Raoul de Torote (évêque de Verdun de 1224 à 1245). » Sa famille, dit de plus Roussel, « était alliée aux comtes de Hollande » ; il « était neveu de Robert, évêque de Liège (2) ».

Non seulement, comme le dit l'abbé Clouët, la lettre *x* se prononce souvent *ss*, mais fréquemment aussi elle représente, en Lorraine, le *ch* et le *sch* allemand. Aussi les confusions sont-elles continuelles entre les très nombreuses localités qui se nommaient *Aix*, *Eix*, *Eich*, *Esch*, etc. Ces noms ont été portés par beaucoup d'individus et par différentes familles ; deux paraissent avoir joué en Lorraine un rôle assez important : la famille Desch (3), qui fût connue

(1) Abbé CLOUËT, *o. c.*, p. 441.

(2) N. ROUSSEL, *Hist. de Verdun*, édit. de 1863, t. I. p. 304.

(3) Cette orthographe, adoptée par M. d'Hannoncelles, est, bien entendu, très variable ; rien que dans les épitaphes reproduites par lui, je remarque : *Daix* et *Dex*.

à Metz de la fin du ^{xiii}^e siècle jusque vers la fin du ^{xv}^e (1) ; et surtout la famille d'Esch (2), dans le Luxembourg, qui a rayonné sur une bonne partie de la Lotharingie et possédé fief à Conflans en Jarnisy. D'ailleurs, je ne regarde pas comme impossible que la famille Desch messine fût une branche de la famille d'Esch luxembourgeoise (3). — On ne connaît malheureusement aucun sceau de l'évêque Jean d'Aix et l'on ignore quelles étaient ses armoiries (4).

Qu'on veuille bien le remarquer : l'acte signalé récemment paraît établir que le prélat appartenait à une famille étrangère au Verdunois ; du moins, je voudrais savoir à quel titre il dominait sur la terre de Beyne (5) et avait droit d'y confirmer des donations foncières faites à l'abbaye du Val Benoît (6).

Un travail important, relatif à Esch-sur-Sûre et à la famille qui en prit le nom, a été publié en 1877 par feu M. Auguste Neyen ; j'y ai recouru et j'ai vu que l'auteur s'étend longuement sur les probabilités qui permettent de rattacher à cette maison l'évêque Jean d'Aix (7) ; mieux que

(1) Baron d'HANNONCELLES, *Metz ancien*, t. II, p. 64-71.

(2) Esch-sur-Sûre, Grand-Duché de Luxembourg.

(3) Il y a une assez remarquable similitude d'armoiries. D'après le *Metz ancien*, la famille Desch portait : d'hermine à 4 fasces de gueules. Or A. Neyen dit p. 173 : « la famille équestre ou Maison noble d'Esch... portait : de gueules à cinq fasces d'argent. — Suivant d'autres auteurs : de gueules, à deux fasces d'or, la première chargée de trois tourteaux de sable, et la seconde de deux tourteaux de même. » Il donne des références et ajoute en note : « Quelques-uns croient que les fasces sont d'argent et les tourteaux d'or. » Remarquons que des « tourteaux d'or », ou plus exactement des *besants* (métal), n'auraient pas dû être placés sur des fasces d'argent (métal). — Mais, laissant de côté ici ces dernières armoiries, qui peuvent être des brisures de cadets, on ne peut méconnaître une grande analogie entre l'hermine à 5 fasces de gueules et le gueules à 4 fasces d'argent.

(4) Cf. Pierre DONY, *Monographie des sceaux de Verdun. — Evêques* ; p. 37.

(5) Beyne-Heuzay, cant. de Fléron, arr. et province de Liège (Belgique).

(6) Dépendance de Liège.

(7) D^r Auguste NEYEN, *Histoire des seigneurs et du bourg d'Esch-sur-Sûre*, dans les *Publications de la Section historique de l'Institut G.-B. de Luxembourg*, année 1876. — pp. 194-196.

cela : il n'hésite pas à l'identifier avec un certain « Junc-ker ou *Damoiseau Jean d'Esch*, qui est fréquemment rap-pelé dans les chartes d'Esch-sur-Sûre (1) », et il dit encore de ce prélat :

« Certaines relations de propriété sur la seigneurie de Conflans en Jarnisy, à l'époque correspondante et pendant plus d'un siècle, sinon davantage encore, enfin des liens de parenté par alliance avec de puissantes maisons du voisi-nage, autorisent pleinement à croire que ce personnage appartenait à la puissante maison d'Esch-sur-Sûre, et qu'il était frère de Robert ou Robin, dynaste de ce nom (2). »

Ce Robert d'Esch, dit plus haut A. Neyen, était vraisem-blement fils de Henri, seigneur d'Esch, dont on trouve mention en 1210 et 1214 (3).

Il convient peut être de rappeler que, comme l'avait déjà fait A. Neyen (4), j'ai été porté à rattacher à la même famille, Henri et Godefroy de *Ascha*, ces croisés auxquels notre confrère M. F. Nau a consacré une érudite étude (5). L'importance de cette famille, dans l'histoire de la Lotha-ringie, me paraît mieux établie de jour en jour, et j'ai pensé que l'hypothèse émise sur l'origine de l'évêque Jean d'Aix, depuis la publication de la magistrale *Histoire de Verdun*, par l'abbé Clouët, méritait d'être produite ici.

LÉON GERMAIN.

(1) *Ibidem*, p. 195.

(2) *Ibidem*, p. 194. — L'auteur cite Clesse, *Hist. de Conflans*, p. 39, qui avait eu antérieurement l'idée de rattacher Jean d'Aix à la famille d'Esch. — M. Clesse y est revenu dans *Le canton de Conflans*, 1891, t. I, p. 61 sv.

(3) A. NEYEN, l. c., p. 190.

(4) *Ibid.*, pp. 176-177.

(5) V. le compte rendu que j'ai fait de ces recherches dans le *Journal Société d'archéologie de la lorraine*, 1900, p. 119-120.

GILLES 1^{er}, JACQUES, CONRAD ET BURNEQUIN D'AVOCOURT

GILLES D'AVOCOURT, présumé fils de Louis d'Avocourt (1), nous est connu par deux chartes, de 1269 et de 1272. En 1269, il occupait le poste de prévôt de Charny ; l'évêque de Verdun, Robert de Milan, pressé d'argent, lui prêta 34 pièces de vaisselle à mettre en gage pour la somme de cent livres fortes ; Gilles lui en donna un reçu, avec garantie, dont l'abbé Clouët reproduit ainsi le texte :

« Je Giles d'Avocourt, provost de Charnei (2)..., je dois à mon signor Robert, par la grâce de Deu évesque de Verdun, mon signor lige, dous (deux) pots, et trente dous escuelles d'argent, que il m'a presteies pour mettre en waige, pour cent livres de forts : et des trente-quatre pieices d'argent devant dites se tient-il à quanques je ai à Avocourt, à Azenne (3), et en finaige, en tous us, en quelconque maniere, liqueilles choses muevent de l'éveschie de Verdun, tant que je lui aurait rendu les pieices d'argent devant dites..., 1261, on mois d'avril (4). »

Je dois l'analyse suivante de la seconde charte à mon regretté confrère et ami L. Le Mercier de Morière ; le texte en existe, je pense, dans le fameux *Cartulaire du Duché de Bar* de la Bibliothèque nationale, dont M. de Morière préparait la publication lorsque la mort est venue, au grand préjudice des études historiques lorraines, interrompre brusquement ses savants travaux :

« 1274, mars. — Par devant l'official du princier de Verdun, Gilles d'Avocourt et Geliaine, sa femme, ont reconnu avoir vendu à Thiébaut, comte de Bar, la moitié de leur bois de *Saunarchamp* sis entre Gremilly (5) et Soumazannes (6) et la moitié de ses dépendances. »

Gilles 1^{er} fut apparemment le père de Jacques d'Avocourt.

(1) V. *Bulletin mensuel*, 1902, p. 163.

(2) Charny, chef-lieu de canton, arr. de Verdun.

(3) Azannes, cant. de Damvillers, arr. de Montmédy.

(4) Clouët, *Hist. de Verdun*, t. II, p. 479, note 3.

(5) Cant. de Damvillers (sur le ruisseau d'Azannes).

(6) Hameau, commune d'Azannes, même canton.

JACQUES D'AVOCOURT, qualifié écuyer en 1288 et 1307, puis chevalier en 1311, 1315 et 1328, semble être, comme je viens de le dire, le fils de Gilles I^{er} d'Avocourt.

Le 14 mai 1288, « Jacoumins d'Avoncourt, escuiers », comparut, à Verdun, par devant les commissaires de l'enquête ordonnée par Rodolphe de Habsbourg, touchant la frontière de l'Empire dans Argonne (1).

Le 9 avril 1307, « Jacquemin d'Avoncourt, escuyer », fut l'un des témoins qui assistèrent à la transaction, faite au Val, diocèse de Reims, par devant Jehan de Duzy, clerc notaire de la Cour de Verdun, au sujet des partages à régler entre Jean et Pierre de Bar, fils du comte Thiébaud II et de Jeanne de Toccy (2).

Dans la liste des vassaux du comte de Bar dressée le samedi après Pâques (17 avril) 1311, figure, parmi les vassaux relevant de Clermont, « Jacommins d'Avoncourt (3) ». Son fils, « Giles d'Avoncourt », paraît au nombre de ceux relevant de Bar (4) et de Briey (5).

Dans un acte du 14 février 1311 (v. st. ?), connu uniquement par une copie du xvii^e siècle, Burnequin d'Avocourt se dit fils de Messire Jacques d'Avocourt, chevalier (6).

Un acte passé le 21 mai 1315 par Jean, abbé de Chéhéry, mentionne *Brunequin*, fils Monsignor *Jacques d'Avaucourt*, chevalier (7).

Dans deux actes de janvier 1315 (v. st. ?) et du 14 février

(1) Arch. de la Meurthe, lay. *Bar mouvant*, n° 15. Orig. du procès-verbal de l'enquête, 25 mai 1288. — Voy. Julien Havet, *La frontière d'empire dans l'Argonne*, p. 32, n° 19.

(2) Dufourny, IX, 159; il renvoie à la lay. *Mariages des comtes et ducs de Bar*, n° 15, qui n'existe plus aux Archives. L'acte fut passé « en la chapelle de madame la comtesse »; il est daté du « dimanche où l'on chante *Mesericordias Domini* dans la quinzaine de Pâques ».

(3) *Bull. mensuel Soc. d'archéol. lorr.*, 1901, p. 218.

(4) *Ibidem*, p. 207.

(5) *Ibidem*, p. 214; cf. p. 254.

(6) V. plus loin à l'article de Burnequin.

(7) *Idem*.

suivant, Gilles d'Avocourt se dit fils de Monseigneur *Jacques d'Avoncourt* ou *d'Avoulcourt*, chevalier (1).

Dans son ouvrage bizarre sur Bar-le-Duc, Bellot-Herment parle d'une résidence des comtes, nommée le Chêne, où se seraient traitées d'importantes affaires politiques. C'est là que le comte Edouard I^{er} aurait formé le projet d'une guerre contre le roi de Bohême; et l'auteur ajoute, sans référence : « Il vint à cet effet, en l'année 1322, du Pont-à-Mousson et de Saint-Mihiel, un personnage considérable : Jacques d'Avoncourt, pour faire rapport à Monseigneur et à son conseil de plusieurs *besoignes touchant l'osteil* (2).

L'inventaire des Archives de Reinach, publié par la Société de Luxembourg, renferme, sous le n° 662, l'analyse suivante d'un acte qui m'avait amené d'abord à compliquer singulièrement la généalogie de la maison d'Avocourt :

« 1375, 12 mai. — Jacques Dauocourt, chevalier, déclare que feu Bernequins, son fils, par son testament, a légué à l'église de Notre-Dame de la Challade, diocèse de Verdun, un cens de deux *reis* de bled, à la mesure de Verdun, à lever en la maison dite Maljoye, lez Aduocourt; ledit Jacques et Convans, son fils, chanoine et écolâtre de l'église Notre-Dame de Verdun, exécuteurs dudit testament, assignent la rente dont il s'agit aux prédits religieux.— *Original, Parchemin. Sceau* (3). »

Comme il était impossible qu'un *Jacques d'Avocourt* vivant en 1375 fût le même que celui qui figurait dans les actes de 1288 et 1307, j'avais été amené, par cette analyse, à supposer l'existence d'un second Jacques, fils du premier et père de Conrad, d'Isabelle, femme de Henri de Tavigny, et d'un second Burnequin qui aurait pu avoir pour fils Perrin et Renaud, vivant en 1368 et 1370. Heu-

(1) V. ultérieurement à l'article de Gilles II.

(2) Bellot-Herment, *Historique de la ville de Bar-le-Duc*, p. 325.

(3) *Chartes de Reinach*, n° 662.

reusement l'importance du sceau mentionné à cette charte, et certains soupçons d'erreur, m'engagèrent à réclamer, de l'obligeance si connue de M. Ruppert, conseiller secrétaire général du Gouvernement grand-ducal et archiviste de l'Etat, de plus amples renseignements sur l'acte en question. M. Ruppert voulut bien m'en faire parvenir une copie *in-extendo*; je vis alors qu'il s'agissait d'un vidimus, de l'an 1433, renfermant la charte de Jacques d'Avocourt, datée du novembre 1328, puis une charte confirmative très importante de Jeanne d'Avocourt, du 12 mars 1375; c'est cette dernière date que l'on avait rapportée fautivement à Jacques.

Voici l'introduction de ce *vidimus* :

A tous ceuls qui ces présentes lettres verront et orront, Jehan Normant, prévost de Varennes, Hubert de Louppy, procureur de Clermont, et Nicholas de Saint Thiébault, clerc juré tabellion et garde du scel de la prévosté dudit Varennes, salut. Savoir faisons que, au jour d'uy quatorzième du mois de septembre l'an mil quatre cens et trente et cinq, nous veismes, tenismes et diligamment de mot à mot leusmes les lettres sainnes et entières en scel et escripture, non vicieuses chancellées ne abrasées en quelque maniere, desquelles la teneur s'ensuit :

A tous ceulx... (*Charte de Jacques d'Avocourt, du novembre 1328.*)

Item s'ensuit la coppie d'aulcunes (?) autres lettres, desquelles la teneur s'ensuit :

A tous ceulz... (*Charte de Jeanne d'Avocourt, du 12 mai 1375.*)

En tesmong de vérité, nous gardes dessus nommés avons scellés, ces présentes lettres de vidimus, du scel de la dite prévosté de Varennes. Ce fu fait le jour et an dessus dis.

Signé : Normat et N. de St. Thiebt.

Au dos est écrit : Lettres de Vidimus soubz le tabellion de Varennes de deubs raix de blés sur Malroye deles Avoncourt.

La charte de Jacques d'Avocourt est transcrite à l'endroit que j'ai indiqué; elle est en outre reproduite tout au long dans la confirmation de Jeanne d'Avocourt.

En voici le texte d'après la première copie; je mets en note les variantes les plus notables de la seconde :

A tous ceulx (1) qui ces présentes lettres verront et erront, Jaques d'Avocourt, chevalers, salut en nostre Signour. Sachent tous (2) que Bernequins, mes fils, jadis en sa derraine volenté, et en son testament, laissa, cessa et donna pour Dieu (3) en omosne, pour le remède de son ame (4) et de ses ancesseurs à tousjours, sans rappel, à l'église nostre Dame de la Challade (5), de l'ordre de Cysteaus (6) en la diocèse de Verdun, deubz reis (7) de blé, moitié froment et moitié soile (8) à la mesure de Verdun, à prendre et à lever de par lesdits religieux de la Challade chacun an à tousjours en la maison que on dit Malroye deleis Advocourt (9) et en appartenances de celluy mesme lieu, à feste saint Martin en hyver, et pour les choses adessus (10) dites lealment (11) et fermement a tenir, assena le (12) dessus dis Bernequins lesdits religieux à tous ses biens présens et advenir et espécialment à tous les biens de la dessus dite maison de Malroye (13) et en obliga luy et ses hoirs quant ad ce envers lesdits religieux et renonça en cest fait expressément à toutes excepcions, décepcions, circunvencions, fraudes, baras, et à toutes autres choses qui luy pourraient (14) aidier ou ceulx (15) qui auront (16) cause de luy, et les dits religieux grever et nuire en ceste partie. Et je Jaques, chevalers dessusdis, et Conrans mes filz, chanoines et escolastres de l'église nostre Dame de Verdun, qui sommes exécuteurs dudit Bernequin et de son testament, certains (17), seurs (18) et bien informés (19) à plain de toutes les choses dessus dites, en nom de vrais exécuteurs, d'une volenté, d'un assentement commun, délibérés entre nous, voulons, grçons et ordonnons que lesdits religieux joissent paisiblement et à plain dudit lais (20) de deubs reix (21) de blé (22) dessusdit, en la forme et en la manière qu'il est dessus devisé. Et prions et supplions à révérend père en Dieu Henry d'Aspremont, par la grace de Dieu

(1) *Ceulz*. — (2) *Tuit*. — (3) *Dieu et*. — (4) *De s. ame*.

(5) La Chalade (aujourd'hui *Lachalade*), cant. Varennes, arr. Verdun, Meuse.

(6) *Cysteaux*. — (7) *Raix*. — (8) *Seigle*.

(9) La 2^e copie porte : *Malioye* (Maljoye) *delès Avocourt*. Le *Dict. topogr. de la Meuse* ne mentionne pas ce lieu; on y trouve : « *Malroy*, ferme ruinée, ban et communauté de Morley » (cant. Montiers-sur-Saulx, arr. Bar); et « *Maljouy*, ferme, commune de Marville » (cant. et arr. Montmédy).

(10) *Dessus*. — (11) *Loialment*. — (12) *Ly*. — (13) *Malioye*. — (14) *Pourroient*. — (15) *Ceuls*. — (16) *Auroient*. — (17) *Etant*. — (18) *Seur*. — (19) *Informe*. — (20) *Lair*. — (21) *Deubz raix*. — (22) *Bles*.

évêque de Verdun, de cui fier (1) les choses muevent, que ledit lais vuelle amortir (2) ausdits religieux. Et nous Henry d'Aspremont, évêque de Verdun dessusdit, pour Dieu et pour le remède de nostre ame, et de nos ancesseurs, ledit lais en la forme et en la manière dessus dite amortissons à tousjours aux dis religieux et retenons en nostre garde et en nostre protettion (3) ledit lais. En tesmonnage de laquelle chose, nous Henry d'Aspremont, évêque de Verdun dessusdit, avons mis nostre seel en ces présentes lettres, à la requestre et à la supplicacion des dessusdis monseignour Jaques (4) d'Avocourt, chevalier, et Conrant, son fil, chanoine et escolastre de Nostre Dame de Verdun, exécuteurs dudit Bernequin et de son testament. Et nous, Jaques d'Avocourt, chevaliers, dessusdit, et Conrans (5) mes (6) fils, chanoines et escolastres de nostre Dame de Verdun, dessusdit, exécuteurs dudit Bernequin et de son testament, en tesmoignage (7) de vérité avons mis nos seels en cest présent escript, avec le seel (8) révérend père en Dieu Henry d'Aspremont, par la grace de Dieu évêque de Verdun, dessusdit. Ce fu fait l'an de grace nostre Seigneur mil trois cens vingt et huit (9), le mardi prochain devant la Saint Martin en hyver.

Jacques d'Avocourt eut trois fils : *Gilles II*, *Conrad* et *Bernequin*. Nous retrouverons plus tard Gilles II.

CONRAD D'AVOCOURT, dont le prénom offre d'étranges variantes, fut chanoine, chantre, puis écolâtre du chapitre de Verdun.

L'abbé Robinet, dans son *Pouillé de Verdun*, cite : « *Coures d'Avocourt*, chanoine au xiii^e siècle » (t. I, p. 89) ; le même, chantre, vers 1310 (p. 82) ; puis « *Conrad d'Avocourt*, écolâtre, en 1322 » (p. 82).

Le 17 février 1318 (v. st. ?), « *Conrart d'Avoncourt* » est témoin à l'acte de la vente de différents biens faite par Collignon le Jaul à Gilles d'Avoncourt (V. ultérieurement à l'article de ce dernier).

Le 11 novembre 1328, Conrad, chanoine et écolâtre de Notre-Dame de Verdun, comme exécuteur testamentaire

(1) *Fier* avec un sigle sur les deux derniers caractères. — (2) *Amortir*. — (3) *Protection*. — (4) *Jaques*. — (5) *Conraut*. — (6) *Son*. — (7) *Tesmongnage*. — (8) *Seel de*. — (9) *Huit*.

de son frère Burnequin, figure avec son père dans la charte que l'on a vue plus haut.

Le 6 février 1343, Conrad, comme héritier de Burnique de Riste, est témoin à l'acte passé en ce jour par Ferry de Chambley ; il y est qualifié : « Discrète persone et honeste monsignour Conralz d'Avoicour, chenone en l'englize de Verdun ». (V. *Journal Soc. d'archéol. lorr.*, 1897, p. 211.)

« 1350, 8 mars. — Othes de Poitiers, évêque de Verdun, déclare, en son nom et en celui de son chapitre, remettre à Coinrat de Avocourt, chantre de son église, toutes recettes et toutes dépenses, frais et autres charges.

« Original, Parchemin. Sceaux. » (*Chartes de Reinach*, n° 398.)

BURNEQUIN D'AVOCOURT, fils de Jacques (ch. de 1311, 1315, 1328), et probablement filleul de Burnique de Riste, paraît être mort assez jeune ; il ne devint jamais chevalier, et je ne lui vois donner la qualification d'écuyer que dans un acte mentionnant sa fille Jeanne, en 1344 (1). Son mariage l'introduisit parmi les seigneurs de Cons-la-Grandville.

La copie, faite à la fin du xvii^e siècle, d'une charte fort curieuse nous apprend que le 14 février (*le jour Saint-Valentin*) 1311 (v. st.), « Barnequin Dalnoncourt (*sic*), fils de messire Jacque Dalnoncourt, chevalier », fut pris pour arbitre d'une contestation survenue entre le prieur de Cons, Jehan Hizart, et les habitants de la localité, au sujet de la cloche paroissiale. L'acte fut passé sous le scel de « Jehan Hizart, chevalier, seigneur de Cons en partie (2) ».

Jean Hizart ou plutôt *Hazart*, était ou devint le beau-père de Burnequin ; le prieur Pierre Hazart était, à ce que je crois, le troisième fils de Jean Hazart.

(1) *Documents de l'histoire des Vosges*, t. VIII, p. 34.

(2) V. le texte de cet acte, d'après une copie de copie, dans ma brochure : *Anciennes cloches lorraine*, 1883, p. 32-34.

A Burnequin se rapporte l'acte suivant, qui lui fait peu d'honneur et dont j'emprunte l'analyse au travail de M. le Dr J. Jalliot sur l'abbaye de Chéhéry (1) :

« Jean, abbé de Chéhéry, reconnaît avoir été rétabli, par l'intervention de Vernet, sergent du roi de France, dans la possession de 600 bêtes à laine, sur 700 qui lui avaient été ravies par Brunequin, fils de Jacques d'Avocourt, Jean de Brabant, Maillet et autres (21 mai 1315).

« A tous ceulx que ces presentes lettres verront et oront, freires Jehans, dis abbés de Cheheri, et tous li convens de cel meisme leu de l'ordre de Citiaus de la dycese de Rains, salut en nostre Signeur. Sachent tuit que, comme nous requerrassiens et demandissiens à estre restabli, entre les aultres choses, de sept cens bestes lainne pourtans de Brunequin, fil monsignour Jaques d'Avaucourt (2), chevalier, de Jehan de Braibant (3), de dit Maillet et d'aultres, de Veirnet, sergent nostre signour le roy de France, en cui garde nous sommes (4), a ce deputeis, voua (?) en un leu qui est appelleis *Pute muce* (5), li queilz leus est en roiaume, seix cens bestes des devant dites, les queilz il nous at rendues et restablies ; et, pour ce, nous en quittons les dis Brunequin, Jehan de Braihant et Maillet, en tant comme il appartient et touche à nous, sauf nostre droit ens aultres choses et ens despens ; et promettons que contre la dite quitance ne venrons ne ne ferons venir par nous ne par aultre. En tesmoignage de veritei nous avons scellées ces presentes lettres de nostre propre seel, qui furent faites en l'an de grâce nostre Signour mil trois cens et quinze, le venredi devant la Saint Germain le confesseur.

« Bibliothèque nationale, collection de Lorraine, 719 (xiv^e siècle), folio 150 v^e (6). »

(1) Châtel-et-Chéhéry, cant. de Grandpré, arr. Vouziers, Ardennes.

(2) « Avocourt, canton de Varennes, arrondissement de Verdun (Meuse). »

(3) « Brabant-en-Argonne, canton de Clermont-en-Argonne, arrond. de Verdun (Meuse). »

(4) « Il n'est pas nécessaire de rappeler qu'en 1284 la garde de l'abbaye avait passé des comtes de Grandpré au roi de France. »

(5) « Lieudit qui se rencontre dans certaines localités et qui désigne l'endroit où se réfugiaient les filles de joie (mot composé de *pute* « fille de joie », et de *musser* « se cacher »). »

(6) Dr J. Jaillot, *Recherches sur l'abbaye de Chéhéry*, Pièces justif., XII bis ; dans la *Revue d'Ardenne et d'Argonne*, t. V, p. 45 (déc. 1897).

Le même Burnequin prit part, avec la famille de sa femme, à une donation faite, le 14 février 1315 (v. st.), à Gilles d'Avocourt. (V. ultérieurement l'art. de ce dernier.)

Il mourut avant le mois de novembre 1328, léguant à l'abbaye de Châtillon un cens de deux réseaux de blé, à lever en la maison dite Maljoie-lèz-Avocourt, et ayant désigné, pour ses exécuteurs testamentaires, son père et son frère Conrad. (V., plus haut, à l'article de Jacques d'Avocourt.)

Burnequin épousa *Philippe*, fille de Jean Hazard, chevalier, seigneur de Cons en partie, et de dame Alaix. (V. ultérieurement l'article de Gilles II, 1315).

Il fut le père de Jeanne, qui paraît avoir été son unique héritière et aussi, vers 1340, celle de son oncle Gilles II d'Avocourt ; celui-ci était devenu seigneur d'une partie considérable de la terre de Cons. Je compte revenir plus tard sur ces deux personnages importants.

LÉON GERMAIN.



NOTE SUR LES ARMOIRIES DE GÉRARDMER

Les armoiries de Gérardmer ont été révélées par deux exemplaires d'un sceau, apparemment du ^{xviii}^e siècle, qui offre un écu au cerf passant : aucune indication d'émaux.

Le journal hebdomadaire d'architecture *l'Immeuble et la Construction*, qui se publie à Nancy, renfermait dans son n° du 28 juillet 1901 (p. 98) un article signé Paul Ramberchamp et intitulé : *Les Armoiries de Gérardmer*. L'auteur y dit que ces armoiries ont été « retrouvées, il y a quelques années, aux archives municipales par M. Louis Géhin, professeur ». Cela est vrai ; pourtant, il eût été bon d'ajouter qu'auparavant elles avaient été retrouvées ail-

leurs (1), ainsi que M. L. Géhin l'a très loyalement déclaré (2).

Mais quels émaux donner à ces armoiries ? M. Géhin n'en a point parlé. J'avais proposé un cerf au naturel sur champ d'argent. M. Ramberchamp, qui paraît n'avoir pas connu mon article, désire que ce soit : « *D'azur au cerf d'or, passant, sur un tertre de sinople.* » Ce tertre se voit sur le dessin qui figure dans l'article de M. Géhin ; néanmoins, ce dessin est-il plus exact que celui de M. V. Cuny, où le tertre n'apparaît point ? Ce détail est, du reste, peu important ; et, si un tertre doit exister, je l'admettrais très volontiers de sinople ; il figurerait correctement sur le champ d'argent, tandis qu'il serait d'enquerre et ferait plutôt un effet fâcheux sur l'azur souhaité par M. Ramberchamp.



Toutefois, laissant de côté ce détail, il me faut le dire : un cerf d'or sur fond bleu ne me paraît pas suffisamment forestier, ni justifié par des rapprochements. Au contraire, en mettant en avant l'idée d'un cerf au naturel et surtout d'un champ d'argent, je me fondais sur les armoiries de plusieurs autres localités lorraines, d'importance diverse, telles que Nancy, Bar-le-Duc, Ancerville, Bitche, Custine, Lamarche, Liverdun, Norroy-le-Sec, Sarralbe, Sarrebourg, Sarrelouis, Sedan, Stenay et Vignot, armoiries qui, pour la plupart, offrent précisément une figure naturelle : chardon de Nancy, pensées de Bar, etc.

M. Ramberchamp propose en outre de surmonter l'écu de « la couronne murale des villes de troisième ordre, qui porte trois tours ».

Il me faut avouer que, surtout pour un bourg non for-

(1) V. mon article : *Les armoiries de Gérardmer*, dans le *Journal de la Soc. d'archéol. lorr.*, 1884, p. 109-114.

(2) Louis Géhin, *Gérardmer à travers les âges*, dans le *Bulletin de la Soc. philom. vosgienne* (Saint-Dié), 18^e année (1893), p. 201.

tifié, je n'aime guère les couronnes murales, invention du règne de Napoléon I^{er}, en temps que *timbre* héraldique distinctif des armoiries municipales (1). D'ailleurs, M. Ramberchamp se trompe : le *timbre* des villes de troisième ordre était, non pas une couronne murale, mais une corbeille remplie de gerbes. On le décrit ainsi :

« VILLES DE TROISIÈME ORDRE. — Corbeille remplie de gerbes d'or pour cimier, à laquelle sont suspendues deux guirlandes, l'une à dextre d'olivier, l'autre à senestre de chêne, de sinople, nouées et attachées par des bandelettes de gueules (2). »

Enfin, l'auteur paraît croire que les couronnes murales officielles des armoiries municipales, c'est-à-dire celle que Napoléon I^{er} leur a affectées, comportent des tours. Cela n'est pas exact. Elles ne sont ornées que de créneaux : sept pour les villes de premier ordre ; cinq pour les villes de second ordre (3). Je sais bien que, surtout depuis le milieu du xix^e siècle, il est très fréquent de placer, au-dessus des armoiries urbaines, des couronnes murales ornées de tours, et je reconnais que ces couronnes sont beaucoup plus jolies que celles du blason impérial. Mais c'est là de la fantaisie toute pure.

L. GERMAIN.

(1) Anciennement, les couronnes murales héraldiques étaient attribuées à ceux qui avaient pris une ville à l'assaut. Sur des médailles du temps de Louis XIV, on voit des armoiries de villes surmontées de couronnes murales ; mais ce sont précisément les villes qu'il avait conquises à la suite d'un siège. Sur la question des couronnes murales dans le blason, cf. la *Préface* que j'ai faite pour l'*Armorial du département de la Somme*, par R. de Figuières et l'abbé A. Armand, Abbeville, 1895.

(2) Pautet du Parois, *Nouveau manuel complet du blason*, 1834, p. 187. — Georgel, *Armorial de Lorraine*, 1882, p. 49.

(3) C'est à cause de cette gradation, sans doute, que M. Ramberchamp assigne le nombre trois aux tours des couronnes qu'il accorde aux villes de troisième ordre.

UNE CLOCHE DE ROMANS (DRÔME) FONDUE PAR NICOLAS
DUBOIS, DE NEUFCHATEAU, 1545.

Récemment, dans le *Bulletin archéologique du Comité des travaux* (1902), M. le chanoine Fillet a publié une intéressante étude sur *Les horloges publiques dans le sud-est de la France*. J'y remarque le passage suivant (p. 109), qui rappelle un fondeur lorrain et reproduit de curieuses formules. J'y joins quelques notes :

Un acte de 1625, dit l'auteur, porte ces mots : « Ce qui est escript en lettre romayne autour et audessus de la cloche du horloge : *Jhs Māra* (1) *custody* (2) *nos, Domine, sicut pupillam oculi* (3). Maistre Nycollas du Boyx me fist l'an mil vxxxxv (4), et la langue ou batail (5) d'icelle en 1531. Aux deux petites des demy heures : à celle qui est au devant du Jacquemard : *Xps vincit, Xps regnat* (6), *Xps imperat, Xps nos custodiat, amen* (7) ; à celle qui est au dernier (8) du Jacquemard *Xps rex venit in pace, Deus homo factus est et nos salvet amen* (9). »

(1) *Jesus Maria*. Il faudrait un point après ce dernier mot. L'abréviation *Māra* est tout à fait insolite ; je ne me rappelle pas l'avoir jamais rencontrée. Ces deux saints noms ont été de grand usage sur les cloches à partir du xv^e siècle ; cf. mon travail : *Les anciennes cloches de Saugues*, 1890, p. 39-52.

(2) *Custody* pour *Custodi*.

(3) Cf. : *Custodi me, ut pupillam oculi* (Ps., XVI, 8) ; *Et custodivit quasi pupillam oculi sui* (Deut., XXXII, 10).

(4) Il devait sans doute y avoir un petit *c* comme exposant du premier v, et il faut traduire : 1545.

(5) *Batail*, ancien nom du battant de la cloche. Le blason a conservé ce terme dans l'adjectif *bataillé*, qui se dit d'une cloche dont le *batail* est d'un émail différent.

(6) *Regnat* pour *Regnat*.

(7) La célèbre acclamation *Christus vincit, Christus regnat, Christus imperat* est, je crois, la plus ancienne formule campanaire que l'on connaisse ; on la trouve pour la première fois sur la cloche de Fontenailles (Calvados), datée de 1202. Sur cette formule, cf. *Les anciennes cloches de Saugues*, p. 28-38. La fin qui existe sur la cloche de Romans, *Christus nos custodiat, amen* est tout à fait insolite.

(8) Au lieu de *dernier*, il faudrait sans doute *derrier* ou *derrière*.

(9) Sur la formule, si en faveur du xiv^e au xvi^e siècle, *Christus rex*

L'auteur ajoute en note : « Voir dans le *Bulletin de la Société d'archéol. de la Drôme*, t. IX, p. 353, la description des cloches de l'horloge de Romans en 1875, par M. A. Nugues. »

Cet ouvrage n'est pas à ma disposition ; mais je dois à feu M. G. Vallier l'indication suivante, qui complète la première :

« M. Lacroix, archiviste de la Drôme, a donné dans le *Bull. de la Soc. dép. d'arch. et de statistique* de ce département (année 1875, p. 459), une note de laquelle il résulte que la cloche de Jacquemart, à Romans, aurait été fondue en 1544 (1) par NICOLAS DUBOIS, campagner du lieu de Neufchâtel (2) en Lorraine (3). »

Cette famille *Dubois*, ou *du Bois*, paraît avoir été l'une des plus considérables parmi celles des fondeurs du Bassigny ; elle a duré jusques au moins le premier tiers du xix^e siècle. Je l'ai citée dans mon travail *Les fondeurs de cloches lorrains*, qui remonte à 1887 ; mais depuis j'ai retrouvé quantité de renseignements, qu'il serait trop long, pour cette fois, de coordonner et de rédiger. M. Jos. Berthelé a aussi mentionné plusieurs membres de cette famille, mais seulement pour le xviii^e siècle, dans sa liste des fondeurs de la sénéchaussée de Bourmont (4). Il n'a pas connu le renseignement suivant, que m'a envoyé autre-

venit in pace, [et] Deus homo factus est, v. l'article que j'ai publié dans la *Revue de l'Art chrétien*, 1900, p. 418-421 : *Notes sur la formule CHRISTUS REX.* — Depuis, j'ai retrouvé des renseignements nouveaux, qui me permettront peut-être de publier une étude plus complète sur ce sujet. — La fin *Et nos salvet, amen*, est insolite.

(1) S'agit-il de la même cloche que précédemment ? On a vu que celle-ci est datée, non de 1544, mais de l'année suivante.

(2) Evidemment Neufchâteau (Vosges).

(3) Cf. G. Vallier, *Inscriptions campagnaires du départ. de l'Isère*, 1886, p. 564. Là, le nom de la ville lorraine est écrit *Neuschâtel*.

(4) Jos. Berthelé, *Les fondeurs de cloches lorrains de la Sénéchaussée de Bourmont, du XVI^e au XVIII^e siècle, d'après les recherches de M. Jules Marchal*, dans la *Revue de l'Art chrétien*, 1893, p. 128.

fois feu M Jules Marchal et qu'il me paraît intéressant de reproduire dès maintenant.

« Les DU BOIS, CLAUDE et JEAN, dits MABLE, ... étaient d'Huilliécourt (1). En 1599, un FRANÇOIS DU BOIS, dit MABLE, marchand et bourgeois de La Mothe (2), expose dans une requête à Son Altesse, que, par suite des guerres et troubles derniers, il aurait reçu de très grandes et signalées pertes à Huilliécourt, où pour lors il faisait sa résidence, comme y ayant tout son patrimoine et celui de sa femme, en étant originaires ; qu'ayant été pétardé nuitamment par certains voleurs qui en voulaient à sa vie, volé 1500 escus et ruiné sa maison, il s'est retiré, lui et sa famille, à La Mothe, où il avait acheté une maison, mais que, ses immeubles d'Huilliécourt restant en friche, et ne pouvant plus se mêler de son art et profession, il serait rentré à Huilliécourt, en conservant un homme à gages en sa maison de La Mothe ; qu'averti qu'on voulait lui faire perdre cette maison par droit de forfuyance, pour n'y faire sa résidence actuelle, il supplie S. A. de le dispenser de cette résidence pendant un délai de 6 ans. Cette autorisation lui fut accordée. — ANNE DU BOIS avait épousé Abraham de La Paix (3). — Il y avait société entre CLAUDE DU BOIS, dit MABLE, d'Huilliécourt, Jean Simon (4), de Romain (5), Gaspard Besvre (6), de Levescourt (7), et Thomas Simon, d'Huilliécourt. Ce dernier quitta la Société en 1629. »

Sur le xvi^e siècle, je trouve encore une mention d'un marché relatif à la fonte de trois grosses cloches pour la

(1) Canton de Bourmont, arr. Chaumont, Haute-Marne.

(2) Célèbre ville forte, détruite au xvi^e siècle, même canton.

(3) L'une des plus célèbres familles de fondeurs du Bassigny.

(4) Famille assez importante de fondeurs ; cf. Jos. Berthelé, *l. c.* p. 130-131.

(5) Romain-sur-Meuse, canton de Bourmont.

(6) Cf. *Bull. Soc. d'archéol. lorr.*, 1902, p. 87, où, d'après une autre communication manuscrite de M. Marchal, j'avais lu : Gaspard Besore ; mais la leçon *Besvre* me paraît préférable.

(7) Levécourt, canton de Bourmont.

cathédrale d'Auxerre, passé le 14 décembre 1568 par Jean et Nicolas Duboys, « marchants fondeurs de cloches » à Huillecourt, duché de Bar (1).

L. GERMAIN.

LE PONTIFICAL DE RENAUD DE BAR, ÈVÈQUE DE METZ
(XIV^e SIÈCLE).

Dans une correspondance de Londres publiée par la *Revue de l'Art chrétien* (1902, p. 323), on lit :

« Une publication de grand luxe qui mérite d'être signalée aux lecteurs de la *Revue* est le « Metz Pontifical », publié par le Rév. E. S. Dewick, et présenté par son propriétaire, Sir T. Brooke, à la Société des bibliophiles le Roxburghe Club. Le manuscrit, de 140 feuilles in-folio, en grands caractères gothiques du premier quart du XIV^e siècle, est orné de 137 lettres, de bordures et de 42 miniatures en couleurs. La conservation en est parfaite ; les armoiries seules ont été effacées. Un nettoyage a cependant révélé celles de Bar et d'autres qui permettent l'identification de Reinhold von Bar (2) (1302-1306) comme l'évêque pour lequel le Pontifical a été exécuté.

« Les sujets représentés se rapportent au texte du Pontifical ; l'ordre pour la dédicace d'une église a plusieurs vues assez fidèles de la cathédrale de Metz. »

L'ouvrage du Rev. Dewick est probablement celui qui a paru dans l'*Archæologia* en 1895 (t. LIV) ; je l'ai signalé (3) d'après une courte mention du *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie* (ann. 1896, p. 271) ; toutefois, dans ce passage, l'évêque n'était pas nommé.

Je ne crois pas inutile de rappeler qu'à Londres également, au British Museum, existe un autre pontifical de Metz, mais beaucoup plus ancien, car il a appartenu à Hugues 1^{er}, archevêque de Besançon, dont la prélature a duré de 1031 à 1060. J'en ai parlé, il y a deux ans, dans les *Annales de l'Est* (1900, p. 137).

L. GERMAIN.

(1) *Bull. de la Soc. des sciences hist. et natur. de l'Yonne*, 1900, p. 54.

(2) Lire : Renaud de Bar. Son pontificat a duré jusqu'en 1316.

(3) *Journal Soc. d'archéol. lorr.*, 1896, p. 283.

AVIS. — Nous croyons devoir rappeler l'usage établi de suspendre nos publications pendant les vacances. Conformément aux précédents, un numéro double du *Bulletin mensuel*, pour septembre-octobre, paraîtra quelques jours avant la séance de rentrée, qui aura lieu le 14 novembre.

Pour la Commission de rédaction : Le Président, L. QUINTARD.

BULLETIN MENSUEL
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

NUMÉROS 9 ET 10. — SEPTEMBRE-OCTOBRE 1902.

MÉMOIRES

NOTICE HISTORIQUE ET DESCRIPTIVE SUR LE CHATEAU DE PRÉNY

On ne connaît pas de vue du célèbre château de Prény prise avant son démantèlement en 1636. Rien ne pourra remplacer un document de ce genre. Cependant nous avons encore aujourd'hui des éléments suffisants pour tenter une restitution approximative de ce château, au moins dans son caractère le plus essentiel, celui de forteresse féodale. Si nous sommes obligé de nous contenter de quelques indications très sommaires sur ses dispositions intérieures et sur les habitations qu'il a renfermées, nous pouvons, au contraire, nous former une idée suffisamment exacte de ses différentes défenses, qui faisaient de cette forteresse un monument important de l'architecture militaire du ^{xiii}^e siècle en Lorraine.

On peut en relever à peu près complètement le plan d'après les ruines actuelles (1).

(1) Ce travail important d'arpentage a déjà été fait vers 1830 ; un plan de ces ruines est compris dans la section D du cadastre de la

Le plan des parties disparues peut se rétablir avec certitude, à part toutefois une exception qui a peu d'importance et qui sera indiquée plus loin.

Quelques passages des comptes de la prévôté de Prény (1), confirmés pour la plupart par les souvenirs de personnes dignes de foi qui ont vu autrefois des vestiges de ces constructions, affirment non seulement l'existence, mais l'emplacement exact, des deux portes et des quatre tours suivantes :

La première porte du château, appelée « le Petit-Huix (2) », et les deux tours voisines : la tour dite « *Tour du Puthuix* (3) » et celle dite « *la 1^{re} tour du Puthuix* (4) » ; puis, la porte

commune de Prény. Malgré les nombreuses omissions et inexactitudes qu'il renferme, ce plan nous a donné un ensemble précieux pour les proportions générales et l'orientation exacte des diverses parties de ce vaste château. Il est au simple trait et à l'échelle de 1 à 1250.

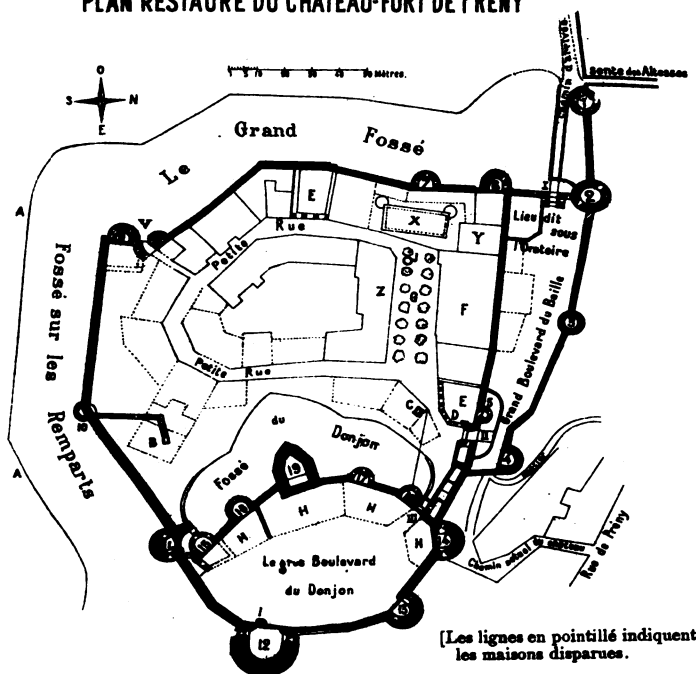
(1) Archives de Meurthe-et-Moselle, série B, registres de 8224 à 8309. Les comptes des receveurs de la prévôté de Prény, depuis 1477 jusqu'à 1632, renferment, dans le chapitre des dépenses, surtout celles pour l'entretien du château, un grand nombre de renseignements précieux sur ses différentes parties et sur les noms, en usage à cette époque, des tours, courtines, portes, etc. L'inventaire et la liste des réparations à faire, documents qui accompagnent le procès-verbal d'engagement du château à Louis de Guise en 1617 (liasse Prény, 856), renferment des indications de même nature. La lecture des inventaires des autres archives qui se rapportent à Prény ne fait prévoir aucun renseignement technique ou topographique sur le château pendant la période du moyen-âge, dans les pièces manuscrites qui existent de cette époque.

(2) Cette première porte du château est mentionnée tous les ans dans les registres, pour les gages de son portier, sous différents noms. A la fin du x^v siècle, c'était la « *Moyenne Porte* ». Au xvi^e, elle avait différents noms : « *la Porte devant la Porte aux Champs* », « *la 1^{re} porte du château* », « *la 1^{re} Porte aux Champs* », « *la 1^{re} Porte du Baille, allant au château* », « *la Porterie du Petit Huix* ». Au xvii^e siècle, c'était : « le Petit Huiss. » Cette porte a été démolie au commencement du xix^e siècle, pour faciliter l'entrée des voitures de récoltes.

(3) Cette tour, qui flanquait la porte ci-dessus, du côté du ravin du nord, est mentionnée ainsi dans le registre de 1600.

(4) Cette tour extérieure, plantée en avant de la porte du Petit Huix, à l'angle du chemin dit « *Chemin du Bourg* » et plus tard « *Sente des Atlasses* », est ainsi mentionnée dans le registre de 1600 : « *La 1^{re} tour du Puthuix où est l'entrée du chemin du Bourg* ».

PLAN RESTAURÉ DU CHÂTEAU-FORT DE PRÉNY



[Les lignes en pointillé indiquent les maisons disparues.]

LÉGENDE

- I Porte du petit huis.
- II Grande porte aux champs.
- III Porte du donjon
- IV La basse porte.
- V La petite porte au grand fossé.
- 1 Première tour du petit huis.
- 2 Tour du petit huis.
- 3 Tour d'enfer.
- 4 Le demi rond.
- 5 La petite tour la Sentinelle
- 6 Tour l'Abbé.
- 7 Tour du colombier.
- 8 Tour Malgalle.
- 9 Tour le Haut-Toit.

- 10 Poterne en tour basse de la Pouilleuse.
- 11 Tour de la Heville.
- 12 Tour des Moines.
- 13 Tour de la Charbonnière.
- 14 Tour du magasin des armes.
- 15 Les 4 Tourelles du Donjon
- 16
- 17
- 18
- 19 Tour de la cloche de Mandeguerre.
- A Contrescarpe de défense.
- B Escalier allant à la poterne des remparts.

- C Entrée d'un des souterrains allant du Château au Donjon.
- D Grand corps de garde d'entrée.
- EE Maison du moyen-âge.
- F L'Artillerie.
- G Place de l'Artillerie.
- H Granges, greniers et écuries du donjon.
- I Puits du donjon.
- J Puits du château.
- X Emplacement de la Maison seigneuriale.
- Y Id. de la chapelle.
- Z Id. des caves et greniers des redevances seigneuriales.

désignée sous le nom de « *Petite Porte au Grand Fossé* », avec les deux tours voisines : « *le Haut Toit* » et « *la Tour Malgalle* (1) ».

Seule, une tourelle, dont l'existence est affirmée par plusieurs passages des comptes de la prévôté (2), n'a pu être indiquée sur le plan avec certitude. Elle a été mise, comme à sa place la plus probable, à droite de la grande Porte aux Champs, là où se remarque une brèche allant du haut en bas de la courtine. C'est la « Petite tour de la Sentinelle ».

Le diamètre des tours existantes peut être mesuré, excepté celui de deux (3), réduites à de faibles vestiges. Enfin, on peut relever exactement aussi les épaisseurs de murailles, tant des tours que des courtines, les unes vers la base, les autres, à différentes hauteurs.

La légende du plan ci-joint a été dressée en s'appuyant sur les documents historiques dont il a été question plus haut (page 194, note 1).

La vue en perspective qui accompagne ce plan est présentée seulement comme un essai de restitution, basé sur des données moins complètes et sur des analogies. Les renseignements précieux fournis par les documents des archives, nous font connaître les étages superposés des tours et des portes, leurs ponts-levis, les toitures, les tou-rions ou échaugettes et autres postes de guet, l'emplacement des diverses constructions de la partie du château, le boulevard du Baille, etc. En second lieu, les ruines actuelles suffisent en plusieurs endroits pour fixer exacte-

(1) La base de ces deux tours était visible avant le remblaiement du fossé en cet endroit, fait il y a environ cinquante ans.

(2) « *La Tour du Guet* » (registre de 1521-1523), « *la petite tour du château* » et aussi « *la petite tour de la Sentinelle* », dans deux passages différents des comptes de la même année 1607 (registre 8288, 1607 et registre 8289, 1603-1607).

(3) Celui de la grosse *Tour l'Abbé* et celui de la tour appelée souvent « *le Demi Rond* ». Un pan important de maçonnerie de cette dernière, qui menaçait ruine, a été abattu au siècle dernier.

ment la hauteur de certaines murailles ; ça et là, quelque détail, resté encore heureusement comme témoin, sert de repère exact pour déterminer des dimensions et des dispositions en hauteur pour certaines parties disparues. Enfin, des descriptions et des photographies de châteaux analogues à celui de Prény et de la même époque, aident à s'en faire une représentation idéale bien voisine de la réalité ; car, depuis les travaux si précis de Viollet-le-Duc et d'autres auteurs sur l'architecture militaire du moyen âge, on sait que, à de rares exceptions près, des règles fixes ont présidé, pour chaque époque, aux dispositions dimensions et détails des divers éléments des châteaux-forts. Leur plan seul est sujet à de grandes variations, suivant leur importance et selon les accidents du terrain de leur assise.

Parmi les sépias originales, les gravures et lithographies, qui ont été faites des ruines de Prény, une seule a pour nous une valeur documentaire. C'est une sépia, conservée à la bibliothèque de la Société d'Archéologie Lorraine, qui représente une porte en ruine, aujourd'hui disparue. Cette porte ne peut être que celle dite « *le Petit Huix* », avant sa démolition. Cette porte aurait été ogivale comme la *Grande Porte aux Champs* ; et la tour voisine, « *la Tour du Petit Huix* », aurait été de forme ronde.

L'emplacement du château de Prény, bâti sur une pointe très avancée et très profondément découpée de la falaise calcaire se rattachant aux collines de la rive gauche de la Moselle, est des plus remarquables. Il réunit les meilleures conditions de défense naturelle. Il a dû être occupé très anciennement. Des pointes de silex taillé ont souvent été recueillies dans les champs immédiatement voisins des ruines.

Un texte du x^e siècle, cité par H. Lepage (1) et qui

(1) *Les communes de la Meurthe*, tome II, article *Prény*.

prouve l'existence de Prény à cette époque, fait entrevoir la possibilité d'un fort de l'époque carolingienne en cet endroit, car les premières agglomérations d'habitations établies dans des positions analogues à celle de Prény, furent bâties généralement, au haut moyen-âge, sous la protection d'un fort préexistant.

Et, la plupart du temps, les forts de ces époques succédaient à des ouvrages analogues de l'époque gallo-romaine.

L'importance de la position stratégique de Prény s'accrut beaucoup dès le ^x^e siècle, alors qu'une partie du duché de Lorraine s'avancait en coin vers l'Est, entre les terres de l'abbaye de Gorze et le puissant comté de Mousson. On ignore la date de la construction du premier château féodal lorrain, le château de l'époque romane. Il existait certainement à la fin du ^x^e siècle. Il fut pris et rasé aux débuts du ^{xiii}^e, en 1207, par Thiébaud I^{er}, comte de Bar.

Un autre, celui dont nous voyons les ruines, plus grand et plus en rapport avec les progrès incessants de l'art militaire, le remplaça. Sa construction dut être poussée activement, car un point de la frontière lorraine entouré d'ennemis aussi puissants ne pouvait rester longtemps sans défense. Il est fort probable que ce second château fut construit, en peu d'années, au commencement du ^{xiii}^e siècle et dans les proportions qu'il a actuellement. Il y a, dans ses différentes défenses, une unité de plan des plus remarquables et aussi une sorte d'enchaînement hiérarchique qui en font un tout bien homogène.

On remarque, il est vrai, dans quelques-unes de ses parties, des caractères d'époques différentes, mais elles s'expliquent facilement. On ne peut d'abord nier que ce château présente en plusieurs points des formes et des dispositions antérieures au ^{xiii}^e siècle. La tour de Mandeguerre, avec sa forme particulière si caractéristique et sa baie en plein cintre, de même que les quatre petites tours voisines, présente les caractères du ^{xii}^e siècle. Le com-

mencement du ^{xiii}^e siècle est encore une époque de transition ; il n'est pas rare de rencontrer dans les constructions de cette époque le plein cintre de l'époque romane côte à côte avec l'arc brisé de l'époque suivante. Il n'y a rien d'étonnant qu'un architecte ait employé judicieusement, là où il les trouvait plus avantageuses, des formes et des dispositions un peu antérieures.

D'autre part, certaines parties semblent dater du milieu et même de la fin du ^{xiii}^e siècle. Les fleurs de lys qui décorent le tympan des petites fenêtres de l'ancienne construction adossée à la Porte aux Champs, indiquent l'époque du règne de Ferry III (1251-1303). Les tours à grand diamètre, comme la tour des Moines, ne furent employées qu'à partir de 1270 environ. Ces faits peuvent s'expliquer par des reconstructions partielles ou totales de quelques parties du château après les grands sièges qu'il eût à subir pendant le ^{xiii}^e siècle.

D'après des indices très probables, le château fut armé d'artillerie et reçut des réfections sous le règne de René d'Anjou.

Il est certain enfin, d'après les comptes de la prévôté, qu'on ne fit depuis 1477, dans la vieille forteresse lorraine, que des réparations d'entretien, quelques installations nouvelles pour le service du château et quelques rares aménagements sans importance. Leur énumération détaillée trouverait place dans une monographie étendue, mais serait trop longue à rapporter ici. En un mot, les ducs continuèrent à faire entretenir avec soin, en son état, le château qui avait peu à peu perdu son importance militaire et, jusqu'à la veille du démantèlement, il garda son aspect féodal.

Le château de Prény est très grand ; il couvre une superficie de 2 hectares 60, sans compter les fossés.

Sa disposition d'ensemble est simple, malgré la complication apparente d'aspect que lui donnent aujourd'hui



tante et, a plan du XI^e siècle, pour la petite enceinte de l'est.

d'abord
de sa sur
jardins e

C'est v
surface c
forme, q
générale
inégales
habituel
l'autre, c
le *Donjo*

Le *Don*
sa masse
plate fo
fortress
siège, ju
véritabl
générale

Ce ha
placé d
lieu d'è
re et x
rieure,
de tour
château
enceint
isolée d
sorte d
une sor
a toujo
avec ra

(1) Le
documen
souvent,
de *Donjo*
talité et,

d'abord un état de ruine avancé, ensuite le morcellement de sa surface et surtout de ses abords par les clôtures de jardins et enfin l'envahissement de la végétation.

C'est une grande enceinte continue, utilisant toute la surface de la pointe du promontoire et reproduisant sa forme, qui est celle d'un trapèze irrégulier. Cette enceinte générale est divisée intérieurement en deux parties fort inégales : la plus grande, qui s'étend à l'Ouest, est désignée habituellement sous le nom de *Partie du château* (1); l'autre, qui occupe la pointe extrême de l'escarpement, est le *Donjon*.

Le Donjon. — La grosse tour de Mandeguerre qui dresse sa masse imposante sur un des points les plus élevés de la plate forme, pour surveiller et protéger tout le reste de la forteresse et qui est bâtie de manière à tenir, dans un siège, jusqu'à la dernière extrémité, est certainement le véritable donjon du château de Prény, suivant la définition généralement adoptée du mot.

Ce haut donjon est encore, suivant la tradition romane, placé dans l'intérieur de l'enceinte générale ; mais, au lieu d'être isolé comme dans la plupart des châteaux des ^{x^e} et ^{xii^e} siècles, il est relié fortement à l'enceinte extérieure, du sud au nord, par une ligne de courtines garnie de tours, disposition qui se rencontre dans quelques châteaux de la fin de l'époque romane. Il en résulte deux enceintes séparées dont la plus petite et la mieux située, isolée de l'autre par un large et profond fossé, devient une sorte de château indépendant enclavé dans le grand. Par une sorte de confusion ou plutôt d'extension du terme, elle a toujours été désignée sous le nom de Donjon, et cela avec raison car, on peut en juger facilement, elle consti-

(1) Le terme de « Partie du Château » n'existe pas dans les anciens documents ; c'est un mot moderne. Le nom de « Château » y figure souvent, mais employé pour la totalité du château de Prény ; le nom de Donjon y est également, surtout au moyen-âge, employé pour la totalité et, à partir du ^{xvi^e} siècle, pour la petite enceinte de l'Est.

tuait un donjon inexpugnable avec les moyens d'attaque de l'époque.

L'enceinte du donjon communiquait avec l'autre par deux portes très fortes. Celle du nord formait la véritable entrée ; c'était la *porterie du Donjon*. ; précédée d'un pont levis, elle avait 3 mètres 40 de profondeur. La seconde porte, à l'extrémité sud, la *Basse Porte*, était, suivant toute probabilité, une poterne de sûreté donnant sur le fossé ; elle formait un long et tortueux couloir de 13 mètres, entre des tours et des meurtrières d'archères. Ces deux portes étaient gardées par deux simples postes de gardes : elles n'avaient pas de portiers attitrés ; le Donjon était fermé en temps de paix.

Les courtines extérieures du donjon, c'est-à-dire de la partie de l'enceinte générale du château qui le ferme du côté de la vallée de la Moselle, devaient avoir 13 mètres de hauteur. D'après des mesures prises, leur pied est à dix mètres en contrebas de la plateforme intérieure et, d'après des indices certains, leur sommet crénelé s'élevait encore, pour le moins, à 3 mètres au dessus.

La base de ces courtines était à un niveau plus bas que celle des courtines de la *Partie du château* ; aussi, leur sommet crénelé était relié à celui des courtines du sud et du nord par des rampes également crénelées.

Leur épaisseur est remarquable ; elle mesure 2 mètres 50, au niveau de la plateforme, c'est-à-dire à 10 mètres d'élévation.

Les courtines du donjon, à l'ouest, n'avaient que 9 mètres 60. On peut le constater sur le flanc sud de la tour de Mandeguerre. Leur épaisseur, au raz du sol, est seulement de 2 mètres.

Neuf tours, dont trois de proportions colossales, appuyaient et protégeaient en flanc la ceinture de murailles des courtines : ces tours, à plan de bastion en demi-lune plus ou moins allongé, sont d'une forme des plus anciennes.

Indépendamment de la grande différence du niveau (de 7 à 10 mètres) existant entre le pied des tours qui regardent l'ouest et celui des quatre autres du côté opposé, on remarquera que, les reliefs du sol ayant été conservés à dessein, les pieds de toutes les tours sont à des niveaux différents, car, leurs archères et leurs créneaux étant à des hauteurs variées, il n'y avait pas de point mort et inutile dans la défense.

Il est de règle, au ^{xiii}^e siècle, que les tours soient beaucoup plus hautes que les courtines; celles de Prény devaient avoir une hauteur considérable, ce que fait prévoir du reste leur épaisseur extraordinaire vers la base. Elles avaient sans doute, comme toutes les tours de la même époque, cinq étages : un étage inférieur en basse-fosse, sans ouvertures, deux (et quelque fois trois) étages garnis d'archères, un étage au dessus servant de chambrée aux hommes, et l'étage le plus haut armé de créneaux, lieu de principale défense et poste du capitaine.

Les visiteurs prennent souvent à Prény quelques archères ruinées du 3^e étage des petites tours de l'ouest du donjon pour des fenêtres romanes qu'elles figurent de loin, à s'y méprendre. Au moyen-âge, les tours n'avaient pas de fenêtres, mais seulement des ouvertures très petites, généralement carrées et garnies de volets à bascule, dans leur partie supérieure.

Les deux tours les plus remarquables sont la tour des Moines et la tour de Mandeguerre.

Celle des Moines, la plus grande et la plus massive de toutes les tours du château, mesure, à environ deux mètres au dessus du pied des courtines adjacentes, 24 mètres de diamètre; sa largeur intérieure, du sud au nord, est de 14 mètres.

A environ un mètre du point le plus bas de son pied, on peut constater l'épaisseur de 5 mètres 33, qui n'est pas dépassée dans les constructions les plus importantes du moyen-âge en France.

A son niveau le plus bas, qui se trouvait à environ 13 mètres en dessous du niveau du boulevard du Donjon, elle faisait une saillie de plus de 18 mètres sur la courtine.

Au *xvi^e* siècle, deux de ses étages contenaient les prisons seigneuriales ; la *prison haute* et la *prison basse* sont plusieurs fois mentionnées dans les registres des comptes.

La partie antérieure de cette tour s'est écroulée vers 1810.

La tour de Mandeguerre (1) a 23 mètres dans son grand axe ; la face qui regarde l'intérieur du Donjon mesure 14 mètres 50 de largeur.

L'épaisseur de ce front est de 3 mètres ; celle des flancs, de 3 mètres 80, et celle de la pointe, de 5 mètres. Ces mesures sont prises à la base.

Cette tour est plantée sur le roc vif et probablement sans fondations ; un massif énorme de maçonnerie pleine qu'on prend volontiers, mais à tort, pour la voûte d'un étage inférieur, renforce sa partie en carène qui donne sur le fossé.

Son étage inférieur, qui a entre 10 et 11 mètres d'élévation, est analogue à tous les étages fermés des tours de l'époque. Sa destination comme oubliettes est une légende populaire.

Cette grande cavité de pierres, sans autre ouverture (2) que le trou de la voûte, n'a eu d'autre but essentiel, dans l'esprit du constructeur, que de donner de la hauteur aux postes de défense proprement dits. Comme tous les étages inférieurs des donjons, elle fut certainement utilisée en temps de siège ; c'était une réserve d'armes, un abri sûr pour les trésors, les archives, le mobilier du châtelain. On remarque que cet étage inférieur a été divisé en deux parties

(1) Ce nom est employé ici parce qu'il est plus connu, mais il est moderne ; dans les registres, on lit : « La Grosse tour ».

(2) L'entrée actuelle n'est qu'une brèche moderne.

différentes, qui comportaient chacune plusieurs étages de planchers dont on voit les trous des poutrelles.

La porte de la tour, suivant l'usage général d'alors, n'était accessible qu'au moyen d'une longue échelle mobile, qu'on pouvait retirer ensuite. On voit encore deux des corbeaux de pierre qui soutenaient son palier d'arrivée. Le 1^{er} étage de la tour, dans lequel donnait cette porte, ou fenêtre si l'on veut, et dont il subsiste une bonne partie, n'était pas encore un poste de défense, du moins qui fût important, car il n'était percé, outre la porte dont il vient d'être question, que de deux très petites meurtrières rectangulaires. Le trou béant qu'on remarque à droite, au niveau du haut de la courtine, n'est qu'une brèche. Cet étage pouvait servir de salle de conseil et de refuge pour la famille du châtelain. Venaient seulement, au-dessus, les étages destinés à la défense, analogues à ceux des autres tours. Plantée sur le point culminant de l'enceinte du donjon, cette tour devait avoir une très grande hauteur. Les trois échaugettes du sommet sont indiqués seulement comme probables. Les mentions relatives à la *Grosse Tour* sont assez rares ; elle était sans doute fermée depuis longtemps.

Sa toiture comportait un clocher, où se trouvait une des Mandeguerres les plus célèbres du pays. Cette antique cloche qu'on ne sonnait autrefois qu'en cas d'alarme, pour appeler les gens du bourg et des villages voisins, était d'une certaine grosseur. D'après le registre de 1613, « *la grosse cloche de Mandeguerre* » fut descendue pour pouvoir refaire complètement à neuf ses bâtis et son campanile séculaire, qui tombait en ruine.

Indépendamment des tours, il y avait dans le donjon deux guets ou corps-de-garde établis dans des échaugettes ou guérites de pierre, qui sont indiqués sur la planche ; on les trouve mentionnés plusieurs fois sous les noms de « *tourion du Puix* » et « *tourion du Moyneau* », ou simplement : « *le Moyneau* ».

La plateforme intérieure de l'enceinte du donjon, qu'on appelait : « le gros Boulevard du Donjon » et qui s'ouvrait en esplanade du côté de la vallée de la Moselle, était occupé en partie par des écuries, granges à fourrage et magasins d'engins de siège.

Dans une des tours du donjon était une chapelle ; elle était même en titre de bénéfice (1).

Un dépôt de poudres, un moulin à bras, et autres installations sans intérêt occupaient les petites tourelles de l'ouest. Enfin, un grand puits couvert existait dans le Donjon, situé près de la tour des Moines.

Partie du Château. — La grande enceinte de l'ouest était défendue surtout par de longues courtines ; au sud étaient « *les Remparts* » ; au nord, « *la Grosse Muraille* » ; à l'ouest, « *la Muraille au Gros Fossé* ».

La hauteur de ces courtines doit être évaluée à 13 mètres pour le flanc nord, d'après la hauteur des petites fenêtres ogivales géminées qu'on remarque à droite de la Porte aux Champs. Si l'on tient compte du comblement partiel du fossé, dont on possède des preuves certaines, la hauteur des courtines du flanc sud du château ne devait pas lui être inférieure. Enfin, il est bien probable que les courtines du flanc ouest ne faisaient pas exception, et l'on peut avancer que les murailles de l'enceinte générale du château de Prény avaient une hauteur à peu près uniforme de 13 mètres. (Cette hauteur est, pour le ^{xiii}e siècle, la hauteur maximum des courtines ; on ne la constate que dans les plus grands châteaux.)

En dessous des créneaux, ces murailles ne devaient pas avoir de machicoulis, si l'on s'en rapporte à l'histoire de l'architecture militaire du moyen-âge ; ils ne furent employés qu'à partir du ^{xiv}e siècle. Dans le front ouest du Donjon, comme dans son contour extérieur et dans la partie qui va jusqu'à la Porte aux Champs, les courtines

(1) Temporel des Paroisses de 1708.

n'avaient pas d'archères ; toute la défense était dans les créneaux. Cela tient apparemment au grand rapprochement des tours ; aussi, il n'en fut peut-être pas de même dans la Partie du château.

La Partie du château ne présente que quatre tours. Comme on l'a vu plus haut, deux de ces tours ont complètement disparu ; et, de celle qui était à l'angle nord-ouest, il ne reste qu'une petite partie de la base.

La base complète de la petite tour voisine, *la tour du Colombier*, existe encore.

De nombreux guets étaient établis sur le périmètre de la *Partie du château* : il y en avait trois sur des échaugettes au sud, dont l'un, rapproché de la tour de La Héville, est, dans la vue ci-jointe, presque caché complètement par cette tour. C'était les trois *Corps de garde sur les remparts*. Il y avait aussi, de ce côté, trois corps-de-garde établis sur le dernier étage des tours La Héville, Haut Toit et Malgalle. A l'ouest, étaient deux guets sur des échaugettes. Un corps-de-garde existait aussi sur le dernier étage de la grosse Tour l'Abbé (1) ; c'était, à partir de 1617, un simple poste de jour, où l'on avait installé une petite cloche pour annoncer l'arrivée, au château, des cavaliers et des voitures. Enfin, au nord, il y avait deux guets sur échaugettes et un sur la tourelle de la Sentinelle, c'étaient : *les trois guets de dessus la grosse muraille*.

C'est dans l'enceinte de la *Partie du château* que s'ouvrait la porte principale, *la Grande Porte aux Champs* (2). Il y en avait une seconde à l'angle sud-ouest (3), mais ce n'était

(1) Mentionnée aussi sous le nom de « la tour derrière la maison du clerc juré » (procès-verbal d'engagement du château en 1617, déjà cité).

(2) Désignée dans les registres, où elle est mentionnée chaque année pour les gages de son portier, par les différents noms de : « Seconde Porte aux Champs, Porterie entrant au Château, Grande Porte du Château » et par d'autres noms encore, qui ne sont que des variantes des noms ci-dessus.

(3) Appelée « la petite porte au grand fossé » (registre de 1569-1570) et : « la dernière porte du château joignant la maison du lieutenant » (acte d'engagement de 1617).

qu'une porte de sûreté, donnant sur le fossé et dont il ne reste rien ; elle est désignée plus haut.

Les défenses de la *Partie du château* sont pour la plupart dans un état de ruine avancé ou disparues complètement. Deux encore sont suffisamment conservées et elles présentent un grand intérêt : c'est une poterne en tourelle et le rez-de-chaussée de la Grande Porte aux Champs.

La tourelle basse qu'on voit dans la vue ci-jointe, vers le milieu du flanc sud du château, est une poterne en tourelle, couverte en pierre de taille ; elle n'a qu'un rez-de-chaussée (1) et un étage, peu élevés l'un et l'autre. Dans les documents des archives, une tour est mentionnée une seule fois sous le nom de la *Pouilleuse* (2). Sur le plan, cette tourelle porte ce nom, sous toutes réserves. Elle constitue, avec l'escalier souterrain qui aboutit à son étage (devenu aujourd'hui un rez-de-chaussée par le comblement partiel du fossé), un bel exemple, peut-être le seul qui soit en bon état de conservation en Lorraine, d'un genre de défense assez curieux employé au moyen âge. En temps de siège, des soldats pouvaient sortir par cette poterne et aller défendre, derrière des remparts de pieux garnis de buissons d'épines, la crête extérieure ou contrescarpe du fossé du sud ; il était alors considéré comme une sorte de chemin couvert ou ouvrage avancé analogue à l'enceinte extérieure du Baille qui était du côté opposé, et servait comme lui, de poste de première défense. En cas de retraite, l'étage de la poterne, où débouchait l'escalier, était bientôt obstrué, au moyen de grosses pierres jetées par une cheminée carrée qui se voit encore, et l'escalier lui-même, un peu coudé intentionnellement à ses extrémités et muni en bas d'une herse en fer, était un ouvrage imprenable.

Comme on le voit, cet escalier ne mène donc pas à l'en-

(1) Aujourd'hui comblé ; la petite porte par laquelle on passe actuellement de la tourelle au fossé est moderne.

(2) Procès-verbal d'engagement du château en 1617.

trée d'un souterrain donnant sur la campagne, comme on le croit ordinairement, mais il est lui-même un spécimen remarquable de ces passages souterrains qui reliaient habituellement les différentes parties des châteaux-forts. Cet escalier permettait de passer en toute sûreté de la *Partie du château* au fossé du sud et de s'en retirer, en cas de besoin. D'autres passages permettaient, en cas d'invasion de l'ennemi, de se retirer du Baille dans la Partie du château, et enfin de celle-ci dans le donjon. Un beau souterrain, creusé dans le roc, a été retrouvé en partie autrefois, dans des travaux, vers l'angle nord-ouest du château et a été vu par des personnes dignes de foi ; il se dirigeait vers le donjon. L'entrée d'un autre, beaucoup plus court, allant vers le donjon aussi, se voyait anciennement dans la cave d'une maison aujourd'hui démolie et qui s'élevait non loin de la tour de Mandeguerre. Les visiteurs peuvent voir là, où s'élevait la porte sud du donjon, qu'un souterrain passa sous cette porte, allant de la tour de La Héville à la tour voisine. On peut citer aussi des souterrains d'un autre genre. On descendait aux canonnières des tours du donjon par des escaliers souterrains. Des égouts spacieux réunissaient dans des citernes les eaux des toitures et des trois plateformes du château, pour éviter les infiltrations d'eaux dans les maçonneries. Les comptes enregistrent des curages de ces conduits.

On ne sait rien de ces longs passages souterrains qui devaient s'ouvrir dans la campagne, pour faire des sorties de nuit et faciliter des évasions secrètes. Ce qu'on raconte à ce sujet est d'une impossibilité complète à tous les points de vue. Cette légende de souterrains reliant le château de Prény avec ceux de Mousson et de St-Blaise pourrait cependant avoir pour origine le souvenir, dénaturé par l'imagination populaire, de l'existence de deux souterrains allant, l'un dans la direction de Mousson, l'autre dans la direction de St-Blaise.

La grande Porte aux Champs compte parmi les parties les plus intéressantes des ruines de Prény et mériterait, dans un travail plus étendu, une description détaillée. Nous nous bornerons à en dire quelques mots, comme de beaucoup de particularités curieuses qui n'ont pu être rappelées ici que très sommairement, ou même ont été passées sous silence. La Porte aux Champs a été percée dans le flanc nord du château à l'un des endroits les plus abrupts. En face d'elle, s'élevait une tour à grand diamètre, *le Demi Rond*, qui en gardait de très près l'entrée ; à gauche, une grosse tour du donjon, celle du magasin des armes, en gardait de très près aussi les abords, protégés d'ailleurs par le rempart du Baille ; elle n'était pas abordable pour les machines de siège, et l'escalade de la plateforme sur laquelle elle s'élevait était impossible, avant qu'on eût pris les deux grosses tours ci dessus. Pour y arriver et l'attaquer directement, il fallait avoir forcé la première porte du château, *le Petit Huiss*, et traversé sous les coups des assiégés la longue enceinte du *Baille*. (Cette enceinte du *Baille* était une sorte de chemin couvert servant, en place de fossé, de poste de première défense. Il était gardé extérieurement par une muraille en terrasse haute d'environ 7 à 8 mètres. Conformément à l'usage, l'enceinte du *Baille* était utilisée de diverses manières. On y avait placé plusieurs constructions, entre autres une grange à dimes et une maison où se payaient les redevances en argent. L'état actuel de cette partie du château est méconnaissable ; la plupart des visiteurs la traversent sans se douter que ce soit autre chose qu'un simple chemin.)

La Porte aux Champs est en elle-même très forte. Elle est étroite et profonde (1), et constitue un couloir à chaque bout duquel était une massive porte de bois hérissée de plaques de fer et de gros clous à tête. Une herse en fer complétait

(1) Elle a 3 mètres de largeur à l'endroit de la herse, et 6 mètres 70 de profondeur.

chacune de ces portes et fermait la partie supérieure en ogive ; une des rainures en pierre, dans laquelle glissait cette herse, existe encore et servait en même temps à fixer le gond supérieur. Entre ces deux portes, était une grande herse intérieure, au devant de laquelle s'ouvrait de chaque côté une meurtrière d'archère, l'une un peu en avant de l'autre pour multiplier les chances de défense. Au dessus de ce rez-de-chaussée, élevé d'environ 9 mètres (1), il y avait deux étages, garnis de meurtrières et d'archères ; le second était, en temps de guerre, un poste des plus importants et des mieux armés. Au dessus, était une toiture en tuiles plates. (Il est à noter en passant que, dans le château de Prény, les portes, les tours et échaugettes, et même les courtines, étaient garnies de toitures en tuiles du pays, plates et creuses. C'est le mode de couverture le plus répandu en Lorraine avant le *xvii^e* siècle. Les toitures des tours étaient relativement surbaissées et rappelaient un peu un chevet d'église. Des *pommelets* ou boules en tôle repoussée ornaient l'extrémité de sa crête.)

La *Partie du château* était la partie d'habitation de la forteresse, dominée et protégée par la partie essentiellement militaire du donjon. Elle renfermait les constructions les plus diverses et était assez grande pour abriter les gens du bourg et ceux des localités voisines, qui avaient droit de refuge avec leurs troupeaux et leurs récoltes. La chapelle castrale (2), la maison seigneuriale, celles de tous les officiers et gens de tous rangs qui avaient emploi au château, s'y trouvaient, ainsi que toutes les dépendances nécessaires : magasins d'armements et de provisions, etc. Il ne reste rien de toutes ces constructions. Les comptes de la Prévôté nous renseignent simplement, et encore d'une façon très générale, sur l'emplacement qu'elles ont occupé.

(1) La grande baie extérieure mesure 7 mètres 80 dans l'axe de l'ogive.

(2) Cette chapelle était sous l'invocation de la Sainte-Trinité.

Toutefois, une brève citation indique que la maison seigneuriale n'était pas d'une construction postérieure au règne de René d'Anjou. Le registre de 1593, en désignant des réparations à *la maison de Son Altesse*, mentionne *la salle du roi de Sicile*. Deux tourelles, plusieurs fois mentionnées, en ornaient les extrémités. On voit encore aujourd'hui, en entrant dans le château, une maison du ^{xiii}^e siècle dont le rez-de-chaussée ouvert en arcades ogivales géminées a servi de tout temps au poste de garde ordinaire de la porte et de logement à son portier. Elle fait, avec la grande porte, un ensemble fort pittoresque.

Le château fut défendu par de l'artillerie, à une époque inconnue, probablement sous le règne de René d'Anjou. Onze des canonnières encore existantes sont d'un type à large embrasure extérieure. Dans l'étage le plus inférieur de la tour du magasin des armes, en dessous de l'étage où sont deux canonnières du type précédent, se voient trois canonnières d'un type différent, à embrasure extérieure très étroite et très courte. L'inventaire joint au procès-verbal d'engagement du château en 1617 donne une idée de l'artillerie primitive qui garnissait toutes ces canonnières.

En plusieurs endroits des courtines, on remarque des boulets de pierre sculptés en haut relief sur le parement ; on en voit 18 ensemble sur le pan de courtine qui est à droite de la tour de La Héville ; deux portent, incisée au burin, une petite croix de Lorraine (1).

Deux boulets de pierre, une grande croix de Lorraine en haut relief et trois canonnières, forment, à gauche de la Porte aux Champs, un ensemble absolument symétrique. Evidemment, le tout a été fait à la même époque, qui doit être le milieu du ^{xv}^e siècle.

Nous ferons remarquer, en terminant, que la maçonnerie

(1) Une autre croix à branches égales, d'un caractère plus ancien et d'environ 13 centimètres de large, est sculptée en creux à la base de la tour des Moines.

du château est faite avec la dernière perfection ; on y a employé la pierre qu'on trouve sur place, une roche coquillière très dure et, pour les tailles, la pierre de Norroy.

L. ROBERT.

PERRIN, RENAUD ET ISABELLE D'AVOCOURT

Avant de poursuivre la généalogie de la Maison d'Avocourt, je crois devoir parler ici de trois personnages, vivant dans la seconde moitié du xiv^e siècle (1), qui ont porté le nom d'Avocourt et que je ne puis rattacher à ceux dont il a été jusqu'ici question.

« PERRIN D'AVONCOURT » se trouvait au nombre des écuyers de l'armée de Robert, duc de Bar, qui furent faits prisonniers avec leur souverain par les Messins à l'affaire de Ligny, en 1368 ; il est cité dans le traité de paix (2).

« RENAULD D'AVONCOURT, chevalier », figure dans l'acte suivant du 28 février 1371 (n. st.), dont je donne l'analyse d'après l'Inventaire de Dufourny, parce que l'original n'existe plus dans les Archives départementales.

1370, le dernier février. — Pont-à-Mousson. — « Lettre de Henry de Lasserrières de Fauvergne (3), escuyer, comme il ayt esté pris par Henry de Tonnes (4), et Jean Boullers de Conflans, et détenu en la forteresse de Monsieur le duc de

(1) V. *Bulletin mensuel*, 1902, p. 163 et 178.

(2) Dom Calmet, *Hist. de Lorr.*, 1^{re} édit., t. II, col. 357, et pr., col. DCLVIII ; V. Servais, *Annales du Barrois*, t. I, p. 200.

L'Inventaire de Dufourny offre, dans l'analyse d'un acte du 4 août 1482, le nom de *Pierre d'Avaucourt*, que l'on pourrait supposer un descendant de Perrin d'Avocourt ; mais l'original, encore existant dans les Archives de Meurthe-et-Moselle, porte *Pierres d'Oriocourt*, ce qui est fort différent. (Dufourny, VI, 360 : lay. Fiefs des bailliages de Nancy et Vosges, n° 32).

(3) Sans doute *Faverney*, canton d'Amance, arrondissement de Vesoul, Haute-Saône.

(4) Peut-être de l'importante famille de Thonne-le-Thil.

Bar à Conflans en Bourgogne (1), dont il a esté délivré par accord fait entre ledit duc qui l'acquitte, parmy ce qu'il est devenu son homme sa vie durante et a repris de luy la somme de trois cents francs d'or qu'il devoit payer audit duc s'il le vouloit acquitter dudit hommage ; il promet que pour cause de sa ditte prise, mal ny dommage ne sera fait audit duc, lesdits Henry et Jean Boullereel, ny a aucuns sujets par luy ny autres. Et, si le contraire estoit fait, il devoit restituer les dommages qui seroient faits. Et, à sa requête et prière, *Monsieur Renault d'Avoncourt, Chevalier*, Jean de Chaufour, et Jean d'Arbons, escuyers, se sont constitués (?) plèges envers ledit duc et ont mis leurs sceaux avec celui dudit Henry... Scellée de trois petits sceaux en cire verte, et un détaché ; le premier, une bande engrelée ; les autres ne se peuvent bien distinguer (2). »

ISABELLE D'AVONCOURT, femme de Henry de Tavigny (3), écuyer, figure dans deux actes, de 1364 et 1365, dont voici l'analyse.

« 1364 (3 août). Samedi après feste st. Pierre aoust entrant. — Jacomins de Davigney, écuyer, prévôt de Sathenay (4), et ses collègues, déclarent que Henri, dit Perrons de Tavigny, écuyer, et Isabelle Davoncourt, sa femme, ont vendu à Raul, seigneur de la Tour en Ardenne (5), chevalier, six reizes de froment de cens annuel sur les terrages de Sathenay, pour 60 florins au mouton, du coin du roi de France.

(1) Conflans-en-Bassigny, canton de Saint-Loup, arr. Lure, Haute-Saône.

(2) Dufourny, IX, 5 : lay. *Luxembourg et Rodemach*, n° 6.

(3) Canton de Houffalize, arrondissement de Bastogne, province du Luxembourg, Belgique. Voir *Les Communes luxembourgeoises*, t. IV, p. 620-621.

(4) Stenay, chef-lieu de canton, arr. Montmédy, Meuse.

(5) Latour, canton de Virton, arrondissement d'Arlon, province du Luxembourg, Belgique. — Ce Raoul était apparemment fils de Pierre de Chambley et de Clémence de La Tour en Ardenne, héritière de la seigneurie de ce nom. — Cf. mes *Recherches sur les seigneurs de la Tour en Ardenne, antérieurement au XIV^e siècle*, 1895, in-4°.

« 1365, 29 décembre. — Robert, duc de Bar et marquis (1), déclare que Henri, dit Perrons de Tavigny, écuyer, et Ysabel Davoncourt, sa femme, ont vendu à sire Rault, seigneur de Latour en Ardenne, seize reix de froment de cens annuel sur les terrages de la ville de Sathenay, pour la somme de 60 fl. au coins du roi de France en or. Il y donne son consentement.

« Originaux. Parchemins. Deux sceaux (2). »

INSCRIPTIONS FUNÉRAIRES DE L'ÉGLISE DE BAZEILLES (3).

Construite en 1755, comme l'atteste une date inscrite sur le chevet du chœur, l'église de Bazeilles renferme plusieurs épitaphes intéressantes. Près du sanctuaire et communiquant avec lui par une porte à claire voie, du côté de l'Évangile, se trouve la chapelle des seigneurs du lieu, qui sert aujourd'hui de sacristie. C'est là que sont conservées, gravées sur des tables de marbre noir fixées aux murs, les inscriptions funèbres des membres de la famille historique des Laval-Bazeilles. Dans son *Manuel de la Meuse* (t. I, p. 137), Jeantin a publié ces inscriptions, mais en y apportant le peu d'exactitude dont il est coutumier.

Voici la première que l'on aperçoit à droite de la porte

(1) Marquis de Pont-à-Mousson.

(2) Chartes de Reinach, n° 553 et les *errata*.

ERRATA. — Dans le précédent numéro du *Bulletin mensuel*, p. 163, note 1, au lieu de *Rigaux*, lire *Bigaux*, orthographe de Didier Richier, ou *Bigault*, orthographe moderne.

P. 183, l. 20. — On a omis de rappeler l'alliance de Jacques d'Avocourt : il épousa l'une des sœurs de Burnequin de Riste, apparemment Idatte, fille de Henri de Riste ; elle est nommée, avec sa sœur Anel (Agnès ?), dans une charte du 29 mai 1309 (*Journal Soc. d'arch. lorr.*, 1897, p. 207 et 211).

(3) Arr. et canton de Montmédy, Meuse.

d'entrée (0,45 sur 0,25). Malgré la date, relativement ancienne, les caractères en sont romains :

CY GIST EN CETTE
CHAPELLE HONORE S^R GÉRARD
DE MAMEDY EN SO VIVANT S^R
DE LA VAL BAZAIL COLLA
TEVR DE CESTE EGLISE
QVI TRESPASSA LE 21
DE MARS 1507 PRIE
DIEV POVR LVY

A gauche, vis-à-vis (même dimension) :

CY GIST EN
CESTE CHAPELLE
SOVB CE TOMBEAV
NOBLE ET HONORE
SEIGNEVR IEAN
DE MALMEDY EN
SON VIVANT SEI
GNEVR DE LAVAL
ET BAZAILLE COL
LATEVR DE CESTE
EGLISE QVI TRES
PASSA LE 10 APVRIL
1566 PRIEZ DIEV
POVR LVY.

Tout près de celle-ci :

ICY GIST AV MAIME
LIEV SOVB SE TOM
BEAV NOBLE ET
HONOREE DAMME
IANNE D IPPRE

EN SON VIVANT
DAME DOVAIRIERE
DE LA VAL ET
BAZAILLE LAQUEIL
TRESPASSA LE 28
DE DECEMBRE
1587 PRIEZ DIEV
POVR ELLE.

A droite en face (0,90 sur 0,60) :

D·O·M
CY GIST DANS CETTE CHAPELLE
TRES HONORE SEIGNEVR MESSIRE IEAN
MICHEL DE WOSPERNOVE EN SON VIVANT
CHEVALIER DE LANCIENNE CHEVALERIE
SGR DE LAVAL BAZEILLE VILLECLOYE CHAPI
ET COLLATEVR DE CETTE EGLISE MEMBRE
DV SIEGE DES NOBLES DV DVCHE DE
LVXEMBOVRG ET COMTE DE CHINY
LEQVEL EST DECEDE LE 4 MARS 1728
PRIEZ DIEV POVR SON AME.

Près de celle-ci, du même côté (même dimension) :

CI GIST TRES NOBLE ET TRES HONOREE
DAME ANNE BEATRIX BARONNE DE HEY
DEN EPOUSE DE TRES NOBLE ET TRES
HONNORE CHEUALIER JEAN MICHEL
DE WOPERSNOVE EN SON UIUANT
DAME DE LAVAL BAZEILLE VILLERS
CLOYE ET TORGNY NEE LE 25 AVRIL
1691 ET DECEDEE LE 16 JANVIER 1768
PRIEZ DIEU POUR SON AME.

Outre ces inscriptions, on remarque plusieurs dalles
funéraires de pierre, encastrées dans le pavé, mais que

l'usure rend impossible à déchiffrer : nous pensons qu'il doit s'en trouver d'autres cachées derrière les meubles de sacristie. La clef de voûte de cette chapelle est ornée d'armoiries que dissimule une épaisse couche de badigeon.

A droite de l'église, se trouvait le château patrimonial des Laval-Bazeilles. Il y a peu d'années, on en admirait encore les vastes constructions, les appartements grandioses, les cheminées monumentales. Aujourd'hui, ces souvenirs d'un glorieux passé ont disparu pour faire place à des bâtiments vulgaires.

Il n'en est pas de même du château de Laval, situé près de Velosnes, à trois kilomètres de là. Il est encore debout, entouré de ses fossés, avec ses fenêtres à meneaux de pierre et ses pignons hardis. Mais, chaque jour, le temps accomplit sur lui son œuvre néfaste, et, dans son délabrement, le vieux manoir semble pleurer la gloire de son passé.

Fixée au mur de la nef, près de la chapelle latérale, côté de l'Évangile, on voit une table de marbre noir, sur laquelle est gravée cette inscription (0,40 sur 0,40) :

CY GIT

DAME BEATRIX HENRIETTE PIERRE
EPOUSE DE M^e HENRY AVOCAT EN
PARLEMENT OFFICIER JUGE DE CE LIEU
PETITE NIECE DE M^{re} DE ROUEL ET DE
MANCHETTE CURES DE CETTE PAROISSE
DONT LA MEMOIRE EST EN VENERATION
DECEDEE LE 20 FEVRIER 1777

AGEE DE 52 ANS

Priez Dieu pour le repos de son ame

M^e ANTOINE HENRY MARI DE LADITTE DAME
EST DECEDE A MONTMEDY LE 2 FEVRIER 1778

ET A ETE INHUME DANS LE CIMETIERE
DE LA DITTE VILLE

Mathias de Rouelle mourut en 1694, après avoir vu sa paroisse ravagée par les excès de la guerre, au point qu'en 1638, à peine se trouvait-il à Bazeilles quelques habitants pour cultiver les terres abandonnées. C'est sans doute pour célébrer la fin de ces calamités, que le curé fit don à son église d'un ostensor d'un beau travail sur lequel il fit graver cette inscription :

MEMORIALE PACIS. 1663. MATHIAS DE ROVELLE PASTOR
PAROECIÆ BAZELLANÆ.

Après la mort de Messire de Rouelle, François Manchette lui succéda. Celui-ci résigna son bénéfice en 1741.

J. NICOLAS.

UN LIEU-DIT : LES JOLIS-FOUS, PRÈS DE REMILLY

Aux environs de Remilly (1), se trouve un groupe de hêtres, aux formes tourmentées et bizarres, connus dans le pays sous le nom de : *les Jolis-Fous*. Le long du chemin qui y conduit, le Vogesen-Club a fait placer des écriteaux sur lesquels *les Jolis-Fous* est traduit par *Tolle-Buchen*, c'est-à-dire *les hêtres-fous*. Le savant (?) à lunettes d'or, à qui on doit cette traduction, a pris gravement, non pas le Pirée pour un homme, mais, ce qui n'est guère plus excusable, le substantif *fou* = hêtre (2), du latin *fagus* (3), pour l'adjectif *fou* ! Nous avons cru bien faire en relevant cette grossière erreur. En Lorraine, nous trouvons encore les formes : *failisse*, *faoué*, *fay*, *feu* (4), *fawé*, *fawelot*, *fau*,

(1) Remilly, anc. Moselle, cant. Pange, arr. Metz.

(2) *Dictionnaire* de Trévoux, tome IV, p. 264 « Fou, s. m., nom d'arbre qu'on appelle aussi ou qu'on a appelé : *fouteau*, *faine*, *faux*, *fau* et hêtre. Il n'y a point d'arbre qui ait eu autant de noms. »

(3) *Fagus*. Voir Ducange, *Glossaire français*, faisant suite au *Glossarium medicæ et infimæ latinitatis*, Niort, L. Faure, 1879, p. 329.

(4) Abbé Varlet, *Dictionnaire du patois meusien*, p. 157.

fawie, fawaie, foutiau, faw, feilisse, faisse (1), *fays, feys, fou* (2).

Nous pouvons citer aussi quelques autres lieux-dits, comme exemples pris dans le pays : sur le plateau qui sépare Prény de la vallée du Rupt-de-Mad, se dresse, à la lisière de la forêt, un hêtre nommé *le Tortu Fou*, à cause de son tronc contourné et de ses branches enchevêtrées. Le nom du village de Foug, près de Toul, a la même étymologie : *Faho, Fao, Fagum, Fou, Foug* (3). Ce village fut, primitivement le siège d'une famille de nom et d'armes (4), dont un membre, Jeoffroy de Foug (*Joffridus de Fago*), seigneur de Maxey-sur-Vaise, est cité parmi les compagnons d'armes de la Pucelle.

Il comparut, comme témoin, au procès de réhabilitation, et Quicherat a traduit fautivement *de Fago* par *du Fay*. Puisque le nom de la Bonne Lorraine vient d'être cité, rappelons que l'arbre des Faées dont on a fait l'arbre des Fées ne doit pas, selon toutes apparences, avoir une autre étymologie.

Cependant pour le mot *Faée*, il convient d'être moins affirmatif, car dans Godefroy (5) nous trouvons : *faye*, s. f., brebis. Or, dans une notice sur une partie du Jura suisse, tirée à part de l'*Annuaire du Club Alpin français*, 22^e vol., 1895, nous trouvons le passage suivant où il est question de *Côte-aux-Fées* et de *Grotte-aux-Fées* : « La science impitoyable a coupé les ailes dorées de la légende : ce ne sont

(1) H. Labourasse, *Glossaire abrégé du patois de la Meuse*, p. 279.

(2) N. Haillant, *Essai sur un patois vosgien*, p. 253. Avec M. Haillant, nous renvoyons le lecteur à la longue liste donnée par M. Cocheris, *Noms de lieu*, Paris, 1881, p. 37, et par M. Godefroy, *Dictionnaire de l'ancienne langue française et de tous ses dialectes du IX^e au XV^e siècle*, t. IV, p. 107.

(3) Lepage, *Dictionnaire topographique de la Meurthe*, p. 55.

(4) La maison de Foug portait : *Fascé d'argent et de gueules de 8 pièces, au canton dextre d'argent, chargé d'une croix ancrée de sable*.

(5) *Loc. cit.*, t. III, p. 758.

pas les fées qui ont baptisé la Côte-aux-Fées, ce sont les simples brebis et la grotte devient un méchant couloir naturel. Les anciens documents disent *Côte-aux-Fayes*, et *faye*, une corruption de *hædus*, *hæda*, signifie petit bétail, brebis ; le mot Côte-aux-Fées caractérise un pâturage fort goûté des moutons. C'est d'après cette étymologie que les armes des Bolles de l'Eglise portent d'azur à brebis d'argent sur un fond (1) de sinople. »

Ce serait sortir du cadre bien étroit que nous nous sommes tracés que de discuter ces opinions et cela n'ajouterait rien à l'exactitude des faits établis plus haut.

EDMOND DES ROBERT.

RECHERCHES SUR LES ACTES DE ROBERT DE BAUDRICOURT,
DEPUIS 1432 JUSQU'À 1454.

Selon un récit fait, d'après le P. Benoit Picart, par quelques auteurs plus modernes, Robert de Beaudricourt serait mort excommunié, vers 1432, dans les prisons du chapitre de Toul ; de nombreuses démarches auraient été nécessaires pour le faire inhumer en terre sainte, à l'église des Cordeliers de la même ville (2). La tradition d'une fin si triste et si rapprochée de l'époque de Jeanne d'Arc a dû influencer sur les jugements très sévères, injustes à mon avis, que certains écrivains récents ont portés sur le capitaine de Vaucouleurs à propos de ses relations avec la Pucelle ; c'est pourtant chose naturelle que ce rude guerrier l'ait,

(1) C'est sans doute *tertre* qu'il faut lire au lieu de *fond*, qui ici n'a pas de sens.

(2) Je n'ai pas trouvé d'époque spécifiée dans *l'Hist. de Toul* du P. Benoit Picart (p. 529) ; il parle de ces événements à la fin du chapitre de Henri de Ville, qui fut évêque de Toul depuis 1409 jusqu'en 1436 ; mais il ne précise aucune date et il aurait bien pu errer sur ce point, puisque lui-même montre Robert de Baudricourt vivant en 1436 (p. 528) et en 1452 (p. 551).

tout d'abord, mal reçue, la prenant pour une aventurière ; mais rien ne prouve sa persistance dans cette fâcheuse opinion ; les témoignages invoqués contre lui reposent sur de fausses assertions.

Dans un ouvrage récemment publié et dont je ne saurais partager toutes les appréciations, M. Léon Mougenot s'est attaché à réhabiliter, sur ce fait, Robert de Baudricourt et à montrer qu'il vécut jusqu'au moins 1454 (1). Il n'y a pas là, du reste, une découverte nouvelle. Le P. Anselme ou ses continuateurs avaient déjà dit de ce personnage : « Il vivoit encore en 1451 et étoit mort au mois de novembre 1454, lorsque Geoffroy de S. Belin, chevalier, écuyer d'écurie du Roy, fut fait bailli de Chaumont en sa place (2). »

L'histoire de la Maison de Baudricourt est assez imparfaitement connue ; aussi serait-il fort utile de dresser un catalogue des actes et des faits précis qui concernent ses différents membres ; voici ceux que mes notes me fournissent pour Robert, dans la période postérieure à 1432.

1. **1432** (1433. n. st), 28 février. — « Robert, seigneur de Baudricourt et de Blaise, et Alarde de Chambley, sa femme, veuve de Jean de Manonville, donnent des lettres de quittance générale à Ferry, seigneur de Chambley, leur beau-père et père, au sujet de la gestion des biens de la dite Alarde pendant son veuvage. »

« *Arch. de Meurthe-et-Moselle, layette Bar Mèlanges*, II, n° 242. » (Publié par S. Luce, *Jeanne d'Arc à Domremy*, 1886, n° xxxviii, pp. 347 348.)

2. **1433**, 11 août. — Nancy. — Louis de Haraucourt, évêque de Verdun, et plusieurs seigneurs attestent que Robert de Baudricourt, chevalier, a déchargé le duc de Bar

(1) Léon Mougenot, *Jeanne d'Arc, le duc de Lorraine et le sire de Baudricourt* ; Nancy, Berger-Levrault et C^e, 1893, gr. in-8° de 157 p.

(2) Le P. Anselme, *Hist. géneal. de la Maison de France et des grands officiers de la Couronne*, 3^e édit., 1733, t. VII, p. 113.

et de Lorraine (René d'Anjou), d'une dette de mille francs dus à l'évêque de Metz ; ils promettent solidairement de lui rembourser cette somme à Vaucouleurs ou bien à Toul, le lendemain de la Toussaint prochaine. (Dufourny, Inventaire, t. II, p. 409, renv. à la lay. Bar Mélanges II, 248.)

3. 1433. — Robert de Baudricourt « marcha au secours du seigneur de Chasteauvillain, lorsque son château de Grancey fut assiégé en 1433 par le seigneur de Vergy ».

(Le P. Anselme, *o. c.*)

4. 1433 (1434, n. st.), 28 mars. — « Permission donnée aux religieux de Sainte-Marie (1), par Robert de Baudricourt, capitaine de Vaucouleurs, Simonin de Saint-Menge et Aubertin de Vandières, seigneurs de Villers (2), de faire un étang en une place de pâtural, appelée « Cuvellon » (Cuvillon), située sur le rapt de Trey, partie ban de Villers, partie ban de Vilcey. »

(H. Lepage, *Inv. somm. des archives de Meurthe-et-Moselle*, H. 1194 ; la date n'étant pas indiquée dans cette analyse, je me suis reporté à l'acte, qui existe en original et en copie certifiée ; les sceaux de Robert et de sa femme y sont encore appendus ; cette dernière, qui s'associe à l'acte, y est nommée du nom de son premier mari ou de la terre qu'il lui avait laissée en douaire : « Aulart de Manonville, femme dudit messire Robert. » — A cette pièce est joint un acte confirmatif de Ferry de Chambley, en la même année, où est nommée « sa fille Alaid de Chambley, dame de Manonville ».)

5. 1434 (1435, n. st.), 11 avril. — Robert de Baudricourt, chevalier, promet à l'évêque de Verdun de lui rembourser la somme de mille francs, à la Saint-Jean-Baptiste prochaine. (Cet acte fait suite au n° 2. Mêmes références.)

(1) Sainte-Marie-aux-Bois.

(2) Sans doute Villers-sous-Prény.

6. **1434** (1435, n. st. ?), 8 avril. — « Lienart de Leschielle, demeurant à Haraucourt, certifie un legs fait à l'église du Saint-Esprit à Vaucouleurs. Sceau de Robert de Baudricourt, capitaine à Chaumont.

« *Original, Parchemin, Sceau en partie.* »

(*Archives de Clervaux*, n° 839.)

7. **1435**, après le 21 septembre — M. Mougenot (p. 124) dit, sans références : « Après le traité d'Arras — 21 septembre 1435 — le capitaine de Vaucouleurs est nommé bailli de Chaumont (1). »

8. **1436**, 14 octobre. — Dans les *Ruines de la Meuse* (t. I, p. 373), à l'article de Lachaussée, au nombre des passages mentionnés, sans doute, dans les comptes du receveur de la prévôté, Dumont cite :

« 1436. Le maréchal (2) Robert de Baudricourt avec le seigneur de Mouzon (3) allant le 14 octobre tenir une journée à Sathenay (4). »

« Dépensé 48 sous 4 d. 2 franchards de froment, 10 d'avoine et 7 poules. »

9. **1436**, 9 novembre. — Verdun. — Le roi René fait foi et hommage à l'évêque de Verdun pour les châteaux et chatellenies de Mussey près de Longuyon, Clermont-en-Argonne, Varennes, Viennes, Trougnon, assis au duché de Bar. Au nombre des témoins figure Robert de Baudricourt.

(Dufourny, t. VII, pp. 612-613, renv. à la lay. La Mothe et Bourmont, 54; copie d'un vidimus de 1458; la table indique par erreur cette date comme celle même de l'acte.)

10. **1436**, 27 novembre. — Le roi René se trouvait le 25 novembre 1426 « à Pont-à-Mousson, d'où il repartit le

(1) Cf. le n° 13.

(2) Dumont confond sans doute avec Jean de Baudricourt, fils de Robert, lequel Jean fut maréchal de France.

(3) Quel pouvait bien être ce personnage?

(4) Stenay.

surlendemain avec l'évêque de Metz et de Verdun, Jacques de Sierck, Erard du Châtelet, Colard de Saulcy, *Robert de Baudricourt*, et d'autres seigneurs dévoués ».

(A. Lecoy de La Marche, *Le roi René*, t. I, p. 122.)

11. **1436**, 29 novembre. — « Varenne en Barrois. — Le duc de Bourgogne accorde un sauf conduit à plusieurs personnages, parmi lesquels Robert de Baudricourt, chevalier, pour accompagner le roi René « ez marches de Picardie et Flandres ». (Dom Calmet, *Maison du Châtelet*, pr., p. xlvij : « N° 16, Du Fourny, layette Rançon du Roy René ». Cf. L. Mougenot, p. 122.)

12. **1436**. — Robert de Baudricourt, qui avait acquis en 1426 le *gros château* de Sorcy, acheta dix ans plus tard, c'est-à-dire en 1436, la seigneurie dite de Retenue ou des Assignés. (Dumont, *Ruines de la Meuse*, t. IV, p. 71 ; pour la date 1426, v. l'acte publié pp. 27-30 ; dans le préambule, p. 27, l'auteur se trompe en indiquant cet acte comme étant de 1428).

13. **1436**. (1437, n. st.), 6 février. — Promesse du duc de Bourgogne de délivrer le fils aîné du duc René, sous certaines conditions. — Parmi les cautions de René, il nomme Robert de Baudricourt, chevalier (Dom Calmet, *Maison du Châtelet*, pr., p. 47 ; cf. M. Mougenot, p. 122).

14 **1436** (1637, n. st.), 21 février. — « Lettres patentes du duc René conférant à Robert de Baudricourt l'office de capitaine de Foug. »

(*Inv. somm.*, B, 178 : lay. Foug I.— Dufourny, table ; renv. au t. VI, p. 707. — L. Mougenot, p. 122.)

M. Mougenot mentionne ainsi cet acte (p. 122) : « Le 21 février 1437 (n. st.), le roy René donne à Robert « l'office de « capitaine châtelain et garde du chastel et ville de Foug, au « duché de Bar, au gage de 300 livres tournois (1) ». C'était

(1) « A recevoir par les maitres échevins et gens de la justice de la ville de Toul, qu'ils ont accoutumé de payer par an au duc de Bar. »

en considération des bons services que Baudricourt avait rendus au roy de Sicile, « tant au fait de ses guerres en ses « pays de Bar et de Lorraine, que au fait de la délivrance « et prison dudit roy où Robert de Baudricourt s'est grandement employé (1) ».

15. 1436 (1437, n. st.), 27 février. — Pont-à-Mousson. — Lettres du roi René au chapitre de Toul, en présence de plusieurs gentilshommes, parmi lesquels Robert de Baudricourt. (Benoit Picart, *Hist. de Toul*, p. 528).

16. 1437 (n. st.), 15 mars. — M. Mougenot (p. 123) dit, d'après Dom Plancher, *Hist. de Bourgogne*, t. IV, p. 228) : « Le 15 mars 1437, en exécution du traité de Lille, une élite de gentilshommes avait donné au duc de Bourgogne et de Brabant les scellés nécessaires pour cautionner le paiement de la rançon de René; parmi ces gentilshommes figure Baudricourt... »

(Cf. A. Lecoy de la Marche, *Le roi René*, t. I, p. 129.)

17. 1437, 17 octobre. — « Robert, seigneur de Baudricourt et de Blaise, conseiller et chambellan du Roy, bailli de Chaumont le 17 octobre 1437... »

(Le P. Anselme, *o. c.*)

C'est à cette date, affirme le comte M. de Pange (*Le pays de Jeanne-d'Arc*, Paris, 1902, p. 17), que Robert de Baudricourt fut nommé bailli de Chaumont. — Cf. le n° 6, où ce personnage est dit « capitaine à Chaumont » en avril 1435.

18. 1438. — Le compte du prévôt de Foug pour 1438 fait mention d'une « conférence à Vaucouleurs avec Robert de Baudricourt ». (*Inv. somm. des arch. de la Meuse*, B, 2216.)

19. 1438 ou 1439. — « En l'année 1438 et la suivante, Saint-Mihiel reçut nombreuse compagnie venue pour aider le roi (René) à conserver son duché de Lorraine contre le

Citation faite en note par M. Mougenot, qui renvoie au Dufourny de Nancy, comme plus haut.

(1) Cf. A. Lecoy de La Marche, *Le roi René*, t. I, p. 93, t. II, pr., p. 224.

comte de Vaudémont, son obstiné concurrent. On y voit... Robert de Baudricourt, bailli de Chaumont. »

(Dumont, *Hist. de Saint-Mihiel*, t. I, pp. 164-165.)

20. **1438** (1439, n. st.), 10 avril. — M. Mougenot dit de Robert de Baudricourt : « Les chanoines de Toul ont tenu à rechercher sa protection. J'en trouve la preuve dans une délibération du Chapitre à la date du 10 avril 1438 ; il offrait au nouveau bailli de Chaumont, *pro suo jocundo adventu*, un reliquaire d'argent — *jocale argenteum*. »

(L. Mougenot, p. 119, d'après « Archives de Meurthe-et-Moselle, série G. 74, p. 16. » L'auteur ajoute cette explication : « *Jocale* : *theca reliquiarum* (V. Du Cange, *Glossarium*.) » Je doute cependant que, dans le cas particulier, il s'agisse d'un reliquaire.)

21. **1440**, 25 août. — Testament d'Olivier de Sorcy. Parmi les témoins figure « Gilet, le portier de Messire Robert de Baudricourt, Bailli de Chaumont, demeurant au dit Sorcy ». (Dumont. *Ruines de la Meuse*, IV, 42.)

22. **1440** (1441, n. st.), 28 février. — Vaucouleurs. — « Traité imposé à Robert de Saarbrück... Le dit seigneur, « au regard de la place de Louppy », se soumettra au jugement de l'évêque de Toul, de *Robert de Baudricourt* et d'Erard du Châtelet. » (L. Mougenot, p. 125-126 ; cf. Dumont, *Hist. de Commercy*, t. I, p. 242-244.)

23. **1440** (1441, n. st.), 1^{er} mars. — Commercy. — « Robert de Saarbrück fait sa soumission en baillant au sire de Baudricourt, chambellan du Roy et bailli de Chaumont, les clefs de la ville et du châtél de Commercy. » L. Mougenot, p. 126, qui ajoute en note : « Le texte du traité imposé au damoiseau a été publié par Dumont (V. *Histoire de Commercy*, t. I, p. 242-243). » Cf. le P. Anselme, *o. c.*

24. **1441** ? — « Quelques mois après la soumission du damoiseau (Robert de Sarrebruck, seigneur de Commercy), Robert de Baudricourt avait obtenu du Roy « une pension

« de cinq cens livres à prendre sur Vaucouleurs, à la survivance de Jean d'Aunoy ». (L. Mougenot, p. 127, qui cite en note le P. Anselme.)

25. **1444**, 24 juillet. — Robert de Baudricourt « rendit hommage au roy de la seigneurie de Buxy (1) le 24 juillet 1444 ». (L. P. Anselme, *o. c.*).

26. **1445**, 26 juin. — « A un mandement adressé de Châlons par le roi René, duc de Bar, en 1445, le 26 juin, et dans lequel il parle de son *bailliage de Bassigny*, est présent le *bailli de Chaumont*, qui n'est autre que Robert de Baudricourt. (*Cartulaire de Bar*, appartenant à feu M. le comte Stanislas d'Imécourt, fol. 14^{xx}-19.) (2).

27. **1445** ou **1446**. — Le compte du receveur de Louppy-le-Château pour 1445-1446 fournit ce renseignement : « Les redevances dues à Tremont et Robert-Espagne se partagent entre le roi de Sicile, duc de Lorraine et de Bar, et *Robert de Baudricourt* et Agnès de Nettancourt. »

(Inv. somm. des Arch. de la Meuse, B. 1323.)

28. **1446**, 22 mai. — Robert de Baudricourt « rendit hommage au roy... des terres de Villeblaise, de Vaudoire et de Fourqueux le 22 may 1446 ». (Le P. Anselme, *o. c.*).

29. **1450**, 4 septembre. — Robert de Baudricourt « fut payé le 4 septembre 1450 d'un voyage qu'il fit de Normandie, où il étoit alors, au pays de Barrois et de Lorraine, pour *requérir finances* des habitans de Toul et d'Espinal. »

(Le P. Anselme, *o. c.*)

30. **1450**. — Robert de Baudricourt « commissaire pour le roi Charles VII en 1450 ».

(Dufourny, table, renv. au t. V, p. 408, suiv.).

31. **1450** (1451, n. st.). — Lettre de l'évêque de Metz,

(1) J'hésite à identifier cette localité.

(2) C^{te} M. de Pange, *Le pays de Jeanne d'Arc*, p. 5, note 2.

relative à Epinal, où est cité Robert de Baudricourt, bailli de Chaumont. (Dufourny, t. X, partie 2, p. 11 : lay. Epinal, 44).

32. 1451, 8 août. — Le compte du prévôt de Bouconville pour 1450-1452 fournit ce renseignement : « Achat à Robert de Baudricourt, chevalier, de la place et seigneurie qu'il avait à Nonsart. « Le crans du vendaige » (acte ou promesse de vente) est donné à Manonville par ledit Robert le 8 août 1451 ». (*Inv. somm. des arch. de la Meuse*, B. 1543.)

Dans les *Ruines de la Meuse*, à l'article de Nonsart (t. II, p. 127-129), Dumont dit que « le cardinal de Bar, devenu maître du Duché (1415), mit quelque obstacle à la jouissance du fils de Liébaut de Baudricourt, Robert, qui fit saisir sur son seigneur les bestiaux de Trougnon, ce dont le cardinal exigea réparation. Robert, sentant qu'il avait tort, offrit de payer le dommage et se reconnut l'homme lige du Cardinal Duc pour Nonsart ... Plus tard, en 1451, Robert de Baudricourt, que nous venons de voir maître de Nonsart, vendit à « très excellente princesse et très honoree Dame, la Reine de Jérusalem et de Sicile, Dame de « Bouconville, la place, siège et circuit de la maison de « Nonsart, telle que son seigneur Robert (1) l'avait donnée « à son père, moyennant 200 francs de bonne monnaie « coursable, etc. »

« Cette désignation et le prix donnent lieu de penser que la célèbre tour et le château avaient été de nouveau profondément ruinés. »

Le P. Anselme (*o. c.*) dit, sans autre indication, que Robert de Baudricourt « vivoit encore en 1451 ».

33. 1451 (n. st.), 4 mars. — Au sujet des querelles des habitants d'Epinal avec l'évêque de Metz, « Charles VII donne commission à Jean d'Estouteville, seigneur de Torcy, maître des arbalétriers de France, à Robert de Baudricourt, bailli de Chaumont, et à Jean de Saint-Romain, conseiller

(1) Robert, comte puis duc de Bar (1352-1411).

à la Cour des aides, de se transporter en la ville de Nancy, où l'évêque de Metz « baillera ses justifications et défenses » (L. Mougenot, p. 127-128, sans référence).

34. **1451** (1452, n. st.). — Gérard de Rodemach donne procuration à Robert de Baudricourt. (V. n° 36 ; mêmes références.)

35. **1452**, 19 juin. — Procuration de Robert de Baudricourt (*Idem*).

36. **1452**, 20 juin. — Homologation au Parlement d'un arrêt qui condamne Gérard, seigneur de Rodemach, à payer à Thibaut, seigneur de Neufchâtel et de Châtel-sur-Moselle, 10000 florins sur la terre d'Ancerville ; il a consenti que la place et seigneurie d'Ancerville soit mise ès mains de Robert de Baudricourt, bailli de Chaumont.

(Dufourny, t. I, page 729 ; renv. à la lay. Bar dépendances, 46.)

37. **1452**, 5 septembre. — « Baudricourt vivait encore sous le pontificat de Guillaume Filastre (1), ainsi que l'atteste une lettre bien authentique du 5 septembre 1452..., publiée par le P. Benoît lui-même. »

(L. Mougenot, p. 118, qui cite : « *Histoire de la ville et du diocèse de Toul*, p. 551 ».)

Le P. Benoît dit, en effet : « Les bourgeois de Toul obtinrent qu'on ne publieroit aucun mandement de l'évêque contre eux dans le royaume, et le gouverneur de Vaucouleur, suivant l'ordre qu'il en avait reçu de la cour, écrivit cette lettre... » (5 septembre 1452). En voici le début :

« Robert, seigneur de Baudricourt, chevalier, conseiller, chambellan du roi nostre sire et son bailli de Chaumont..., aux prévôts de Gondrecourt, Vvaissy (2), Andelot, Grand, et aux justiciers roiaux dudit bailliage et à leurs lieutenans, salut. »

(1) Il est plus habituel et étymologique d'écrire *Fillastre*. Ce prélat fut évêque de Toul de 1449 à 1460.

(2) Vassy.

38 1453, 29 juin. Aix. — Robert de Baudricourt est nommé dans le troisième testament du roi René.

(L. Mougenot, p. 124, d'après Lecoy de la Marche, t. I, p. 276, note.)

39. 1454, 20 août. — « Baudricourt vivoit encore dans l'été de 1454 (1). » — « Sa présence, dit M. Mougenot (p. 129-130), nous est signalée à Metz par les chroniques de la noble ville et cité (Huguenin, *Les chroniques de la ville de Metz*, p. 283)... Voici le récit du chroniqueur : Le 20 août 1454, sont arrivés à Metz l'évêque de Coutances en Normandie, et le seigneur Robert, bailli de Chaumont, accompagnés d'environ quatre-vingts chevaux ; ils se rendent auprès du roy Ladislas de Hongrie, roy de Bohême et de Pologne, pour conclure une alliance contre les Turcs. »

M. Mougenot pense que Robert de Baudricourt est mort pendant ce voyage. C'est à souhaiter pour sa réputation. Pourtant, le récit du P. Benoit est tellement circonstancié que j'hésite encore à le révoquer en doute : l'historien a laissé la date seule dans le vague : les événements qu'il a rapportés à la fin de la prélature de Henri de Ville ne se seraient-il point passés vers 1454 ? Telle est la question qu'il y aurait à étudier ; mais les recherches risqueraient d'être longues et difficiles, car les temps étaient fort troublés. Je me contente donc, quant à présent, de la poser.

40. 1454, novembre. — Ainsi que je l'ai rappelé au commencement, le P. Anselme dit que Robert de Baudricourt mourut avant le mois de novembre 1454, époque à laquelle Geoffroy de Saint-Belin fut nommé bailli de Chaumont « en sa place ». Des ouvrages champenois font même mourir Robert seulement en 1455. (J.-B. Lemoine, *Blaise (Haute-Marne) par un de ses enfants* ; Chaumont, 1883, p. 8. — Emile Jolibois, *la Haute-Marne, ancienne et moderne*, 1858-1861, p. 50.)

(1) L. Mougenot, p. 118.

Je terminerai en appelant l'attention sur les deux mariages de Robert de Baudricourt, qui épousa successivement Catherine de Sancy, *alias* Chancey, etc., veuve de Bertrand de Landres (1), et Alarde de Chambley, veuve de Jean, seigneur de Manonville. C'est par cette dernière que M. Mougenot fait recevoir Jeanne d'Arc à Vaucouleurs en 1429, ou du moins c'est elle qu'il montre s'intéressant à la Pucelle (p. 100). Catherine de Sancy existait encore en 1422 (2) ; le second mariage d'Alarde de Chambley est postérieur au 13 décembre 1423, date à laquelle son premier mari vivait encore (*Mém. Soc. d'arch. lorr.*, 1891, p. 192) (3).

La famille de la première femme n'a pas encore été reconnue.

Léon GERMAIN.

LE SCEAU DE SALOMON ET LE MONOGRAMME DE DIANE
DE DOMMARTIN (4).

Plusieurs travaux récents ont fixé l'attention sur la vogue dont certaines formules et figures talismaniques ont joui au moyen-âge et à l'époque de la Renaissance. Tout particulièrement, le *sceau de Salomon*, dont la représentation a d'ailleurs varié, occupe, parmi les emblèmes, un rang

(1) Je ne sache pas que, jusqu'à ce jour, aucun généalogiste ait parlé de ce premier mariage, qu'a fait connaître Siméon Luce, *Jeanne d'Arc à Domremy*, p. CLXII.

(2) Dufourny, t. VIII, p. 139, renv. à la lay. Sac coté Ligny, n° 41 bis.

(3) La famille de Baudricourt portait : *d'or au lion de sable, lampassé et couronné de gueules* (Le P. Anselme). C'est par erreur que Jolibois (o. c.) et ceux qui l'ont suivi donnent pour armes de cette maison : *d'argent à la croix de gueules*. J'ai lieu de croire que cet auteur a fait confusion avec les armes de la maison de Lenoncourt, armes qui, par suite d'alliance, figurent, je crois, sur un monument de la famille de Baudricourt à Chaumont.

(4) Cet article a été lu à la Société des lettres, sciences et arts de Bar-le-Duc, le 3 octobre 1894. (V. les *Mémoires* de cette Société, 3^e série, t. IV, p. 33). Je n'y ai pas fait de changements, malgré les nombreux renseignements nouveaux sur le sceau de Salomon que j'ai recueillis depuis, les réservant pour un autre travail.

aussi considérable par la vertu cabalistique qu'on lui attribuait que par la continuité de son usage, depuis l'antiquité gnostique jusqu'à nos jours.

C'est sous trois figures principales que ce symbole s'est offert à nos recherches. Le *pentalpha* ou *pentacle* a régné, ce semble, jusqu'à la fin du moyen-âge (1). L'*hexalpha* l'a presque absolument remplacé à partir de la Renaissance ; on l'obtint aisément en joignant deux à deux, par une ligne droite, six points équidistants pris sur une circonférence (leur distance est égale au rayon, comme nul ne l'ignore) ; je le crois souvent rappelé sur des plaques de foyer par une étoile que dessinent trois bâtonnets, tournés chacun en vis ; mais on le représente plus volontiers comme formé par les bordures de deux triangles équilatéraux, égaux, enlacées. Enfin, la tradition populaire donne encore, en certains endroits, le nom de sceau de Salomon à une étoile à huit pointes résultant de la jonction, trois à trois, de huit points marqués par la division d'une circonférence en autant de parties égales, construction facile à faire par le tracé de deux diamètres perpendiculaires et de bissectrices ; c'est notamment sur des taques que j'ai rencontré cette figure (2).

L'*hexalpha*, ai-je dit, est, depuis environ quatre siècles, la forme la plus répandue du sceau de Salomon : signe de santé, il sert de cadre à l'effigie de médecins, comme par exemple sur le portrait de Dieudonné-Charles de Lorme, gravé par J. Callot (3) ; on le remarque encore, de

(1) J'ai cité quelques références sur le *pentalpha* dans mes *Anciennes cloches de Saugues* (Nancy, 1890), p. 58, note.

(2) On la voit en *graffites*, répétées plusieurs fois, sur la pierre tombale de Guy de Joinville, sire de Sailly, au musée de Bar-le-Duc ; cf. *Journal Soc. arch. lorr.*, 1891, pp. 191-192.

(3) Cf. E. Meaume, *Recherches sur la vie et les ouvrages de Jacques Callot*. Catalogue, p. 228. — L'auteur ne prononce pas le mot de Sceau de Salomon, mais reconnaît bien le sens symbolique des deux triangles équilatéraux qui forment « une étoile à six pointes » ; l'un, dit-il, est l'« image du *macrocosme* ou de la nature divine » ; le second représente « le *microcosme* ou la nature humaine ».

nos jours, sur tous les brocs à bière et sur nombre d'enseignes ou d'adresses de brasseurs, qui, sans doute, le conservent par habitude, sans, pour la plupart, en bien connaître le sens : les idées symboliques d'autrefois sont oubliées ; cependant, on retrouve, dans les usages de toutes les classes de la société, nombre de leurs signes et de leurs pratiques ; chacun fait du symbolisme comme M. Jourdain faisait de la prose. Mais, n'est-il pas toujours curieux et instructif de rechercher l'origine et la signification de ces choses (1) ?

En ce moment, je veux me borner à établir l'existence de l'hexalpa dans un écusson communal et dans un monogramme historique, où je crois avoir été le premier à le reconnaître ; le tout se rapporte à Diane de Dommartin, marquise d'Havré, baronne de Fénétrange, comtesse de Fontenoy, etc. (2), qui, à une époque où le grec était fort à la mode, représenta les initiales de ses noms de baptême et de famille par des Δ, et les superposa pour en faire un monogramme en forme d'hexalpa.

En 1849, paraît-il, on trouva au milieu des ruines du donjon à Fontenoy-le-Château (3) une pierre sculptée : elle offre l'hexalpa avec, de chaque côté, un monogramme composé de deux C, l'un retourné, enlacés ; au-dessous, la date 1596. Consulté sur ces figures, je les indiquai comme les monogrammes de Diane de Dommartin et de son mari, Charles de Croy, dont les deux C représentent bien les deux

(1) L'hexalpa est d'ailleurs très ancien ; il figure, dès l'époque gallo-romaine, sur des monnaies de peuples très divers ; il forme aussi le meuble principal de plusieurs armoiries, qu'il serait trop long, pour cette fois, de citer.

(2) Cf. : ma *Note sur les armoiries de Diane de Dommartin, marquise d'Havré...*, Nancy, 1879, extrait du *Journal Soc. d'arch. lorraine* ; *Taque de cheminée aux armes de Diane de Dommartin...*, même *Journal*, 1880, p. 199 ; A. Bretagne, *Monnaie, sceau et plaque de foyer aux armes de Diane de Dommartin*, extr. des *Mémoires Soc. d'arch. lorr.*, 1881 ; A. Benoit, *Petite note sur la monnaie de Diane de Dommartin*, même *Journal*, 1883, p. 94.

(3) Canton de Bains, arr. d'Épinal, Vosges.

initiales et ont pu être ainsi disposés par imitation du chiffre, bien connu, du duc Charles III ; il me parut que la place d'honneur ainsi attribuée au monogramme de Diane de Dommartin renforçait l'idée du symbolisme de l'hexal-pha. Mon opinion a été adoptée par M. l'abbé C. Olivier, dans l'intéressant volume qu'il a publié sur l'histoire de la localité (1).

Les deux mêmes chiffres, superposés, encadrés d'une palme et d'une branche d'olivier (?), surmontés d'une couronne ducale (2), se remarquent au bas d'un curieux monument reproduit par feu M. Arthur Benoit (3). Au milieu



est une croix plate et *bordée*, comme on dirait en blason ; l'écriveau très étroit, ondulé et placé en biais, porte les initiales I. N. R. I. ; au centre de la croix, le nom de Jésus IHS encadré de la couronne d'épines, passée derrière la branche supérieure ; au bas, le crâne d'Adam, posant sur un tibia et derrière lequel saillissent trois autres tibias (ne

(1) Abbé C. Olivier, *Fontenoy-le-Château*, Epinal, 1894, in-8°, p. 440, planches. — V. p. 130.

(2) Je donne ici ce monogramme d'après une copie que feu M. G. Save avait eu l'obligeance de me dessiner il y a quelques années.

(3) A. Benoit, *Note sur le véritable endroit où mourut Charles-Philippe de Croy, marquis d'Ilavré, grand d'Espagne, etc.* ; s. l. (Metz), n. d., in-4°, paginée 21-23, 1 pl. : extr. du *Jahr-Buch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Alterthumskunde* ; Jahrgang V, 2, 1893.

serait-ce pas plutôt les trois clous traditionnels ?) ; enfin, placés en sautoir, un bâton feuillé, au bout duquel est fixée l'éponge, puis la lance, affectant la forme du moyen-âge, avec une petite flamme. Tout en haut, on lit AN^o (Anno) 1613.

« Ce petit monument, dit M. Benoit, est un fragment d'une pierre tumulaire élevée en l'honneur de Charles-Philippe de Croy par sa femme... » Ce fragment fut trouvé « dans l'église de Rommelfingen (1) en 1848 » ; il a été placé « au-dessus de la porte d'entrée de la... chapelle du Loup, dédiée à Notre-Dame », dans la même commune. Ces emblèmes se retrouvent, ajoute l'auteur, au château de Thicourt (Diedersdorf) (2). « On remarque encore sur tous les ornements et sur les ferrures des portes et des fenêtres le D grec qui signifie Diane et le double CC qui signifie Charles de Croy, enlacés l'un dans l'autre. »

Si l'on en croit Durival, la commune de Fontenoy-le-Château, après avoir porté *d'azur, à la fasces d'argent*, mêmes armoiries que Fénétrange, aurait adopté le chiffre de Diane de Dommartin : « *de gueules aux deux D grecs ou Deltas d'or entrelacés* (3). » Cet écu a été reproduit dans l'*Armorial* de



C. Lapaix (4). Le symbolisme du monogramme, c'est-à dire de l'hexalpha, n'a pas dû être étranger au choix de ce bla-

(1) Près de Fénétrange.

(2) Avant 1871, canton de Faulquemont, arr. de Metz, Moselle.

(3) C. Lapaix, *Armorial des villes... de Lorraine*, 2^e édit, 1877, p. 111, et A. Benoit, *l. c.*, p. 24, qui renvoie à la « *Description de la Lorraine et du Barrois*. Nancy, 1879, II, 224 ».

(4) C. Lapaix, *l. c.* — Je reproduis ici la figure qu'il en a donnée.

son, et cet emploi du sceau de Salomon méritait, ce me semble, d'être signalé

Il y aurait bien d'autres choses curieuses à rappeler et à étudier sur le sceau du roi d'Israël qui, dans la symbolique médiévale, personnifiait la Sagesse ainsi que la Science. Des amulettes connus le représentent lui-même à cheval, terrassant la maladie, ou l'invoquent contre elle. Mais le sujet est vaste ; peut-être aurai-je à y revenir à propos de taques de foyer ou de gaufriers lorrains dont le fameux hexalpha forme également l'ornement principal.

LÉON GERMAIN.

ÉPITAPHE DE CLAUDINE DE RUNE, VEUVE DE LOUIS DE
HEUMONT, A RÉHON, XVI^e SIÈCLE.

Il y a plusieurs années, visitant la petite église de Réhon (1), qui a été récemment démolie et qu'entourait le cimetière, j'ai remarqué, encastree dans le mur extérieur, derrière le chœur, une petite pierre carrée offrant une épitaphe, que j'ai lue de la manière suivante :

† CY·GIST·CLAVDINE
— (2)
REVNE·FEME·DE·FEV·
LOVIS·DE·HEVMONT
EN·LEVR·VIVANT
SEIGNEVR·ET·DAME
(3)
EN·PARTEI·ET DE
CEDAT (4)  DE CE (5)
CIECLE 1554

(1) Canton de Longwy, arr. Briey.

(2) Un sigle d'abréviation existe sur l'e ; les deux dernières lettres sont accolées.

(3) Le graveur a sans doute oublié de mettre : *de Rehon*.

(4) C'est bien *decedat* et *ciecle* que j'ai lu.

(5) Les deux derniers chiffres de la date sont très détériorés ; on pourrait peut-être lire 1532.

Dans le bas, au milieu des deux dernières lignes, existe un écusson en losange, offrant un sautoir, cantonné, ce semble, de quatre aiglettes.

Anciennement, la diphtongue *eu* sonnait *u*, tandis que la prononciation actuelle de *eu* se chiffrait par *ue*. Le graveur a donc pu écrire naturellement *Reune* pour *Rune* : tel est le nom de la famille à laquelle appartenait Claudine. Cela est établi d'une manière quelque peu imprévue par Dom Pelletier, à propos d'un nommé Henri Gérard, dont, au reste, il n'indique point la parenté avec la famille de Heumont (1). Cet article est curieux et assez bref pour que je croie intéressant de le reproduire :

« CLAUDE (Henri), fut annobli par lettres expédiées au mois de janvier 1492. Porte d'azur, au chevron d'or, accompagné de trois glands d'or, deux en chef et un en pointe. *Fol. 43, regist. 1493. 1496.*

« Didier Richier, *dit* Clermont, poursuivant d'armes, dit : « Que Pierre de Heumont, écuyer, seigneur dudit lieu et de Rehon en partie, y demeurant, lui avoit dit et déclaré être fils de Loys de Heumont et de Claudine de Rune, en la duché d'Aumale, païs de Normandie ; lequel Loys était fils de Didier, être (2) fils de Bernard de Noulionpont (3), qui épousa Jeanne de Heumont, qui fut la cause qu'ils laissèrent leur surnom de Noulionpont, et se surnommèrent de Heumont, retenant néanmoins les armes dudit Noulionpont, et qu'il lui donna et produisit ses armes. Et il ajoute que ces mêmes armes avoient été données à Henri Claude, etc. (4) ».

Ainsi, il n'est point dit pourquoi les armes de Nouillom-

(1) Ancien château, commune de Réhon (*Dict. topogr. Moselle*).

(2) Il faut, sans doute, suppléer : *qui a été dit*.

(3) Nouillompont, canton de Spincourt, arr. Montmédy, Meuse. On doit se rappeler que ce nom fut porté par l'un des premiers compagnons de Jeanne d'Arc, appelé dans la suite Jehan de Metz. Mais il n'était pas, ce semble, de famille noble.

(4) Dom Pelletier, *Nobiliaire*, p. 130-131.

pont furent données à Henri Claude ; mais peu nous importe. Ce qui est précieux c'est de retrouver ici Claude ou Claudine de Rune, son mari et quatre degrés de la famille de Heumont issue de Nouillompont. J'ai déjà eu occasion de parler de cette famille de Heumont dans l'*Armorial des écuyers du bailliage de Saint-Mihiel* (n° 195) ; depuis, j'ai recueilli un beaucoup plus grand nombre de renseignements, mais dont l'exposé entraînerait loin.

Quant à la famille de Rune, je la remarque avec les armoiries esquissées sur l'épithaphe, mais avec une autre localisation, dans le *Dictionnaire héraldique* de Ch. Grandmaison (col. 648) :

« *Rune*. — D'argent, au sautoir d'azur, cantonné de quatre aiglettes au vol abaissé de gueules. Artois. »

Le « Dom Pelletier annoté » mentionne aussi cette famille ; seulement, il la fait venir de Picardie.

« *RUNE* (de). Noblesse originaire de Picardie, établie en Lorraine par le mariage de Jacques de Rune, capitaine au régiment de Tillardet, avec Anne-Louise d'Aguigny, en 1688, qui fit ses preuves pour les terres de Roville et Villacourt.

« Porte d'argent au sautoir d'azur, cantonné de quatre aigles (1) éployés (2) de gueules. »

H. Lepage a connu les conjoints qui viennent d'être nommés. Dans les *Communes de la Meurthe*, à l'article de Roville (II, 439), il dit : « La terre de Roville appartient, dans le courant du XVII^e siècle, à différents seigneurs, dont les noms se trouvent rappelés dans des procès verbaux de plaids annaux ou dans des actes de foi et hommage ; ce sont : Jacques de Rusne, chevalier, seigneur de Fayelle, etc. ; Anne-Louise d'Haguigny, sa veuve... », etc.

(1) Il vaut mieux dire *aiglettes*, puisque le nombre est supérieur à trois.

(2) Quelques héraldistes appellent *éployé* l'aigle à deux têtes ; mais ici ce mot indique sans doute le déploiement des ailes.

Et à l'article de Villacourt (II, 684), d'après l'État du temporel des paroisses, de 1710, il dit que quelques petites portions de seigneurie appartenaient à différentes personnes, entre autres « M. de Rune ».

Dans l'*Inventaire sommaire des Archives départementales* (E. 63), il mentionne la : « Vente, par Françoise de Saulny, à Jacques de Rusne, seigneur de Roville, Villacourt, etc., et à Louise d'Haguigny, sa femme, d'un gagnage sis à Cran-tenoy (1) ».

Enfin, je trouve l'alliance de Charlotte (ou Claude-Charlotte) de Rune avec Jean-Baptiste-Gaston du Hautoy, seigneur de Clémery, chambellan du duc Léopold et en faveur duquel la terre de Belleau fut érigée en marquisat, sous le nom du Hautoy, le 26 mars 1728 (2).

L. GERMAIN.

SUR L'ORIGINE DE GÉRARD DE RELANGES, ÉVÊQUE DE METZ

Il m'a déjà été demandé si Gérard de Relanges, évêque de Metz, tirait son nom de Relanges dans les Vosges. A ce sujet, le *Bulletin historique et philologique du Comité des travaux* pour 1896 (3) mentionnait l'envoi d'une « Note de M. le comte de Pange, pour établir que Gérard de Relanges, évêque de Metz de 1297 à 1302, était originaire de la Flandre et qu'il avait pour père Jean d'Ypres, seigneur de Relenges (sic) ».

Ce *sic* se trouve dans le texte transcrit ; mes dictionnaires des communes, tant pour la France que la Belgique, ne me fournissent pas ce nom de Relenges. L. G.

(1) L'*Inv. somm.* ne précise pas la date ; les pièces de ce n° vont de 1406 à 1740.

(2) La Chesnaye-des-Bois, art. *Hautoy*, et autres documents sur la même famille.

(3) Pages 27-28.

NÉCROLOGIE

DOM EDMOND DIDIER-LAURENT, BÉNÉDICTIN DE LA CONGRÉGATION
DE FRANCE

Le vendredi 1^{er} août, le jour même où la Société d'Archéologie lorraine votait l'impression dans ses *Mémoires* du travail de Dom Edmond Didier-Laurent sur *Dom Didier de La Cour et la Réforme des Bénédictins de Lorraine*, le pieux et savant Bénédictin était ramené de Saint-Germain-en-Laye, où il s'était endormi dans le Seigneur, à Cornimont pour y être inhumé dans une sépulture de famille.

Né à Cornimont, notre regretté confrère s'était de bonne heure senti un vif attrait pour la vie du cloître et il était venu rejoindre à Ligugé plusieurs de ses compatriotes vosgiens. Ses talents et ses vertus furent bientôt distingués par ses frères et par le père abbé et, comme sa santé exigeait de grandes précautions et un climat très doux, il fut signalé au primat de l'ordre, Dom Hemptine, qui le manda à Rome et le prit pour secrétaire.

Et là, dans ce beau couvent de Saint-Anselme qui domine l'Aventin, en vrai Bénédictin qu'il entendait rester, Dom Edmond employa les loisirs et les relations de sa charge à fouiller les archives et les bibliothèques, pour apporter sa contribution à l'histoire de notre Lorraine et prouver ainsi quel doux et constant souvenir il gardait à sa province natale.

C'est ainsi qu'il découvrit à la Bibliothèque *Angelica* et qu'il copia avec une grande patience le manuscrit remiremontais, dont son frère, M. l'abbé Didier-Laurent, aujourd'hui curé-doyen de Monthureux-sur-Saône, a fait un emploi si érudit et si sagace dans son travail sur *L'abbaye de Remiremont*, paru en 1897 dans les *Mémoires* de notre Société. Lui-même, à ce moment, recueillait toute une correspondance de Bénédictins lorrains avec Dominique Passionéi, nonce de Lucerne, et il en publiait, en 1899, dans

le *Bulletin de la Société philomatique vosgienne*, une curieuse étude, dont le titre trop modeste : *Quelques lettres de Bénédictins lorrains* ne redit pas tout l'intérêt. Il s'essayait en outre à son grand travail sur Didier de La Cour, en donnant, la même année, au *Bulletin de Saint-Martin de Ligué*, une notice, déjà considérable, sur *Dom Didier de La Cour et la Réforme des monastères bénédictins lorrains*.

Avec une volonté qui triomphait des atteintes d'un mal impitoyable, il allait, multipliant ses recherches et rédigeant son œuvre de piété filiale envers un compatriote et un confrère; il la voulait parfaite, pour être digne du grand réformateur; il fut heureux de nous la donner pour nos *Mémoires* et, s'il n'a pu y mettre la dernière main, il nous a légué une œuvre importante et sagement écrite, sérieusement documentée. La Réforme de Saint-Vanne et de Saint-Hidulphe a désormais sa monographie; il est à souhaiter maintenant que chacun de ses monastères soit aussi heureux que Moyenmoutier et trouve son historien. Et, de l'ensemble de ces monographies, se dégagera une grande et forte leçon; n'est-ce point des souvenirs du passé que vit le présent et que se prépare l'avenir?

EUG. MARTIN.

ERRATUM. — En parlant récemment des fondeurs Dubois, je n'avais pas remarqué que M. Berthelé a fait deux articles distincts, l'un pour les Dubois, l'autre pour les Dubois dits Mable. Donc, dans le *Bull. Soc. d'archéol. lorr.*, août 1902, p. 190, lignes 20 à 22, *au lieu de* : « M. Jos. Berthelé a aussi mentionné plusieurs membres de cette famille [Dubois], mais seulement pour le *xviii*^e siècle », *il faut lire* : M. Jos. Berthelé a aussi mentionné plusieurs membres de cette famille, non seulement pour le *xviii*^e siècle, mais encore pour le *xvii*^e et même pour le *xvi*^e; il cite notamment un NICOLAS DUBOIS, habitant de La Mothe en 1558. Il est possible que le Nicolas Dubois, « campanier » du lieu de Neufchâteau en Lorraine, qui fonde en 1544 ou 1545 le timbre principal de l'horloge de Romans (Drôme), soit le même que ce Nicolas Dubois, domicilié à La Mothe 13 ou 14 ans plus tard; mais, pour le moment, il est impossible de l'affirmer. L. G.

Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.

Nancy. — Imprimerie A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier.

BULLETIN MENSUEL
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

NUMÉRO 11. — NOVEMBRE 1902.

Procès-verbal de la séance du vendredi 1^{er} août 1902.

PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Communications.

MM. Louis de l'Escale et François Parisot ont envoyé des lettres de remerciements à l'occasion de leur admission.

Distinction honorifique.

M. J.-J. Remy a été nommé chevalier de la Légion d'honneur.

Admissions.

MM. Henri de Dartein, Lacaille, Maurice Barrès et l'abbé Rey sont admis comme membres titulaires.

Présentations.

Sont présentés en la même qualité : Madame Liouville, 36, rue des Quatre-Églises, par MM. Léopold Quintard, Charles Guyot et Pierre Boyé ; M. Roger Chevalier, 9, rue

Saint-Lambert, par MM. Lucien Wiener, Henri Mengin et Pierre Boyé.

Ouvrage offert à la Société.

Les notices cadastrales de Terwel sur les villages de la frontière de Champagne en 1657, par M. Roger Graffin, avec la collaboration de MM. Henri Jadart et Paul Laurent ; Paris, Picard, 1902, in-8° de 164 p. (Envoi de M. H. Jadart).

Lecture.

Le Président donne lecture de la fin du travail de dom Didier-Laurent sur *Dom Didier de la Cour et la réforme des Bénédictins de Lorraine*. La Société vote l'impression de ce travail dans ses *Mémoires* et nomme pour former la Commission de révision MM. Léon Germain, l'abbé Eugène Martin et Pierre Boyé.

MÉMOIRES

PANPAN DEVAUX ET EUSTACHE POINTU

Les habitués du Musée historique lorrain et les amateurs de nos *terres de Lorraine* ne sont pas sans connaître la jolie statuette, dite de « Panpan Devaux », qui figure dans l'une de ses vitrines, attribuée à Cyflé, mais n'ayant aucune marque de provenance ni signature. Jusqu'alors elle avait été considérée comme une pièce unique. Elle avait fait partie de la belle collection d'Alexandre Gény et depuis avait été acquise par le Musée (1).

En parlant de cette statuette, M. Morey s'exprime ainsi : « Le portrait en pied de Panpan Devaux, lecteur du roi de Pologne, est une pièce fort rare qui mérite d'être citée par le fini, le sentiment et la beauté de son exécution (2). »

(1) Musée historique lorrain, n° 860 du Catalogue, 1893.

(2) *Les Statuettes dites Terre de Lorraine*, Nancy, Crépin-Leblond, 1871. Extrait des mémoires de la Société d'archéologie lorraine.



EUSTACHE POINTU
qui passa longtemps pour
PANPAN DEVAUX

Panpan (1) Devaux avait figuré à l'exposition rétrospective, de 1873, dans le grand salon de l'Hôtel-de-Ville de Nancy, où l'on a pu admirer l'art lorrain si bien représenté dans toutes ses manifestations. Dans l'ouvrage publié à cette occasion par E. Auguin, notre statuette ne fut pas oubliée; nous allons citer le passage qui la concerne et qui pourra servir d'historique aux recherches que nous avons faites, pour rétablir l'identité du personnage.

Était-ce son ami (M. Auguin parle ici de Cyflé) ou sa victime que Panpan Devaux, le fou de Stanislas? N'était-ce pas plutôt quelque rival jaloux de sa faveur auprès du roi, à en juger par le soin scrupuleux qu'a pris l'artiste de livrer ses traits avec toute leur laideur à la postérité peu indulgente? C'est au sujet de ce personnage, le plus laid, dit-on, de ceux qui composaient la cour de Stanislas, que le chevalier de Boufflers fit le couplet suivant :

Si monsieur Deveau
Était un peu beau,
Que monsieur de Beauveau
Fût un peu moins beau ;
Ce monsieur Deveau
Serait un Beauveau
Et monsieur de Beauveau
Ne serait qu'un veau.

« La statuette de Cyflé est, elle aussi, une épigramme, mais, combien plus vive et plus saisissante ! Aussi qu'est-il arrivé ? Personne aujourd'hui ne se souvient du couplet, et les amateurs se disputent la statuette.

Il en est d'ailleurs parmi ces figurines qui sont devenues très rares, celle-ci n'est point la seule (2) ».

(1) L'origine du nom de Panpan doit être attribuée à Madame de Grafigny qui le présenta à Voltaire sous ce nom enfantin (*Mémoires de la Société royale des Sciences, Lettres et Arts de Nancy*, 1837. Académie de Stanislas).

(2) *Exposition de Nancy, 1875. Impressions et souvenirs*, Nancy, Crépin-Leblond, 1875.

Ainsi présentée par Auguin, notre statuette ne manqua pas de fournir matière à des dissertations plus ingénieuses que bien fondées.

Plus tard René Ménard signale aussi cette pièce de Cyfflé comme fort rare et curieuse (1).

Un autre critique d'art écrivait (2) : « La manière de Cyfflé est bien caractérisée dans la figurine de Panpan Devaux, le lecteur de Stanislas, célèbre par le couplet de Boufflers : *Si monsieur Deveau — Était un peu beau — Il serait un Beauceau....* On l'appelait Panpan parce que sa canne, qu'il ne quittait jamais, scandait nerveusement ses paroles en martelant le parquet.

« Rien de plus vivant que ce bonhomme se préparant à s'asseoir pour commencer sa lecture, la perruque de travers, embarrassé de sa canne et de son chapeau, mais attendant le bon plaisir du roi avec son plus gracieux sourire. »

D'après ce qui précède, aucun doute ne s'est jamais élevé, parmi nous du moins, sur l'authenticité de l'auteur de la statuette, et pas davantage sur la figure de Devaux représenté d'une façon aussi grotesque. En réalité, sa laideur n'a-t-elle pas été exagérée par le couplet de Boufflers qui est resté attaché à sa mémoire. Il existe des portraits (3) d'un Devaux plus jeune, il est vrai, où la physionomie ne présente pas les indices d'une pareille déformation de

(1) *L'art en Alsace-Lorraine*, Paris, Librairie de l'art. 1877.

(2) G. Save, *Les biscuits de Niderviller, Lorraine-Artiste*, 1900.

(3) Le Musée lorrain possédait, avant l'incendie de 1871, un portrait de Devaux, malheureusement détruit ; il avait été offert par M. Charpentier, peintre à Lunéville. Dans cette ville, il en existe encore un, à ma connaissance ; j'ai dans mes collections une miniature faite par Collin, exécutée d'après ce portrait ; je l'ai fait reproduire pour accompagner une notice sur cet artiste ; c'est, que je sache, la seule reproduction qui ait été faite par la gravure. Yves-Dominique Collin, graveur et peintre en miniature. *Journal de la Société d'archéologie lorraine et du Musée historique lorrain*. 1885. Tirage à part avec portraits.

figure. M. Meaume en parlant de lui s'exprime ainsi : « Il était beau en effet, les portraits en font foi, et il ne faut tenir aucun compte d'une statuette en terre cuite où il est caricaturé en charge (1) » !

La légende de cette statuette a fait son temps ; ce n'est plus l'œuvre de Cyfflé ni la figure de Devaux.

Par quelles circonstances son nom a-t-il été appliqué à cette figure rieuse et grimaçante à la fois ? Question assez difficile à résoudre. Ne peut-on conjecturer que quelque amateur lorrain aura acheté un jour cette pièce, qu'il a cru y trouver une œuvre inédite de Cyfflé ; qu'il a cherché qu'elle pouvait être ce personnage de la cour de Stanislas ? Le couplet de Boufflers aidant, le bonhomme grotesque ne pouvait être que Panpan Devaux.

Comme conclusion au passage que nous avons cité plus haut, M. Auguin a peut-être exagéré la légende ; en pareille matière, toute dissertation qui ne s'appuie sur aucun document est toujours sujette à caution.

Quoi qu'il en soit, cette attribution remonte dans mes souvenirs à cinquante ans, alors que j'ai vu la figurine pour la première fois dans la collection Gény, et à cette époque c'était déjà, paraît-il, une tradition bien ancienne. Il me reste à expliquer maintenant par quel heureux hasard j'ai été mis à même de rectifier cette erreur.

Il y a quelque temps mon fils me fit part du grand étonnement qu'il venait d'éprouver : Il avait remarqué, au Musée Carnavalet, un exemplaire de notre statuette de Panpan, mais un exemplaire qui n'avait rien de problématique comme le nôtre et qui portait en toutes lettres le nom d'*Eustache Pointu*. C'était une découverte trop intéressante pour que je ne désire vivement tirer la question au clair. Aussi, à mon dernier voyage à Paris ma première visite a été pour Eustache Pointu. Il n'y a pas de

(1) *La mère du chevalier de Boufflers*, Paris, Técheiner, 1885.

doute possible, c'est bien la statuette à laquelle on avait donné depuis si longtemps, en Lorraine, le nom de Panpan. Séance tenante j'ouvris une enquête. M. Prosper Dorbec attaché au Musée de Carnavalet, a eu l'obligeance de m'expliquer que cette pièce, ainsi que d'autres provenant de Sèvres, ne figuraient dans la salle Liesville que pour en compléter l'ornementation. Quant au personnage représenté par la statuette, il me déclara qu'il n'avait aucun renseignement sur son compte.

Néanmoins l'indication de la provenance était précieuse et je me hâtai d'en tirer parti.

Au Musée de Sèvres, j'ai recueilli un nouveau renseignement : la statuette en question est l'œuvre de Le Riche et date de 1779 ; mais je n'étais toujours pas fixé sur ce personnage au nom bizarre de Pointu. Néanmoins le gardien qui m'accompagnait dans la galerie des modèles, me dit que cet Eustache Pointu, ainsi qu'un autre Pointu, Jérôme de son prénom, et plusieurs types de même facture pouvaient bien être des acteurs de la Comédie Française.

Cette conjecture m'ayant paru très plausible, je me rendis au Théâtre Français, comptant bien, cette fois, y trouver enfin les renseignements que je cherchais. Mon espoir ne fut pas déçu : En effet, grâce à l'érudit archiviste de la Comédie Française, M. George Monval, j'ai trouvé la solution complète du problème. Notre pauvre Devaux est tout simplement l'acteur Volange, dans le rôle d'Eustache Pointu. C'est à ce titre qu'il figure dans les collections de ce théâtre, ainsi inscrit au Catalogue imprimé, sous le n° 378 (1) :

« Volange en Jérôme Pointu. Statuette 0,28. Ce rôle de Procureur fit courir tout Paris aux Variétés amusantes en 1781 ; l'auteur de la pièce était Robineau de Beaunoir. »

(1) *La Collection de la Comédie Française. Catalogue historique et raisonné*, par George Monval. Paris, 1897.

M. Garnier, Conservateur du Musée de Sèvres, que je n'avais pas eu la chance de rencontrer lors de ma visite à cet établissement et à qui j'avais écrit depuis pour lui demander quelques détails sur l'auteur de ladite statuette, a bien voulu m'envoyer la note suivante qui complétera on ne peut pas mieux celles qui précèdent.

« Le Riche (Joseph), né à Mons (Belgique), entre à la Manufacture de Sèvres le 1^{er} juin 1757, à l'âge de 16 ans. Il devint successivement sculpteur, puis chef de l'atelier de sculpture. Il était chargé de l'exécution de tous les modèles et de corriger les sculpteurs. Il exécutait principalement les personnages en costumes de caractères : les rôles de Jeannot, Jeannette, Eustache et Jérôme Pointu par l'acteur Volange, Figaro sous les traits de Préville, Crispin sous les traits de Poirson, etc.

« Ces figurines ont été faites par Ordre de Marie-Antoinette. »

Encore une légende détruite ; et toutes les suppositions plus ou moins savantes ou fantaisistes qui avaient été faites à ce sujet, s'en vont à vau-l'eau !

En terminant cette note, j'adresse mes sincères remerciements à MM. Prosper Dorbec, George Monval et Édouard Garnier, pour l'obligeance qu'ils ont mise à faciliter mes recherches.

L. WIENER.

LE PANONCEAU DE XONVILLE (1).

Les ducs de Lorraine avaient, comme la plupart des souverains, établi, dès le xvi^e siècle, des droits protecteurs frappant les marchandises étrangères à l'entrée de

(1) Cette étude, destinée à notre *Bulletin* et à laquelle étaient jointes des photographies du « panonceau », a été retrouvée, complètement terminée, dans les papiers de M. R. de Souhesmes ; nos confrères liront certainement avec un intérêt mêlé d'émotion ce travail de notre regretté vice-président.

eurs États. Ces péages étaient de quatre sortes : on distinguait les droits de haut-conduit, d'entrée et d'issue foraines, de traverse et enfin l'impôt sur les toiles, auquel Léopold ajouta la marque des fers. A l'exception de quelques droits spéciaux, toutes les traites perçues à la frontière lorraine étaient comprises sous la dénomination générique de *Foraine* (1). L'entrée et l'issue foraines avaient été établies en 1556, et un marchand de Châtenoy, Gerard Fredeau, en avait obtenu la ferme, qui fut renouvelée le 11 mai 1560, et tarifée, quelques années plus tard, par les ordonnances de 1563 et 1597.

Le droit de haut-conduit était un droit de passage dû par ceux qui faisaient entrer ou sortir du duché des marchandises, même en transit. Cet impôt modique ne se payait qu'une fois dans toute l'étendue de la Lorraine. — Le droit de traverse était dû par toutes les marchandises qui passaient par le duché, même sans déballer.

Tous les États ont soigneusement conservé ces impôts qui, malgré les frais entraînés par une administration coûteuse, constituent encore un revenu des plus productifs. Au xviii^e siècle, quelques seigneurs, séduits par l'importance des recettes de la Foraine, élevèrent la prétention de percevoir, eux aussi, un impôt sur les marchandises traversant leurs terres. C'était une usurpation manifeste, en opposition avec tous les principes ; mais, dès cette époque, la Justice n'était pas insensible, paraît-il, à certaines influences, et il se trouva, en France, des Parlements pour sanctionner les prétentions seigneuriales (2).

(1) On peut consulter, sur cette question, les *Anc. ord. de Lorraine* (Bibl. de Nancy) ms. 116-119 (189), III, p. 27, 157 et 299 ; Rogéville, *Dict. des ord.*, I, p. 283 ; et *Recueil des ord.*, I, p. 390 ; II, p. 167 et 318 ; IX, p. 308 ; abbé Mathieu, *L'ancien régime en Lorr.*, p. 183 ; P. Boyé, *Le budget de la province de Lorr. et Barr. sous le règne nominal de Stanislas*, IV^e partie, chap. VI, et *La Lorr. commerçante*, chap. I ; etc.

(2) Voir notamment un arrêt du 22 août 1776, rapporté par M. Léopold Limayrac, *Étude sur le Moyen Age* (1885) p. 317.

Si l'établissement d'un droit de passage au profit du seigneur foncier fut souvent le résultat d'une usurpation, dans certains cas cependant ce droit était perçu légalement, ou du moins en vertu d'une tradition immémoriale. C'est ainsi qu'à Xonville, petite commune du canton de Chambley (1), un droit de passage au profit du seigneur existait dès le xiv^e siècle. — On lit, en effet, dans *l'État des titres des droits féodaux de Xonville, remis à la Municipalité dudit lieu, par le citoyen Nicolas-François Curel*, le 18 Brumaire an II : (2).

« Fol. 3. — *Droit de passage.* — Titre original en parchemin du droit de passage à Xonville et Sponville, payé en la grosse tour de la forteresse de Saulcis, le 8 novembre 1387, par Ferry de Mairley, écuyer, en faveur de Collignon Richelin, de Xonville, devant Nicole de Beconville, prestre au Diocèse de Mes, en présence de Jehan de Barchelo de Brignay et de Jehan de Malencourt, témoins requis.

« *Droit de passage.* — Cinq pièces en papier, de procès sur le dit droit de passage, de diverses dattes. »

Quelques-unes de ces pièces ont été conservées, notamment l'acte de 1387, dont voici l'analyse :

Le 8 novembre 1387, Ferry de Marley (3), écuyer, emprunta à Collignon Richelin, de Xonville, la somme de 82 francs, de bon or et de juste poids, monnaie de France. Pour sûreté de ce prêt, Ferry de Marley engagea à Colli-

(1) Xonville faisait anciennement partie de la châtellenie d'Apremont, qui fut réunie à la Lorraine au xvi^e siècle ; il fut alors rattaché au Bailliage de Thiaucourt, et appartient aujourd'hui à l'arrondissement de Brieux (M.-et-M.).

(2) Archives du château de Xonville.

(3) Probablement Ferry (II) de Marley, fils de Jean (I) qui appartenait à une famille historique du Barrois. Le 23 juillet 1344, Jean d'Aspremont, S^r de Forbach, avait engagé à son père (Jean I^{er}) et à son frère Jean (II) tout ce qu'il possédait à « Hanonville devant la Tour-en-Woëvre, sans rien réserver que le passage ». (Dufourny, Inventaire, VII, p. 362.)

gnon Richelin « tous les profits externes et revenus..... que venront et pourront venir en consignation de tous les passages de Sponville et de Xonville, par quelque manière que ce soit, » et cela jusqu'à parfaite restitution des 82 fr. Richelin eut soin de spécifier que si Marie de Gemmaix (1), veuve de Jehan de Marley et femme de Ferry de Triconville, chevalier, faisait opposition à cet engagement à raison de son douaire, Ferry de Marley et ses neveux lui donneraient en compensation ce que cette dame percevait sur le passage de Hammonville (2) et ils l'indemniserait des frais qu'il aurait pu faire pour les appeler en garantie. La finale de cet acte est assez curieuse : Ferry de Marley renonce à se prévaloir d'aucune exception, même celle de la lésion de plus de moitié ou tout autre moyen emprunté au droit civil, au droit canon, au droit écrit et non écrit. Il renonce à se prévaloir des grâces et indulgences du Souverain Pontife, de l'Empereur ou du Roi de France, et il s'engage à garantir Collignon contre tout seigneur spirituel ou temporel.

Il est probable que Ferry de Marley ou ses successeurs rentrèrent en possession de leur gage, bien que, dans les nombreux actes de dénombrement présentés par les seigneurs de Xonville (3), je n'aie trouvé aucune mention rela-

(1) Probablement Jametz. — La mère de Jean (II) était Marie de Manonville-Ranzières, dont la mère était de la maison de Jametz. Il n'est pas impossible que Marie de Manonville, ayant hérité de cette terre, en ait pris le nom. (Voir *Journal Soc. d'arch. lorr.*, 1896, p. 34 et 36, et 1899, p. 282.)

(2) Il s'agit évidemment, non pas d'Hamonville, mais d'Hannonville-devant-la-Tour-en-Woëvre, actuellement Hannonville-au-Passage (canton de Conflans, arr. de Briey, M.-et-M.). Nous venons de voir que Jean d'Aspremont s'était réservé le droit de passage dans cette localité, et nous trouvons là une explication du surnom de cette commune, infiniment plus vraisemblable que l'étymologie fantaisiste présentée par M. Clesse (*Le Canton de Conflans*, 1891, II, p. 333.)

(3) Dénombrements du 6 janvier 1447, 18 janvier 1510, 20 novembre 1536, 23 avril 1591, 3 janvier 1614, 27 novembre 1663, 29 novembre 1664, 4 septembre 1668, 11 décembre 1771, 24 août 1776, 24 août 1782. (Ar-

tive à leur droit de passage. Peut-être, manquant de titre à l'appui de leur prétention, n'osaient-ils pas revendiquer devant la Chambre des Comptes un droit que celle-ci leur eût dénié; ils se contentaient de l'exercer. Le produit était modeste : en 1607, le droit de passage sur les bans de Xonville, Sponville et Neulan (1) était amodié pour 8 gros (2) par an, payables à la Saint-Martin d'hiver; en 1609, il rapportait trois francs (3), un chapon et une poule : en 1632, il était affermé moyennant dix francs barrois (4), deux chapons et deux poules; il en était encore de même en 1786, et le revenu était alors estimé 6 f., 54 de notre monnaie, car la valeur du franc barrois était tombée à 0 f., 34.

L'exercice du droit de passage à Xonville amena, en 1627, un procès entre le seigneur du lieu, Charles de Thomesson, capitaine de Prény, et Nicolas Riaville, curé de Lixières. — Le 17 janvier 1627, celui-ci ayant acheté du vin à Thiaucourt retournait chez lui avec quatre voitures de vin quand, traversant le ban de Xonville, il fut invité à acquitter le péage. Les charretiers refusèrent, paraît-il, de s'exécuter et, continuant leur chemin, ils arrivèrent à Mars-la-Tour, où ils furent rejoints par le fermier du droit de passage, Didier Balandon, accompagné de plusieurs de ses gens. Les charretiers offrirent alors d'acquitter les

chives de Meurthe-et-Moselle, Aspremont, 45^e liasse, n^{os} 1 à 6, 10, 11 ; Aspremont, Fiefs et dénombrements, n^o 92 ; B, 11,034, pièce 18 ; B, 11,036, pièce 80 ; B, 11,040, pièce 1.)

Sur l'histoire féodale de cette localité, on peut consulter la notice de M. F. des Robert : *Les seigneurs de Xonville (Mém. de l'Acad. de Metz, 1884-85)*.

Les archives du château de Xonville possèdent encore l'analyse de plusieurs Reprises et Dénombrements qui n'existent plus aux Archives départementales.

(1) Sponville, canton de Chambley, arrondissement de Briey (M.-et-M.) ; Neulan, village détruit entre Xonville et Sponville.

(2) Environ 0 f., 90 (Riocour).

(3) Environ 3 f., 30 (*Id.*)

(4) Environ 15 f., 90 (*Id.*)

droits, à raison de 1 gros (1) par char et 2 blancs (2) par charrette ; mais Balandon, refusant de recevoir l'argent, émit la prétention de confisquer les voitures, les chevaux et le vin pour défaut de paiement. Le curé n'entendit pas de cette oreille, et une lutte s'engagea ; renversé de cheval, frappé à coups de plat d'épée, Nicolas Riaville intenta un procès à Charles de Thomesson, et l'arrêt du 19 juillet 1628 (3), tout en reconnaissant le droit du seigneur de Xonville, ordonna la restitution des objets saisis.

« Le droit de passage, disait le curé dans ses conclusions, « est un droit souverain qui doit en tous cas être reçu et « approuvé par le prince et sy faut en advertir les passants « par quelque affiche publique, autrement ils ont sujet de « l'ignorer. » On peut en conclure qu'à cette époque aucun avis n'était placardé à l'entrée du finage. Les successeurs de Charles de Thomesson s'empressèrent de réparer cette omission, comme le prouve le très curieux document découvert dans les circonstances suivantes.

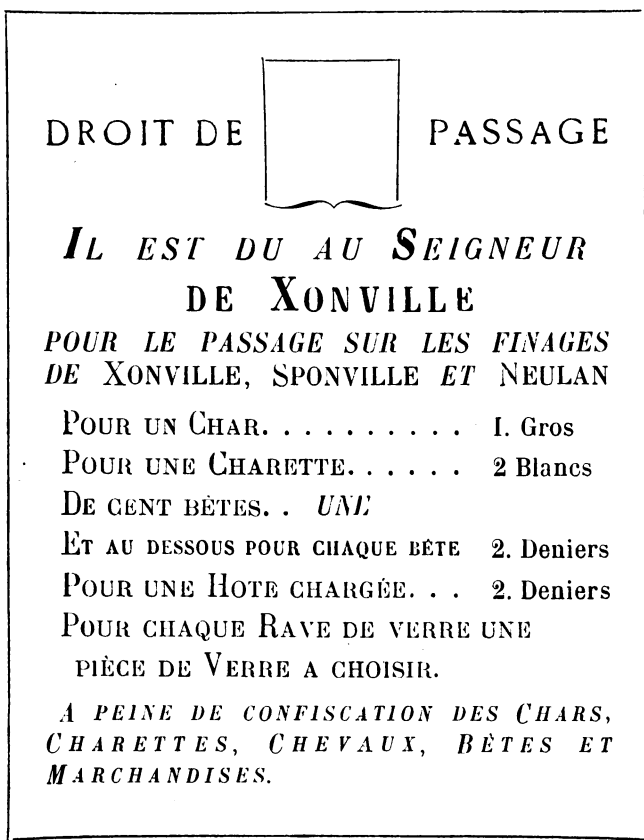
Il y a une trentaine d'années, un cultivateur de Xonville trouva dans les prés une plaque de tôle, pliée en quatre ; il allait la jeter quand, en la dépliant, il aperçut qu'elle portait des armoiries et une inscription. Cette plaque, conservée depuis la Révolution dans une maison du village, avait disparu, en 1870, au moment de l'invasion. Redressée avec soin, elle présente un rectangle de 0,32 de hauteur sur 0,24 de large. Au sommet, un écusson carré, sans casque, sans couronne, ni aucun ornement, porte des armoiries, peintes en couleurs et pouvant se blasonner ainsi : « D'azur au lion d'or, armé et lampassé de gueules, recevant d'un dextrochère de carnation une balance d'argent, sortant d'une nuée d'or, chargée d'une étoile d'argent et mouvant du premier canton »

(1) Environ, 0 f., 11 (Riécour).

(2) Environ, 0 f., 03 (*Id.*).

(3) Archives de Xonville.

En dessous, on lit l'inscription suivante, peinte en majuscules romaines (1) :



Si les armes qui surmontent cette inscription sont d'une héraldique médiocre, elles permettent du moins de fixer exactement une date. Elles appartiennent, en effet, à Nicolas François de Curel, devenu seigneur de Xonville à

(1) En 1700, le gros valait 0 f. 07 ; le blanc, environ 0 f. 02, et le denier, environ 0 f., 003 (Riocour).

la suite de son mariage avec Louise de Baillivy, fille de Nicolas-François de Baillivy, chevalier, seigneur de Fiquelmont Xonville, etc., ancien capitaine de cavalerie au régiment de Rozen, et de Marie-Barbe de Haut. A la mort de sa femme, M. de Baillivy abandonna, le 19 décembre 1781, la terre de Xonville à ses enfants, sous la condition qu'ils prendraient à leur charge les dettes de la communauté. Ses enfants étaient au nombre de quatre : 1^o François-Xavier, seigneur de Merigny, capitaine de cavalerie ; 2^o Alexandre François, capitaine d'infanterie. demeurant à Saint-Mihiel ; 3^o Louise, qui avait épousé Nicolas-François de Curel, chevalier, voué de Royaumeix, et capitaine en premier du Génie, à Toul ; 4^o Henriette-Charlotte-Marie, qui habitait Fiquelmont avec son père. Celle-ci abandonna sa part dans la terre de Xonville à son frère Alexandre-François et à son beau-frère de Curel, moyennant une pension viagère de 1,200 livres. L'acte fut reçu à Ozerailles, par le notaire Maillefer, le 4 janvier 1782.

Le 30 avril suivant, les trois autres héritiers se partagèrent la succession de leur mère et belle-mère, et la terre de Xonville, évaluée 80,000 livres, cours de Lorraine (1), fut attribuée à M. et à M^{me} de Curel (1). — Le 24 août 1782, Nicolas François de Curel fit ses foi et hommage en la Chambre des Comptes de Lorraine, et son dénombrement, présenté le 12 décembre suivant, fut vérifié le 23 juin 1783 (2).

C'est à cette époque sans doute qu'il fit peindre le panonceau armorié qu'il fit ensuite apposer à l'entrée de son domaine, bien que dans son dénombrement il eût gardé le silence sur le droit de passage qu'il prétendait percevoir. A la Révolution, le panonceau fut arraché et il demeura ignoré pendant près d'un siècle. On peut donc

(1) Environ 60,000 francs (Riocour).

(1) Arch. du château de Xonville.

(2) Arch. de M.-et-M., B. 11.040, p. 1.

placer son exécution entre le 30 avril 1782 et le 4 août 1789, date de l'abolition des droits féodaux.

Nicolas-François de Curel appartenait à une famille originaire du village de ce nom (1) situé près de Joinville. Son grand-père, Hyacinthe Curel, seigneur de Touraille, avait été confirmé dans sa noblesse par le duc de Lorraine, le 30 juillet 1718 ou 1722 (2). Dom Pelletier, en rapportant cette confirmation, a commis une erreur qu'il a, du reste, rectifiée dans ses *Errata*, en attribuant aux Curel les armes des Hennequin.

Nicolas François, né à Gondrecourt, le 3 décembre 1739, était lieutenant en second du Génie en 1761. Ingénieur ordinaire en 1769, il passa capitaine en premier en 1777, et fut fait chevalier de Saint Louis en 1788. En 1792, nous le trouvons membre du conseil de guerre de Sarrelouis, et, en 1794, colonel du génie. Il fut successivement directeur à Verdun, à Thionville, à Toul et enfin à Metz. Officier de la Légion d'Honneur le 14 juin 1804, il fut mis à la retraite le 31 janvier 1806 et mourut à Metz vers 1809 (3). Voilà pour ses états de services.

Nous avons vu qu'il avait épousé, le 23 janvier 1773, Louise de Baillivy, et je ne dirai rien de l'arrêt qu'il fit rendre le 23 juin 1783, par la Chambre des Comptes de Lorraine (4). Il comparut, le 16 mars 1789, à l'assemblée

(1) Canton et arrondissement de Wassy (Haute-Marne).

(2) Dom Pelletier, *Nobiliaire*, p. 184; Lepage et Germain, *Complément*, p. 333.

(3) *États militaires; Journal des départements de la Moselle*, etc. 1792, p. 313; A. Chuquet, *La jeunesse de Napoléon*, p. 382; A. Geor-gel, *Armorial de Lorraine au XIX^e siècle*, p. 214.

(4) Archives de Meurthe-et-Moselle, B. 268, pièce 4, et *Complément* de Lepage et Germain, p. 234. V. Dom Pelletier et les Lettres patentes du 30 juillet 1722; les Registres de l'état-civil de Touraille (année 1728), de Gondrecourt (années 1722, 1724 à 1729) et de Mirecourt (années 1762 et 1773); les archives municipales de Mirecourt (années 1789 à 1794); le Nouveau D'Hozier (ms. de la Bibl. nat., Cab. des titres); le Tableau de l'Ordre des Avocats de Nancy, années 1745 et 1751 (*Mém. Soc. d'arch. lorr.*, 1873, p. 37 et 43); la *Notice sur Gondrecourt* par le Dr Depautaine (*Mém. Soc. d'arch. lorr.*, 1870, p. 228), etc.

de la Noblesse du Bailliage de Toul, où il était alors en garnison, et à celle du Bailliage de Thiaucourt, où était situé son fief de Xonville (1).

M. de Curel était non seulement un officier distingué, mais encore un littérateur et un artiste. Sous la signature de Zapouraph ou simplement l'initiale Z. il a gravé un certain nombre de pièces, recherchés aujourd'hui par les amateurs. Arthur Benoit (2), qui n'a pas reconnu M. de Curel sous le pseudonyme original qu'il avait adopté, lui attribue l'*ex-libris* de Bicquille (1772), celui de C. N. N. (1773), la marque de Dom Jourdez, son propre *ex-libris* armorié (1774) et quelques autres pièces auxquelles il convient d'ajouter l'*ex-libris* de l'abbé Beurard (1777), et plusieurs marques ou étiquettes gravées sur bois (3).

A vingt-sept ans, il publia un *Essai de perspective linéaire et sur les ombres* (1766) et plus tard un *Mémoire pour servir à l'éloge du Maréchal de Vauban* (1786) (4). Le 2 août 1790, parut une brochure intitulée *Un mot en faveur du corps du Génie*, qui lui est attribuée, et, vers 1801, il fit publier ses *Observations sur le cadastre*. Enfin, peu de temps après sa mort, ses enfants publièrent un ouvrage dont la paternité lui est encore attribuée, le *Manuel de la cuisine ou l'art d'irriter la gueule*, par une société de gens de bouche, Metz, Antoine, 1811, in-8°.

Nicolas François de Curel eut une nombreuse famille ; il laissa douze enfants, et son arrière-petit-fils, M. François de Curel, continue les traditions littéraires de la famille.

Il m'a semblé intéressant de retracer rapidement la vie mouvementée du dernier seigneur de Xonville. Le panon-ceau qu'il nous a légué est le dernier vestige d'un droit

(1) *Catal. des Gentilshommes de Lorr.*, en 1789, I. p. 25, et II, p. 24

(2) *Les Bibliophiles des Trois-Évêchés* (1884), p. 83.

(3) La Bibliothèque nationale, section des Estampes, ne possède de lui qu'un cul-de-lampe gravé sur bois, d'après Bachelier, et daté de 1772.

(4) Quérard, *La France littéraire*, 1828, p. 336.

féodal peu répandu ; sa rareté méritait, je crois, de le signaler à l'attention de la Société (1).

R. DE SOUHESMES.

IDENTIFICATIONS DE QUELQUES LOCALITÉS POUR LA LISTE DES
VASSAUX DU COMTÉ DE BAR EN 1311 (*suite*) (2)

La *Revue d'Ardenne et d'Argonne*, dans son n° de sept.-oct. 1902 (t. IX, p. 197-199), renferme un article de M. Paul Collinet (3) relatif aux personnages ou aux localités intéressant la région qui sont nommés ou qu'il croit reconnaître dans la liste des vassaux du comté de Bar en 1311 publiée par M. H. Levallois. Voici les identifications qu'il propose (4) :

73 (p. 203). *Maire* (Wautiers de). — « Marre (Meuse), arr. Verdun, cant. Charny, dit M. Levallois. — Ne s'agit-il pas de Maire, commune de La Neuville-à-Maire, arr. Sedan, cant. Raucourt ? »

79 (p. 206). *La Fertei* (Perrins de). — M. Collinet approuve l'identification que j'ai faite avec la Ferté sur-Chiers, arr. Sedan, cant. Carignan.

118 (p. 207). *Sorbon* (Guis de). — Sorbon (Ardennes) (5).

126 (p. 208). *Remonville* (Pierres de). — M. Levallois avait proposé Remenauville, cant. Thiaucourt et moi. Remoiville, cant. Montmédy ; M. Collinet estime qu'il s'agit plutôt de « Remonville (Ardennes), arr. Vouziers, cant. Buzancy ». Je me rallie volontiers à son opinion autorisée.

(1) Ce panonceau appartient à M. Alfred de Faultrier, arrière-petit-fils de Nicolas-François de Curel et propriétaire du château et de la terre de Xonville.

(2) V. *Bulletin mensuel*, 1901, p. 231.

(3) P. Collinet. *Une liste de vassaux du comté de Bar en 1311*.

(4) M. Collinet a adopté mon système de numérotation. Dans les citations suivantes, j'ai souligné conformément à mon article précédent.

(5) Je n'avais pas jugé utile d'identifier ce nom, assez connu à cause du fondateur de la Sorbonne.

129. *Chastillon* (Messires Gauchers de). — « De la célèbre famille de Châtillon-sur-Marne (1). »

263 (p. 214). *La Ferté* (Perrins de). — Le même qu'au n° 79.

286 (p. 215). *Harbigny* (Giles de). — « Herbigny, arr. Rethel, cant. Novion Porcien. »

288. *Villey* (Li besgues de). — « Villy, arr. Sedan, cant. Carignan. »

291. *Fairgnuelles*. (Messires Jaques de). — « Il faut lire *Faignuelles*. — Fagnolles, Belgique, prov. de Namur. »

294. *Lombus* (Jehans, fils monsignour Renault de). — L'auteur approuve l'identification que j'ai faite avec Lombut, comm. Euilly. arr, Sedan, cant. Mouzon.

298 *La Ferté* (Jehens, fils Jacommet de). — Comme aux nos 79 et 263.

309 (p. 216). — *Villers* (Messires Robers de). — « Est-ce un membre de la famille de Villers-devant-Mézières ? Le nom de lieu Villers est très répandu dans notre région »

311. *Lombus* (Messires sires Richars de). — Voir n° 294.

312. *Gungneicourt* (Hues de). — Pour appeler l'attention sur ce nom, j'avais inscrit avec un point d'interrogation : *Gugnécourt* (Vosges). M. Collinet identifie, ce qui est très vraisemblable, avec « Guignicourt, arr. Mézières, cant. Flize ».

314. *Vernin* (Li sires de). — « Lisez *Vervin*. Vervins (Aisne), ch.-l. d'arr. »

321. *Wanon* (Guios de). — « S'agit-il de Wagnon, arr. Rethel, cant. Novion-Porcien ? »

324. *Tauxigney* (Girars de). — J'ai proposé Tassigny, ancien château près de Carignan. « Il n'y a, à mon avis, dit M. Collinet, aucun doute possible. »

(1) Je n'avais pas non plus jugé nécessaire de faire cette identification, à cause de la place importante que le personnage occupe dans l'histoire du duché de Lorraine.

351 (p. 218). *Villey* (Ourries de). — Voir n° 288.

354. *Salley* (Henris de). — L'auteur mentionne simplement l'identification que j'ai proposée avec Sailly, arr. Sedan, cant. Carignan.

Incidentement M. Collinet dit : « M. Germain (p. 253) rapporte le n° 271 (Robins des Armoises) à un membre de la famille des Armoises (Ardennes). Je crois que c'est à tort. » Cela n'est pas tout à fait exact ; j'ai parlé non du personnage, mais seulement de la localité ; si l'on trouve une identification géographique plus vraisemblable, je m'y rallierai volontiers.

Il est fort désirable que cette importante liste de vassaux soit ainsi examinée par des historiens versés dans la géographie historique des diverses régions que la liste intéresse.

La rectification suivante m'a été communiquée par notre confrère M. Chevelle. Au n° 219 (p. 212), il est dit que Ferris de Rozières (1) « tient de monsieur », entre autres fiefs : « Pargney sur Mueze, fuer (2) une rue qui muet (3) de Jehan de Vauquelour (4) ». M. Levallois avait identifié cette localité avec Pagny-sur-Meuse, cant. Void, arr. Commercy. Mais M. Chevelle m'a fait observer que *Pargney-sur-Mueze* est le nom ancien de Pagny-la-Blanche-Côte, canton de Vaucouleurs. Il ajoute : « La rue mouvant du château de Vaucouleurs fut cédée à la Lorraine par le traité de Paris du 21 janvier 1718. »

Je me propose de revenir prochainement sur d'autres noms.

L. GERMAIN.

(1) Rosières-aux-Salines ? — Apparemment de la famille qui prit ensuite le nom de Lignéville ou Ligniville.

(2) *Hors*.

(3) *Meut*.

(4) Vaucouleurs.

OBSERVATIONS RELATIVES A DEUX ARTICLES PRÉCÉDENTS

Les observations suivantes relatives à deux articles récents ont été adressées à M. le Président de la Société par M. le Comte M. de Pange :

Je trouve dans le dernier numéro du *Bulletin* deux notes qui semblent appeler une réponse. Je m'empresse de vous transmettre les indications relatives aux desiderata qui me sont signalés aux p. 224 et 238.

1° Pour cette dernière : la localité qui a donné son nom à Gérard de R., évêque de Metz, doit être identifiée avec Reninghe. C'est une commune de la Flandre occidentale, royaume de Belgique. Le « sic » a été employé pour indiquer l'altération que les historiens des évêques de Metz ont fait subir à ce nom.

2° p. 224 la date de la nomination de Robert de Baudricourt aux fonctions de bailli de Chaumont est bien indiquée par l'histoire de la maison de Fr. des grands officiers etc. (Père Anselme), tome VIII, fol. 113, d'après la source que d'autres documents permettent de vérifier : le mémorial 14 de la Chambre des Comptes, fol. 19. L'indication est exacte, comme il est facile de le constater grâce aux documents suivants : 1° Bibl. nationale, Clairambault 782, fol. 152 v° ; 2° Archives nationales, P^P. 110, fol. 241 ; 3° La Roque, Maison de Harcourt, tome 2. p. 1518. D'après ces trois sources on peut reconstituer l'extrait suivant du fol. 19 du Registre 14 (aujourd'hui perdu) de la Chambre des Comptes : dominus Robertus de Baudricourt miles, dominus de Baudricourt et de Bloise. ordinatus baliuius Calvimontis in bassigniaco loco Joannis de Alneto regis consiliarii (per litteras) datas in obsidione Monsterolii, 17 octobris 1437.

Par le Roy, V (ous), Christophe d'Harcourt et autres présens,

(Signé) de DIJON.

Monsterolium n'est pas Montreuil comme le dit la Roque, mais Montereau, dont le château capitula le samedi 19 octobre 1437. La reddition fut effectuée le mardi 22 octobre. Le secrétaire Dijon signe, au siège de Monstereau, deux lettres de Ch. VII aux habitants de Reims les 3 et 17 octobre, et une troisième « devant Monstereau » après la reddition de la place le 23 octobre. Ces trois lettres sont en original aux Archives de Reims. Elles sont publiées par M. de Beaucourt, Hist. de Charles VII, tome III, p. 523 à 526.

Permettez-moi d'ajouter à cette note l'indication de plusieurs documents qui trouveraient leur place entre les numéros 38 et 39 du catalogue concernant Robert de Baudricourt. Ils sont tirés du vol. 239 de la collection lorraine à la Bibl. nationale, numéros 29, 41, 42 et 43. Robert seigneur de Baudricourt, chevalier, conseiller et chambellan du Roy et bailli de Chaumont, y figure sous la date des 22 et 24 octobre, 6 et 27 novembre 1453.

Comte MAURICE DE PANGE.

BIBLIOGRAPHIE

LES ÉTUDES PRÉHISTORIQUES EN LORRAINE DE 1889 A 1902, ET APERÇU GÉNÉRAL SUR LES ÉPOQUES GALLO-ROMAINE ET MÉROVINGIENNE DANS LE DÉPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE, *par le Comte J. Beaupré*. — 1 vol. in-8°, orné de 258 figures et 30 plans. — A. Crépin-Leblond, éditeur. — Nancy 1902,

Digne continuateur du regretté docteur Bleicher, dont il fut l'élève, M. le Comte Jules Beaupré vient de faire paraître un volume de 270 pages, dans lequel il expose d'une manière à la fois savante et intéressante les découvertes préhistoriques faites en Lorraine de 1889 à 1902. On n'a pas oublié le remarquable travail intitulé : *Recherches archéologiques sur la Lorraine avant l'histoire*, que publia en 1889 notre érudit confrère F. Barthelemy ; celui de M. le

Comte Beaupré en est en quelque sorte le complément ou plus exactement la continuation, car, depuis treize ans, l'auteur n'a reculé devant aucune fatigue pour explorer les divers points du département sur lesquels son attention était appelée. Aussi a-t-il recueilli au cours de ses excursions une ample moisson d'objets de toute nature appartenant à la période préhistorique, et dont il nous donne une attrayante description facilitée par de nombreuses planches dues pour la plupart à son habile crayon. M. le Comte J. Beaupré ne pouvait pas passer sous silence les découvertes se rapportant aux époques gallo-romaine et mérovingienne. Il nous donne dans son beau livre une reconstitution intéressante de l'antique forteresse de Scarponne qui dominait la Moselle en face de Dieulouard, et protégeait la ville contre les incursions des barbares ; puis une description des cimetières mérovingiens découverts à Liverdun, à Pompey et au Vieil-Aitre près de Nancy.

Le manuscrit de cet ouvrage que tous les lotharingistes voudront posséder dans leur bibliothèque, fut présenté en 1901 à l'Académie de Stanislas, qui décerna à M. le Comte Jules Beaupré, le prix Dupeux. Cette distinction, justement méritée, honore grandement notre savant confrère, à qui nous sommes heureux d'adresser nos bien sincères félicitations, pour le consciencieux et érudit travail dont il vient de doter notre bibliographie lorraine.

L. Q.

UNE BATARDE DE LA MAISON DE LORRAINE EN BOULONNAIS,

Par Louis Bossu. — Paris, 1902. In-8°, 15 pages.

Notre distingué confrère M. L. Bossu, avocat général près la Cour d'appel de Douai, vient d'ajouter un numéro à la série des charmantes plaquettes qu'il a commencé, il y a deux ans, de publier sur des sujets historiques et dont l'une déjà se rapporte à la Lorraine (1).

La dernière a pour sujet un acte de baptême de l'année

(1) *Un mariage dans la chevalerie lorraine en 1711* ; Paris, 1900, in-8, 12 pages. L'acte n'était pas inédit ; M. E. Duvernoy l'avait donné dans l'*Inventaire sommaire des Archives départementales* (Arrond. de Briey, canton de Longuyon, art. de Villers-le-Rond) ; mais M. Bossu l'a publié avec un ample commentaire, digne de ce document extrêmement curieux.

1673, inscrit dans le registre paroissial de Neufchâtel en Boulonnais (1) ; il s'agit d'une fille bâtarde, nommée Jeanne, « née de Marie Védrenne, jeune fille à marier, demeurant présentement en cette paroisse, laquelle a dict et déclaré que ledict enfant provient du faict de Monseigneur Charles de Lorraine, duc d'Elbeuf, gouverneur de Picardie et des ville et citadelle de Monstreuil ».

Voilà tout ce que l'on sait de la mère et de l'enfant ; c'est peu de chose. Mais l'auteur rappelle, par cet acte de l'état-civil, le droit qu'avaient les filles-mères de déclarer quel était le père de leur enfant, et il a saisi l'occasion d'esquisser une bibliographie intéressante de ce duc d'Elbeuf, de la Maison de Lorraine-Guise.

Ce prince a dû laisser une postérité nombreuse. Marié trois fois, il eut huit enfants légitimes, et on lui connaissait trois bâtards. L'acte découvert par M. Bossu laisse à penser qu'il dut en avoir plusieurs autres, mais de femmes de conditions inférieures ; peut-être en retrouvera-t-on encore ; pourtant, selon toute apparence, d'autres resteront toujours ignorés.

Ces documents, de peu d'importance individuelle pour l'histoire générale, sont utiles à publier et à grouper pour l'histoire des mœurs, et l'on aimerait vraiment savoir ce que devint, après son aventure avec un si haut personnage, cette humble « jeune fille à marier ».

L. G.

LE HÉRAUT DE LORRAINE, par F. Perrin de Dommartin,
Nancy, A. Crépin-Leblond, 1902, gr.-8° jésus, 164 pages.

Nos confrères ont trouvé, encarté dans le dernier numéro de notre *Bulletin*, le prospectus de *Héraut de Lorraine* ; je désirerais que l'espace me fût moins mesuré, pour en parler comme il conviendrait.

Cet ouvrage, daté de 1634, a été connu de plusieurs auteurs héraldiques, qui en ont tiré de précieux renseignements ; quelques personnes en avaient fait des copies — moi par exemple, en 1885, qui aurais souhaité de le publier avec des notes ; mais combien cela eût entraîné loin ! — Cependant cet armorial méritait d'être imprimé, car il est antérieur à tous ceux qui ont paru sur la chevalerie de Lorraine ; et, si beaucoup des notices qu'il renferme

(1) Commune du canton de Pamer, arr. Boulogne-sur-Mer.

sont brèves, d'autres ont été rédigées avec ampleur et fournissent des détails très remarquables.

La « Préface aux curieux », relativement étendue (10 p.), est tout à fait intéressante, soit qu'elle fournisse des renseignements exacts et précis sur les choses nobiliaires contemporaines, soit qu'elle rappelle des légendes historiques erronées et bien étranges, qui montrent quelles idées régnaient alors, dans la haute société lorraine, sur le passé de la patrie.

Nous devons donc remercier nos confrères M. le baron de Braux et M. Edmond des Robert d'avoir édité avec soin cet ouvrage, qui rendra de réels services.

L. G.

DONS AU MUSÉE LORRAIN

Par M. le comte de Ludre : Couteau et pointe de flèche en silex, trouvés au camp d'Affrique (fouilles de 1901, par M. le comte J. Beaupré).

— M. Edouard Bour : Taque de cheminée représentant Marie Leszczyńska, reine de France, fille du roi Stanislas.

— M. Fernand Simonin : Deux taques de cheminée aux armes de France. — Plaque de fourneau ayant servi de taque de cheminée, représentant la création d'Eve. Verre gravé avec l'inscription suivante : *Vive Mademoiselle Hal-lot ∴ L'orrain le 20 Janvier 1755* ; au côté opposé, deux cœurs enflammés.

« Verre en l'honneur de mademoiselle Alliot, fille de l'Intendant général du roi Stanislas, à l'occasion de son procès avec le sieur de Pont, son mari, contre lequel elle plaidait en nullité de mariage » (Note de M. Fernand Simonin).

— M. Dumont. Bibliothécaire de l'Université : Boulet en pierre, trouvé dans la Moselle à Liverdun.

— M. le commandant de Grossouvre : Hache en quartzite, trouvée au S.-O. de la Malgrange, près Nancy.

Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.

Nancy. — Imprimerie A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier.

BULLETIN MENSUEL
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

NUMÉRO 12. — DÉCEMBRE 1902.

Procès-verbal de la Séance du vendredi 14 novembre 1902.

PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Communications.

Le Président dépose sur le bureau le programme du 41^e Congrès des Sociétés savantes, qui s'ouvrira à Bordeaux le 14 avril 1903.

Le programme d'un concours international d'archéologie espagnole, organisé, pour l'année 1906-1907, par la municipalité de Barcelone, est également mis à la disposition des membres de la Société.

Nécrologie.

Il est donné avis du décès de dom Didier-Laurent.

Admissions.

Madame Liouville et M. Roger Chevalier sont admis comme membres titulaires.

Présentations.

Sont présentés en la même qualité : M. P. Laurent, architecte, à Gérardmer, par MM. Léopold Quintard, Bretagne et Pierre Boyé ; M. Bertrand d'Imécourt, au château d'Inor (Meuse), par MM. Beauzée-Pinsart, Armand Migette et Jules Lemaire ; M. l'abbé Dubuisson, curé de Marville, par les mêmes ; M. Charles de Lapisse, au château de Laneuville-sur-Meuse, par les mêmes ; M. l'abbé Victor Nautrez, curé de Beuveille, par MM. l'abbé Viansson-Ponté, Léon Germain et Édouard Germain ; M. Camille Koch, avocat à la Cour, 63, rue Hermite, par MM. Pierre Boyé, Henri Bernard et Henry Pion ; M. Paul Thiaucourt, étudiant en droit, à Remiremont, par MM. Bernard Puton, Léon Bernardin et Léopold Quintard ; M. Bullier, avoué, 30, rue Stanislas, par MM. Georges Goury, Charles Sadoul et Pierre Boyé ; M. Léon Mangin, à Noisy-le-Sec, par MM. l'abbé Ed. Chatton, Emile Duvernoy et Pierre Boyé ; le docteur Voinot, à Haroué, par MM. l'abbé Olry, l'abbé Harmand et le comte J. Beaupré ; M. l'abbé Auguste Humbert, professeur au Grand Séminaire de Verdun, par MM. l'abbé J. Nicolas, l'abbé Aimond et Léon Germain ; Mgr Dubois, évêque de Verdun, par MM. les abbés Nicolas, Gillant et Aimond ; M. Albert Lejeune, avocat, rue de Metz, 22, par MM. L. Quintard, A. Quintard et le capitaine P. Martin ; le docteur Pillement, 93, place Saint-Georges, par MM. Edm. des Robert, Chevelle et E. Duvernoy ; M. l'abbé Curé, vicaire à Saint-Evre, par MM. E. Duvernoy, les abbés Ed. et Emile Chatton.

Ouvrages offerts à la Société.

Une noce à Frolois. paysannerie lorraine. par M. Émile Badel ; Nancy, Louis Kreis, 1902, in-8° de 8 pages, avec vignettes.

Miscellanées. XI, par Henri Bardy ; Saint-Dié, Cuny, 1902, in-8° de 84 p.

Ex-libris de J. G. S. de Galdin, par M. François Berlet. (Extrait).

Une bâtarde de la Maison de Lorraine en Boulonnais, par M. Louis Bossu ; Paris, A. Picard, 1902, in-8° de 13 p.

Les Hautes-Chaumes des Vosges. Étude de géographie et d'économie historiques, par M. Pierre Boyé ; Paris, Berger-Levrault, 1903, in-8° de 432 p., avec 3 planches.

Ex-libris aux armes de la famille de Jeanne d'Arc, par le baron de Braux ; Mâcon, Protat frères, 1902, in-4° de 15 p., avec figures et 3 planches hors texte.

Le Héraut de Lorraine, par E. Perrin de Dommartin ; publié par MM. G. de Braux et Edm. des Robert, Nancy, Crépin-Leblond, 1902, gr. in-8° de 163 p.

Étude historique sur l'ancien ban de Fraize, par l'abbé Georges Flayeux ; Saint-Dié, Cuny, 1901, in-8° de 191 p., avec une carte.

Notice sur Gustave Bleicher, par M. Paul Fliche (Extrait du *Bulletin de la Société géologique de France*, 4^e série, t. II, année 1902, pp. 231-239).

Henri Nanquette, par le même. Nancy, Berger-Levrault, 1902, in 8° de 53 p., avec portrait.

Améric Andreocci, chimiste italien. Notice bio-bibliographique, traduite de l'italien du Dr G. Grassi-Cristaldi, par M. Nicolas Haillant ; Épinal, 1902, in-8° de 14 p.

L'ex-libris de l'oncle du général Lasalle : François de Lasalle de Ville-au-Val (1719-1801), par M. Edm. des Robert (Extrait).

L'ex-libris d'un officier au régiment de Diesbach : Alexandre de Balthasar de Gachéo (1736-1808), par le même (Extrait).

Un poète nancéien oublié, Eugène Hugo, par M. A. de Roche du Teilloy ; Nancy, Berger-Levrault, 1902, in 8° de 23 p., avec portrait.

Renouvellement du Bureau.

L'ordre du jour appelle l'élection des membres du Bureau (président, vice-président, secrétaire annuel et secrétaires-adjoints) pour l'année 1902-1903.

Le Président déclare le scrutin ouvert et invite les membres présents à y prendre part. Plusieurs de nos confrères ont adressé leur vote par correspondance.

Le dépouillement donne les résultats suivants :

Votants : 47 ; majorité absolue : 24.

Obtiennent :

1^o Pour les fonctions de Président : M. L. Quintard, 42 voix, bulletins blancs ou nuls, 5.

2^o Pour les fonctions de Vice-Président : M. de Mont, 35 voix ; M. René Martz, 6 voix ; M. Pierre Boyé, 3 voix ; M. Émile Duvernoy, 1 voix ; M. Lefebvre, 1 voix ; bulletin nul, 1.

3^o Pour les fonctions de Secrétaire : M. Pierre Boyé, 39 voix ; M. Marcel Maure, 2 voix ; M. de Mont, 1 voix ; bulletins blancs ou nuls, 5.

4^o Pour les fonctions de Secrétaire adjoint : M. Émile Duvernoy, 39 voix ; M. Marcel Maure, 36 voix ; M. de Mont, 7 voix ; M. Edmond des Robert, 1 voix ; M. Pierre Quintard, 1 voix ; bulletins blancs ou nuls, 10.

En conséquence, le Bureau est ainsi composé pour l'année 1902-1903 : Président, M. L. Quintard ; Vice-président, M. de Mont ; Secrétaire-perpétuel, M. Léon Germain ; Secrétaire, M. Pierre Boyé ; Secrétares-adjoints, MM. Émile Duvernoy et Marcel Maure ; Bibliothécaire-archiviste, M. Georges Goury ; Bibliothécaire adjoint, M. Charles Sadoul ; Trésorier, M. Julien Knecht ; Conservateur du musée, M. Lucien Wiener.

Lectures.

M. J. Favier donne lecture d'un travail de M. Lucien



TÊTE D'ANGE, de l'Ecole Sammielloise

Wiener sur *Panpan Devaux et Eustache Pointu*. Ce travail est destiné au *Bulletin*.

Le Président donne lecture d'une étude de dom H. Quentin, intitulée : *Notice et extraits d'un triple nécrologe de l'abbaye de Remiremont*. La Société vote l'impression de ce travail dans ses *Mémoires* et nomme pour former la Commission de révision MM. Léon Germain, Émile Duvernoy et Pierre Boyé.

MÉMOIRES

UNE TÊTE D'ANGE DE L'ÉCOLE SAMMIELLOISE.

La provenance de cette tête (1), retrouvée par fragments dans une maison de Saint-Mihiel et reconstituée, nous est inconnue ; cependant on peut affirmer sans crainte, au moyen de la comparaison, que cette œuvre est une production de l'*École sammielloise*, et, par le même procédé, lui assigner une date approximative.

Nous retrouvons bien dans cette tête les caractères communs aux têtes d'enfants de l'*École sammielloise* (2), à

(1) Cette sculpture, en pierre de Saint-Mihiel, a une hauteur de 0^m30.

(2) Les principales figures d'Enfants de l'École sammielloise sont : *L'Enfant à la crèche*, du Musée du Louvre (attribué à Ligier Richier et provenant de la chapelle des princes de Bar-le-Duc). — V. la brochure de L. Maxe-Werly, *L'Enfant à la crèche*, s. l. n. d., in-8°, 4 p. : extr. des *Mém. Soc. des lettres... de Bar-le-Duc*, 2^e série, t. II (1883).

Les Enfants à la tête de mort, du monument Dieulewart-Pourcelet. (Église Saint-Étienne de Saint-Mihiel. Fin du xvr^e siècle. Jean Richier ?) Ce monument a été publié par M. L. Germain dans *la Lorraine artiste*, 1892, p. 42 ; pl. p. 48.

Les Enfants bénis par Jésus, du bas-relief de la Bibliothèque nationale. (Fin du xvr^e siècle. Ligier Richier ?) — V. un article de M. Léon Germain dans *la Lorraine artiste*, 1893, p. 106 ; planche p. 96.

L'Enfant aux têtes de morts du monument Gondrecourt. (Église Saint-Michel de Saint-Mihiel. 1608.) — V. la brochure de M. L. Germain : *Notice sur le tombeau de Warin de Gondrecourt, autrefois dans l'église*

savoir : la grâce souriante des traits contrastant d'une manière si frappante avec le symbolisme funèbre dans le *monument Dieulewart* et dans le *monument Gondrecourt*, le développement du front, exagéré sans doute, mais donnant aux figures une expression si particulière et si intelligente, enfin le réalisme profond qui, dans certaines œuvres des Richier, se concilie avec l'idéalisme le plus élevé.

Telles sont en quelques mots les ressemblances générales; passons maintenant aux ressemblances particulières et aux différences :

Comparons tout d'abord notre tête d'ange aux têtes des Enfants du *monument Dieulewart*.

On voit bien que les deux œuvres appartiennent à la même école, mais à travers les signes communs on distingue sans peine les divergences qui décèlent la différence d'époques. Ce n'est point dans les traits même du visage qu'il faut chercher ces divergences, mais dans des détails de second ordre, tels que les chevelures et les ailes :

Les chevelures du *monument Dieulewart* sont traitées avec beaucoup de simplicité, coupées assez court, flottant assez librement et sans avoir subi l'épreuve d'un peigne savant ; enfin, elles laissent à découvert une partie des oreilles. La coiffure de notre tête d'ange est plus compliquée : c'est une chevelure assez longue, disposée en mèches régulières sur le sommet de la tête, formant de chaque côté des sortes de bandeaux aux ondulations harmonieuses et dissimulant complètement les oreilles. Cette chevelure, toutefois, n'a point l'extrême complication de celles des

Saint-Étienne de Saint-Mihiel ; Nancy, 1882, in-8° 36 p., avec planche reproduisant un dessin ancien du monument.

Les Enfants du groupe de la Charité. (Église Saint-Étienne, fin du xvi^e siècle ou commencement du xvii^e, d'après René Ménard). Ce morceau a été publié par M. L. Germain dans *la Lorraine artiste*, 1892, p. 423 ; planche p. 432.

Les Bambinos de l'église Saint-Étienne. (Commencement du xvii^e siècle).

Bambinos, très longues, très fournies, très ondulées, enfin retenues par des bandelettes semblables à des colliers.

Une des particularités les plus frappantes de notre buste d'ange consiste dans la structure bizarre de l'appareil aviateur. Une paire de grandes ailes repliées part du dos et s'élève au-dessus de la tête, tandis que, plus en avant, surgit, de part et d'autre, un embryon d'aile ; une paire de volutes allant jusqu'à la base du sujet réunit en arrière ces deux embryons. Faisons remarquer, enfin, que tout le buste est recouvert de plumes semblables à celles des ailes.

L'artiste a eu, très certainement, dans cette œuvre, l'intention de représenter un ange qui, d'après le nombre des ailes, semble être, plus spécialement, un chérubin.

Le visage de notre tête d'ange, avons-nous dit, se rapproche sensiblement du visage des *Enfants à la Tête de mort* ; il diffère beaucoup, au contraire, du visage des *Bambinos* ou de celui de l'*Enfant du monument Gondrecourt* :

Chez les premiers, les traits ont beaucoup de finesse, de pureté et de distinction ; en même temps, ils sont empreints d'une grâce naturelle et sans mièvrerie. Chez les seconds, au contraire, on ne peut s'empêcher d'être choqué par une certaine vulgarité, manifestée notamment par l'épatement des nez, unie toutefois à cette préciosité qui caractérise les commencements du xvii^e siècle, époque de décadence pour l'*École sammielloise*.

De ces observations, nous devons conclure que notre tête d'ange a été sculptée après les *Enfants du monument Dieulewart*, avant l'*Enfant du monument Gondrecourt* et les *Bambinos*. Il faut donc considérer cette œuvre comme appartenant aux dernières années du xvi^e siècle.

HENRI BERNARD.

COMPTE RENDU DES FOUILLES EXÉCUTÉES EN 1902 POUR LE
COMPTE DE LA SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE DANS DES
TUMULUS SITUÉS DANS LE BOIS COMMUNAL DE SERRES.

M. F. Barthélemy avait mentionné, dans le répertoire annexé aux « Recherches » (1), l'existence de tumulus de grandes dimensions dans les bois de Serres. Je suis allé les reconnaître en juillet dernier avec notre confrère G. Goury. Au nombre de 10, ils se trouvent dans le bois dit *de Saulcy*, situé à l'Est de Serres, à environ 150 à 200 mètres de la lisière, en venant du village. On peut les inscrire sur la carte au 1/80,000 à l'emplacement occupé par la première S du mot *Saussi* (2).

En dépit de la mauvaise saison et de la difficulté d'accès, des fouilles y ont été pratiquées pendant quatre jours complets. Elles ont porté sur les dix tumulus, mais la faiblesse des crédits alloués n'a pas permis de les fouiller tous aussi complètement les uns que les autres (3). Quoi qu'il en soit, nous remercions le maire de Serres, M. Collet, de nous avoir facilité l'accomplissement de notre mission.

Tumulus I (voir le plan).

Ce tertre est formé d'un amoncellement de terre de nature sableuse (grès rhétien) d'environ 18 mètres de diamètre sur 3 mètres de hauteur au centre.

Le garde forestier, M. About, y avait fait pratiquer, sans résultats, il y a une vingtaine d'années, une tranchée lon-

(1) M. du Chatelle, inspecteur des forêts, a signalé un groupe d'énormes tumulus dans le bois de Saucy, à l'Est de Serres. « L'un d'eux, dit-il, ouvert en tranchée il y a quelques années, n'a donné aucun objet, mais on peut constater vers la base la présence de matières calcaïques. » F. Barthélemy, *Recherches archéologiques sur la Lorraine avant l'histoire*, p. 295.

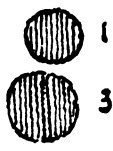
(2) La carte porte : *Bois de Saussî*.

(3) Il faudrait disposer de sommes relativement considérables pour retourner complètement de pareilles masses de terre.

Bois de Sauley



Borne



Borne



Coupe 8

Coupe 7

Coupe 6

Sentier

Sentier



Les Tumulus
de Serres

Échelle : $\frac{1}{2000}$



Vase funéraire du
Tumulus 6

H.^{eur} 0.20

D.[°] ext. 0.26

D.[°] orifice 0.20

D.[°] fond. 0.07

gue de 18 mètres, large de 1^m50, allant de l'Est à l'Ouest (1).

J'ai fait raffraichir la coupe du terrain et approfondir la tranchée jusqu'à 0^m20 en dessous de la surface du sol vierge. Aucune trace de « matières calcinées » ne se voit, ni d'un côté ni de l'autre, mais on remarque que les couches les plus profondes du tumulus ont au contraire une coloration blanche tout à fait caractéristique. Elle me paraît provenir surtout de la décalcification des matériaux terreux plus ou moins mélangés au grès rhétien constituant le tumulus, le calcaire étant entraîné par les eaux de pluie dans le sens de la profondeur, et se déposant progressivement. Des sondages pratiqués dans les parties encore en place, n'ont révélé la présence d'aucun indice de nature à faire croire qu'il y ait lieu de continuer les recherches.

Tumulus II.

Coupé par la ligne séparative des coupes 6 et 7, son relief est d'environ 1^m20 au-dessus du sol de la forêt et son diamètre de 8 mètres. Une tranchée de 1 mètre le coupant complètement de l'Est à l'Ouest, n'a donné aucun résultat. Comme le précédent, il est de nature sableuse, et ne contenait aucune pierre. Or, j'en ai fait la remarque chaque fois qu'il m'a été donné d'explorer des tumulus de nature sableuse, c'est le genre de terrain le moins favorable à la conservation des ossements et des mobiliers funéraires.

Tumulus III.

C'est le plus volumineux : son diamètre atteint 20 mètres et sa hauteur au centre 2^m50. Coupé en son milieu par deux larges tranchées allant du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, il présente au centre de sa masse composée de sable, un énorme pierrier, en forme de lentille, noyé en

(1) Ce travail avait été fait à l'instigation de M. le maire de Serres, et aux frais de la commune. C'est la fouille dont a parlé M. du Chatelle.

quelque sorte dans une terre extrêmement compacte, de couleur verdâtre empruntée au niveau inférieur.

Ce pierrier mesure au centre 1 mètre environ d'épaisseur, et va en s'amincissant sur une étendue de 3 mètres. Il repose sur le sol vierge.

Les matériaux rocheux consistent en dalles de dimensions variées provenant des dolomies des marnes irisées supérieures et en quelques fragments de grès rhétien.

A la surface du pierrier, on remarquait une couche de cendres et de charbons, épaisse en quelques endroits de un centimètre, dans laquelle j'ai recueilli quelques fragments d'os indéterminables. Était-ce une sépulture ou quelque offrande funéraire ?

Après que l'on eut enlevé environ 0^m30 de marne et de pierres, apparurent au centre deux sépultures. Des pierres plates placées primitivement de champ pour protéger les corps avaient basculé en partie, sous la pression des matériaux formant voûte qui, en s'effondrant, avaient brisé les os. Quelques-uns de ceux-ci, des tibias, des fémurs, des radius, des cubitus et quelques fragments d'os du bassin indiquaient que les corps étaient orientés, les pieds tournés vers le Nord.

Quant aux crânes, ils étaient en miettes : l'un d'eux avait été aplati entre la dalle placée au-dessus de lui et destinée à le protéger, et celle sur laquelle il reposait. Les dents, au complet, sont passablement usées : elles étaient amalgamées dans la terre grasse avec les débris d'un objet en fer indéterminable, placé aux environs de la base du crâne.

En dessous du dallage sur lequel reposaient les corps, se trouvait une autre sépulture. Quelques fragments d'os permettaient de reconnaître une orientation identique aux précédentes.

Un vase funéraire, fait d'une pâte de couleur brune colorée en noir à sa surface, brisé en menus fragments, se trouvait près de la tête.

Aux pieds, on remarquait entre deux pierres, recouverte d'une petite dalle, la tête d'un petit carnassier (1).

Tumulus IV.

Coupé de l'Est à l'Ouest, il n'a rien donné (sable, $D^e = 8^m$. $H^r = 1^m$).

Tumulus V.

Coupé du Nord au Sud, sans résultat (sable, $D^e = 15^m$. $H^r = 1^m30$).

Tumulus VI.

Ce tumulus, en dépit de ses proportions plus modestes ($D^e = 10^m$. $H^r = 1^m60$), a fourni des résultats plus intéressants que le tumulus III, l'arrangement primitif, d'ailleurs moins compliqué puisqu'il s'agissait d'une sépulture unique, ayant eu moins à subir du déplacement des matériaux constitutifs de sa masse.

Comme le tumulus III, il contenait un pierrier, mais de forme elliptique, mesurant 2^m30 dans sa plus grande longueur, et 1^m30 dans sa plus grande largeur. Sa hauteur était de 1 mètre, il était recouvert d'une couche sableuse de 0^m30 environ.

Construit très soigneusement au moyen de pierres engagées les unes dans les autres et liées avec de la terre grasse, ce pierrier entourait et recouvrait un squelette placé sur une sorte de pavé formé de dalles, et protégé par des pierres plates posées de champ ou disposées à plat les unes sur les autres en manière de mur à sec. Une grande pierre posée sur le sol vierge et dépassant de 0^m20 le sommet du pierrier, marquait l'emplacement des pieds. Une autre, posée à plat, à la surface du pierrier et de moindres dimensions indiquait l'emplacement de la tête. A côté de celle-ci, un éclat de poterie, bien cuite, de couleur rouge,

(1) Blaireau.

placé entre quatre pierres, et recouvert d'une cinquième, contenait du charbon et quelques fragments d'os indéterminables (1).

Le vide ménagé pour recevoir le corps mesurait 1^m75 de longueur sur 0^m60 de largeur. Il avait été complètement garni dans toute sa longueur d'une couche de cendres et de charbons encore épaisse de 1 à 2 centimètres, recouvrant les dalles du fond. Quelques charbons avaient encore une longueur de près de 0^m10.

Les ossements étaient en grande partie décomposés, mais j'ai pu recueillir d'importants fragments des os des jambes et des bras et tout le maxillaire supérieur. Les dents sont passablement usées. La tête était au Sud, les pieds au Nord.

Comme mobilier funéraire, on remarquait un vase placé contre la partie supérieure du crâne fendu en un grand nombre de morceaux. Cette poterie est faite d'une pâte assez grossière, de couleur noirâtre, mal cuite. A l'extérieur, elle est recouverte d'une sorte d'enduit brillant de couleur noire, d'aspect métallique, et décorée de lignes gravées au trait. Malgré son mauvais état de conservation je suis arrivé à la reconstituer (voir la planche).

Près de la base du crâne, se trouvait un petit objet de fer, dont il ne restait d'autres traces que de menus fragments empâtés dans l'oxyde, sur un desquels se voit l'empreinte d'un tissu grossier paraissant avoir été tramé avec de la laine.

Près de l'épaule gauche, dans l'interstice de deux pierres, j'ai recueilli les débris d'une petite boule de bronze de 0^m02 de diamètre, dont les parois ont une épaisseur de 0^m002. Il en reste environ la moitié : elle est recouverte d'une couche d'oxyde de fer provenant d'un objet indéter-

(1) Est-ce une incinération postérieure ? Je ne le crois pas, je verrais plutôt là une offrande au mort.

minable. La boule était percée de deux trous distant de 0^m01 dans lesquels on voit encore les restes d'une tige carrée en fer, faisant saillie à l'intérieur.

Cette disposition fait ressembler l'objet à une sorte de grelot dont la partie mobile aujourd'hui manquante aurait été engagée dans la tige.

A hauteur du bassin, parmi les matériaux éboulés se trouvait un petit fragment d'anneau uni, ou de bague en bronze, long de 0^m01.

Tumulus VII.

Faible relief, à peine 0^m80, mais diamètre de près de 10 mètres. Au centre, sur le sol vierge, était disposé une sorte de pavé de pierres plates de faibles dimensions, couvrant une surface de 1^m50 environ. Sur ces pierres et dans leurs interstices on remarquait une couche de terre de couleur grisâtre plus foncée à certaines places, provenant sans doute de la décomposition de matières organiques.

Tumulus VIII.

N'a rien donné (Sable D^e = 10^m, H^r = 1^m).

Tumulus IX.

Idem (Sable D^e = 20^m, H^r 1^m70).

Tumulus X.

Il semble difficile de se prononcer au premier abord sur la nature de ce tertre. Est-ce une élévation naturelle du sol ? Quoi qu'il en soit, sa hauteur au-dessus du terrain de la forêt est de 1 mètre en moyenne, et son diamètre, d'ailleurs irrégulier, de 30 mètres environ. Son sommet est très aplati.

Une fouille exécutée au centre sur une étendue de 4 m. et une largeur de 1 mètre, allant de l'Est à l'Ouest, n'a donné aucun résultat, pas plus que des sondages exécutés à différents endroits du tertre. Toutefois les unes et les

autres ont amené la certitude qu'il était fait de terre rapportée. Serait-ce un tumulus violé à une époque inconnue et déjà en partie nivelé ?

Ces fouilles, malgré la pauvreté des résultats, permettent de classer les tumulus de Serres dans la même catégorie que ceux de Cadenborn, de la Naguée, Clayeures, Villey-Saint-Étienne, Moncel, Chambrey, c'est-à-dire parmi les rares monuments de ce genre qu'a laissés en Lorraine la population du Premier âge du fer.

Cette pauvreté des résultats ne s'étend pas seulement aux mobiliers funéraires, mais encore aux données anthropologiques, ce qui est encore plus regrettable.

Peut-être en étendant les fouilles, en rasant complètement les buttes, arriverait-on à découvrir quelques objets isolés dans le pourtour de celles-ci, mais nous ne le croyons pas. Dans tous les cas, en ce qui concerne les ossements, nous sommes convaincu, étant donné la nature du sol, qu'ils ont complètement disparu.

Ce serait une forte dépense, presque sûrement inutile.

J. BEAUPRÉ.

SUR L'ORIGINE DE LA FAMILLE DE BAUDRICOURT

Parmi les écrivains, on n'ose dire les historiens, qui se sont exercés à la tâche impossible de faire de Jeanne d'Arc une champenoise et d'enlever une partie de Domremy à la Lorraine (1), il s'en trouve qui ont poussé la manie d'an-

(1) Il doit être bien entendu que je prends le mot *Lorraine* dans le sens qui lui a été donné depuis le *x^e* siècle et que particulièrement les contemporains de Jeanne d'Arc lui attribuaient : la contrée de Lorraine comprend les trois *civitates* ou les trois anciens diocèses de Metz, de Toul et de Verdun, à quoi il convient encore d'ajouter les Décénats wallons de l'archidiocèse de Trèves et le Clermontois. Le duché héréditaire de Lorraine est tout autre chose. Sur ce point cf. le comte M. de Pange, *Le pays de Jeanne d'Arc*, 1902, p. 34, note 2 (extr. de *Annuaire-Bulletin de la Soc. de l'hist. de France*, 1901). — Le nom de « contrée » me semble convenir le mieux à ce vaste territoire.

nexion jusqu'à réclamer pour leur province la famille de Robert de Baudricourt, le capitaine de Vaucouleurs qui reçut la Pucelle. Le nom de cette famille, dirent-ils, s'écrivait toujours *Baudrecourt* ; Robert était seigneur de Blaise en Champagne (1) ; donc, nul doute qu'il ne fût originaire de Baudrecourt (2), lieu situé dans le voisinage. L'un de ces auteurs a été jusqu'à accuser les Lorrains ducaux d'avoir, de parti-pris, altéré le nom des Baudricourt afin de les rattacher à un village ainsi appelé, situé au bailliage de Vosges, c'est-à-dire dans le duché de Lorraine.

Incidemment et sans aborder la question d'origine, que je n'avais par le loisir d'examiner, j'ai eu occasion de faire remarquer à cet auteur qu'il agissait trop légèrement (3). Ce sont bien des Français et non des Lorrains qui paraissent avoir été les premiers à fixer le nom des Baudricourt ; les variantes d'orthographe étaient fréquentes ; sait-on si, au ^{xv}^e siècle, la localité vosgienne ne s'appelait pas aussi *Baulrecourt* ? Le nom de *Ligneville* (4), dans le même arrondissement, est devenu *Ligniville* pour désigner la grande famille qui descend de ses anciens seigneurs. Enfin, si ce que l'on sait des ancêtres de Robert de Baudricourt ne les montre pas en relation avec le duché de Lorraine, on ne les voit pas davantage possessionnés en Champagne ; c'est uniquement dans le marquisat du Pont, le Barrois et le Verdunois qu'on les rencontre ; c'est aussi en Lotharingie qu'ils se marient (5), sauf le père de Robert, c'est-à-

(1) Canton de Vignory, arr. Chaumont, Haute-Marne.

(2) Canton de Doulevant, arr. Wassy, Haute-Marne.

(3) *Annales de l'Est*, 1896, p. 321.

(4) Canton de Vittel, arr. de Mirecourt.

(5) Jean de Baudricourt, capitaine de Foug, aïeul de Robert et le premier connu de la famille, épousa, d'après Husson-l'Escossois, Jeanne de *Dombasle*. Il y a quatre Dombasle en Lorraine : l'un dans la Meuse, canton de Clermont-en-Argonne ; un autre dans la Meurthe, canton de Saint-Nicolas de Port, et deux dans les Vosges, cantons de Darney et de Rouvres-en-Xaintois. La famille de Dombasle qui occu-

dire Liébaut de Baudricourt ; celui-ci épousa Marguerite d'Aunoy, et c'est par cette alliance que la seigneurie de Blaise entra dans sa famille.

Mieux informé à présent, je puis ajouter que les historiens non lorrains qui ont étudié la question sérieusement et impartialement se prononcent pour l'origine lorraine des Baudricourt. Voici, par exemple, Emile Jolibois, auteur de *la Haute-Marne ancienne et moderne*, ouvrage imprimé à Chaumont en 1838 et par conséquent bien champenois. Jolibois y a consacré un article à la famille de BAUDRICOURT et cet article débute ainsi :

« Elle (cette famille) était lorraine et vint s'établir dans les environs de Chaumont à la fin du ^{xiv}^e siècle. *Liébaut de Baudricourt*, chevalier, chambellan de Robert, duc de Bar, et gouverneur de Pont-à-Mousson, commença la puissance de sa famille en Champagne, en épousant à Chaumont Marguerite d'Aulnoy, dame de Blaise... »

Jolibois est plus explicite encore à l'article précédent, celui de la commune de BAUDRECOURT, article qu'il termine de la sorte :

« On a prétendu que la famille du maréchal de Baudricourt avait pris son nom du village de Baudrecourt ; mais c'est à tort, car cette famille était originaire de Lorraine et elle portait déjà le nom que le maréchal a illustré, quand l'aïeul de ce dernier, Liébaut, chambellan du duc de Bar

avait un rang distingué dans la chevalerie lorraine était, d'après Husson-l'Escossois, originaire du Dombasle de la Meurthe.

Joffroy dit le Moine de Baudricourt, oncle de Robert, épousa Agnès de la Tour, de la famille de la Tour en Voivre (la Tour-en-Woëvre, canton de Fresnes-en-Woëvre, Meuse). Sur ce personnage, v. mes *Observations sur les médailles de Benoîte-Vaux*, 1901, p. 19-23. Bonne de Baudricourt, sœur de Robert, épousa, suivant le P. Anselme, Erard de Guynewich, seigneur de Beaurepaire. Je pense qu'au lieu de *Guynewich*, il faut lire *Gymnich*, nom bien connu d'une famille du Luxembourg, et que *Beaurepaire* est, par l'intermédiaire de *Beaurepart*, une forme française de *Berbourg*, dans le même Etat. Cf. *Chartes de Reinach*, n^{os} 1834 et 1885, et table des loc., art. Berbourg, p. cxxii.

et gouverneur de Pont-à-Mousson, prit rang parmi les nobles du bailliage de Chaumont, en épousant la fille du bailli. L'homonymie a pu donner cours à cette erreur et le voisinage de la seigneurie de Blaise dont le fils de Liébaut hérita de sa mère. »

Je citerai en outre Siméon Luce, qui, dans son célèbre ouvrage *Jeanne d'Arc à Domremy*, et parlant de Robert de Baudricourt, n'a pas été moins formel : « Lorrain, dit-il, par son père Liebault de Baudricourt, chambellan de Robert duc de Bar et gouverneur de Pont-à-Mousson, Champenois par sa mère Marguerite d'Aunoy dame de Blaise en Bassigny, le capitaine de Vaucouleurs se ressentait de cette double origine ; il avait la bravoure et l'énergie lorraines aiguisées de finesse champenoise, d'une finesse qui n'était pas toujours exempte de quelque duplicité (1) ».

Voilà, je pense, un jugement dont, à aucun point de vue, les Lorrains n'ont à se plaindre.

La famille de Baudricourt était donc lorraine ; mais est-on fondé de documents pour soutenir qu'elle provenait de Baudricourt près de Mirecourt ? Il y a là passablement d'obscurités. Et d'abord, le Baudricourt des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles est-il bien celui d'aujourd'hui (2) ? Il n'existe pas de Dictionnaire topographique du département des Vosges, et l'on en est encore réduit, pour l'étude des localités en général, à l'ouvrage de H. Lepage, *le Département des Vosges*, qui date de 1845, c'est-à-dire des débuts historiques du laborieux archiviste de la Meurthe (3).

(1) Siméon Luce, *Jeanne d'Arc à Domremy*, 1886, p. CLXII.

(2) Le comte M. de Pange (o. c., p. 47), dit de Robert de Baudricourt : « Ce gentilhomme lorrain, dont le père et l'aïeul étaient attachés au duc de Bar, appartenait, de son estoc, au bailliage de Vosges, dépendant du duché de Lorraine. Il était originaire de Baudricourt, près de Mirecourt, chef-lieu de ce bailliage, et cette terre ne cessa pas de lui appartenir. » Mais l'auteur ne donne aucune preuve.

(3) Il convient citer aussi le récent ouvrage publié par M. Léon Louis, *le Département des Vosges*, 7 vol. in-8° ; mais les deux derniers volumes, qui renferment le « Dictionnaire historique et statistique des

Or, deux villages assez voisins, Baudricourt et Saint-Menge (1), ont, à des époques mal déterminées, échangé leur nom, puis l'un tout au moins a pris aussi celui de Bassompierre (2), de telle sorte qu'il se trouve là un imbroglio dont la solution exigerait, ce semble, de longues recherches (3). Toutefois, d'après H. Lepage, les apparences, touchant l'origine de la famille de Baudricourt, semblent être en faveur de Saint-Menge.

En effet à l'article *Baudricourt* (p. 40), l'auteur dit : « Quant à Robert de Baudricourt, qui conduisit Jeanne d'Arc au roi de France, nul titre n'atteste d'une manière certaine que son nom se rattache à celui de cette localité (4). »

Mais, à l'article *Saint-Menge* (p. 467), qu'il a pu rédiger beaucoup plus tard, puisque l'ouvrage est sous forme de dictionnaire, il s'exprime en ces termes :

« Ce village... s'appelait autrefois *le grand Baudricourt* pour le distinguer du *petit Baudricourt*, actuellement annexe de Rouvres (5). Après avoir eu pour seigneurs les sires de Baudricourt, il passa aux Désarmoises... », etc.

Cette imprécision, de telles incertitudes et le manque de

communes, hameaux, écarts, fermes », n'est trop souvent, pour les renseignements historiques, qu'une copie de l'ouvrage de 1845.

(1) Tous deux sont du canton de Mirecourt.

(2) Tous les deux d'après H. Lepage, mais seulement Saint-Menge d'après l'ouvrage de M. L. Louis.

(3) D'après l'ouvrage publié par M. Louis, ces deux villages n'auraient échangé leur nom qu'en 1719. En 1766, le vieux Baudricourt aurait repris le sien, tandis que l'ancien Saint-Menge recevait celui de Bassompierre-sur-Vraine, qu'il conserva jusqu'à la Révolution; en suite ce serait redevenu Saint-Menge. Ainsi les noms actuels seraient les mêmes que dans tous les temps antérieurs à 1719. Mais comment se fait-il que cet ouvrage doute des relations de la famille de Baudricourt avec le village de ce nom, tandis qu'on y lit ceci à l'article de Saint-Menge : « St-Menge eut pour seigneurs *les sires de Baudricourt*, des Armoises, de Turgis et de Bassompierre » ?

(4) Cette phrase est répétée mot pour mot dans l'ouvrage de M. Louis, t. VI, p. 32.

(5) Rouvres-en-Xantois, canton de Mirecourt.

documents cités, me laissaient très perplexe et je me demandais s'il n'y aurait pas motif de chercher ailleurs, dans les possessions des ducs de Bar, vers la région de Pont-à-Mousson, le lieu d'origine des Baudricourt ou, comme on écrivait d'habitude aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, des *Baudtrecourt*. Précisément il existe par là une commune qui porte ce dernier nom (1), sur laquelle on a peu de renseignements historiques et dont la situation féodale paraît avoir varié. En effet, dans la *Statistique de la Meurthe*, H. Lepage qualifie Baudrecourt : « village de l'ancien évêché de Metz (2) » ; mais, dans le *Dictionnaire topographique*, il dit : « Le fief de Baudrecourt relevait du marquisat de Pont-à-Mousson (3). »

Voilà qui nous conviendrait parfaitement.

Les renseignements historiques, ai-je dit, sont, pour l'époque dont nous nous occupons, peu nombreux. Dans les *Communes de la Meurthe*, le même auteur dit :

« Le jour de la Saint-Simon et Saint-Jude 1334, Jean d'Amelécourt, écuyer, reprend d'Edouard, comte de Bar, ce qu'il a à... Baudrecourt (Cart. Pont fiefs).

« Le 6 juin 1432, Simon, comte de Salm, donne aux habitants de Baudrecourt des lettres de sauvegarde... (4) »

Trouverait-on davantage dans les Archives de la Meuse ou dans les archives lorraines qui ont été transportées à Paris ? Il me paraît assez naturel d'être porté à rechercher s'il n'aurait pas existé quelque relation entre ce lieu et la famille de Baudricourt. Serait-elle sortie de là pour, dans la suite, se transporter aux environs de Mirecourt et y donner son nom à une localité nouvellement acquise ? Au contraire, proviendrait-elle de ce Baudricourt vosgien ; et,

(1) Anc. Meurthe, canton de Delme, arr. Château-Salins.

(2) H. Lepage, *le Département de la Meurthe, Statistique...*, t. II, p. 51.

(3) H. Lepage, *Dict. topogr. Meurthe*, 1862, p. 12.

(4) H. Lepage, *les Communes de la Meurthe*, 1863, t. I, p. 106.

passée dans le pays de Pont-à-Mousson, aurait-elle créé le Baudrecourt de la Meurthe ?

Ce qui me paraît hors de doute, c'est que Jean de Baudricourt, maréchal de France, possédait la localité vosgienne qui portait alors ce nom. J'en trouve la preuve dans un acte de grand intérêt, car il établit un fait que je ne sache pas avoir été publié jusqu'à présent : pendant la guerre de Lorraine, Jean de Baudricourt fit campagne contre Charles le Téméraire et ce dernier aurait saisi la terre de Baudricourt pour la donner à André d'Haraucourt, bien connu pour s'être rallié au duc de Bourgogne (1). Cet acte malheureusement ne m'est connu que par l'analyse qu'en donne l'Inventaire de Dufourny conservé à la Bibliothèque municipale de Nancy ; cette analyse se trouve dans la seconde partie du tome X ; or cette seconde partie paraît se rapporter à des titres qui n'existent plus, du moins à Nancy. En voici le texte :

« 1475, le pénultième juillet, à Doullens (2). Charles, Duc de Bourgogne, donne à son écuyer André d'Haraucourt, seigneur de Brandebourg (3), pour ses bons services, la terre de Baudricourt, appartenante à Jean de Baudricourt, ennemi du duc Charles ; donne aussi audit Haraucourt toute la terre de St-Baslemont (4), appartenante au S^r Ferry de Montreuil (5), aussi son ennemi. Orig. (6). »

Ainsi, au xv^e siècle, le maréchal de Baudricourt pos-

(1) H. Lepage, *Commentaires sur la Chronique de Lorraine*, 1859, p. 13. — V. aussi mon article *Le sceau de l'ordre du Croissant*, dans *Journal Soc. d'archéol. lorr.*, 1900, p. 15.

(2) Doullens (Somme) ?

(3) Brandebourg, dans le Grand-Duché de Luxembourg.

(4) Saint-Baslemont, canton de Darney, arr. Mirecourt. — Dans le *Département des Vosges*, à l'article de cette localité (p. 444), H. Lepage dit : « Ferry de Montreuil, seigneur de Saint-Balmont, reprit cette seigneurie du duc de Lorraine en 1471 et 1477. »

(5) J'ai lieu de croire que ce nom se rapporte à Monthureux-sur-Saône, ch.-l. de canton, arr. de Mirecourt.

(6) Dufourny, t. X, 2^e partie, p. 157, renv. à « Layette I. Nancy ».

sédait réellement la terre de Baudricourt près de Mirecourt, au duché de Lorraine. Toutefois sa famille en était-elle originaire, plutôt que de Baudrecourt près de Pont-à-Mousson? La chose me paraît très probable; cependant elle n'est pas encore prouvée. Mais, de toute manière, les Baudricourt étaient Lorrains et non Champenois.

L. GERMAIN.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Séances.	
Séance du 13 décembre 1901	3
— 10 janvier 1902	25
— 14 février	41
— 14 mars	73
— 21 —	76
— 11 avril	97
— 25 —	99
— 9 mai	121
— 23 —	123
— 13 juin	145
— 11 juillet	169
— 1 ^{er} août	241
— 14 novembre	265
— 12 décembre (Voir le n° de janvier 1903).	

Mémoires.

La terre de Saint-Denis au XII ^e siècle (commune de Moriviller), par M. l'abbé Ed. CHATTON	5, 27
Portraits lorrains à la Galerie des Offices de Florence, par M. René WIENER	13
Chartes lorraines pour l'abbaye de Cluny, par M. E. DUVERNOY	17
Note sur la mise à jour des restes d'une villa romaine à Pont-Saint-Vincent et sur l'une des causes probables de la rareté des découvertes de stations préhistoriques humaines dans les vallées de nos régions, par M. Aug. POIROT	22
Le fondeur de cloches Pierre Huart (1637), par M. E. DUVERNOY	23
Le droit de grenouillage, par M. E. DUVERNOY	32
François Bracquet, de Nancy, sculpteur (XVIII ^e siècle), par M. l'abbé CLANCHÉ	36

Un mémoire de l'abbé de Rulle sur les tombeaux des ducs de Lorraine et sur Nancy pendant la Révolution, par M. Ch. PFISTER	43
Une lettre de Fabert, 1649, par M. G. de BRAUX.	66
Une inscription dans la citadelle de Stenay (Meuse), par M. J. NICOLAS	70
Manuscrit grec des évangiles d'Hector d'Ailly, évêque de Toul, par M. E. MANGENOT	79
Noms de fondateurs de cloches, extraits des registres du bailliage du Bassigny, par feu M. Jules MARCHAL	83, 108
Inscriptions funéraires dans l'église de Brouennes, par M. J. NICOLAS	92
Bénédictio d'une cloche de Boncourt-sur-Orne, en 1738, par M. L. GERMAIN	95
Fragments d'études sur l'église de Saint-Nicolas de Port. Les vitraux du chœur, d'après feu M. A. Bretagne, par M. L. GERMAIN	99
Note sur les armoiries de Mirecourt, par M. L. GERMAIN.	111
La cloche ancienne de Mont-Saint-Martin, par M. L. GERMAIN	113
Sceau du maire de Neufchâteau en 1293, par M. Edmond DES ROBERT	123
Inscriptions funéraires de l'église d'Inor, par M. J. NICOLAS.	125
Notes historiques sur les proses, les hymnes et les récitatifs du Supplément tullo-nancéien de 1887 au graduel et à l'antiphonaire, par M. l'abbé G. CLANCHÉ	131
Metz en Lorraine, par MM. L. GERMAIN et F. DES ROBERT	140, 160
Noms révolutionnaires des communes de la Meurthe, par M. E. DUVERNOY	144
Inscriptions funéraires de l'église de Petit-Verneuil, par M. J. NICOLAS	147
La famille des médecins Callot (suite et fin), par M. L. GERMAIN	150
Louis d'Avocourt, par M. L. GERMAIN.	163
Un document sur Jean d'Aix, évêque de Verdun, 1250, par M. L. GERMAIN.	168, 174
Sceau de Jean de Boulémont, grand-archidiacre de Toul, par M. Edmond DES ROBERT	172
Gilles I ^{er} , Jacques, Conrad et Burnequin d'Avocourt, par M. L. GERMAIN	178
Note sur les armoiries de Gérardmer, par M. L. GERMAIN	186
Une cloche de Romans (Drôme), fondue par Nicolas Dubois, de Neufchâteau, 1545, par M. L. GERMAIN	189
Le pontifical de Renaud de Bar, évêque de Metz (xiv ^e siècle), par M. L. GERMAIN	192
Notice historique et descriptive sur le château de Prény, par M. Louis ROBERT	193
Perrin, Renaud et Isabelle d'Avocourt, par M. L. GERMAIN	211

Inscriptions funéraires de l'église de Bazeilles, par M. J. NICOLAS	213
Un lieu-dit : les Jolis-Fous, près de Rémyilly, par M. Edmond DES ROBERT.	217
Recherche sur les actes de Robert de Baudricourt, depuis 1432 jusqu'à 1434, par M. L. GERMAIN	219
Le sceau de Salomon et le monogramme de Diane de Dom-martin, par M. L. GERMAIN	231
Épitaphe de Claudine de Runc, veuve de Louis de Heumont, à Réhon, xvi ^e siècle, par M. L. GERMAIN	235
Sur l'origine de Gérard de Relanges, évêque de Metz, par L. GERMAIN.	238
Panpan Devaux et Eustache Pointu, par M. L. WIENER . .	242
Le panonceau de Xonville, par feu M. R. DE SOUHESMES. .	247
Identifications de quelques localités pour la liste des vas-saux du comté de Bar, en 1311 (<i>suite</i>), par M. L. GERMAIN. .	257
Observations relatives à deux articles précédents, par M. le comte Maurice DE PANGE	260
Une tête d'ange de l'Ecole sammielloise, par M. Henri BERNARD	269
Compte rendu des fouilles exécutées en 1902, pour le compte de la Société d'Archéologie lorraine, dans des tumulus situés dans le bois communal de Serres, par M. J. BEAUPRÉ. . . .	272
Sur l'origine de la famille de Baudricourt, par M. L. GERMAIN	278

Chronique.

Le nécessaire de table du nain Bébé, donné au Musée Lor-rain	37
Versement des membres perpétuels	39, 116
Compte rendu du trésorier	71
Compte rendu de la Commission des finances pour l'exercice 1901, par M. Ch. GUYOT	76
Question. — Chandeliers rustiques.	115
Communication sur le Congrès archéologique de Troyes et Provins, par M. L. GERMAIN	169

Nécrologie.

Raymond des Godins de Souhesmes, par M. L. QUINTARD. .	116
Dom Edmond Didier-Laurent, Bénédictin de la Congrégation de France, par M. l'abbé Eug. MARTIN.	239

Bibliographie

Les études préhistoriques en Lorraine de 1889 à 1902, par M. le comte J. Beaupré (M. L. QUINTARD).	261
Une bâtarde de la Maison de Lorraine en Boulonnais, par Louis Bossu (M. L. GERMAIN)	262
Le Héraut de Lorraine, par F. Perrin de Dommartin (M. L. GERMAIN)	263

Musée lorrain.

Dons	24, 40, 72, 120, 144, 264
Dépôt de la ville de Nancy.	24
Acquisitions	40
Legs de M. R. de Souhesmes.	96

Planches et figures.

✓Armoiries du maréchal de Fabert	69
✓Armoiries de Mirecourt.	112
✓Portrait de M. des Godins de Souhesmes	148 ¹²⁰
✓Sceau du maire de Neufchâteau en 1298.	123
✓Sceau et contre-sceau de Jean de Bourlémont, grand archi- diacre de Toul.	173
✓Sceau de la commune de Gérardmer (xviii ^e siècle).	187
✓Plan restauré du château-fort de Prény.	195
✓Vue restaurée du château-fort de Prény.	193-199
✓Monogramme de Charles de Croy, marquis d'Havré, et de Diane de Dommartin, 1593	233
✓Armoiries de Fontenoy-le-Château, d'après Durival.	234
✓Eustache Pointu qui passa longtemps pour Panpan Devaux (statuette en terre de Lorraine)	242
✓Une tête d'ange de l'école sammielloise.	269
✓Bois de Saulcy. — Les tumulus de Serres.	272
✓Vase funéraire du tumulus 6.	272

ERRATA

Page 39, ligne 30, *au lieu de* 1901, *lire* 1891.

— 87, ligne 2, *au lieu de* Besore, *il faut sans doute lire* : Besvre.

— — ligne 21, *au lieu de* Saint-Berchoue, *il faut sans doute lire* :
Saint-Berchair.

Page 91, note, *au lieu de* Resson, *lire* : Besson.

— 95. Bénédiction d'une cloche de Boncourt-sur-Orne, en 1738. —
Ajouter : Cet acte a été publié aussi par M. E. Duvernoy dans l'*Invent.*
somm. des Archives départementales. Arrond. de Briey, page 109.

Page 101, ligne 24, *au lieu de* pantagonale, *lire* : pentagonale.

— 103. Rectifier les appels de notes pour S. Jérôme (22 *au lieu de* 29)
et pour S. Antoine de Padoue (29 *au lieu de* 20).

Page 109, ligne 11, *au lieu de* bouquet, *il faut sans doute lire* : banquet.

Page 111, note, ligne 2, *au lieu de* 107, *lire* : 307.

— 115, ligne 1, *au lieu de* La famille Fessler, *etc.*, *c'est le nom*
de la famille de Housse qui aurait dû être cité ici, cette famille étant
celle du mari de la marraine de la cloche.

Page 223, ligne 1, *au lieu de* l'évêque, *lire* : les évêques.

— 228, note 2, *au lieu de* Vassy, *lire* : Wassy, Haute-Marne.

Voir d'autres errata : p. 32, note 3 ; p. 168 ; p. 213, note 2 ; et p. 240.

Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.

Nancy. — Imprimerie A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier.





